



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



UNIVERSITEITSGEBUUDEN GENT



Digitized by Google



Q

Aut. 3164-

MÉMOIRES

de M. 1^e Duc

DE CHOISEUL,

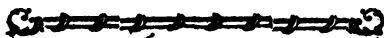
Ancien Ministre de la Marine, de la Guerre,
& des Affaires étrangères ;

écrits par lui-même,

Et imprimés sous ses yeux, dans son
Cabinet, à Chanteloup, en 1778.



TOME PREMIER.



A CHANTELOUP,

Et à PARIS,

Chez Buisson, Libraire, rue Haurefeuille, N^o. 20.

1790.

MEMORANDUM

1916

MEMORANDUM FOR THE SECRETARY OF THE ARMY

Subject: [Illegible]

offo

[Illegible]

[Illegible]

[Illegible]

[Illegible]

[Illegible]



[Illegible]

[Illegible]

[Illegible]

[Illegible]

AVERTISSEMENT

DE L'ÉDITEUR.

M. le Duc de Choiseul a écrit dans sa retraite différens Mémoires, dont voici le recueil. Les ayant fait imprimer pour son amusement dans son Cabinet à Chanteloup, l'unique exemplaire complet de ces Mémoires est tombé dans nos mains, & dans un tems où tout ce qui a rapport au Gouvernement, à la Politique, à l'administration des Finances de l'Empire François, intéresse vivement, nous croyons rendre au Public un service très-agréable, en lui offrant un Recueil d'une aussi grande importance.

BRUNIA

AVERTISSEMENT, &c.

Au reste, ces Mémoires ne se bornent pas à des objets de discussion sérieuse. On y trouvera répandus des Anecdotes, des Traits, des Détails, des Faits curieux & inconnus, propres à piquer la curiosité.

ANECDOTES

ANECDOTE PARTICULIERE

DE LA COUR DE LOUIS XV.

AU COMMENCEMENT de l'année 1760, Madame de Pompadour me parla d'un Mémoire qu'on lui avoit donné sur la Politique, lequel présentoit des idées pour parvenir à la paix; elle m'invita à lire ce Mémoire, en me priant de lui en dire mon avis. Je l'emportai chez moi, & le lus avec l'attention que demandoit la sérieuse recommandation qui m'avoit été faite.

Sans me laisser aller à la prévention que l'on acquiert, par l'expérience, sur les Mémoires politiques faits par ceux qui gouvernent, dans leur chambre, les

Tome I.

A

Cabinets de l'Europe , & qui , fans connoissance des positions , des antécédens , des hommes , & des choses , suivent , avec complaisance , le délire de leur imagination , je trouvai le Mémoire qui m'avoit été remis absolument dénué de sens commun & des connoissances politiques les plus triviales. Je rendis ce Mémoire , au bout de quelques jours , à Madame de Pompadour ; & sans lui demander de qui elle le tenoit , je lui en dis franchement mon avis , & lui conseillai , si elle s'intéressoit à l'Auteur , de l'exhorter à ne point perdre son tems au travail de la Politique , sur laquelle il ne me paroissoit pas avoir des notions bien justes , ni même des dispositions à en acquérir. Je ne gardai point de copie de ce Mémoire , qui réellement étoit absurde. J'en ai été bien fâché depuis ; car

mon jugement sur cet Ouvrage a été l'origine de ma brouillerie avec M. de la Vauguyon.

Je ne connoissois pas M. de la Vauguyon avant que d'être Ministre du Roi ; j'étois en ambassade quand il fut nommé Gouverneur des Enfans de France ; & avant mes ambassades , je n'eus ni occasion ni désir de faire connoissance avec lui. Peu de temps après mon établissement à Versailles , M. de la Vauguyon vint chez moi , le matin ; il me dit beaucoup de flagorneries. J'imaginai qu'il employoit ce ton vis-à-vis de moi , pour me juger , & comme un moyen d'entrer en conversation sur des objets politiques ; car il me parla ensuite beaucoup , & fort mal , de la situation des affaires du Royaume. Quoique je dise assez volontiers mon opinion sur les objets & sur les personnes

dont on me parle , je me tins dans une réserve qui étoit naturelle vis-à-vis du Gouverneur des Enfans de France , que l'on ne connoît pas , & qui ne peut venir chez un Ministre qui débute à la Cour , lorsqu'il n'a point d'affaires directes à lui , que pour le juger , ou pour intriguer. M. de la Vauguyon comprit , à ma réserve , qu'il feroit au moins inutile de me confier ses projets d'entrer dans le Ministère , & d'avoir la place de Chef du Conseil des Finances de son beau-pere le Duc de Béthune ; il sentit qu'il lui seroit plus facile de travailler sur cet objet vis-à-vis de Madame de Pompadour ; il alloit assez souvent chez elle , & c'étoit de lui le Mémoire politique qu'elle m'avoit donné à examiner. Je ne me doutois en aucune façon ni des prétentions de M. de la Vauguyon , ni qu'il fût l'Auteur ,

de ce Mémoire , que je croyois qui venoit d'une main subalterne & indifférente. Madame de Pompadour , sans m'en prévenir , & avec une confiance de bonhomme , mais très - imprudente , rendit à M. de la Vauguyon le jugement que j'avois porté sur son Mémoire & sur sa Politique ; elle lui dévoila par - là le peu de fonds qu'il avoit à faire sur mon opinion relativement à ses talens pour le Ministère. Plus on est incapable d'un emploi auquel on prétend , plus on est offensé contre celui qui juge vos vues d'ambition absurdes. M. de la Vauguyon , sans exhaler sa haine , me jura , au fond de son cœur , toute celle que la bonne opinion qu'il avoit de lui-même & ses espérances trompées pouvoient enfanter. Je n'ai appris , par Madame de Pompadour , la tracasserie que je viens de dire ,

qu'après l'aventure du Mémoire, que je vais écrire. Je ne m'aperçus pas que M. de la Vauguyon ne venoit plus chez moi , & qu'il évitoit de me parler quand , par hafard , il me rencontroit.

Au mois de Juin de cette même année , étant à Saint-Hubert , je vis , par hafard , M. le Dauphin remettre au Roi un papier dans sa garde-robe , après le Conseil. Le soir , je trouvai que le Roi avoit un air embarrassé ; le lendemain , je fis attention que cet air embarrassé continuoit ; & je crus remarquer que le Roi ne me traitoit pas avec la même aisance qu'il avoit coutume d'avoir avec moi. Nous revînmes à Versailles. Madame de Pompadour me parut triste , réservée ; je combinai , pour la première fois de ma vie , les mines d'elle & du Roi ; & , sans penser que je pusse être de quelque

chose dans ce qui occasionnoit du trouble entre ces deux Personnages, j'eus la curiosité & même de l'intérêt à connoître le motif de leur tristesse.

Je m'adressai à Madame de Pompadour, & lui demandai de me confier le motif des nuages que j'apercevois sur le visage du Roi & sur le sien. Elle chercha à esquiver de me répondre ; je la pressai un peu ; je lui marquai de l'intérêt. Elle me rassura sur ce que je craignois qu'il n'y eût quelque brouillerie sérieuse entre elle & le Roi. Je pris le parti, voyant qu'elle ne vouloit me rien dire, d'attendre un autre moment pour satisfaire ma curiosité. Ce moment arriva le lendemain. Je pressai plus vivement Madame de Pompadour, qui s'échappa à me dire qu'elle espéroit que ce qui fâchoit le Roi n'étoit pas vrai. Je tirai tout de suite la consé-

quence qu'il y avoit quelque chose de vrai ou de faux qui fâchoit le Roi. Mes instances devinrent plus fortes pour savoir ce que c'étoit. Quel fut mon étonnement, quand Madame de Pompadour me demanda si je n'avois rien à me reprocher vis-à-vis du Roi ! Alors je ne pus pas douter que j'étois l'objet des sentimens dont je cherchois à m'instruire ; ma curiosité augmenta en proportion de mon intérêt. Madame de Pompadour m'avoua que le Roi croyoit avoir à se plaindre de moi ; elle me dit tout de suite qu'elle n'avoit pas la liberté de me dire le sujet de plainte du Roi. Je n'épargnai pas à Madame de Pompadour les reproches que je lui devois, d'avoir eu, pendant trois jours, la connoissance d'un fait qui devoit m'intéresser autant, sans avoir obtenu la permission

de m'en parler. Elle s'excusa sur la parole que le Roi lui avoit fait donner de ne m'en point parler : tout ce qu'elle pouvoit me dire de sa part étoit de m'examiner si je n'avois pas fait quelque chose qui dût déplaire au Roi sensiblement. Je m'écriai que je n'avois pas besoin de faire un examen , & que j'étois sûr de n'avoir pas eu une pensée relative au service du Roi , que je ne pusse lui dire. Elle me conjura de prendre quelque tems encore pour me rappeler ce que j'avois fait depuis que j'étois Ministre ; de venir lui dire ce dont je me ferois souvenu ; que si je devinois le motif de la colere du Roi , elle avoit la liberté d'en convenir ; que si je ne le devinois pas , elle lui demanderoit la permission de me dévoiler tout ce mystere , & qu'elle espéroit l'obtenir. Ma fierté étoit sensiblement révoltée de cet examen de con-

science ; je le marquai , sans ménagement , à Madame de Pompadour. Sa douceur triompha de ma vivacité , & la curiosité de voir où devoit aboutir cette aventure , me détermina à acquiescer à la forme inquisitoriale que l'on m'imposoit.

Je n'avois point d'examen à faire ; j'étois certain de n'avoir pas eu la pensée de manquer : cependant je cherchai à me rappeler si , par légèreté , je n'avois pas fait ou dit quelque chose que l'on auroit envenimé auprès du Roi , & qui auroit occasionné ce moment d'humeur de sa part.

J'étois fort novice en examen de conscience , & je dirai , en passant , que cet examen est ce qui m'a le plus révolté dans cette tracasserie odieuse. Cependant je m'examinai avec scrupule ; & , relativement au Roi & à son service , je

ne trouvai que des miseres què je ne lui avois pas dites : l'une , d'avoir fait expédier une gratification à un Ministre dans une Cour étrangere , avant que d'en avoir pris le bon du Roi ; la feuille étoit dans mon porte-feuille , pour mon premier travail ; la gratification m'avoit paru pressée , parce que je tâchois de faire toujours donner au Roi à propos ; & cette négligence d'avoir retardé la demande au Roi ne pouvoit être le motif de son courroux , ou ce courroux auroit été ridicule.

Je me rappelai aussi que j'avois écrit à M. de la Galaisiere une lettre assez vive sur quelques fortises qu'il avoit faites ; je le traitois , dans ma lettre , légèrement ; & en me rappelant , je craignis de n'avoir pas plus ménagé le Roi de Pologne que son Chancelier. Je supposai que , par la Reine , il s'étoit plaint au Roi ; & je

ne doutai pas que cette lettre ne fût le sujet de déplaisance du Roi.

Je retournai chez Madame de Pompadour le lendemain matin. Je lui dis le résultat de mon examen. Elle m'assura que j'étois fort éloigné de deviner la faute que l'on m'imputoit ; mais qu'elle obtiendrait , comme elle me l'avoit promis , la permission de me le dire dans la journée. Je la priai avec instance de n'y point manquer , & qu'en attendant , j'allois m'arranger pour que , quel que fût le motif qui avoit occasionné mon examen de conscience , je ne fusse plus exposé à en faire un nouveau effectivement.

Je fus chez moi préparer un travail avec le Roi ; j'ajoutai aux feuilles de détail que j'avois à lui faire signer , un petit Mémoire sur les affaires politiques , qui finissoit par ma démission.

A peine avois je arrangé mon porte-

feuille & toutes mes affaires, pour m'en aller de Versailles le lendemain, que Madame de Pompadour arriva chez moi avec M. Berryer. Elle me dit que le Roi lui avoit permis de me montrer le Mémoire que M. le Dauphin lui avoit remis à Saint-Hubert; que M. le Dauphin lui avoit dit, en le lui remettant, que ce Mémoire lui avoit été donné en passant dans la salle des Gardes, avec une lettre signée Lef... d'Am..., Conseiller au Parlement; qu'il avoit répondu à ce M. d'Am..., qui logeoit rue du Bac, au coin de la rue de l'Université, par un pot-de-chambre, & qu'il lui avoit mandé que tout ce qu'il pouvoit faire étoit de remettre son Mémoire au Roi.

Je marquai d'abord mon étonnement de ce que M. le Dauphin recevoit une

lettre & un Mémoire, en passant dans la salle des Gardes ; de ce qu'il répondoit à cette lettre d'un Conseiller au Parlement par un pot-de-chambre, & de ce qu'il avoit si bien retenu l'adresse de ce Conseiller. « Quoique tout cela me paroisse, ajoutai-je, au moins ridicule, il est juste que je lise le Mémoire ».

Je lus le Mémoire, dont j'ai conservé l'original, & que j'ai appris depuis être de la main d'un P. Quillebeuf, Jésuite, Préfet de M. de Saint-Mégrin, fils de M. de la Vauguyon.

Le Mémoire est transcrit ici mot pour mot,

« Au mois de décembre dernier, M. le Duc de Choiseul marqua le plus grand désir de causer avec M. d'Am..., & lui indiqua une conférence à Versailles,

sans lui en annoncer l'objet. Il fut question de finance , & singulierement des dispositions du Parlement sur les affaires de Religion. Le Magistrat ne put dissimuler au Ministre que le Parlement étoit très-disposé à prendre feu sur ces matieres , & d'après l'esprit qui y régnoit depuis long-tems , & plus encore d'après l'impression que M. le Prince de Conti & M. le Cardinal de Bernis y avoient successivement jettée.

Le Ministre représenta les Jésuites comme les auteurs des troubles passés , & comme entretenant encore le feu qui n'étoit pas véritablement éteint , & parut étonné de ce que , dans une Compagnie où ils ont peu d'amis , on n'avoit pas encore été tenté d'aller à la source du mal. Il assura qu'ils étoient perdus dans l'esprit du Roi , & que toutes les vues du

Gouvernement étoient d'anéantir une Société dont on avoit connu trop tard le danger ; que ce seroit entrer dans les vues du Roi , trop indécis pour prendre un parti , mais qui se trouveroit fort à l'aise lorsque son Parlement , éclairé sur tout le mal qu'avoit fait la Société , & effrayé sur celui qu'elle pouvoit faire encore , en détruiroit le fondement.

Le Ministre convint cependant qu'un objet si important demandoit bien des réflexions ; qu'il falloit, avant tout, s'assurer de ceux qui sont accrédités dans le Parlement , & observer le plus grand mystère vis-à-vis ceux qui n'y sont que nombre.

De retour à Paris, le Magistrat conféra, avec quelques-uns de ses Confreres , sur ce qu'il avoit entendu. Il lui fut aisé de juger qu'il n'étoit pas le seul auquel le Ministre eût donné marque de confiance ;
ils

ils étoient instruits des vues prétendues du Gouvernement ; il ne fut question dès lors que d'établir entre eux des conférences secrètes.

Les premières furent employées à tracer un plan. Les uns vouloient se borner à ôter aux Jésuites leurs collèges ; les autres regardoient ce remède comme insuffisant. Le Ministre auquel on s'adressa fixa les doutes , & donna lui-même le plan. Son avis fut qu'il falloit attaquer les Jésuites par leur doctrine & les abus qui régnoient dans leur éducation ; présenter sur-tout l'institut de leur Société comme dangereux par sa constitution , & intolérable dans un Gouvernement éclairé , & ne négliger enfin aucun des faits qui leur ont été imputés ; prier M. le premier Président de porter au Roi une copie en forme du récit fait aux Cham-

bres assemblées; le supplier de vouloir bien donner les ordres nécessaires pour la destruction totale d'une Société aussi pernicieuse ; & cependant , provisoirement , faire défenses aux Jésuites de plus recevoir à l'avenir de Novices , leur ordonner de fermer leurs collèges , & attribuer aux Universités les biens qui leur sont affectés.

Le plan du Ministre fut goûté. Quelques-uns de ceux qui étoient chargés de l'exécuter , demanderent s'il n'étoit pas possible d'avoir des extraits en forme du procès de Portugal. On les leur a fait espérer pendant quelque temps ; & enfin on leur a répondu qu'il ne falloit pas y compter , dans la crainte que l'Abbé de la Ville n'y mît obstacle.

M. l'Abbé de Chauvelin fut chargé directement de déférer les Congrégations

tions ; & on lui recommanda de déferer le même jour les convulsions , afin de masquer son projet , dont les Congrégations n'étoient que le préliminaire.

Dans ce temps , à peu près , le Roi , instruit de ce qui se passoit , appela , au sortir du Conseil , MM. de Choiseul , Berryer & Bertin , & leur demanda s'ils n'étoient pas instruits des vues de quelques Membres du Parlement contre les Jésuites. On ignore quelle fut la réponse des Ministres ; on sait seulement que la question fit impression sur M. de Choiseul. Il en fit part à ceux avec qui il étoit en relation , & leur imputa ou indiscretion , ou mauvaise foi. Il les rassura cependant , & leur peignit le Roi comme un Prince foible qui n'avoit que des volontés étrangères & suggérées , dont les premiers mouvemens seroient d'une colere mo-

mentanée & peu dangereuse, & qui finiroit certainement par rire de la rumeur que la perte des Jésuites jetteroit parmi les dévots : qu'à l'égard de M. le Dauphin, c'étoit un Prince d'un caractère polonois, qui d'abord monteroit aux nues, & qui bientôt retomberoit dans la poussière.

Le jour où le projet devoit se réaliser fut indiqué au 16 Avril. Différentes réflexions faites depuis par le Ministre en ont suspendu l'exécution, & enfin elle a été remise irrévocablement au premier jour de Juillet. Cette première opération doit être suivie de l'affaire du formulaire, dont l'objet est de rappeler la paix de Clément IX.

Depuis quelque temps, les conférences avec le Ministre ont été beaucoup plus rares ; il a cru nécessaire d'observer plus

de mystère , mais on lui a toujours rendu un compte exact.

L'histoire des Jésuites a été composée d'après ses ordres ; elle est imprimée , & on n'attend , pour la répandre dans le public , que le moment qui sera indiqué. L'Auteur est M. l'Abbé Boucher , Janséniste connu. M. Pinot , Avocat , qui ne l'est pas moins , a été chargé de la traduction des Lettres de Portugal , relatives à l'affaire des Jésuites.

M. le Page , Bailli du Temple , initié depuis long-temps dans les mystères du Parlement , & homme de confiance de M. le Prince de Conti , travaille de son côté , revoit les ouvrages de son Confrere Pinot , & entretient les liaisons nécessaires avec le Parlement de Rouen ».

Après la lecture du Mémoire , je dis

B 3

à Madame de Pompadour & à M. Ber-
 ryer , que je ne revenois pas d'étonne-
 ment de l'impudence des mensonges que
 je venois de lire dans ce Mémoire ; que
 quant à ce qui me regardoit, il n'y avoit
 pas un mot qui fût vrai ; que je n'avois
 pas même donné prétexte à la vraisem-
 blance ; mais que dans un temps oppor-
 tun je saurois éclairer le fait du Mé-
 moire ; que dans ce moment-ci , mon
 premier intérêt étoit de quitter le Minis-
 tere du Roi , parce que je ne pouvois
 pas servir un Prince qui avoit assez peu de
 confiance en moi & en mon attachement
 pour lui , pour avoir cru , sans m'en par-
 ler , une calomnie sur mon compte , don-
 née dans une salle des Gardes , en pas-
 sant , par un inconnu , à M. le Dauphin.
 Cette marche seule devoit dénoter la
 bêtise & la fausseté de toute cette intrigue.

Au reste , la lecture de ce Mémoire ne faisoit que me confirmer dans la résolution que j'avois prise de donner , dès le jour même , ma démission au Roi , & que j'allois lui écrire , pour lui demander à travailler. Madame de Pompadour & M. Berryer firent de vains efforts pour me détourner de ce projet. J'écrivis devant eux la lettre , & l'envoyai au Roi. Je leur déclarai de plus , que dès que le Roi auroit accepté ma démission , je dénoncerois au Parlement , les Chambres assemblées , le Mémoire ; que M. d'Am... paroîtroit aux Chambres , ainsi que moi ; qu'alors la vérité seroit recherchée & connue sur le fait du Mémoire. Inutilement M. Berryer tenta-t-il de me faire entrevoir des inconvéniens à mon projet ; son éloquence n'étoit pas persuasive , & ne pouvoit , dans ce moment , faire im-

pression, ni à mon cœur aigri, ni à mon esprit irrité. On vint m'avertir que le Roi m'attendoit, à une demi-heure de là, pour le travail, Madame de Pompadour s'en alla avec son Accolyte, pour prévenir le Roi, & lui rendre compte de ma conversation; & moi, après avoir mis dans mon porte-feuille le Mémoire qu'elle m'avoit laissé, je me rendis chez le Roi à l'heure marquée pour mon travail, dans la sincère persuasion que ce seroit la dernière fois de ma vie que j'aurois l'honneur de travailler avec Sa Majesté. Je me doutai, en entrant dans le Cabinet du Roi, qu'il étoit prévenu, par Madame de Pompadour, de ce que je venois lui dire; je composai mon maintien, afin qu'il n'y aperçût aucune altération, quoique j'en eusse infiniment dans l'ame. Je proposai au Roi d'expédier

quelques détails relatifs au Département. Je lui lus le petit Mémoire politique que j'avois fait , ce même jour , sur la situation de ses affaires ; après quoi , je tirai le Mémoire remis par M. le Dauphin , & lui dis qu'il imaginoit bien que j'aurois l'honneur de lui parler de cette piece , qui étoit une noire fausseté , par rapport à moi , depuis le commencement jusqu'à la fin ; que jamais je n'avois songé au projet que contenoit ce Mémoire , ni tenu les propos que l'on m'imputoit ; j'ajoutai que je ne pouvois pas me flatter , vu la méfiance que le Roi m'avoit marquée dans cette occasion , qu'il ajoutât foi aux assurances que je lui donnois que ce Mémoire étoit le résultat d'une intrigue contre son Ministre ; je priai même le Roi de ne m'en pas croire sur ma parole , mais de me permettre de constater au

thentiquement la vérité , & si authentiquement , que je fusse confondu si j'avois donné le plus léger prétexte à tout ce qui se trouvoit dans ce Mémoire , ou que les calomniateurs, Auteurs de ce Mémoire , & leurs fauteurs & partisans fussent punis comme ils le méritoient , si l'accusation de fausseté que je portois contre eux étoit juste.

Le Roi m'avoit laissé dire sans m'interrompre jusques-là ; il avoit les mains sur les yeux , & me paroissoit affecté. Il me dit qu'il étoit inutile que je voulusse vérifier, qu'il m'en croyoit. Je pris la liberté de lui répondre que sa confiance dans ce que je lui disois étoit trop tardive pour mon honneur ; qu'il suffisoit qu'il eût été un instant en doute , & il y avoit été plusieurs jours , pour qu'il fût nécessaire que l'éclaircissement de la vérité fût constaté

sans retour & sans nuage. Je continuai tout de suite, en disant à Sa Majesté que comme il n'étoit pas juste que son Ministre en fonctions fût compromis dans les formes juridiques que j'allois prendre pour constater la vérité des faits, je suppliois le Roi de vouloir bien accepter ma démission. Je parlai tout de suite de la situation où j'avois pris les affaires, de celle où je les remettois. Je lui fis remarquer que si je n'avois pas fait de bien, du moins pouvois-je me flatter de n'avoir pas fait de mal ; & j'ajoutai que je ne lui demandois d'autre grace pour le prix de mon zele à son service, que celle d'approuver que je poursuivisse au Parlement l'éclaircissement de la vérité sur ce Mémoire ; ce qui seroit d'orénavant, par la liberté que je le priois de m'accorder, ma seule & véritable affaire.

Je tenois deux papiers dans ma main

l'un qui contenoit ma démission , l'autre étoit une autorisation de porter l'affaire au Parlement , que je suppliois le Roi de vouloir bien signer , afin que lorsque j'aurois abandonné la Cour , on ne lui persuadât pas que je lui manquois de respect , en suivant , par la voie du Parlement , l'éclaircissement qui m'intéressoit à si juste titre. Le Roi prit les deux papiers , il les déchira , & me dit , avec une bonté apparente qui m'ébranla , qu'il ne vouloit pas que je le quittasse. Je le remerciai de sa bonté ; je lui marquai , avec le moins de disgrâce qu'il me fut possible , combien j'étois sensible au sentiment qu'il vouloit bien me marquer. Effectivement , je l'étois beaucoup plus que je ne devois l'être. Cependant je me refusai à l'espece d'attendrissement que je me sentis ; je rappelai au Roi que j'avois accepté son Ministère malgré moi ; que je lui avois

représenté, dans le temps, la juste méfiance que je devois avoir de mes talens, & la crainte que m'inspiroit mon caractère, incapable d'entrer dans les tracasseries & dans les intrigues de la Cour, encore plus incapable de les souffrir; que celle-ci, quoique la première, étoit d'un ordre supérieur, puisqu'elle étoit honorée du nom de M. le Dauphin. Ce Prince, dis-je au Roi, ne peut pas avoir d'autre but que celui de m'éloigner de la personne de Votre Majesté. Son but sera rempli par ma retraite; & moi, de mon côté, en confondant l'imposture avec autant d'évidence que d'authenticité, je rendrai un service au Roi, en donnant une leçon à sa Cour, qui fera impression sur les intrigans, & leur inspirera quelque crainte & des précautions, quand ils songeront à attaquer les gens d'honneur attachés à la personne du Roi.

J'avois grande raison, car je suis persuadé qu'une leçon pareille, faite à propos, anéantiroit, pour quelque temps, les intrigues ; mais le Roi, soit qu'il crût devoir, dans ce moment, me garder pour son Ministre, soit qu'il eût promis à Madame de Pompadour qu'il feroit ce qu'il pourroit pour me satisfaire, en me conservant à la Cour, me répéta ce qu'il m'avoit dit d'abord, y ajouta l'utilité dont il me croyoit à son service, dans les circonstances embarrassantes où il se trouvoit ; me parla assez bien des graces qu'il m'avoit faites, & me demanda, par reconnoissance, non pas de ses graces, mais de l'affection qu'il m'avoit montrée depuis que j'étois auprès de lui, de lui faire le sacrifice de mon projet de retraite & de celui que j'avois de porter cette tracasserie au Parlement : il ajouta que je sentoie bien qu'il ne pourroit pas souffrir

que le nom de son fils fût compromis. Le Roi parloit d'une maniere entrecoupée ; je ne le regardois pas : il prit ma main , & me dit qu'il désiroit instamment que je lui fisse le sacrifice qu'il me demandoit. Quand je sentis sa main , je levai les yeux sur lui , & je vis les siens remplis de pleurs. Je pris sa main , la mouillai de mes larmes , & m'écriai qu'il pouvoit disposer de moi. Nous fûmes quelque temps sans parler , après quoi je lui fis observer qu'il falloit cependant faire quelque chose pour constater la vérité. Alors je lui proposai de permettre que je fisse assembler à Paris , chez M. Bertin , Contrôleur général , M. Berryer , M. de Saint-Florentin , M. le P. Président , & M. le Procureur général ; que je me rendrois à cette assemblée , où l'on feroit venir l'Abbé Chauvelin , cité dans ce Mémoire , & M. d'Am. . . . , que l'on

supposoit l'avoir envoyé à M. le Dauphin. Je demandois que le Mémoire fût lu devant tous ces Messieurs, & que M. Berryer fût chargé expressément par le Roi d'interroger M. l'Abbé Chauvelin & M. d'Am.... sur les différens articles du Mémoire. M. Berryer, chargé des interrogations, devoit écrire les réponses & les apporter au Roi. Cette forme étant observée comme j'osois l'exiger, le Roi feroit en état de juger du mérite du Mémoire, lequel auroit déjà été jugé par les Ministres & par les Magistrats assemblés chez M. Bertin.

Le Roi approuva le parti que je lui propoisois, & me promit de donner, dès le soir, des ordres en conséquence. Je lui demandai de plus la permission d'aller me plaindre à M. le Dauphin d'avoir écouté & même favorisé des imputations aussi calomnieuses.

calomnieuses. Il me le permit, quoique je le prévinsse que peut-être M. le Dauphin se plaindrait à lui de la manière dont je lui marquerois combien j'étois ulcéré d'une pareille intrigue.

En sortant de chez le Roi, je fus chez M. le Dauphin. Il étoit chez la Reine , où je me rendis pour l'attendre , & lui demander un moment de conversation. Il descendit un moment après chez lui. Je l'y suivis, & je lui dis, quand nous fûmes seuls dans son cabinet , que le Roi m'avoit permis de lui marquer mon chagrin , j'osai même ajouter mon indignation , à la lecture d'un Mémoire que l'on supposoit avoir été fait par un Conseiller au Parlement , nommé Lef... d'Am... M. le Dauphin m'interrompit , & me dit d'un air embarrassé : Quoi , le Roi vous l'a remis ! Oui , Monsieur ,

Tome I.

C

repris-je, il m'a même dit qu'il le tenoit de Monsieur ; & c'est ce qui occasionne l'éclaircissement que je prends la liberté de demander à Monsieur , & en même tems lui montrer mon étonnement qu'il se soit laissé séduire par une intrigue aussi vile , au point d'accréditer, par son nom & sa protection , un tissu de men-songes contre un Ministre du Roi son pere.

M. le Dauphin , embarrassé , me répondit cependant avec hauteur , que c'étoit au Roi à vérifier les faits ; que pour lui , il n'avoit point de compte à me rendre. Jusques-là j'avois gardé mon sang-froid ; j'avois imaginé que , plus foible encore que son pere , il me demanderoit pardon. Sa réponse m'échauffa ; je lui répliquai qu'effectivement je ferois en sorte que les faits fussent vérifiés , & que je me

flattois de mettre, dans peu, au jour le plus clair le déshonneur de ceux qui étoient auteurs du Mémoire.

M. le Dauphin, en colere, mais pas plus que je n'y étois, me dit à peu près, car je l'entendis mal, de ne point parler si haut. Monsieur, lui dis-je, on peut toujours parler haut quand on présente la vérité. Au mot de présenter il me tourna le dos ; & j'ajoutai : Monsieur, vous me quittez ; je dois encore vous dire que je puis avoir le malheur d'être votre sujet, mais que je ne ferai jamais votre serviteur. C'est ainsi que nous nous séparâmes ; il ferma sur lui, avec colere, la porte du cabinet où nous étions. J'ai su que, le soir, il se plaignit au Roi, qui ne lui répondit autre chose, sinon qu'il m'avoit vu, cet après dîner, bien en colere sur ce Mémoire. Il faut convenir que, dans

cette circonstance , le Roi auroit pu faire une meilleure réponse à son fils.

Le lendemain je fus à Paris ; tous les personnages avertis de la part du Roi de se rendre chez M. Bertin , s'y trouverent à l'heure marquée. Hors M. Berryer , aucun ne savoit le motif de cette assemblée ; je l'expliquai après que l'on eut fait entrer M. d'Am.... & M. l'abbé Chauvelin ; & après avoir dit comment & par qui le Roi avoit reçu le Mémoire , j'en fis la lecture , & leur montrai un ordre du Roi , qui enjoignoit qu'en leur présence M. Berryer interrogât M. d'Am..... , & écrivît sa déclaration telle qu'elle est ci-dessous. Je l'ai en original , de la main de M. Berryer, *Signé D'AM.*

*Déclaration de M. d'Am. , Con-
seiller au Parlement , du 8 juillet
1760.*

M. d'Am. , en présence de
M. le P. Président , de M. le Procureur
Général , de M. l'Abbé Chauvelin , de
M. le Comte de Saint - Florentin , de
M. le Contrôleur Général , & de M. Ber-
ryer , déclare qu'il n'a point envoyé de
Mémoire , ni par lui ni par autre , à
M. le Dauphin , ni à qui que se soit ,
pour le remettre à M. le Dauphin.

Quant à la lettre dont M. le Duc de
Choiseul lui a parlé , comme accompa-
gnant le Mémoire (duquel Mémoire
lecture entière a été faite en présence de
tous ces Messieurs) , laquelle lettre on
dit être signée L. F. d'Am. , &

C 3

qu'on prétend avoir été envoyée par M. le Dauphin, par la voie d'un pot-de-chambre, à l'adresse de M. d'Am Conseiller au Parlement, rue de l'Université, au coin de la rue du Bac ; M. d'Am déclare qu'il n'a point eu l'honneur de l'écrire à M. le Dauphin, & qu'il n'en a point reçu le renvoi.

A l'égard de M. le Duc de Choiseul, M. d'Am l'a vu, ne se souvient pas précisément du tems. La conversation a été fort simple, & peu longue ; il a été question, en plaisantant, des Jésuites, mais nullement d'aucun plan ni contre eux, ni contre leur Congrégation, ni contre leurs Colléges ; cette conversation n'a duré qu'environ huit à dix minutes, & n'a eu lieu entre eux que cette fois-là. M. d'Am ajoute, que, dans cette conversation, il n'a été nul-

lement question de la personne du Roi, ni de celle de M. le Dauphin.

A l'égard du Mémoire en total, M. d'Am déclare qu'il n'en a connoissance ni de près ni de loin.

Il est prêt, au moment où le Roi lui indiquera, de lui en réitérer la présente déclaration, en le suppliant très-respectueusement de trouver bon que cette déclaration soit précédée d'une audience de quatre minutes, ou de la permission de voir M. le Dauphin à peu près le même tems de la part du Roi.

N. 1. IL EST TRÈS-PERSUADÉ QUE M. LE DAUPHIN, QUI NE CHERCHE QUE LA VÉRITÉ, SERA LE PREMIER A DÉCLARER AU ROI QU'IL A ÉTÉ TROMPÉ.

N. 2. M. D'AM DÉCLARE EN OUTRE QU'IL A EU CONNOISSANCE D'UN MÉMOIRE BEAUCOUP PLUS AMPLE, RELATIF AUX MEMES OBJETS, DANS LEQUEL M. LE

DUC DE CHOISEUL EST CITÉ AVEC DES IMPUTATIONS A PEU PRÈS SEMBLABLES A CELLES CONTENUES DANS LE MÉMOIRE CI-DESSUS DONT IL A ÉTÉ FAIT LECTURE ; N'A CONNOISSANCE DE CE MEMOIRE, QUE PARCE QU'IL LUI A ÉTÉ REPRÉSENTÉ PAR UNE PERSONNE DONT M. D'AM. . . . EST PRÊT DE DÉCLARER LE NOM AU ROI, ET A L'OCCASION DUQUEL MÉMOIRE IL A EU DEUX CONVERSATIONS TRÈS - LONGUES AVEC LA PERSONNE CI-DESSUS, PORTEUR D'ORDRES QUI LUI ONT ÉTÉ REPRÉSENTÉS.

N. 4. A l'égard de l'écriture du Mémoire dont lecture a été faite , M. d'Am...., croit la connoître , n'oseroit cependant l'imputer à qui que ce soit , est prêt seulement à déclarer au Roi ses conjectures , qui , si elles sont fondées , peuvent être vérifiées en très-peu de temps.

N. 5. M. d'Am..... a reçu les mê-

mes ordres de garder le secret le plus inviolable à M. le P. Président.

N. 6. A l'égard des Lettres Patentes à l'effet d'obtenir une commission , M. d'Am.... déclare qu'il en a beaucoup entendu parler , mais qu'il n'en est pas l'auteur , offre de déclarer au Roi ses conjectures sur l'Auteur, n'en connoît point l'écriture, soupçonne cependant qu'elle pourroit être vérifiée ; ajoute , qu'il soupçonne qu'elle pourroit être une écriture de femme.

Réitere ses très-humbles & très-respectueuses instances auprès du Roi, pour obtenir de Sa Majesté une audience de quatre minutes, après laquelle il est prêt de réitérer, devant qui Sa Majesté le jugera à propos , la présente déclaration.

M. Chauvelin a déclaré qu'il y avoit plus de six ou sept ans qu'il n'avoit vu M. le Duc de Choiseul, & qu'ils ne s'é-

toient ni écrit ni communiqué sur aucune affaire ni aucun objet directement, ni indirectement.

Depuis, M. d'Am. . . . a ajouté , à l'occasion de la question qui lui a été faite par M. le Duc de Choiseul, si dans les deux conversations dont il vient d'être fait mention, il n'a rien dit qui pût être à la charge de M. le Duc de Choiseul ; au contraire, a déclaré qu'il ne voyoit pas que M. le Duc de Choiseul fût, en aucune façon, impliqué dans l'imputation à lui faite dans le Mémoire.

N. 3. M. D'AM. . . . DÉCLARE ENCORE QUE DEPUIS HUIT OU DIX JOURS IL A ÉTÉ VIVEMENT PRESSÉ DE FAIRE UNE DÉMARCHÉ CONTRAIRE A LA PRÉSENTE DÉCLARATION. signé, D'AM.

M. d'Am. . . . avoit l'air d'un homme condamné à mort dans tout le cours de cet interrogatoire ; il disoit, à tout moment, qu'il ne pouvoit pas répondre ,

qu'il étoit un homme perdu. Il demanda à parler en particulier à M. Berryer, puis revint achever sa déclaration ; enfin , quoiqu'il me disculpât de la manière la plus claire , & qu'il confirmât , par ses réponses , l'atrocité de ceux qui avoient imaginé cette fausseté , ce qui étoit mon premier objet , M. d'Am. . . . me parut , dans toute cette scène , un intrigant subalterne , qui ne valoit pas mieux que les fripons qui s'étoient servis de son nom.

L'on ne m'a pas remis le projet de Lettres Patentes dont il est question dans la déclaration de M. d'Am. . . . ; le Roi l'avoit donné à M. Berryer ; il avoit pour objet la suppression des Jésuites.

M. d'Am. écrivit au Roi devant l'assemblée , & pria M. Berryer de remettre sa lettre à Sa Majesté , ainsi que sa déclaration. J'ai gardé l'original de cette lettre, que l'on trouvera copiée ci-dessous.

Lettre de M. D'AM. au Roi.

SIRE,

M. Berryer me dit que l'intention de Votre Majesté étoit que je lui dise une partie de ce qui est contenu dans la déclaration qui a été envoyée à Votre Majesté. Elle ne contient rien qui ne soit exactement vrai, & que je ne sois en état de répéter à Votre Majesté avec plus de détail, si elle daigne m'accorder un moment d'audience, Je la supplie de vouloir m'accorder cette grace, & de trouver bon que j'aie l'honneur de voir Monsieur le Dauphin.

Je suis avec un très-profond respect,
de Votre Majesté,

Le très-humble, très-obéissant, très-fidèle
Serviteur & Sujet. *Signé D'AM. . . .*

A Paris, le 9 juillet 1760.

Nous retournâmes à Versailles pour informer le Roi de ce qui s'étoit passé dans l'assemblée, & lui remettre la lettre & la déclaration de M. d'Am.

Je peignis au Roi , comme je le devois , l'indignation qu'avoit produite généralement dans l'assemblée une calomnie ourdie avec autant de noirceur. Je suppliai Sa Majesté de donner à M. d'Am. l'audience qu'il lui demandoit , & d'entendre , de lui-même , les faits dont il nous avoit fait mystère , en demandant de les dire au Roi seul.

On rédigea , d'après la déclaration de M. d'Am. , les questions qui lui feroient faites devant le Roi ; & il fut convenu que M. de Saint-Florentin écrirait ses réponses , & les lui feroit signer.

Le Roi fit écrire à M. d'Am. de se rendre un tel jour à Versailles à

sept heures du soir. M. de la Vrillière le conduisit, par le petit escalier, dans l'arrière-cabinet du Roi, où Sa Majesté le fit interroger, ainsi que l'on en étoit convenu. M. de la Vrillière écrivit ses réponses, & M. d'Am. . . . parapha chacune, & signa le tout devant le Roi. J'ai l'original des questions & des réponses de cet interrogatoire ; j'en joins ici la copie.

QUESTIONS

FAITES DEVANT
LE ROI A M.
D'AM. . . . APRÈS
LUI AVOIR FAIT SI-
GNER LA DÉCLARA-
TION QU'IL A FAITE
LE 8 JUILLET CHEZ
M. BERTIN.

RÉPONSES

D E

M. D'AM.

N. 1. En quoi M.
le Dauphin a-t-il pu
être trompé ?

En prenant de moi
le Mémoire qui lui
a été présenté.

Par qui il l'a été ?

Il l'ignore.

Comment il l'a
été, & comment M.
d'Am. en est
instruit ?

Il y a un très-
grand Mémoire que
M. de la Vauguyon
lui a montré.

N. 2. Quel est
ce Mémoire ?

Mémoire conte-
nant plusieurs faits
relatifs à l'expulsion
des Jésuites.

QUESTIONS. RÉPONSES.

Quand, comment
& par qui M.
d'Am.... en a-t-il
connoissance ?

Par M. de la Vau-
guyon.

Ce que contenoit
principalement ce
Mémoire ?

Il y avoit plusieurs
faits relatifs à la dis-
cipline du Parle-
ment.

En quelles mains
il étoit ?

De M. de la Vau-
guyon.

S'il fait entre les
mains de qui il est
maintenant ?

Il l'ignore.

Quelle est la per-
sonne avec qui M.
d'Am. a eu
deux conversations
sur ce Mémoire ?

M. de la Vau-
guyon.

QUESTIONS.

QUESTIONS. RÉPONSES.

Quels ont été de plus les autres objets de ces conversations ?

Relatifs au Parlement, sur le bruit & la chaleur du Parlement, & sur les Edits burfaux.

De qui étoient signés les ordres qui lui ont été présentés par cette personne ?

De M. le Dauphin.

S'il fait qui est l'Auteur du Mémoire, & ce qui a engagé ledit Auteur à faire ce Mémoire ?

Il l'ignore.

S'il fait pourquoi on s'est adressé à lui de préférence, pour lui communiquer ce

Parce qu'il avoit été annoncé comme un de ceux qui avoient travaillé au

Tome I. D

QUESTIONS. RÉPONSES.

Mémoire, & avoir plan contre les Jésuites.
ces conversations suites.
avec lui ?

N. 3. Par qui il Il s'est trompé, en
a été vivement sol- disant qu'il avoit été
licité, depuis deux sollicité; mais on lui
jours, de faire une a demandé plusieurs
démarche contraire fois pourquoi il se
à sa déclaration? refusoit à dire ce que
tout Paris disoit.

Une personne at-
tachée à M. de la
Vaugūyon, nom-
mée Feres.

En quoi consistoit
cette démarche ?

Quelles étoient les
personnes que cette
démarche pouvoit
concerner ?

M. de Choiseul.

QUESTIONS. RÉPONSES.

Quelles raisons il a données pour ne la pas faire ?

La vérité.

N. 4. De qui M. d'Am. . . . soupçonne-t-il le Mémoire qui lui a été représenté chez M. Bertin ?

Du Préfet de M. de Saint-Mégrin.

En connoît-il l'écriture ? Quels sont les motifs de ses soupçons, & quel est le moyen de les vérifier ?

Avoir de son écriture.

N. 5. Qui lui a recommandé le secret à M. le P. Président, & quelle rai-

D 2

QUESTIONS. RÉPONSES.

son lui a-t-on donnée pour lui imposer ce secret ?

M. de la Vauguyon, par ordre de M. le Dauphin.

N. 6. A qui M. d'Am. . . . a-t-il entendu parler de Lettres patentes ?

Au sieur Feres.

S'il fait de qui est le projet de Lettres Patentes qui lui a été représenté chez M. Bertin ?

Il peut avoir été dressé, d'après ce qu'il a dit.

Par qui il a été mis par écrit ?

Il l'ignore.

Pourquoi il soupçonne l'écriture être d'une femme ?

Cela lui paroît.

Quelle est cette femme qu'il soupçonne ?

Il l'ignore.

QUESTIONS. RÉPONSES.

Déclarer tous ceux
qu'il fait avoir eu
connoissance du
grand & du petit
Mémoire , & du Il n'a sur cela
projet de Lettres aucune connoissance
Patentes. directe.

S'il persiste à as-
surer & à croire que
les imputations fai-
tes contre M. le
Duc de Choiseul ,
dans les deux Mé-
res , sont fausses ? Il y persiste.

Signé D'AM. . . .

Je n'étois pas présent, comme de raison,
à cette audience de M. d'Am. . . . chez
le Roi ; aussi voit-on qu'à l'exception de

D. 3.

ce qui pouvoit me disculper , & de l'aveu positif que l'intrigue venoit de M. de la Vauguyon , le Roi & M. de la Vrilliere n'eurent ni la force ni l'adresse de faire dire à M. d'Am. . . . tout ce qu'il savoit ; le roi , par crainte de compromettre encore plus son fils qu'il ne l'étoit , & M. de la Vrilliere , de peur de se compromettre lui-même vis-à-vis de M. le Dauphin.

Le Roi me donna, le soir, le Mémoire de questions. Je lui demandai s'il étoit convaincu, & de ma vérité & des mensonges des auteurs du Mémoire. Il se servit des expressions les plus satisfaisantes sur ce qui me regardoit , & me dit qu'il étoit affligé de voir évidemment que son fils lui avoit menti. Il ajouta , qu'il regardoit ce M. d'Am. comme un fripon ; & , à cet égard , je pense assez comme le feu Roi.

Ce qu'il y a d'étonnant dans toute cette aventure, c'est qu'elle n'ait pas assez frappé le Roi pour l'engager à retirer de l'éducation de ses petits-fils un Gouverneur tel que M. de la Vauguyon. Ce qu'il y a pour le moins d'aussi étonnant, c'est que je n'aie pas même songé à faire punir les intrigans dont j'avois à me plaindre. J'étois bien le maître de la punition. Je méprisai la vengeance comme je méprisois la personne de M. de la Vauguyon ; en quoi j'eus tort : car je pouvois mépriser la vengeance, mais non pas la justice.

Jamais depuis le Roi ne m'a parlé de cette affaire, ni moi à lui. Je l'ai écrite pour mon amusement, quoiqu'elle soit à présent fort peu intéressante, & pour donner à connoître à ceux qui la liront, le motif de la haine de M. de la Vau-

guyon contre moi , & l'honnêteté dévote
de ce Gouverneur des Enfans de France ,
& l'attention que l'on doit avoir à la
Cour , de connoître l'Auteur d'un Mé-
moire , avant que d'en dire son senti-
ment.

*Réflexions sur la liberté de l'Exportation
des Grains , en mai 1775.*

DEPUIS plus de dix ans l'on est agité en France par la question de la liberté de l'exportation des grains à l'étranger. En 1764, cette liberté a été permise avec des restrictions. En 1771, cette liberté a été prohibée. L'on y a substitué une Compagnie qui paroissoit chargée de l'approvisionnement du Royaume, c'est-à-dire, en termes communs d'administration, que sous M. l'Abbé Terray, l'on avoit le projet de travailler la matière des bleds en Finance. Enfin arrive M. Turgot, Contrôleur Général, qui explique avec beaucoup d'étendue, dans un Edit de septembre 1774, un premier

système de liberté de Province à Province, & fait entrevoir un système de liberté plus étendu pour le commerce des grains. Ses amis, ses partisans, ses dévoués écrivent sur la liberté en général, & sur celle des grains en particulier, des volumes de Philosophie & de Métaphysique. Mais comme les meilleurs systèmes ont des côtés foibles, qui font entrevoir les inconvéniens, les personnes contraires à la liberté des grains saisissent ces inconvéniens, & écrivent des volumes d'une manière pour le moins aussi abstraite & aussi précieuse que peut l'être celle des Economistes.

Il faut convenir cependant que leur gros volume a plus d'esprit que les brochures économiques ; 1°. parce qu'il est possible que l'Auteur en ait davantage ; 2°. parce qu'il est plus aisé de montrer

de l'esprit dans la critique que
spéculation d'un système nouveau

Après avoir lu à peu près tout
été imprimé sur cette matière ,
d'abord que tous ces écrits étoient
utiles & même dangereux ; que l'opinion
tration ne devoit ni écrire ni
que l'on écrivît sur les matières
voient échauffer l'esprit des per-
sons parfaitement combien il est
honnête à un Ministère de vouloir
rer le Public sur ses opérations
prends que lorsque l'on veut
on a la présomption de persuader
un Ministre qui a un peu d'usage
que expérience , doit réfléchir ,
peut errer , & que son erreur
vée ; 2°. que quelque bonnes que
ses opinions , plus elles le font
elles lui sont chères , plus fa-
chauffe du bien , moins aussi

tre aperçoit-il les défauts & les inconvéniens de ses opinions. Or comme il n'y a que la Religion qui ait la prérogative de ne pouvoir pas être contredite sans crime, lorsque le Ministère voudra expliquer au Public les motifs qui déterminent ses actions, il se trouvera toujours dans ce Public, des esprits, peut-être droits, peut-être de travers, qui, de leur côté, animés, ou feignant de l'être, de l'amour du bien, contrediront par écrit & avec des raisons au moins spécieuses, & les loix enfantées par le Ministère, & les explications de ces loix qui ont été soumises à la discussion publique.

Si cela arrive comme cela est arrivé relativement à la liberté du commerce des grains, il en résulte pour le tiers impartial qui lit les Ouvrages pour & contre, un doute nécessaire sur la loi.

Ce doute , en matiere de subsistance de la premiere nécessité , se tourne tout naturellement en effroi ; & l'on doit remarquer que toutes les fois qu'il y a dans le Public un doute & de l'effroi sur une loi , la résistance que ce doute & cet effroi produisent , se porte naturellement contre la loi , le Législateur , & ses coopérateurs , & non pas contre la critique , & le critique de la loi.

Je pense donc que , principalement en matiere de bled , comme en matiere de dogme , on ne doit donner que des décisions , & conserver , dans le sanctuaire de son administration , les motifs qui déterminent , ainsi que les moyens mis en usage pour prévenir & réparer les inconvéniens de la loi.

Au reste , dans la question des bleds , il me semble que ceux qui écrivent de

part & d'autre , se sont éloignés de la simplicité de la question même , qui est purement de fait & de calcul. La Métaphysique ne fait sur cet objet qu'embrouiller les têtes & la matiere.

Il est question de savoir ,

1°. Combien il y a de bouches en France qui mangent du pain.

2°. Combien la France , chaque récolte , année commune , produit de grains.

3°. Ce que la France , année commune , si elle avoit la liberté entière , pourroit exporter de grains à l'étranger.

On suppose ordinairement qu'il y a en France 20 millions d'ames. Je ne crois pas qu'il y en ait davantage. Je mettrai deux septiers & demi par bouche pour la nourriture du Royaume. Je crois que ce n'est pas trop , quoiqu'il soit vrai que la plus grande partie des fem-

mes , des enfans , & des vieillards n'en mangent pas plus de deux septiers ; mais dans presque tout le peuple ouvrier , chaque homme en mange trois ; & il faut compter de plus ce que l'on donne de blé ou de seigle aux bêtes , la poudre à poudrer , l'amidon , la farine qui sert pour les pâtisseries , &c. la consommation en bled , seigle , bled noir (quelques Provinces s'en nourrissent) , une petite partie de bled de Turquie , doit donc être de 50 millions de septiers , à deux septiers & demi de Paris , de 240 livres chacun. Le calcul de la consommation est facile ; car un Ministère sage , & qui a d'aussi grandes dispositions pour le bien général , avant que d'opérer sur la subsistance , doit savoir , par la voie des Administrations des Provinces , ce qui est nécessaire à chaque Province pour sa subsistance ; & d'après le relevé des be-

soins des Provinces, en comptant deux septiers par bouche , l'Administration connoîtra la population, le demi-septier étant mis pour les comestibles en farine, qui ne font pas pain.

Par exemple , si l'on vouloit savoir au juste la population de Paris , en supposant que l'on vérifiât que la consommation des grains à Paris est de deux millions de septiers , l'on jugeroit qu'il y a huit cent mille âmes dans cette ville.

D'après ce calcul , aisé à faire , l'on connoîtra , à peu de chose près , la population des Provinces, dont le résumé fera la population du Royaume ; & ce calcul donnera la somme de la dépense.

Il fera question ensuite de connoître la recette. Les mêmes Administrateurs des Provinces , qui auront calculé la

dépense, doivent être instruits du produit, en tout genre, de leurs Provinces, & savoir si ce produit est suffisant, excédant, ou moindre que le besoin.

Par exemple, l'on connoît en général que la Provence ne produit pas les grains suffisans à la subsistance de ses habitans; de même que l'on connoît que la Picardie produit plus de grains que la subsistance de ses habitans n'en peut consommer. Il seroit également barbare d'empêcher l'importation. en Provence & l'exportation en Picardie. Mais sans entrer dans cette question, il me suffit de faire sentir que l'on peut calculer la recette dans chaque Province très-facilement, & qu'en la comparant à la dépense, l'on jugera sagement si les récoltes en France sont suffisantes, excédentes, ou moindres que les besoins. Si

Tom. I.

E

elles sont moindres , le Gouvernement doit favoriser l'importation , & non seulement la favoriser , mais l'exciter par l'appât d'un grand profit pour celui qui importera. Si elles ne sont que suffisantes, il doit de même favoriser l'importation , avec cependant des primes moins fortes , selon les circonstances de la récolte. Si la récolte excède de beaucoup la dépense , il y auroit non seulement de la barbarie , mais de la bêtise au Gouvernement , car ce seroit contre lui qu'il seroit barbare , à ne point favoriser l'exportation & la vente des denrées superflues de son fonds.

Pour se fixer à un calcul positif & probable sur la recette & la dépense en grains en France , l'on peut calculer , à ce qu'il me semble , ainsi.

Le Royaume contient 30 mille lieues

carrées, chaque lieue carrée de 2282 toises de largeur, cette lieue carrée de 5788 arpens & environ deux tiers d'arpent, en comptant 900 toises carrées par arpent, ce qui est la mesure de l'arpent ordinaire de Paris.

D'après cette juste évaluation, les 30 mille lieues donneront environ 173 millions 160 mille arpens.

En laissant le quart, qui est de 45 millions d'arpens, pour les chemins, les rivières, les terres en friche, les montagnes non cultivées, & les terrains des villes, villages, & habitations, ainsi que tout ce qui est potager, je crois que l'on aura au juste la mesure des terrains non cultivés dans le Royaume.

En comptant pour les bois, les prés, les vignes, prairies artificielles, chanvre, colzat, navette, &c., 50 millions d'ar-

pens , il restera pour le blé , le seigle , le blé que l'on appelle noir , & le blé que l'on appelle de Turquie , & pour les terrains en pommes de terre , 78 millions d'arpens.

En comptant le tiers de cette culture en blé , seigle , blé noir , blé de Turquie , le tiers en menus grains & le tiers en jachere , l'on aura chaque année pour le blé 22 millions d'arpens.

Un demi-septier doit ensemer un arpent de Paris ; je dois donc compter 44 millions de septiers pour la semence.

De sorte que pour nourrir 20 millions d'habitans & ensemer les terres portant blé en France , ma dépense sera de 61 millions de septiers.

Année commune , & très-médiocre , l'on doit récolter six pour un ; ce qui feroit , à 11 millions de semence , 66 millions de septiers de récolte.

Donc il est démontré qu'année commune, j'ai 5 millions de septiers plus que ma consommation.

Dans une très-bonne année, comme 1759, 1760, 1761, & 1762, la récolte a produit plus de sept ou huit pour un ; ce qui faisoit 16 ou 17 millions de septiers plus que la suffisance.

Il me reste à calculer ce qu'il fortiroit de grains pour l'étranger, si la liberté de la sortie étoit entière. Quand je dis entière, j'y voudrois toujours mettre une seule restriction absolue ; c'est qu'il ne fortiroit ni grains ni farine du Royaume du côté de la mer, que par des bâtimens François, dont les équipages feroient tous François.

L'extraction du blé a un premier objet, qui est celui de vendre à l'étranger le blé plus cher que l'on ne peut le

vendre dans son pays ; car l'on donneroit vainement la permission de sortir du blé , que personne n'en profiteroit , si , les frais de transport payés , on n'obtenoit pas , en le transportant à l'étranger , un avantage supérieur à celui que l'on trouve dans son pays.

Je comprends , quand le blé se vend à bon marché dans le Royaume , que ceux qui ne sont pas possesseurs de terres voient avec inquiétude l'exportation , parce qu'ils peuvent craindre que le blé ne devienne plus cher ; mais quand il est cher en France , je ne comprends pas que l'on ne sente que l'exportation est nulle ; car l'on aimera mieux vendre dans son pays , & éviter le transport.

L'on transporte du blé dans les pays étrangers qui en manquent ; l'on en porte dans les pays de spéculation , tels que

la Hollande & Hambourg , pays qui tiennent magasin de blé , pour le revendre , selon les circonstances. Voilà les deux seuls débouchés de l'exportation.

Je ne connois que le Portugal , en Europe , qui ne récolte pas ce qui lui est nécessaire pour sa subsistance. D'après les relevés , il paroît qu'il peut lui manquer environ un million de septiers de grains ; la Hollande, l'Angleterre, Hambourg , la Barbarie , & même l'Espagne lui en fournissent. Mais je suppose que la France exporte à Lisbonne tous les ans 500 mille septiers , ce sera la moitié de ses besoins , & ce sera beaucoup ; je suppose qu'elle en transporte autant en Espagne , parce que les récoltes sont plus sujettes à être mauvaises dans quelques parties de ce Royaume. L'Italie est ordinairement nourrie de son propre

fonds, & la Sicile pourvoit abondamment à ses besoins.

La Hollande en achètera peu par la voie de mer, quand ce seront des équipages François qui seront obligés de les transporter en Hollande même ; mais , tant par le Rhin que par la mer , je mets que l'on en vendra en Hollande & à Hambourg un million de septiers.

Reste l'Allemagne , la Suisse , & la Flandres. Nous n'en fournissons ni en Angleterre ni dans le Nord. Je suppose que l'Allemagne , la Suisse & la Flandres tirent de France un million de sacs (1).

La totalité de l'exportation fera de trois millions de septiers. Je demande ce que c'est que trois millions de septiers

(1) Je désirerois que par terre il ne sortît de France que de la farine , pour conserver au Royaume le bénéfice de la mouture.

qui sortiront d'un Royaume, lequel, dans une année commune , doit en produire 66 millions , & dont la subsistance & la semaille ne sont évaluées & ne peuvent être évaluées qu'à 61 millions de septiers.

Cependant ces trois millions de septiers , s'ils sortoient , produiroient au Royaume 60 millions ; car ils ne sortiroient pas, si on ne les vendoit au moins 20 francs l'un. Et , l'on peut le répéter , il seroit barbare d'empêcher l'exportation d'un si petit objet , & de se priver d'un aussi grand bénéfice pour le Royaume. Mais si ce petit objet même s'agrandit dans les têtes à spéculation , il est possible de les tranquilliser par un calcul positif.

Dans les années 1765 & 1766 , où l'Italie manquoit de blé, où l'Angleterre en fournit fort peu au Portugal , où la

Hollande en tira beaucoup de France, l'exportation n'a pas été, ou a été tout au plus, pour ces deux années, à 30 millions de livres de retour en France : il est facile de relever ce calcul, que j'affirme comme véritable, & comme en ayant une connoissance particuliere. D'où je conclus que, dans ces deux années, les plus fortes pour l'exportation, il n'est pas sorti, chaque année, un million de septiers de France, & que, dans quelque circonstance que l'on se trouve, il n'en sortira pas plus de 1500 mille septiers ; ce qui est une masse imperceptible sur la consommation & sur la production du Royaume.

Je finirai par cette petite réflexion, qu'auparavant de faire du bruit & d'échauffer les têtes par des raisonnemens métaphysiques, sublimes en Philosophie, il faut poser des bases de calcul & des

principes communs à la portée de tout le monde ; & que quand on aura calculé , l'on verra le vrai sans enthousiasme & sans chaleur. L'on verra que le vrai , pour le commerce des grains , est que la France ne peut exporter tout au plus que 2 millions de septiers , & qu'il lui restera encore de l'excédent à sa consommation ; que cependant , en supposant qu'elle pût exporter 2 millions de septiers, elle feroit entrer dans son sein 40 millions d'argent.

De sorte que l'exportation est un objet de la plus mince valeur quant à la production & aux craintes que l'on peut avoir pour les subsistances. En même temps, cette même exportation est d'une valeur très-considérable pour le Royaume , si elle augmente son numéraire de 20 millions par année.

Ce Mémoire a été fait , comme

on le voit par le titre , en 1775 :

Nous sommes dans l'année 1777. Les récoltes ont été communes en 1776. La liberté de l'exportation est assez générale ; & en exceptant ce qui a été exporté en Amérique , je suis persuadé qu'il n'a pas été exporté dans l'année hors de France un million de septiers ; & si la présente année est aussi bonne qu'il y a lieu de le croire , quelque liberté que l'on donne , en ajoutant même à la liberté une prime , l'on verra qu'il en sortira encore moins.

Pour que le blé forte , il faut qu'il trouve des acheteurs ; ce qui ne se trouve pas dans les bonnes années.

Dans les mauvaises , il ne fort pas , parce qu'il trouve son prix chez lui.

Ainsi , l'exportation est une question oiseuse , qui n'est bonne à agiter que pour échauffer l'imbécillité du peuple & servir aux manœuvres des intrigans.

Intrigue de l'Abbé TERRAY , de Madame DU BARRY , & du Duc d'AIGUILLON , pour me faire renvoyer du Ministère.

LE mensonge & les bassesses étoient aussi faciles à l'Abbé Terray pour faire la cour à la dame du Barry, que l'injustice, le vol, & la barbarie lui étoient naturels, pour procurer de l'argent au Roi. Comme cette Dame & ses entours faisoient profession de me haïr , parce qu'ils croyoient que le Roi étoit attaché à ma manière de le servir , en quoi ils se trompoient infiniment ; que d'ailleurs les entours ambitionnoient mes places , & que je les choquois par le profond mépris que je leur montrois à chaque

occasion, Madame du Barry imagina d'ordonner à l'Abbé Terray, esclave de sa faveur, de contrarier, autant qu'il lui seroit possible, mes idées & mon administration, soit au Conseil, soit dans les détails relatifs aux finances. Je crois même que le Chancelier Meaupou, de la part de la Dame du Barry, fit faire serment à l'Abbé Terray, comme une condition expresse de son élévation à la place de Contrôleur Général, qu'il seroit, à tort & à travers, en opposition avec moi sur toutes les parties de l'Administration.

Il n'est pas, je crois, difficile de faire jurer à l'Abbé Terray qu'il fera mal & du mal, quand on lui fait apercevoir un bénéfice pour lui.

Dès les premiers jours de son Ministère, je m'aperçus des dispositions de

cet Abbé, & de l'espece de confédération dans laquelle il étoit entré contre moi ; sa conduite ne m'étonna point du tout. Le désir du bien du service du Roi auroit pu , dans d'autres tems, m'engager à ramener aux idées justes & honnêtes un Contrôleur Général qui auroit pris un travers vis-à-vis de moi ; je sentis , dans la circonstance où je me trouvois , que ce seroit une chimere de vouloir démontrer le bein à un Roi qui ne s'en foucioit pas , & à des Ministres portés au mal naturellement , & qui avoient établi un systême d'intérêt personnel sur le mal qu'ils vouloient me faire.

Je me bornai à fronder, avec courage devant le Roi , leurs principes & leur conduite , & à repousser , avec hauteur & souvent avec succès, les attaques qu'ils osoient me présenter. J'étois con-

vaincu qu'ils triompheroient à la fin, & obtiendroient du Roi mon éloignement; je favois le peu de fonds qu'il y avoit à faire sur l'estime de ce Prince, & je m'étonnois chaque jour que Madame du Barry ne connût pas, comme moi, sa foiblesse, & prît tant de tournures pour éloigner de la Cour un Ministre qui lui déplaisoit, & qui, par cela même, ne pouvoit pas plaire au Roi. J'avois eu envie d'abandonner les affaires, qui réellement ne pouvoient pas se faire, & de me retirer de la Cour. Les personnes en qui j'avois confiance me firent faire la réflexion très-juste, qu'il y auroit de l'avantage pour moi, vis-à-vis du Public, à être renvoyé, & même maltraité; qu'il étoit plus noble d'être chassé par Madame du Barry, que d'avoir l'air de foiblesse de déserter après avoir combattu, & qu'en

attendant

attendant l'événement , qui naturellement devoit être fort prochain , je pourrois peut-être empêcher ou diminuer le mal que les projets du Chancelier & de l'Abbé Terray pouvoient faire au royaume. Ces réflexions , qui étoient courageuses , me déterminèrent à rester , & à combattre l'intrigue & les intrigans dans les affaires , avec autant de hauteur que de courage. Je dis dans les affaires ; car à l'intrigue de chez Madame du Barry , je n'ai jamais apporté aucune résistance , & l'ai toujours regardée , comme elle devoit l'être , avec le plus profond mépris.

L'Abbé Terray , pour m'embarrasser dans mon administration , prit le moyen simple de refuser les fonds nécessaires pour le paiement des dépenses de mes départemens. Ce refus ne fut pas sans

Tome I.

F

réplique de ma part. La dispute s'échauffa au point qu'elle embarrassoit le Roi; mais j'avois toujours l'avantage dans la discussion. L'Abbé Terray disoit au Roi qu'il mettroit la Finance à un tel degré de regle, que jamais le Roi ne seroit embarrassé, par l'argent, pour satisfaire ses volontés & ses fantaisies particulières; mais qu'en même tems il étoit nécessaire que le Roi diminuât les dépenses des départemens, pour qu'il pût remplir avec aisance le projet qu'il avoit de ne travailler que pour la tranquillité & la satisfaction du Roi.

S'il s'étoit tenu à ce premier principe, la discussion n'auroit consisté que dans le calcul de diminuer l'armée, la marine, & le paiement du département des affaires étrangères, pour payer en proportion les fantaisies personnelles du Roi,

& les folias de Madame du Barry , de sa famille , & de ses courtisans. Le Roi pouvoit décider qu'il vouloit que son armée fût diminuée d'un tiers , que sa marine le fût de moitié ; les affaires étrangères ne pouvoient pas souffrir de diminution. L'on craignoit , & l'on avoit tort de le craindre , que pour me conserver mes places , je ne me prêtasse aux circonstances , & que je n'adoptasse les retranchemens de la puissance du Roi.

L'Abbé Terray , conseillé par M. le Prince de Condé , par M. le Comte de la Marche , imagina d'attaquer le département de la guerre & mon administration personnelle. M. Crémot fut suggéré par M. le Prince de Condé pour faire un Mémoire , d'après les vues militaires du Prince , contre la composition des troupes , que j'avois établie en 1763.

& 1764. Ce Mémoire n'avoit pas le sens commun. Il vouloit prouver que l'ancienne composition coûtoit moins cher au Roi que celle que je lui avois proposé d'adopter, & que cependant cette ancienne composition étoit meilleure. L'Abbé Terray me remit ce Mémoire ; je le lus devant lui. Quoiqu'il entende parfaitement les affaires, il étoit impossible qu'il entendît un Mémoire de composition d'armée. Je sentis sa foiblesse à la première page ; & à la première objection que je lui fis, il en convint avec moi ; & j'aurois laissé ce Mémoire dans l'oubli, si je n'avois su qu'il en avoit parlé au Roi, qui n'entendoit pas plus que lui ces matières, comme d'un Mémoire qui devoit me convaincre, si je n'étois pas avec violence attaché à mes opinions, difficile dans mes discussions,

& d'un caractère dominant, qui ne pouvoit souffrir aucune contradiction à ma volonté. L'Abbé Terray ajoutoit à ce caractère un goût décidé pour la dépense ; l'expression étoit que je jettois l'argent du Roi par les fenêtres ; que je ne conduisois pas mieux les affaires pécuniaires du Roi que les miennes propres ; & l'on insinuoit au Roi que je me servois des fonds de mon département, pour m'acquérir des créatures & former un parti, dans la propre Cour du Roi, contre le Roi lui-même, puisque publiquement j'affectois de ne point être l'esclave de sa maîtresse Madame du Barry.

Une partie de ce que l'Abbé Terray avoit dit en particulier au Roi se répétoit publiquement chez Madame du Barry, & me revenoit. Je crus devoir répondre publiquement & authentique-

ment à des propos clandestins ; je rassemblai , dans vingt-quatre heures , tous les renseignemens qui étoient dans mes bureaux sur les dépenses de mes départemens , depuis douze ans ; j'en fis deux Mémoires ; je les lus à M. l'Abbé Terray , en le prévenant que le soir du même jour je les lirois au Roi dans son Conseil , & que je lui laissois le tems d'avertir Sa Majesté , de lui faire donner des préventions contraires à ces Mémoires , & de se mettre en état , lui Abbé , de me répondre au Conseil , & de me confondre , s'il le pouvoit. Je fis convenir M. l'Abbé que mon procédé étoit simple & noble , & que si je voulois dominer dans l'administration de mes départemens , du moins , dans cette occasion , ce seroit de la manière la plus franche , & après une discussion qui ne

pouvoit laisser aucun doute au Roi sur la vérité & la justice de mes intentions pour le bien de son service.

En conséquence, le soir même je portai au Conseil les Mémoires que l'on va lire. Ils étonnerent les Ministres , qui n'étoient pas prévenus ; ils impatientèrent le Chancelier , qui n'étoit pas en état de les comprendre , mais qui paroissoit fâché de l'attention avec laquelle le Roi écoutoit. L'Abbé Terray sentit qu'il auroit du désavantage à discuter une matière qu'il n'entendoit pas ; il ne dit pas un mot. Le Roi , quand j'eus fini la lecture des Mémoires , me les demanda , pour , à ce qu'il disoit , les relire en particulier. Je restai en place encore neuf mois après cette explication publique , sans qu'il ait plus été question des troupes , ni de retranchemens

dans les départemens. On continua cependant toujours à attaquer mon administration ; mais ce fut par des manoeuvres plus cachées , & en cela plus sûres.



Compte que j'ai rendu au Roi de mon administration du département des Affaires étrangères , depuis 1757 jusqu'au 16 mars 1770.

SIRE,

L'ADMINISTRATION des affaires de Votre Majesté , par la voie des Secrétaires d'Etat, établie en France depuis plus d'un siècle , éloigne toute idée de responsabilité, de la part de vos Ministres , des dépenses de leurs départemens. En effet, il est impossible que les Secrétaires d'Etat soient responsables ; car ils ne peuvent ordonner aucune dépense, quelque légère qu'elle puisse être , sur les fonds assignés pour leurs départemens , sans un ordre de Votre Majesté. L'Ordonnance , en conséquence du bon du

Roi, est encore signée par le Roi même. Les Ordonnances passent du Trésorier à la Chambre des Comptes, laquelle n'arrête les comptes du Trésorier que d'après lesdites Ordonnances ; & l'Ordonnateur est l'instrument passif dirigé par la volonté de Votre Majesté.

Il y a des Ordonnances au porteur dans chaque département. A la guerre on n'en fait point d'usage. Une grande partie des affaires étrangères se paye dans cette forme. Le Ministre des affaires étrangères prend de même les ordres de Votre Majesté pour ces sortes de dépenses secrètes ; & en envoyant en finance les ordonnances au porteur, il envoie l'état des objets, afin que Votre Majesté, en signant les ordonnances, puisse se rappeler les motifs des dépenses qu'elle signe ; & comme les objets des subsides & autres dépenses secrètes ne

peuvent pas, du moins politiquement, être connus à la Chambre des Comptes, pour que la note en reste dans un lieu sûr, le Contrôleur Général de vos Finances la transcrit sur un livre particulier que votre Majesté signe, & qui reste sans doute en dépôt dans le bureau de la Finance. Il n'y a qu'une seule Ordonnance au porteur, des affaires étrangères, de 200 mille francs, qui s'appelle l'Ordonnance secrete, dont on n'accuse pas le motif en finance. Cette Ordonnance est à la disposition du Secrétaire d'Etat, toujours d'après les bons de Votre Majesté. J'expliquerai, dans la suite, quelles sont les dépenses qui sont acquittées par cette Ordonnance secrete.

Par le détail très-simple & très-connu, que je viens de rappeler à Votre Majesté, elle jugera, ainsi que tout son Con-

seil , que les Administrateurs ne sont point responsables des dépenses de leurs départemens. Ils ne peuvent pas même l'être , quand ils le voudroient; car le Trésorier ne peut pas donner un sou sans une Ordonnance. Il ne peut pas y avoir d'Ordonnance sans être signée par Votre Majesté; & l'on ne peut pas présenter une Ordonnance à signer à Votre Majesté, sans avoir pris son bon : de sorte que lorsqu'on déclame, ou l'on fait déclamer dans le Public contre les dépenses d'un département, l'on ne s'aperçoit pas que ce n'est pas l'Administrateur que l'on attaque, mais Votre Majesté même, puisque l'Administrateur ne peut rien sans une volonté écrite deux fois de la main de Votre Majesté.

La très-grande jeunesse du Souverain pourroit faire croire que des Ministres,

peu soigneux de leur honneur & des affaires dont ils sont chargés , auroient des facilités à surprendre un Prince sans expérience ; mais Votre Majesté a , depuis long-tems, l'habitude & la mémoire des affaires ; elle peut dire que je ne suis pas tombé dans la faute de ne pas les lui expliquer dans le détail le plus minutieux ; & je me flatte qu'elle rend trop de justice à mon profond attachement à sa personne , pour avoir soupçonné que , dans aucune occasion , j'aie cherché à déterminer sa volonté , sans lui en expliquer le motif ; de manière que ce que je lui proposois lui devenoit propre à elle-même par sa décision.

D'après cette explication, j'ose avancer devant le Roi & devant son Conseil (je le prie de me contredire , si ce que j'expose n'est pas juste) , que je crois

qu'il est constant qu'un Secrétaire d'Etat n'est point responsable des dépenses de son département ; que c'est le Roi seul qui les ordonne , & qu'en les attaquant , c'est la volonté du Roi , quand il n'est pas mineur , & son sentiment que l'on attaque.

Il me suffiroit de cette réponse pour repousser avec avantage les bruits qui se sont répandus contre l'économie de mon administration. Ces propos passent aisément de bouche en bouche , & trouvent aussi aisément des oreilles faciles à les entendre. La voix de l'honnêteté ne perce qu'à la longue , & la mauvaise impression pourroit subsister, si la bonté de Votre Majesté ne permettoit , dans son Conseil, une explication qui intéresse la justice de son administration & le zèle & l'honnêteté de son Ministre.

Je partagerai ce Mémoire en deux parties. Dans la première, je mettrai sous les yeux de Votre Majesté les dépenses du département des affaires étrangères, depuis 1757 jusqu'en 1770.

Dans la seconde, je ferai l'historique des dépenses de la guerre depuis le mois de janvier 1761, que j'en ai été chargé, jusqu'en 1770.

Je crois, 1°. qu'en vous rappelant, Sire, que la nouvelle composition de l'armée de Votre Majesté a été examinée, à trois reprises différentes, dans son Conseil, & arrêtée dans ce même Conseil par Votre Majesté, l'on ne pourra pas m'imputer de lui avoir proposé légèrement un changement aussi considérable.

2°. Si je démontre que la composition actuelle est la meilleure possible, selon

moi, & qu'elle étoit nécessaire, l'on voudra bien convenir que j'ai bien fait de la proposer.

3°. Si je fais voir qu'elle n'est pas plus coûteuse que l'ancienne, l'on avouera qu'on auroit tort de la taxer de ruineuse.

4°. Enfin si je prouve que l'excédant qui se trouve dans les dépenses de la guerre, en comparant l'état de guerre de 1754 à celui de 1770, n'est point du tout du fait de l'administration militaire, mais des circonstances, pour ainsi dire, étrangères à la guerre, je prouverai l'exactitude, l'économie, & l'attention du Ministre de la guerre, & je répondrai sur tous les points à un Mémoire de calculs & à un autre d'observations, remis par M. l'Abbé Terray, sur les dépenses de la guerre. Je prierai

ce

Le Ministre de convenir des faits devant
 Votre Majesté, pour que cette dispute
 de Départemens, peu convenable pour
 moi & pour le Ministre de Votre Ma-
 jesté, n'alimente plus les mauvais esprits
 de la Cour & de la Ville, & ne nuise
 pas aux affaires de Votre Majesté.

D É P A R T E M E N T
DES AFFAIRES ÉTRANGERES.

J'ai été chargé du Département des Affaires Etrangères, au mois de Décembre de l'année 1758; ainsi les Dépenses de cette année & celles de 1757 étoient consommées.

Ces dépenses, en 1757, montoient; pour le Département des Affaires Etrangères, à la somme de 57,500,734 l. 11 f. 8 d.

En 1758, à 57,622,255 l. 5 f. 1 d.

Il y eut de l'augmentation en 1758, & si je n'avois pris un parti décisif, il y en auroit eu en 1759; car il y avoit avec le Danemarck un traité de 6 millions, qui n'étoit pas compris dans les dépenses courantes, & qui n'a jamais été soldé.

Le Roi payoit de plus des Troupes Bavaraises , Palatines & Virtembourgeoises , qui ne lui étoient d'aucune utilité , mais qui , à chaque campagne , exigeoient des augmentations de dépenses aux subsides courans , pour les réparations que ces campagnes occasionnoient à ces Troupes , très-inutiles dans le fond , mais toujours très-coûteuses.

Je proposai donc à Votre Majesté de diminuer de plus de moitié , soit en subsides , soit en Troupes étrangères , les dépenses de ce Département. Cette réforme n'étoit véritablement avantageuse qu'autant qu'elle ne feroit perdre à la France aucun Allié.

Je supplie Votre Majesté de vouloir bien observer qu'il est arrivé dans cette guerre ce que je n'ai point de connoissance qui soit arrivé dans aucune grande

guerre où les principales Puissances ont eu des Alliances combinées ; c'est qu'aucun des Alliés de Votre Majesté ne s'est séparé d'Elle jusqu'à la fin de la guerre, & que les Traités de paix ont été faits du consentement réciproque des mêmes Alliés qui avoient commencé la guerre, quoique les événemens militaires n'aient pas soutenu l'avantage de l'union, & que Votre Majesté ait retranché de moitié les subsides qu'Elle avoit, en 1756 & 1757, assurés par des Traités solennels.

Cette époque, Sire, est celle qui a acquis à votre Ministère politique la considération qu'il s'est efforcé de soutenir depuis la paix, & qu'on ne peut lui refuser, lorsque l'on se rappellera la considération de l'Angleterre, les dernières années de la guerre ; & lorsqu'elle a

fait la paix après la prise de la Havanne, & la considération où a été cette même Puissance vis-à-vis de la France, depuis la paix jusqu'à ce moment.

Ce ne sont ni des victoires ni des bassesses qui ont changé notre situation en tems de paix ; ce ne sont pas des profusions de subfides, ainsi que l'on en avoit usé dans les deux dernières paix. L'Angleterre dépense très-peu en tems de paix pour sa politique ; nous avons suivi le même systême qu'elle à cet égard ; mais nous avons consolidé le plan formidable de l'Alliance du Sud, que Votre Majesté avoit adopté pendant la guerre, & tous nos soins se sont portés à empêcher l'union du Nord, que les ennemis de la France n'ont imaginée, que parce qu'ils ont été effrayés de l'Alliance du Midi. Jusqu'ici nous y

avons réussi, de manière que Votre Majesté, unie avec la Cour d'Espagne & celle de Vienne, a un système de politique, tandis que l'Angleterre n'en a réellement aucun.

L'Alliance du Sud étant établie aussi solidement pour la France, il étoit nécessaire, pour conserver la paix, d'empêcher celle du Nord de se former en faveur de l'Angleterre; car il n'est pas dans la possibilité morale, que l'Europe partagée par deux grandes Alliances, puisse conserver long-tems la paix.

Lorsque j'ai vu, Sire, que cette marche, qui, certainement, éloignoit la guerre, avoit du succès, j'ai senti que je pouvois, sans danger, profiter de la situation de l'Europe, pour acquérir des moyens avantageux à la France, en cas que la guerre survînt.

Voilà pourquoi, Sire, j'ai cru que Votre Majesté pouvoit entreprendre l'acquisition de la Corse. L'Angleterre a senti mieux que l'on ne l'a senti en France, l'avantage de cette acquisition ; elle a vu qu'en tems de guerre cette île étoit un point essentiel pour le soutien du commerce de la France dans le Levant ; elle a prévu que cette possession consolidée procureroit à Votre Majesté le moyen facile de donner la loi à toutes les côtes d'Italie ; elle a vu que les Marines de France & d'Espagne pourroient former le projet de combattre la Marine d'Angleterre dans l'Océan, & celui de la primer dans la Méditerranée, avec infiniment moins de dépenses, qu'il n'en peut coûter à l'Angleterre pour soutenir Gibraltar & Mahon.

Je crois que la Corse peut assurer à

Votre Majesté & à l'Espagne cette domination dans la Méditerranée, & que cette île est plus essentielle au Royaume, la dépense qu'elle coûte ou qu'elle a coûté, moins onéreuse que ne l'auroit été une île en Amérique, très-difficile & très-coûteuse à défendre en tems de guerre, & qui ne procureroit que des avantages de commerce momentanés ; je crois que je puis même avancer que la Corse est plus utile, de toutes manières, à la France, que ne l'étoit ou ne l'auroit été le Canada.

Les Anglois ont vu, ainsi que moi, Sire, les avantages de la Corse ; ils ne s'y sont pas opposés, ils n'ont marqué qu'un mécontentement impuissant, parce qu'ils n'avoient pas de système de politique, & que la Corse étoit sous la domination de Votre Majesté avant qu'ils

eussent eu le tems de penser aux moyens de s'y opposer.

La Cour de Vienne n'est pas plus contente que celle de Londres de la possession de la Corse par la France , mais elle n'a rien dit parce que son système de politique l'unit à la France , & la force à ne point s'opposer à ses opérations ; de sorte que dans cette occasion , qui n'a fait en France qu'une sensation de désapprobation , nous sommes parvenus à notre but par les deux contraires ; l'Angleterre & l'Empire ne se sont pas opposés : l'une parce qu'elle n'avoit pas de système de politique , & l'autre parce qu'il en avoit un.

Je parlerai dans d'autres tems à Votre Majesté de l'acquisition d'Avignon , que je crois juste en elle-même , & pas moins utile à son Royaume. Je crois que l'on

ne peut pas disputer que cette acquisition est due au Ministère politique. Ce Ministère, je dois le répéter, a eu deux vues depuis 1763, qu'il a suivies avec la plus grande attention : la première, de conserver la paix, en attaquant & détruisant les projets d'Alliance des ennemis de la France ; il n'y avoit pas d'autres moyens de conserver la paix, à moins que de se résoudre à devenir seconde Puissance. La deuxième vue du Ministère a été de compenser, par de nouvelles acquisitions pendant la paix, les cessions que les malheurs de la guerre avoient obligé de faire aux ennemis en 1762 ; de manière que le Royaume de Votre Majesté se trouvât aussi puissant qu'il l'étoit avant une guerre malheureuse.

Les événemens de la guerre sont in-

certain ; ce n'est que pendant la paix que l'on fait des acquisitions solides & voisines de son continent ; que l'on arrange , par des Traités , les limites de ses frontieres. Pendant la guerre , & surtout pendant une guerre malheureuse , l'on est dans le trouble. Dans le tems du Traité de paix , l'on ne prévoit que ce que l'on désire , qui est la fin de la guerre. C'est pendant la paix que l'on doit consolider , prévoir & acquérir ; mais l'on ne le peut qu'avec une considération décidée dans l'Europe , & un système solide de politique , qui fasse taire les plaintes & l'envie des ennemis.

Je n'ai pas cru , Sire , cette digression inutile , parce qu'elle remet sous les yeux de Votre Majesté , par un précis très-succint , les vues de son Ministère politique approuvées par Votre Majesté ;

& ce détail est aussi utile à rappeler , que les dépenses faites ou à faire , parce que dans le détail économique que je vais lui présenter , & qui fera un peu sec , comme la nature de cette matière le comporte , Elle se rappellera , ainsi que le Conseil , les motifs qui ont déterminé les dépenses passées , ou détermineront celles que Votre Majesté ordonnera pour l'avenir.

Je reprendrai l'ordre des dépenses du Département des Affaires étrangères. En 1757 , elles ont été , comme je l'ai dit , à la somme de 57,500,734 l.

En 1758 , à 57,622,255 l.

En 1759 , année
où j'ai été chargé
de cette adminis-

tration , à 24,303,862 l. 17 f. 2 d.

En 1760 , à 24,271,255 l. 13 f. 11 d.

En 1761, à 20,519,835 l. 17 f. 3 d.

En 1762, année
où M. de Praslin a
eu l'administration
du département,
année de guerre, 14,618,580 l. 1 f. 4 d.

En 1763, on fit
le calcul des dettes
du Département &
des conventions
pour les payer à
terme, dans un
certain nombre
d'années : la dépen-
se de celle-ci fut de 11,303,639 l. 12 f.

En 1764, de 10,842,980 l. 4 f. 10 d.
L'on remarquera qu'il y a eu des dimi-
nutions graduelles, produites successive-
ment, sans inconvénient, par la manière
de traiter; car, dans cette opération, la

volonté seule du Roi n'est pas suffisante , il faut des combinaisons , de la négociation vis-à-vis des Puissances étrangères , & de l'attention pour un système d'économie.

Le Roi se trouvoit débiteur , envers l'Angleterre ; de l'entretien d'environ 21 mille Matelots que les Anglois avoient pris pendant la guerre , & sur-tout au commencement de la guerre ; la Cour de Londres avoit exigé , par un article du Traité de paix , que cet entretien seroit acquitté. En conséquence les 21 mille Matelots étoient rentrés en France aussitôt après la signature du Traité. L'on discuta les états de dépense produits par l'Angleterre ; ils montoient à une somme qui passoit de beaucoup 20 millions de notre monnoie. Nous rejettâmes quelques articles , nous prétendîmes des com-

pensations ; enfin cette négociation se termina par une cote mal taillée, & l'on fit une convention par laquelle le Roi s'obligea à folder à l'Angleterre, pour tous frais d'entretien des prisonniers, la somme de seize millions en trois ans, à commencer de l'année 1765 ; ce qui fait que cette année, celles de 1766 & 1767 ; & le premier quartier de 1768, sont plus forts.

En 1765, la dépense, compris les prisonniers, a été de 20,270,789 l.

En 1766, 19,858,569 l.

En 1767, 16,664,931 l.

En 1768, 11,053,032 l.

En 1769, 10,142,941 l.

Il faut observer que l'année 1769 se trouve dans la même situation apparente que l'année 1764, & que cependant la diminution est de sept cens mille francs,

En 1770, 11,000,000 l.

Cette augmentation de près d'un million en 1770, provient de l'acquit à faire des dépenses de la diete de Suède, qui a été ruineuse, mais dont Sa Majesté & son Conseil ont senti la nécessité. Dans cette année aussi les Affaires Etrangères ont pour plus de 1,500,000 liv. de dépenses à faire pour le mariage de Monseigneur le Dauphin; le Roi en a signé les objets.

En 1771, je crois que, sauf les présents qu'occasionnera le mariage de Monseigneur le Comte de Provence, sauf les cas de guerre ou d'Alliance & de subsides, que je ne puis pas prévoir, la dépense du Département des Affaires Etrangères devra se faire avec 7,000,000.

Ce tableau exact est très-aisé à vérifier; j'ai dans mes mains les comptes des dépenses.

dépenses de chaque année depuis 1759, arrêtés de la main du Roi. Il seroit pour le moins injuste que l'on accusât d'ineptie ou de manque d'attention en économie, une Administration qui, dans douze années de tems, sans perdre un Allié, sans faire d'injustices, en payant une dette non prévue de 16 millions pour les prisonniers, & toutes celles contractées par la Politique pendant la guerre, a réduit la dépense de 57 millions à 7 millions; ce qui fait 50 millions d'économie, sans que l'état politique soit changé.

*Compte , que j'ai rendu au Roi ; de mon
Administration du Département de la
Guerre , depuis le mois de Janvier 1761 ,
que j'en ai été chargé , jusqu'en 1770.*

SA MAJESTÉ m'a chargé , au mois de Janvier 1761 , du Département de la guerre ; il ne fera question , dans ce Mémoire , que de la partie des dépenses de ce Département , ainsi que de l'économie que j'ai eu le bonheur d'y établir. Je ne parlerai de ce qui regarde proprement la guerre , qu'en rendant compte de la nouvelle composition de l'Armée de Votre Majesté , comparée avec l'ancienne.

A la fin de 1760 & les premiers jours de 1761 , vous vous appellerez , Sire , ainsi que M. le Maréchal de Soubize , qui étoit dans votre Conseil alors , & M. Ber-

tin , qui étoit à la tête de vos finances , que M. le Maréchal de Belle-Isle , après avoir réduit quelques dépenses médiocres , à la suite des Comités économiques sur les Départemens , s'étoit tenu constamment à la somme de 180 millions pour les dépenses de la guerre de l'année 1761. Il y eut même , peu de jours avant que le Maréchal de Belle-Isle tombât malade , une assemblée de Banquiers , à laquelle Votre Majesté daigna descendre , qui avoit été convoquée , en partie , pour engager le Maréchal de Belle-Isle à diminuer la dépense de la guerre , en lui présentant la difficulté & la presque impossibilité où étoient les finances de Votre Majesté d'acquitter une dépense aussi considérable.

Je prie Votre Majesté de se rappeler qu'Elle n'avoit alors qu'une seule Armée

H 2

en campagne , qui étoit en Hesse , commandée par M. le Maréchal de Broglie. Les raisons & les instances n'opérèrent rien sur M. le Maréchal de Belle-Isle. Un Ministre de la guerre , pendant la guerre , a de grands moyens de donner des loix à la Finance , laquelle ne veut pas se charger du blâme des événemens. M. le Maréchal de Belle-Isle mourut dans le même mois , laissant l'Armée de Hesse manquant de tout , & les quartiers levés par une attaque imprévue de l'Armée de M. le Prince Ferdinand. Il laissa 80 millions de dettes au Département de la guerre , & son projet , pour l'année 1761 , de 180 millions de dépense.

Je proposai à Votre Majesté d'avoir en campagne , cette année 1761 , une seconde Armée , qui s'assembla sur le

Bas-Rhin, sous les ordres de M. le Maréchal de Soubise. Elle étoit de près de 100 mille hommes. Je secourus l'Armée de Hesse, & la mis en état de se réparer & d'entrer en campagne ; & je ne demandai à la Finance que 120 millions.

Vers le mois de Juin, M. Bertin donna un supplément de 7 millions. Total, 127 millions. Economie de 53 millions sur le projet du Maréchal de Belle-Isle, & augmentation d'une armée.

En 1762, les circonstances ayant réduit les deux Armées en une, l'on ne laissa qu'une réserve forte sur le Bas-Rhin ; mais Votre Majesté envoya douze bataillons en Espagne ; cependant je ne demandai que 100 millions à la Finance pour cette année ; économie très-grande, vu la proposition du Maréchal de Belle-Isle, mais au moins de 27 millions,

de l'année 1761 à 1762 ; ce qui produit 80 millions d'économie pour les deux années. Mais comme il n'a pas été possible de ne pas contracter des dettes , la Finance verra , par les états qui ont été arrêtés par le Roi , que la guerre devoit , à la paix , 120 millions , qui ont été payés par 27 millions de l'emprunt de 50 millions , par 71 millions de billets NOUETTE , & le surplus en contrats à 3 pour 100. L'état de la dette arrêté étoit , en 1761 , de 80 millions ; donc les dettes de 1761 & 1762 ont été de 40 millions.

L'économie de 1761 , en argent , étoit de 53 millions ; 20 millions de dettes à soustraire , reste 33 millions.

L'économie de 1762 étoit , d'après le projet du Maréchal de Belle-Isle , de 80 millions. En soustrayant les 20 mil-

lions de dettes, elle resteroit à 60 millions.

Mais en ne comparant la dépense de 1761 qu'avec celle de 1762, l'économie n'est que de 7 millions ; ce qui fait pour les deux années 14 millions.

Je ne prétends pas prouver, Sire, en vous remettant sous les yeux ce qui a été fait dans les Départemens dont je suis chargé, que la finance de Votre Majesté ait été ou soit en état de fournir à des dépenses au-dessus de ses moyens. Je suis bien éloigné de penser qu'elle ne soit pas fort embarrassée, & personne n'est entré avec plus de facilité que moi dans les peines successives que je lui ai vu éprouver. Mon objet, dans ce moment favorable que Votre Majesté donne aux détails de mon administration, est de vous convaincre,

Sire , qu'elle a été aussi attentive sur la partie de l'économie , qu'elle a été zélée pour l'utilité de votre service & pour la gloire personnelle de Votre Majesté.

Pendant l'été de l'année 1762 , prévoyant qu'à la fin de cette année , l'on pourroit parvenir à faire la paix , je m'occupai , non-seulement du plan de réforme de l'Armée de Votre Majesté , mais encore de profiter de la circonstance très-favorable pour lui donner une constitution uniforme , plus militaire à tous égards , & plus solide que celle qui existoit , qui eût en même tems l'avantage de lui procurer l'instruction dont les Troupes de Votre Majesté manquoient.

Comme le projet de formation changeoit totalement la constitution ancienne ,

& que certainement il devoit choquer, par la discipline & le travail obligé, les préjugés anciens & la négligence assez naturelle, je ne me contentai pas de proposer, en particulier, mon plan à Votre Majesté, ainsi qu'il est d'usage dans ces sortes d'opérations, je lui demandai de le discuter dans son Conseil d'Etat. Il y fut porté à trois Conseils consécutifs. Les préliminaires de la paix avoient été signés le 3 Novembre, & la réforme, ainsi que la nouvelle formation de l'Armée de Votre Majesté, furent arrêtées & ordonnées, après mûre délibération, dans le Conseil d'Etat, le 5 Décembre suivant.

Un travail de six mois, discuté à plusieurs reprises dans le Conseil, dont l'exécution est ordonnée ensuite par Votre Majesté, est une opération réfléchie.

Le succès a justifié la bonté de l'opération. L'esprit de critique, celui de mécontentement, l'embarras d'être obligé de faire ce que l'on ne savoit pas, tel que celui des Colonels, par exemple, obligés de commander leur Régiment eux-mêmes, ce qui n'étoit jamais arrivé; quand le Colonel fait commander son Régiment, beaucoup d'Officiers, dans son Régiment, s'appliquent à pouvoir le commander aussi bien que lui; les grades & les distinctions donnés au mérite, au zèle, à l'intelligence, de préférence à l'ancienneté; la suppression de toute possibilité d'acquérir aucun bénéfice par le moyen de sa Troupe, & de n'avoir d'argent & de récompense que par la qualité d'Officier, & en en remplissant les devoirs : ces changemens, Sire, ont révolté les deux premières an-

nées; j'ai soutenu , avec patience , la mauvaise impression que j'ai vu que produisoit une discipline peu connue , & , en cela , que j'ai jugé plus nécessaire. Je ne me souviens pas d'avoir proposé à Votre Majesté une seule punition relative à la nouvelle composition ; j'ai cru qu'en mettant de la fermeté & de la suite dans l'exécution du projet , je devois d'autant plus mettre de douceur relativement aux Particuliers. Cette conduite a réussi ; l'on n'a forcé aucuns moyens , & peu à peu l'émulation a succédé au dégoût , & cette émulation , sur-tout dans la Cavalerie & dans les Dragons , a été poussée à un tel excès , que j'ai été , avec beaucoup de ménagement , obligé de la contenir.

V. M. a vu presque toute l'Infanterie ; elle a paru contente de sa discipline

sous les armes, de son immobilité, objet bien nécessaire, de la justesse & de la célérité de ses manœuvres; elles n'étoient pas concertées, car au dernier camp de Compiègne, l'on a fait venir des Régimens de toutes les nations au service du Roi, des quatre coins du Royaume; & il y en avoit plusieurs qui ne s'étoient point rencontrés depuis la paix. L'on peut de plus assurer le Roi, qu'à l'exception d'un Régiment qui seroit revenu dans l'année de l'Amérique, quelque Régiment d'Infanterie que V. M. veuille voir, il se trouvera au même point d'instruction que V. M. a vu dans ceux qui ont eu l'honneur de manœuvrer devant Elle. Cette instruction n'existe pas sans principes; or, le principe réel dans le militaire est la formation des Troupes. Celles de Votre Majesté pré-

cédemment n'étoient pas formées uniformément. L'on ne peut pas disconvenir qu'elles n'étoient pas instruites comme elles le font , & aucun militaire n'a contredit la vérité , que la nouvelle composition a introduit l'instruction , & qu'elle auroit été impossible à établir avec l'ancienne.

Votre Majesté s'appercevra que je ne me fers , pour faire valoir la nouvelle composition de son Armée , que de raisons qui tiennent plus au raisonnement qu'à l'art ; car dans ce genre , je démontrerois , par des vérités géométriques , la supériorité d'une formation sur l'autre ; mais je craindrois de fatiguer V. M. par des calculs militaires qui ont déjà passé sous ses yeux , & qu'Elle a entendus en 1762 , ainsi que deux Membres de son Conseil , qui , par état , ont examiné la

matiere d'après les principes militaires.

Je ne dirai qu'un fait militaire , qui peut être senti de tout le monde , c'est que dans l'ancienne composition il y avoit fort peu de Troupes égales , c'est-à-dire , que dans la même Armée il y avoit des Régimens d'une composition différente.

Dans la Cavalerie il y avoit des Régimens de quatre Escadrons & de deux Escadrons ; dans les Régimens Allemands de Cavalerie , il y avoit plus ou moins de Compagnies , des Etats-Majors différens & une composition différente des Régimens de Cavalerie Française , qui , entre eux , avoient encore quelques différences pour le nombre d'Escadrons. Dans les Dragons il en étoit de même. Ceux qui n'avoient pas été à la guerre , étoient presque en entier à pied , sans

avoir eu d'augmentation , & le Régiment de Schomberg différoit de tous les autres Régimens de Dragons. Il n'y avoit pas deux Légions semblables pour la composition. Dans l'Infanterie , cette différence étoit bien plus sensible ; les Suisses n'étoient pas comme les Allemands , les Allemands n'étoient pas comme les Irlandois & les Italiens ; aucuns n'étoient comme les François , qui , entre eux , n'étoient pas égaux ; car il y avoit des Régimens François qui n'avoient que 13 Compagnies par Bataillon , tandis que la composition étoit de 17.

Je crois pouvoir assurer que l'on n'avoit pas de principes bien certains ; que les formations & les créations s'étoient faites d'après le hafard ou le besoin du moment. Les réformes étoient la fuite du même hafard. De-là font venues toutes

les différences que je viens de rappeler à V. M.

A présent, Sire, il n'y a qu'un principe, qui est l'uniformité ; toutes vos Troupes, de quelque Nation qu'elles soient, sont uniformes, chacune dans leurs armes. Si V. M. est forcée à faire des augmentations, elles ne seront que de soldats & par des proportions uniformes ; si ensuite elle croit devoir réformer, elle ne réformera, par le même principe, que des soldats.

Quand Elle assemblera une Armée, son Général aura des Troupes égales pour l'instruction & pour la composition. Je crois que sans m'étendre davantage, on sentira la supériorité, d'après les principes, de la nouvelle formation sur l'ancienne.

Il me reste à prouver que cette formation

mation n'est pas plus coûteuse que l'ancienne, & à établir les raisons d'augmentation du projet de fonds de l'année 1770, à ceux des années de paix précédentes.

Quoique j'aie dit à V. M. que la nouvelle composition n'avoit occasionné aucune punition, je dois convenir que son établissement a occasionné la dépense d'un plus grand nombre de retraites qu'il n'y en auroit eu si l'on avoit laissé les Troupes dans leur forme ancienne. L'âge, l'habitude à la paresse, l'ignorance, l'humeur qu'a produit dans les esprits chagrins une discipline à laquelle ils n'étoient pas accoutumés, toutes ces différentes circonstances ont obligé de forcer un assez grand nombre de retraites & ont engagé quelques Officiers à demander à se retirer.

Tome I.

I

Je ne puis pas savoir au juste à quoi monte cet excédent de retraites, mais je suppose que cela peut aller à près de cent mille écus par an de pensions. Un objet qui a été fort considérable, & qui pour le moment a été occasionné par la nouvelle composition, est celui des pensions des Officiers réformés ; car, comme d'après cette composition, l'on a diminué, à peu près, la moitié des Officiers, il y a eu pour près de 1,500,000 liv. de réformes de plus que dans une réforme ordinaire. Ces deux objets ont fait deux millions environ de dépense en augmentation dans les premières années ; mais il y a des compensations économiques ; car, 1°. si l'on a forcé les retraites pour le bien nécessaire de cette composition, ayant diminué la moitié des Officiers, il y a

à présent moitié moins de retraites que dans les tems précédens ; ainsi , par exemple , cette année la nouvelle constitution est avantageuse pour les retraites.

Quant aux pensions de réforme , en admettant qu'elles ont été plus nombreuses de 1,500,000 liv. qu'elles n'auroient été en suivant les plans de réforme des paix précédentes , où l'on coupoit au hafard , selon la fantaisie & sans autre principe que celui d'approximer le nombre d'hommes à la somme d'argent , ce qui n'est pas économique ; car l'on a toujours trop de Troupes , quand on ne les a pas aussi parfaites qu'il est possible ; je répondrai à l'augmentation de dépense des pensions de réforme , que plus des trois quarts sont éteintes cette année par les remplacemens , & qu'ainsi c'est une dépense passée ; mais que l'é-

(132)

conomie à venir sur les pensions de réforme sera éternelle; car d'après la composition présente, il ne peut plus y avoir de pensions de réforme, à moins que V. M. ne réforme des corps entiers, ce que l'on a de la peine à présumer, aussi long-tems que le Royaume aura l'étendue qu'il a à garder.

Pour prouver l'économie sur cet article, il n'y a qu'à considérer que le Roi paie encore actuellement des réformes de l'année 1713. Si en 1713 l'on avoit réformé l'Armée comme elle l'est, le Roi ne paieroit pas la réforme de 1738, celle de 1749 & celle de 1763. Nous nous trouvons aujourd'hui avec l'avantage que l'on auroit pu avoir en 1713. J'ajouterai encore pour l'économie de la diminution en Officiers, qu'elle sera sensible à l'Armée pour la partie des

Subsistances ; car la moitié moins d'Officiers occasionnera la moitié moins d'équipages & la moitié plus de facilités pour se mouvoir & pour subsister.

Après avoir rendu compte des avantages & de la dépense de la dernière réforme, ainsi que de ce qui peut se dire sur le nombre plus ou moins considérable des Officiers, il faut constater avec évidence & géométriquement, si la nouvelle constitution des Troupes est plus coûteuse que l'ancienne en tems de paix. Cette proposition ne peut être démontrée qu'en comparant la somme de la solde & de tout ce qui tient à la solde de l'Armée du Roi pendant les paix précédentes, avec la solde & tout ce qui tient à la solde de l'Armée du Roi actuelle. Il y a trois sortes de dépenses à la guerre : la solde, les dé-

penſes fixes & les dépenſes par eſtimations. Ces deux dernières dépenſes ne tiennent point du tout à la conſtitution, elles tiennent à l'adminiſtration du Miniſtre, d'après la volonté du Roi ; mais la ſolde à laquelle eſt jointe la maſſe pour l'habillement, celle du petit entretien, la maſſe des recrues, celle des remontes, & le fourrage pour les Troupes à cheval, tiennent entièrement à la compoſition des Troupes, & par conféquent le plus ou le moins de dépenſe peut ſe comparer de la conſtitution ancienne avec la conſtitution nouvelle ; de ſorte que ſi la ſolde d'une année de la précédente paix, comme, par exemple, de 1754, eſt égale à la ſolde de 1770, l'on conclura avec certitude, que quant à la dépenſe, la conſtitution nouvelle eſt égale à l'ancienne.

Il seroit inutile d'examiner s'il y a aujourd'hui plus ou moins d'Etats-Majors, s'ils sont plus ou moins chers, si le nombre des Capitaines ou des Lieutenans est plus ou moins considérable, si l'on a établi plus ou moins de masses de recrues, si les remontes se font par entreprise ou par les Régimens, d'après le produit d'une masse, si l'on a augmenté le nombre des hautes paies : tout cet examen est difficile à faire d'une composition à une autre, puisque les Individus n'existant plus ou n'étant plus dans la même position, l'on ne peut plus les comparer ; mais ce que l'on peut comparer avec précision, c'est le résultat de dépense de la solde des deux compositions.

En 1754 le Roi avoit sur pied 155519 hommes ; la solde de cette année, y com-

pris tout ce qui en est la suite, ainsi que les fourrages, étoit de 40,476,140 liv. non compris les taxations des Trésoriers.

En 1770 le Roi a sur pied 152758 hommes; ce qui fait 2761 hommes de moins. Malgré cette diminution, qui est peu considérable, & qui est compensée de reste par des Régimens dans les Colonies, dont les Recrues coûtent infiniment plus cher, & par un plus grand nombre d'hommes à cheval, qu'il n'y en avoit en 1754, je calculerai, pour ne pas faire de fractions, le nombre d'hommes des deux époques au pair. La dépense, en 1770, de la solde est de

46,229,203 liv.

Ce qui fait une augmentation de

5,743,063 liv.

Quoiqu'en 1763, quand le Roi a ordonné la nouvelle composition, V. M.

en approuvant la solde, n'en ait pas fixé la somme, & que j'eusse pu considérer l'utilité militaire préférable à l'économie, cependant je m'en suis occupé avec assez d'attention pour faire en sorte que la dépense n'outre-passât pas ce que précédemment V. M. avoit accordé de payer à ses Troupes. En 1758, année où subsistoit l'ancienne composition, V. M. augmenta la solde de toutes ses Troupes; j'ai joint à ce Mémoire les décisions de V. M. & un Etat nominatif des grades dont la solde fut augmentée par ces décisions. On y voit que cette augmentation est de près de 6 millions pour le moment présent; elle étoit bien plus considérable dans l'état de guerre. Ce fut M. de Paulmi d'abord, & M. le Maréchal de Belle-Isle ensuite, qui la firent agréer à V. M. Quand une

fois on a donné une augmentation aux Troupes il est dangereux de la leur reprendre. Ainsi si la réforme en 1763 s'étoit faite sur le pied de l'état des Troupes de 1754, il auroit fallu y ajouter les 6 millions d'augmentation de solde, qui avoient été accordés en 1758 dans la même constitution. Donc la solde des Troupes de 1754 étant de 40,476,140 liv. en y ajoutant l'augmentation accordée à ces mêmes Troupes en 1758, dont on n'auroit pas pu les priver, elle auroit été en 1763, si la réforme avoit été faite sur le plan de 1754, de 46,476,140 l.

Elle est en 1770, de 46,229,203 liv.

Donc par la nouvelle composition, elle est moins forte qu'elle n'étoit en 1754 avec l'augmentation de 1758, de
248,937 liv.

Ce qui équivaut les 2761 hommes qu'il y a de moins.

Il m'est permis, d'après ce calcul, de me flatter d'avoir prouvé que la nouvelle composition, quant à la partie de la solde, qui est la seule qui puisse intéresser l'économie de la constitution, n'a point augmenté la dépense que l'ancienne composition auroit occasionnée nécessairement.

Dans cette partie de la solde j'ai vérifié le projet de fonds de 1751, j'ai calculé celui de 1739, année où l'on regardoit de près à l'économie; en y joignant les six millions d'augmentation en 1758, je puis certifier à V. M. que, mettant le nombre de Troupes égal, tous les projets de fonds dans la partie de la solde ne different pas, l'un dans l'autre, de cent mille écus; & quoique

l'augmentation de folde ne soit pas de mon fait, je dois cependant en démontrer de nouveau la justice à V. M. Cela sera aisé quand on voudra réfléchir qu'un soldat, pas plus qu'un autre homme, ne peut vivre aujourd'hui du revenu qui le faisoit vivre il y a cent ans. Je desire plus que je ne l'espere, que l'on puisse conserver encore pendant vingt ans la paie telle qu'elle est aujourd'hui, avec l'augmentation de 1758 : cela n'est pas possible dans les années de disette comme les deux dernières où V. M. est obligée de fournir le surplus de deux sols, que le soldat a dans sa paie, pour se nourrir d'une livre & demie de pain par jour. V. M. verra ce calcul dans la comparaison que je vais faire des dépenses fixes & de celles par estimation, du projet de fonds

de 1770 , avec celui de 1754.

- La totalité du projet de fonds de 1754 ,
en portant la solde à 46,476,140 liv.
est de 56,000,000 liv.

La totalité du projet de fonds de
1770 , la solde étant de 46,229,203 liv.
est de 73,000,000 liv.

Différence 17,000,000 liv.

Sur cette somme il faut ôter 3,118,286 l.
qui ont été portés , pour les fourrages ,
à 20 f. dans le projet de fonds de 1770 ,
& qui ne doivent l'être qu'à 15. f. 6 d.
pour s'affimiler à 1754. Malgré les se-
cours des Provinces frontieres & d'Etats
qui fournissent le fourrage aux Troupes
du Roi , les unes à 10 f. les autres à
7 & à 5 la ration; comme il n'y a point
là moitié de la Cavalerie ou des Dra-
gons du Roi dans les Provinces qui four-
nissent ces secours; que le reste de la

Cavalerie , qui n'est ni en Flandre , ni en Languedoc , Bretagne , Alsace & Franche-Comté , paie la totalité de son fourrage , & que l'année passée & cette année , il étoit difficile d'avoir une ration de fourrage pour 12 f. l'on a mis dans le projet de fonds la ration au prix le plus fort , dans l'incertitude de la récolte de cette année ; mais on le réduit réellement à 12 f. 6 d. comme en 1754 ; ce qui fait qu'en ôtant la somme de 3,118,286 liv. sur celle de 17,000,000 liv. qui se trouvoit en fus du projet de fonds de 1754 à celui de 1770 , il reste 13,881,714 liv. Sur cette somme , il faut encore ôter celle de 2,400,000 liv. que j'ai proposé , dans le projet de fonds , d'assigner pour faire un approvisionnement d'habillement

de milices ; car l'on ne s'en servira pas si elles ne sont pas vêtues , & l'on peut être obligé , d'un moment à l'autre , de s'en servir. Par la même raison , je comprends , sans cette somme , un approvisionnement de marmites , bidons , effets de campement , qu'il vaut mieux faire faire en tems de paix , qu'au moment de la guerre ; mais la Finance ne pouvant secourir cette partie de prévoyance , l'excédent est réduit de 13,881,714 liv.

A 11,481,714 liv.

Cet excédent provient de différentes causes que je vais expliquer ; & qui se trouvent en 1770 , & ne se trouvoient pas en 1754 ; elles sont toutes étrangères aux dépenses courantes de la guerre.

1°. La Corse qui coûte par
année 4,500,000 liv.

Cette dépense tient à la Politique &

est étrangere au Ministre de la guerre. Le Roi a 23 Bataillons en Corse, deux détachemens de Légion, une Légion entiere, un détachement considérable d'Artillerie, en bouches à feu & approvisionnemens de guerre, ainsi qu'en Officiers & Soldats d'Artillerie. Il y a en Corse un détachement nombreux d'Ingénieurs, des Officiers généraux, un Etat-Major ; sur les 4,500,000 liv. il y a sept cent & tant de mille livres qui sont pour la paie de guerre des Officiers & Soldats, qui ne pourroient pas subsister sans ce secours ; le surplus pour la viande, les légumes, le pain qu'on est obligé de fournir aux Troupes, pour l'entretien de mille mulets nécessaires au service. Si la guerre ne survient pas, il y a lieu d'espérer que cette dépense diminuera progressivement, l'on en a l'espérance ; sans
quoi

quoï l'on ne se feroit pas borné à la demande de 62 millions.

Les appointemens des Officiers réformés, y compris ceux à la suite des places, tels qu'Allemans & Irlandois, & ceux des places évacuées, ainsi que les pensions & gratifications annuelles sur l'Extraordinaire des Guerres, montoient, en 1754, à 1,685,226 liv.

En 1770, tous ces objets montoient à 4,692,279 liv.

Augmentation de 3,007,053 liv.

Cette augmentation vient, 1°. de ce qu'il y a eu une guerre & une réforme de plus en 1770 qu'en 1754. 2°. Que les pensions qui, de même qu'en 1754, avoient été mises à la réforme sur le Trésor royal, n'étant pas payées, & les gémissemens des malheureux retirés dans leurs Provinces, dont une grande

partie blessés, ou vieux, ou d'une mauvaise santé, n'ayant pour vivre que leur pension, ont touché le Roi ; ce qui, de concert avec la Finance, a engagé en 1764 à mettre en appointemens sur l'Extraordinaire des Guerres ces sortes de pensions. Mais le Département remettra ces pensions au Trésor Royal quand le Roi l'ordonnera.

Les Invalides coûtent, cette paix-ci, plus que les précédentes ; cet excédent est de 1,290,444 liv.

Il y a deux causes : la première est que le nombre en est prodigieusement augmenté, ce qui doit arriver par une augmentation de guerre ; mais aussi cette année & les années suivantes nous éprouverons de la diminution. La deuxième cause, c'est que l'on a été obligé d'augmenter un peu le traitement des Compagnies

détachées, en proportion de l'augmentation qui a été faite pour les Troupes réglées. Enfin l'Hôtel des Invalides a effuyé une banqueroute affreuse, & le Département a été obligé de venir à son secours.

Il y a une augmentation pour les Officiers généraux employés, que j'avoue être un peu forte; car elle est en sus de la somme destinée à cet objet en 1754, de 887,782 liv.

Il y a plus d'Officiers employés qu'il n'y en avoit en 1754, & la plus grande partie sont payés plus cher; deux motifs en sont la cause: le premier qu'il étoit essentiel, à ce que j'ai pensé, d'exercer les Troupes aux grandes manœuvres, pour leur donner l'ensemble, qui est de premiere nécessité. Le Roi de Prusse a donné l'exemple de cette méthode cer-

taine pour former des Troupes utilement ; l'Empereur suit l'exemple du Roi de Prusse. J'ai cru que nous ferions bien de ne le pas négliger ; & de même que les Troupes ont besoin d'Officiers Généraux pour les exercer aux grandes manœuvres , les Officiers Généraux ont besoin de s'exercer eux-mêmes au commandement , pour pouvoir servir utilement en tems de guerre. Le second motif est que quelques-uns des Officiers Généraux , comme les Maréchaux de France & les Commandans des Provinces , sont payés plus cher qu'ils ne l'étoient ou ne l'auroient été en 1754 ; parce que tout est plus cher à présent qu'il ne l'étoit alors. Au surplus j'apporte l'Etat des Officiers Généraux ; je le mettrai sous les yeux du Roi , à mon premier travail : je lui dirai ce qui a

déterminé l'emploi de chacun en particulier ; il décidera sur la suppression , & j'ose augurer d'avance qu'il n'est pas possible que la diminution soit considérable.

L'on a cru en 1759 devoir établir dans chaque Hôpital des Médecins & des Chirurgiens qui fussent payés & attachés à l'Hôpital : jusqu'alors les Médecins n'avoient point de gages , & les Chirurgiens étoient payés par les Entrepreneurs ; ce qui ne produisoit certainement pas l'avantage des Malades. De là toutes les fripponneries qui se faisoient dans les Hôpitaux. L'humanité en souffroit , & l'économie ne s'y trouvoit pas pour le Roi ; car un homme qu'il perdoit , & qu'il avoit payé long-tems , quoique mort , comme vivant , devenoit fort cher. L'on a réussi , en séparant

l'intérêt des Entrepreneurs d'avec celui des Officiers de santé, de mettre une règle très-utile dans les Hôpitaux, qui sont actuellement aussi bien qu'il est possible.

Il seroit cruel de changer le bien que l'on trouve établi dans les Hôpitaux ; j'ai laissé subsister cette dépense en augmentation, qui est de 346,263 liv.

Le supplément pour le prix du pain de munition a été en 1754 de 1,527,064 l.

L'année passée, & l'on compte cette année sur le même pied, il a été de 2,213,990 l.

Augmentation sur 1754 de 686,926 liv.

L'on sera étonné, à ce que je pense, que l'augmentation du pain, en comptant la plus-value que l'on a été obligé de donner à toutes les Troupes de l'intérieur, ait été aussi peu considérable

dans deux années de disette. J'ai entendu dire qu'il seroit plus utile d'avoir une Entreprise qu'une Régie pour les vivres en tems de paix: Cette opinion est une grande erreur. Je prouverai, quand on voudra, que la Régie économique au Roi 500,000 liv. par année. Sans entrer dans un grand détail sur cette matiere, qui en est très-susceptible, & qui demande de l'étude pour l'entendre, je dirai simplement que quand j'ai changé l'Entreprise en Régie, j'ai pris au compte du Roi, d'après la direction & les conseils de M. de Bourgade, tous les Employés que l'Entreprise avoit dans les différentes parties du Royaume; je ne les ai pas plus payés que l'Entreprise ne les payoit. Les fournitures en grains ont été faites par la voie des Intendans des Provinces, qui

ont servi Votre Majesté avec beaucoup de zèle & d'intelligence dans cette partie. Les grains n'ont sûrement pas plus coûté qu'ils n'auroient coûté aux Entrepreneurs ; la main-d'œuvre étoit au même prix & exécutée par les mêmes personnes ; V. M. a gagné le bénéfice qu'auroit fait la Compagnie des Entrepreneurs : cela est évident.

Je n'ai fait de tort qu'au Ministre de la guerre, à qui j'ai ôté, dans toutes les parties, les moyens de placer ses protégés.

En 1760, ayant le tems de mon administration, V. M. ordonna une augmentation de fonds de 90,000 liv. pour l'Ordre de S. Louis. Je n'ai trouvé que la décision, & l'apperçu du paiement qui a été fait depuis ce tems-là ; mais une grace, accordée à l'Ordre de S. Louis

(153).

par une Ordonnance , ne peut pas être
supprimée. 90,000 liv.

Il y a , pour les Commissaires des
guerres , une augmentation de 61,000 liv.

Il en est mort beaucoup depuis la
guerre ; il y a quelques petites pensions
données aux veuves ; M. le Duc d'Or-
léans & M. le Prince de Condé ont
des Secrétaires , selon l'usage , employés
dans cette qualité , qu'ils n'avoient pas
en 1754. Plus de Maréchaux de France
font plus de Commissaires. J'entre dans
le détail sur cet objet , qui , dans le
fond est une misère , parce que l'on
croit que ces Charges sont lucratives.
Le service militaire ne pourroit pas aller
sans les Commissaires des guerres. Les
appointemens les plus forts sont de 3600
liv. sur lesquels il y a des retenues , &
ils sont obligés d'acheter une Charge

(154)

qui ne rapporte point l'intérêt de leur argent.

Les Hôpitaux coûtent de plus qu'en 1754 la somme de 150,000 liv.

Ce n'est pas que la journée du Malade, qui est à 14 s. ne soit précisément au même prix qu'en 1754 ; cette partie est en Entreprise dans les différentes Provinces ; mais parce que les Hôpitaux de Charité, qui recevoient les Soldats pour leur solde, depuis quelques années, ne veulent plus les recevoir, à cause du sur-hauffement sur le prix des denrées : l'on est obligé de leur donner 10, 7, 5 s. en sus de la solde, sans quoi, ils ne recevraient pas les Soldats.

Les représentations qui ont été faites par plusieurs villes, de la sur-charge qu'elles éprouvoient par le logement des Troupes chez les Habitans, ont donné

lieu à construire des Casernes pour les Soldats, & des Pavillons pour les Officiers. Alors le Roi s'est trouvé chargé de la dépense des lits; ce qui l'a augmentée, par cette seule raison, de 144,000 liv. car les marchés sont au même prix qu'ils étoient en 1754.

Ci 144,000 liv.

Il y a aussi une augmentation sur les bois & lumieres, qui provient de deux causes : la premiere, que le Soldat n'avoit de chauffage que pendant les cinq mois d'hiver, & qu'il étoit obligé de s'en fournir à ses dépens pendant les sept mois d'été. La deuxieme, la cherté des denrées, d'une part, & la nécessité d'exercer les Troupes, de l'autre, ce qui les empêche de travailler pour leur compte autant qu'elles le faisoient autrefois, a mis dans la nécessité de

(156)

venir à leur secours ; ce qui a déterminé le Roi à leur accorder pendant l'été le tiers du chauffage de l'hiver, dont il résulte une dépense de 150,000 livres.

Les gages des Trésoriers de l'Extraordinaire des guerres sont augmentés, de 1754, de 6000 liv. Cette augmentation provient d'un supplément de finance qu'on leur a fait payer sur leurs Charges, & qui a été porté au Trésor royal. Les taxations desdits Trésoriers montent
à 161,000 liv.

Ces taxations augmentent en proportion de la somme principale.

Enfin, Sire, il faut que je rende compte à V. M. de la Caisse de Paris. Elle paie les appointemens du Ministre, ceux des Bureaux, l'entretien de l'Hôtel de la guerre & de ceux qui y servent,

(157)

les frais & gratifications pour les déplacements de Compiègne & de Fontainebleau , les gîtes , geolages , frais d'impression , ce que l'on donne à des Soldats qui passent à Paris pour continuer leur route , enfin tout ce qui se paie en petites parties pour la guerre ; un Officier qui tombe malade , & toutes les petites dépenses qu'entraîne ce Département. Il y a peut-être , chaque année , dix mille Parties prenantes sur cette Caisse. Elle coûtoit en 1754 , ainsi que dans toutes les années précédentes , depuis le regne de V. M. 836,000 liv.

A quoi il faut ajouter l'entretien de cent Chevaux , que l'on appelloit Chevaux de réserve , qui étoient attachés au Bureau de la guerre , ainsi que 25 Charettes. Cette Partie coûtoit 92,500 liv.

Le total assigné pour la Caisse de Paris

en deux parties , étoit donc de 928,500 l.

Depuis que je suis chargé de la guerre , je n'ai remplacé que les premiers Commis qui manquoient ; j'en ai diminué le nombre , & je ne crois avoir placé dans dix ans , que deux Sous-Commis , par les ordres de Mesdames. Il est vrai que je ne me suis jamais servi de chevaux ni de charettes , je les ai retranchés en entier , & la Caisse de Paris ne coûte par an que 900,000 liv.

Ainsi sur ces Bureaux dont on se plaît à parler , il y a une diminution de 28,500 l.

Les différens articles d'excédens , desquels je viens de détailler les motifs à V. M. montent à la somme de 11,480,558 l.

Celle qui restoit de l'augmentation de 17 millions sur le projet de fonds de 1770 à celui de 1754 , est de 11,481,714 liv.

Somme pareille , à 1156 liv. près.

De sorte que j'ai tâché de démontrer deux choses : la première , que le projet de fonds de 1770 , qui est de 17 millions plus fort que celui de 1754 , peut être réduit , quant à l'excédent , à 11 millions & tant de livres.

La seconde , que cet excédent vient en partie des circonstances , en partie de ce que j'ai trouvé établi avant 1761. Il n'y a d'augmentation réelle , de mon Ministère , que les Officiers Généraux. Enfin , en ajoutant aux 56 millions , qui font le fonds de 1754 , les 11 millions d'excédent , ils forment , en total , une somme de 67 millions , & je n'en demande cette année que 62 à la Finance , espérant que les diminutions sur la Corse , une bonne récolte , qui économisera sur le pain & la plus-value , ce qui pourra se reporter d'une année sur l'autre , me mettront en

état de faire encore une économie de cinq millions.

J'ai oublié de parler à V. M. du non-complet ; il est fort peu de chose à présent ; il étoit plus considérable après la réforme. Ce non-complet a été mis dans la masse générale, & a servi à payer la dépense des Camps, pour lesquels je n'ai jamais rien demandé en Finance, & à donner les gratifications que les Inspecteurs demandent pour les Officiers qui ont eu des malheurs, ou se sont distingués par leur zèle pendant l'année.

Projet

Projet de Finance, & de Liquidation des dettes de l'Etat, & de borner la dépense du Roi (écrit en Avril 1777).

CHACUN siècle voit naître des changemens dans les formes & dans les opinions : il est certain que le militaire actuel de l'Europe ne ressemble point au Militaire de Louis XIV, lequel étoit très-différent, par la forme & par le nombre, de celui d'Henri IV. Le Roi de Prusse a fait une révolution dans la Tactique & dans la Discipline des Troupes ; il a centuplé les pièces de canon dans les Armées depuis l'année 1741, & a rendu cette pratique nécessaire dans les Armées des autres Puissances.

Dans la partie de la Marine, les Constructions Angloise, Française, même Espagnole, ne ressembloit point aux Constructions des Vaisseaux il y a cent ans.

Tome I.

L

Dans la partie de la Justice, que de variations n'avons-nous pas vues depuis un siècle?

En Finance, les dettes de l'Etat se sont accumulées; il ne paroît pas que l'on ait eu d'autres idées que celles d'imaginer des emprunts pour satisfaire des besoins, &, pour me servir d'un terme commun, l'on a vécu, dans cette partie, au jour le jour; personne n'a été assez fort pour approfondir la situation du département de la Finance, & pour former un projet dont il étoit moralement sûr qu'il ne verroit pas le bénéfice.

Si cependant il existe un tems où l'on doive, quand on est sage, juste & éclairé, faire le compte d'un Etat, c'est au commencement d'un nouveau regne, sur-tout quand le Prince qui monte au Trône est assez jeune pour qu'il ait l'espérance de

voir le succès du projet de Finance qu'on lui propose ; assez modéré & assez sage , pour être assuré qu'il aimera l'ordre qu'on lui présentera , & que les passions ne dérangeront point cet ordre nécessaire à la libération des dettes de son Royaume , au soulagement de ses peuples & au maintien de l'éclat de sa Couronne.

Je n'ai pas l'honneur & ne l'aurai jamais d'être le Ministre de Louis XVI ; mais , pour mon amusement , je me suis rendu compte à moi-même de ce que je lui aurois conseillé sur chaque partie de son administration. Si j'avois été à la place de M. de Maurepas , j'aurois eu le courage de lui proposer le projet ci-joint , relativement à ses finances.

Je connois un projet qui tend à mettre toutes les Provinces en Pays d'Etats ; j'admire ce projet , je l'approuve , & j'en suis

L ij

d'avis absolument, sur-tout quand j'aurai approfondi, avec grande maturité, la forme de ces Pays d'Etats, & qu'il me sera bien démontré que cette forme ne pourra jamais produire du trouble dans le Royaume, ni nuire à la prérogative de la Couronne.

L'on ne peut pas ne pas se représenter les troubles de la Province de Bretagne. Vainement me dira-t-on que les Etats que l'on va former ne seront pas sur le pied de ceux de Bretagne, & n'auront pas un Commandant de Province comme M. d'Aiguillon: quelque forme qu'ils aient, ce sera une assemblée d'hommes. Si cette assemblée n'a aucun pouvoir, elle est inutile; si elle a quelque puissance, elle peut être nuisible, sur-tout par sa communication avec d'autres assemblées d'hommes. Nous avons vu les Parlemens, cette Classe

de l'Etat qui a soutenu & même créé la plus grande autorité de nos Rois ; nous avons vu ces Parlemens s'unir entre eux, & embarrasser la Cour par leur union. Il est vrai que le feu Roi est sorti de cet embarras ; mais un moyen aussi violent & aussi injuste que celui qu'il a adopté , n'est-il pas un grand mal , puisqu'il est un déshonneur pour la Couronne, qui a toujours tort , quand au lieu de prévoir & de gouverner , elle se sert de la force pour anéantir ? Si par malheur , les Etats , sous un Ministère & un Règne foibles , formoient une union , l'on ne pourroit pas les détruire & les exiler , comme l'on a fait des Parlemens , car l'on n'exile pas son Royaume. Ces réflexions méritent d'être balancées quand on examinera le projet des Pays d'Etats ; mais je ne crois pas que ce moment-ci soit celui où l'on pourroit le mettre à exécution.

L iij

Deux avantages résultent de la formation des Etats : simplicité dans le recouvrement , & crédit, selon les circonstances , pour l'avantage de la Couronne. Il y auroit quelques réflexions à faire sur la simplicité des recouvrements. L'on ne connoît , pour les recouvrements , que ceux de la Ferme générale , qu'il seroit fort heureux de simplifier , & ceux de la Recette générale. Si l'on laissoit la Ferme générale ainsi qu'elle est , les Etats ne simplifieroient que la Recette générale , & alors je crois qu'il n'y auroit aucun profit ; car l'intérêt du remboursement des Receveurs généraux & des Receveurs des Tailles , qui va à 50 millions , joint aux frais nécessaires du recouvrement dans chaque Province , sera certainement équivalent à ce que ces mêmes Receveurs généraux , les Receveurs des Tailles & les

Collec-teurs touchent à présent ; il me semble que c'est un fol pour livre partagé en trois parties.

Je ne pense pas que l'on puisse donner la Ferme générale aux Provinces d'E-tats ; mais si on la leur donnoit , chaque Province auroit des Employés , car on ne peut pas régir une Ferme sans Employés ; chaque Province chercheroit à gagner le plus qu'elle pourroit sur le Transit ; les droits qui sont dans la circonférence du Royaume , seroient dans la circonférence de chaque Province en particulier ; ce qui produiroit un trouble & une stagnation dans le Commerce général du Royaume. La Ferme du Tabac ne pourroit plus avoir lieu : elle produit environ 24 millions. Les Provinces ne pourroient pas être chargées des Gabelles ; la grande & la petite produisent près de 38 millions. Si les Provin-

ces rendoient la liberté à ces deux consommations, si elles ôtoient les Aides, qui sont aussi fort onéreuses au Peuple, & qui rapportent 35 millions au moins, elles seroient obligées de reverser sur les fonds les impôts qui portent sur les consommations, & qui, en quelque sorte, vivifient les fonds. La charge deviendrait insupportable & ruinerait les fonds; d'où je conclus qu'il seroit impossible, en mettant les Provinces en Pays d'Etats, de se passer de Fermes générales; & conséquemment que les Pays d'Etats n'apporteroient ni simplicité, ni économie dans la perception des fonds.

Mais ils fourniroient, chacun en particulier, un crédit à l'Etat, & à moins de frais que le crédit actuel du Roi; j'en conviens, & je regarde le projet que chaque province répartisse elle-même son imposi-

tion sur les fonds, & pourvoie aussi, par elle-même, à ses besoins, comme un avantage qui mérite les plus favorables dispositions. C'est d'après cette vue utile, que je ne crois pas que nous soyons au moment de faire ce changement dans l'administration du Royaume; car seroit-il sensé, pour l'objet de s'acquérir un crédit, de commencer par accabler de dettes chaque Province? C'est cependant ce qui arriveroit, si on répartissoit aux Provinces deux milliards de dettes de l'Etat. Quel crédit des Provinces aussi endettées pourroient-elles avoir? Je crois qu'il faut rétablir l'ordre dans les Finances, la considération publique pour l'Administration, le respect & le crédit intérieur & extérieur de la Couronne, avant que de tenter un changement d'Administration aussi délicat; en un mot, je crois qu'à présent ce change-

ment ne pourroit être qu'autant qu'on le regarderoit comme la dernière ressource pour faire banqueroute. Or, comme je regarde la banqueroute comme l'acte le plus nuisible à la France, ainsi qu'il est le plus déshonorant pour le Souverain, je proposerois un plan préliminaire à celui des Provinces d'Etats, pour rétablir l'ordre dans les Finances, assurer la dette de l'Etat, satisfaire aux dépenses courantes, mais fixes, & pourvoir aux dépenses de la guerre, quand elle aura lieu.

Ce plan doit être maintenu cinquante années, s'il n'y a pas de guerre. Mon opinion est que la guerre sera moins fréquente dans le siècle à venir qu'elle ne l'a été jusqu'à présent; mais en supposant que dans cinquante années il y eût trois guerres de sept années chacune, il est nécessaire que ce projet de liquidation que

je propose , ne soit ni détruit , ni même entamé par la guerre , & qu'il reste en son entier , avec une prolongation de vingt-une années.

Je connois la difficulté d'assurer en France un plan de conduite pendant cinquante ans ; je fais quel courage il faut avoir pour entamer un projet onéreux au Royaume , au premier coup d'œil , & dont on ne peut voir le succès & le bienfait , qu'au bout de cinquante ans.

Malgré cette réflexion , si j'étois Roi , ou si je conseillois un Roi qui fût assez ferme pour prendre un parti décisif sur son administration des Finances , & qui fût persuadé que le parti que je l'engage à prendre est utile à son Royaume & glorieux pour son regne , je me sacrifierois & l'entreprendrois sur le champ.

Je vais entrer dans un grand détail ,

(172)

quelquefois minutieux ; mais toutes les parties de mon projet se tiennent , & j'espère que le résultat en fera clair.

La Ferme générale est actuellement	livres.
portée à	162,000,000
Le vingtième & la capitation des Fermiers	485,000
J'y ajouterai la Ferme des Octrois Municipaux,	1,079,000
La Ferme des Droits réservés, . . .	6,000,000
Le Marc d'Or,	1,500,000
Le Dixième d'Amortissement, . . .	2,000,000
	<hr/>
	173,064,000

Je choisirois vingt familles les plus fortes & les plus honnêtes dans la Finance ; je leur donnerois la Ferme pour cinquante ans ; & comme il vaqueroit nécessairement des places pendant le cours de cinquante ans, ce seroient les dix-neuf Fermiers généraux restans qui se choisiroient un Associé ; de même que si par leur âge ou leurs in-

firmités, ils desiroient d'avoir un Adjoint, ou un Survivancier, ce ne seroit qu'à la pluralité des voix de leurs Confreres, qu'ils pourroient l'obtenir.

Dans ces vingt Fermiers généraux il y en auroit un qui seroit Commissaire du Roi à la Ferme, & travailleroit pour la Ferme & sur la Ferme directement avec le Contrôleur général des Finances.

L'on portera au Roi, chaque fois, le scrutin de remplacement ou d'association. S. M. pourra refuser le Sujet élu : si elle avoit des notions qui éloignassent son approbation, elle voudroit bien dire la raison de l'exclusion qu'elle donneroit ; mais, en cas de refus de S. M. les Fermiers, quand il seroit question de remplacement, en proposeroient un autre ; & , dans aucun cas, la Cour ne nommera personne, & ce seront toujours les Fermiers généraux qui

choisiront leurs Associés, avec d'autant plus de raison, qu'ils seront solidaires, vis-à-vis du Roi, les uns pour les autres, du prix du Bail & de toutes les opérations qui seront faites au nom de la Compagnie ; de sorte que s'il vaquoit une Place, & qu'il n'y eût personne dans la famille de celui qui seroit mort ou retiré, qui pût le remplacer, les dix-neuf Fermiers restans choisiroient le Sujet pour la Place vacante, & il faudroit, pour que le choix fût agréé du Roi, que celui qui seroit proposé eût douze voix des dix-neuf, pour l'inclusive.

Si par hazard il se mêloit, dans la Société, de l'intrigue, des cabales ou du dérangement dans les fortunes, par inconduite, le Roi ne seroit pas astreint au Bail pour les causes de dérangement d'un Sujet, & il feroit prévenir la Compagnie de lui remettre ses fonds, & de choisir un

autre Sujet pour le remplacer.

Les bassesses , s'il en pouvoit exister , feroient punies comme le dérangement de conduite ; car le Roi veut que cette Compagnie mérite l'estime générale , non-seulement par ses talens pour conduire les Fermes de Sa Majesté , mais encore par une conduite intacte relativement à l'honnêteté & à la probité.

Enfin cette Compagnie ne doit pas être regardée comme une simple association de Financiers pour une affaire , mais comme une Compagnie utile à l'Etat & tenant à l'Etat.

L'on supprimera un tiers des Charges de la Compagnie actuelle & tous les Employés inutiles.

L'on supprimera toute croupe , portion , pension , qui précédemment ont été mises sur les Places de Fermiers généraux.

Les vingt Fermiers que le Roi choisira pour régir ses Fermes générales auront seuls les bénéfices & les pertes de leur manutention.

La Ferme, avec les augmentations que j'ai marquées, les huit sols pour livre de la totalité, vu les retranchemens & l'économie qu'il faut y mettre, vu la longueur du Bail & les produits que le crédit procurera à la Compagnie, fera, pour les cinquante ans, sans augmenter ni diminuer, de deux cents millions.

Les arrérages des dettes, soit constituées, soit viagères, sont de cent soixante millions.

La Ferme établira, à sa Caisse, le paiement des rentes. L'on supprimera tous les Payeurs des rentes. Les dettes de l'Etat de toute nature, excepté les rentes viagères, seront converties dans une obligation sur les Fermes, remboursable à volonté, & les

les rentes viagères dans une rente viagère sur la Ferme ; & de même que le Roi s'oblige & oblige le revenu de ses Fermes au paiement des arrérages des dettes de l'Etat , les Fermiers généraux s'obligent solidairement à payer les arrérages desdites dettes , pendant le cours de leur Bail.

Ils rapporteront au Trésor royal , tous les ans , les quittances des Créanciers , soit constitués , soit viagers , afin que le compte de cette Partie soit apuré chaque année , & envoyé à la Chambre des Comptes. Les Créanciers qui ne viendroient pas toucher leur rente dans l'année , la perdroient pour cette année.

Des 40 millions qui resteront entre les mains des Fermiers généraux , ils paieront , en trois ans , à raison de 20 millions par an , les 60 millions représentans les fonds des Fermiers généraux qui sortent de Place.

Tome I.

M

Les autres vingt millions seront employés , les premières années , à acquitter les billets des Fermes , les rescriptions suspendues en 1770 , & les Charges des Payeurs des rentes supprimés.

Quand ces remboursemens seront faits , si la guerre n'a pas lieu , l'on prendra dix millions , chaque année , pour rembourser successivement des Charges onéreuses à l'Etat , comme celles des Eaux & Forêts , des Trésoriers de France , & autres Charges de la Maison domestique du Roi , qui ont été créées pour avoir de l'argent ; & les 30 autres millions , ainsi que les extinctions des rentes viagères , serviront à rembourser des rentes constituées , lesquelles rentes constituées ne seront remboursées que sur le taux de leurs arrérages à 5 p. 100. Par exemple : un billet de Nouette , de 100,000 liv. originaire , valant à pré-

sent 2,500 liv. de rente , sera remboursé 50,000 liv. de sorte que si , pendant les cinquante ans , il étoit possible d'espérer qu'il n'y auroit point de guerre , les 60 millions de rentes viagères seroient presque éteints , & les 100 millions de rentes constituées seroient réduits à 25 millions , en ne comptant pas l'intérêt de l'intérêt. Il est vrai que l'on ne peut pas espérer cinquante ans de paix ; qu'il sera absolument nécessaire de prendre ces 40 millions pour les frais de la guerre pendant son cours ; mais comme il est également certain que dans cinquante ans on se libérera autant qu'il faut l'être ; de même que l'on ne fera pas de libération de dettes , l'on doit s'arranger aussi à ne point faire de dettes nouvelles pendant la guerre , & alors le calcul restera dans sa justesse , & le terme de la libération ne sera que prolongé.

M ij

Je dis qu'en gardant 25 millions d'ar-rérages , on fera libéré autant qu'il faut l'être , & je crois que cinq cens millions de dettes , dans un grand Royaume comme la France , sont nécessaires pour alimenter une partie de la circulation.

Ce projet est aussi juste que certain pour arrêter les malheurs que l'accumulation des dettes produira dans l'Etat.

La premiere difficulté qui se rencontrera fera le prix du Bail porté de 173 millions à 200 , ce qui fait 27 millions d'augmentation , & paroît un peu fort , quand on ne considère pas, 1°. qu'un Bail de cinquante ans au lieu de six , devient un état réel pour la famille qui est dans la Ferme , & produit un bénéfice difficile à calculer , qui mérite bien d'être acheté.

2°. Chaque Fermier général , à présent , est obligé de faire un fonds dont le Roi

ne lui paie la rente qu'à 4 p. 100 ; & dans la Ferme proposée , le Roi exige que les 20 Fermiers généraux fassent un fonds réel , chacun de 3 millions ; mais l'intention du Roi est que ces 60 millions restent dans la Caisse des Fermes , & servent aux Fermiers pour acquitter les billets qu'ils sont autorisés à donner en paiement , & que le Roi recevra dans ses Caisses pour comptant ; bien entendu que jamais ils ne pourront en donner pour plus de 60 millions ; ce qui sera vérifié , chaque semaine , par un Commissaire du Roi qui sera à la tête de la Ferme , fera lui-même de la Ferme , & portera le Bordereau de la Caisse au Contrôleur général.

A la fin de l'année , le Contrôleur général vérifiera le Bilan de la Caisse , où il devra se trouver 60 millions , soit en argent , soit en billets , au paiement desquels

M iiij

les 20 Fermiers généraux seront obligés solidairement ; de sorte que bien loin de faire des fonds que le Roi s'approprie, & dont les Fermiers tirent un intérêt médiocre, ils seront les maîtres de leurs fonds, & les feront valoir avec avantage, sur-tout en payant les arrérages dont ils sont chargés, en billets à terme, & ces billets étant reçus dans les Caisses du Roi.

Enfin il est certain que l'on peut diminuer les frais de la Ferme d'une quinzaine de millions. Ces frais existent par des considérations qui n'auront plus lieu, si la Compagnie n'a en vue & ne travaille que pour l'intérêt de l'Etat, celui du Roi & celui des Fermiers. !

Cette partie arrangée comme je viens de l'écrire, on doit être tranquille sur les dettes de l'Etat ; ce qui est le premier objet de l'honneur & du crédit d'une

Administration noble , juste & honnête.

Mais il reste les dépenses de l'Etat à acquitter chaque année. Ce n'est pas la partie la plus facile , sur-tout quand ces dépenses sont faites sans mesure , & sont portées au-delà des bornes raisonnables.

Pour me fixer à un taux , quoique je le croie susceptible d'économie & de diminution , je prendrai à-peu-près l'Etat de l'année 1775.

La Guerre , y compris les augmentations de solde , les fourrages , fournitures , bâtimens civils , Gouvernemens , enfin tout ce qui tient à ce Département ou doit y tenir en tous genres , compris aussi la Maison militaire du Roi , la Guerre , en y ajoutant l'Artillerie & le Génie , coûtera..... 100,000,000 liv.

	Livres:
De l'autre part	100,000,000
La Marine	25,000,000
Les Colonies	8,000,000
L'Asie	2,000,000
Ponts & Chaussées , Turcies & Ports maritimes	5,000,000
Maréchaussées	3,000,000
Affaires Etrangères , y compris les Lignes Suisses	8,000,000
Dépenses de la Finance	14,000,000
Pensions , vu ce que la Guerre paie	3,000,000
Dépenses imprévues	6,000,000
Maisons du Roi , de la Reine , Mesdames , Pensions des Princes , Bâtimens , tout ce qui s'appelle Maison domestique	32,000,000
	<hr/> <hr/> 206,000,000

Deux cens six millions sont une furieuse somme à tirer des Peuples , quand on leur a tiré déjà 200 millions sur leur consommation , & que l'on n'a d'espérance de diminution que dans 50 ans ; cependant je crois que nous sommes dans la situation

où il faut que le Roi & son Ministère aient le courage d'ordonner la peine , quiqu'ils n'aient pas la vraisemblance de voir le bien qu'ils veulent produire ; mais en gênant les Peuples aussi fortement pour le salut futur , mais salut calculé & certain , il y auroit de la barbarie qui porteroit ces mêmes Peuples au désespoir , s'ils voyoient qu'on se dérangeât , par une mauvaise administration & par des déprédations , du calcul de libération pour lequel ils s'abonnent de souffrir pendant 50 ans.

Il reste au Roi pour revenus :

La Ferme des Postes , à laquelle on réunit les Messageries , Voitures de la Cour , & ce qu'on appelle le Roulage	8,000,000
La Régie des Droits réunis	8,000,000
La Régie des Hypotheques	4,000,000
La Régie des quatre Membres	734,000
La Régie d'Imbert	300,000
Les Pays d'Etats	26,000,000
Le Cinquieme du Clergé & de l'Ordre	

(186)

De l'autre part	47,034,000
de Malte	1,600,000
Celui de Paris	6,000,000
Celui des Princes du Sang	500,000
Les Domaines & Bois	12,000,000
La Taille	60,000,000
Le Cinquieme sur les Terres	100,000,000

227,134,000

En ajoutant à cette somme 3 millions du Clergé par an , le Roi aura une passe de 20 millions , qu'il laissera dans la Caisse des Receveurs généraux , lesquels seront chargés de lever , non-seulement la Taille , mais tous les Cinquiemes imposés sur les terres , par un Cadastre à-peu-près pareil à celui d'à présent , mais qui sera fixe pendant 50 ans. La Compagnie des Receveurs généraux , qui sera de même de 20 personnes , aura les mêmes Statuts que celle des Fermiers généraux. Il n'y aura pas un Receveur général pour telle Province ;

ils seront pour toutes les Provinces, & répondront solidairement les uns pour les autres. Ils seront de plus Trésoriers des Troupes, de l'Artillerie, du Génie, de la Marine, des Maréchaussées & des Ponts & Chaussées; de sorte qu'ils feront le service de proche en proche, aisément, sans faire voiturer de l'argent. Ils feront un fonds de 40 millions; le Roi y en ajoutera 20, qui seront pris sur le surplus des 206 millions, & la seconde année, les 20 millions seront diminués sur la Taille; mais cette diminution sera distribuée, chaque année, en proportion des besoins.

Ces 40 millions des Receveurs généraux & les 20 millions du Roi formeront une Caisse d'Escompte dont le fonds sera de 60 millions, laquelle permettra aux Receveurs généraux de donner au Public 60 millions de billets dont, outre la Caisse

qui sera inspectée tous les mois, la Compagnie répondra solidairement, ainsi que des deniers du Roi; & ces billets seront reçus dans les Caisses du Roi, comme comptant.

L'on voit que selon ce projet, la Capitation est supprimée en entier. Cependant, si la guerre venoit, il faut calculer à quoi la dépense monteroit de surplus par année.

Je pense que le Département de la Guerre, sans comprendre les Gardes-Côtes & les Milices, qui sont payés par les Provinces, pourroit être fixé, sans variations, à 40 millions d'augmentation; de sorte qu'en tems de guerre, ce Département coûteroit 140 millions.

La Marine, selon mon plan, pourroit agir puissamment en guerre, avec 40 millions, ce qui fait 15 millions d'augmentation.

Les Affaires Etrangères pourroient augmenter de 4 millions.

La guerre ne produit point de changemens dans les autres dépenses ; ainsi l'augmentation de guerre feroit de 59 millions ; en supposant 65 millions , pour ne pas me tromper , & parce que la guerre peut coûter , ainsi que les Affaires Etrangères , quelques millions de plus ou de moins , ces 65 millions seroient acquittés par 40 millions de remboursemens suspendus , par 20 millions que le Roi laisseroit sur les recettes générales , & par la Capitation qui sera mise sur tous les Sujets , qui doivent à l'Etat leurs services , & qui n'iront pas à la guerre. Cette Capitation sera légère , mais on y joindra le Don gratuit du Clergé , de 3 millions par an pour la guerre ; ce qui fera que l'augmentation de la guerre sera payée sans contracter de nouvelles

dettes , & que la France ne sera pas forcée , comme elle l'est à toutes les guerres , de faire la paix mal à propos , par la nécessité de soulager les Peuples , & par le besoin d'argent.

L'on suppose , & je crois le calcul juste , le produit de l'arpent cultivé , l'un portant l'autre , à 30 liv.

L'on a calculé , au rabais , qu'il y avoit cent millions d'arpens cultivés en France ; je suis persuadé qu'il y en a 200 ; mais en supposant qu'il n'y en eût que 100 , le produit net , à 30 liv. l'arpent , seroit de 3 milliards , dont le simple vingtieme seroit de 150 millions.

Si l'on ne compte le produit des arpens qu'à 20 liv. l'un dans l'autre , ce seroit 2 milliards , dont le dixieme qui est imposé à présent , seroit 200 millions.

Enfin , si l'on suppose que le produit

d'un arpent n'est que de 10 liv. ce seroit un milliard , dont le dixieme seroit 100 millions , & je ne porte pas le cinquieme que je propose , plus haut que ce dixieme.

Mais en supposant , au plus bas , que les 100 millions d'arpens cultivés sont à 5 liv. de rapport , le cinquieme fera cent millions.

Je ne me dissimule pas que l'imposition du cinquieme sur les terres est énorme ; mais , outre que les vingtiemes , l'un portant l'autre à 25 millions , sont , tout au plus , aux deux tiers de leur valeur , & que par conséquent ce cinquieme pendant cinquante ans , ne fera que 3 vingtiemes , le Roi diminue infiniment sur la Taille ; il ôte la Capitation ; il s'oblige à ne pas mettre de nouveaux impôts pendant 50 ans. Chacun saura la premiere année ce qu'il doit payer , & fera sûr que pendant pres-

que toute sa vie , quelqu'amélioration qu'il fasse dans son bien , il ne sera porté aucun changement dans son imposition. Le Payfan n'aura pas d'intérêt à paroître pauvre ; il pourra devenir riche sans crainte ; & au bout de 50 ans , tems où un nouvel ordre de choses devra s'établir dans les Finances de France , le Royaume n'aura plus que 25 millions d'arrérages de dettes. Alors on fera en état de choisir lequel est le meilleur pour le Peuple , ou de diminuer l'imposition sur les terres , ou de réduire celle sur les consommations.

Il n'y a que trois sortes d'impositions possibles , celle sur les terres , celle sur les consommations , & celle sur les personnes. Je propose de retrancher la dernière , comme la plus injuste , & de la restreindre au tems de guerre , en en déchargeant ceux qui font la guerre ; ce qui est le rétablissement

blissement de l'ancien Service militaire dû par les Vassaux. Reste donc l'imposition sur les terres & sur les consommations.

Comme dans mon projet, les dépenses ne peuvent point augmenter, il n'y aura jamais, tout au plus, que 206 millions de dépense en tems de paix, & 270 millions en tems de guerre. Je dis que les dépenses ne peuvent pas augmenter, parce que les augmentations n'arrivent que sur les Départemens qui éprouvent des malheurs à la guerre, & qui les réparent par des emprunts usuraires des Fournisseurs, ou parce qu'en tems de guerre, & même en tems de paix, le besoin d'argent & le discrédit nécessitent à des opérations forcées & ruineuses vis-à-vis de ceux qui prêtent leur crédit & avancent de l'argent; enfin, ce qui est plus commun, par les dépréda-

tions que les fantaisies des Rois occasionnent.

Je fais un fonds suffisant pour les Départemens pendant la guerre ; ainsi , que les événemens soient heureux ou malheureux , le Roi sera en droit de s'en prendre aux Administrateurs , si les Départemens ne vont pas bien ; & sur cette partie on aura une volonté bien décidée , quelque malheur qui puisse arriver , de ne rien changer dans la distribution , & de rendre le Ministre non pas responsable de l'événement , mais responsable de la dépense , & sur-tout d'empêcher de faire fournir les Troupes à crédit ; car il sera bien connu , au commencement de la guerre , que le Roi , à la paix , ne devra rien des dépenses de la guerre.

Les Banquiers qui fournissent , à de gros intérêts , leur crédit & font des avances ,

ne gagneront plus rien ; les Caiffes des Receveurs généraux feront tout le service de l'Etat , fans qu'il en coûte un fol au Roi. Les fantaisies , qui occasionnent les déprédations de la Cour , font plus difficiles à arrêter.

Si je conseillois le Roi , je lui proposerois , au cas qu'il adoptât mon projet , de donner une Loi qui développât le projet , laquelle Loi seroit connue de tout le Royaume & enregistree dans toutes ses Cours. Cette forme assureroit sa tranquillité & celle de ses Peuples pendant 50 ans ; car le Roi s'engageroit d'être cet espace de tems sans envoyer aucun Edit d'imposition ni d'emprunt à ses Parlemens , & les autoriseroit , si on en envoyoit , à ne les point enregistrer.

Par cette Loi , dans l'article des dépenses de la Cour , je conseillerois au Roi de

fixer ce qu'il veut donner aux Enfans de France, Princes & Princesses; j'affecterois tel revenu des recettes générales, pour le paiement des pensions de la Famille Royale : par exemple, je suivrois, pour Monsieur & M. le Comte d'Artois, l'état actuel, & leur assignerois à chacun 3 millions 500 mille livres; à Madame Elisabeth 600 mille livres; à chacune de Mesdames 600 mille livres : bien entendu que les grâces que les Fils de France auroient, soit en Charges de l'Etat, soit en Gouvernemens, feroient en diminution. Ce taux, une fois décidé, seroit celui de tous les Enfans de France, tant qu'il en arriveroit, quand ils auroient seize ans; car, jusques-là, leur dépense seroit fixée à 300 mille livres, & les Princesses, Enfans de France, toujours à 300 mille livres, jusqu'à leur mariage.

Ces Enfans ne se serviroient de rien de la Maison du Roi , & auroient une Maison séparée , qui , dans leur enfance , seroit administrée & réglée par les Gouvernantes & Gouverneurs ; ils rendroient compte au Roi de cette administration , & quand ils auroient seize ans , ils prendroient , à leur choix , des Officiers pour gérer leurs affaires.

Je conseillerois au Roi de s'astreindre à jamais de ne prendre pour sa Maison , ses Bâtimens , sa Poche , & tout ce qui concerne sa Maison domestique , les Arts , la Bibliothèque , les Jardins , enfin , tout ce qui est dans le Département du Secrétaire d'Etat de la Maison ; je lui conseillerois de se fixer , par la Loi , à ne prendre que les Domaines & Bois qui lui appartiennent , & la Ferme des Postes qui lui appartient aussi , comme Seigneur Suzerain ; de sorte

que ses dépenses, dans aucun cas, ne pourroient pas être plus critiquées que celles d'un Particulier qui vit de son bien, sans faire de dettes ; avantage immense pour l'honnêteté, la justice & la tranquillité d'un Roi. Sa fantaisie personnelle ne fera jamais satisfaite par le bien de ses Sujets.

Si un Roi veut signer les engagements que je propose, si ce Prince est exact à les faire remplir par ses Ministres ; si la Nation consent, pour son bien, à la surcharge de 50 ans, qui diminuera cependant progressivement, le Roi jouira de la réputation d'honneur & de justice, qui est la plus flatteuse pour un Roi, & le Royaume acquerra un degré de prépondérance dans l'Europe, & par conséquent de considération, au-dessus de celui qu'il a eu dans les tems les plus brillans de Louis XIV, qui, à Nimegues, & sur-tout à Riswick,

n'a pas pu profiter des victoires que ses armées avoient remportées , & a été obligé de couper ses succès , par la pénurie d'argent où il avoit mis son Royaume.

Ce sera après les 50 années , où il ne restera plus de dettes au Royaume que les arrérages de 500 millions , & par conséquent 25 millions d'arrérages , que l'on jugera , avec connoissance de cause , s'il est plus profitable de diminuer l'impôt sur les consommations ou sur les terres ; car , en supposant que les dépenses restent toujours à 200 millions , en y ajoutant les 25 millions d'arrérages pour lesquels il faudra toujours établir un fonds d'amortissement , il ne restera en dépense que 245 millions ; ce qui fera que sur les 427 millions d'impositions il y aura une diminution de 182 millions. Alors je crois que le mieux seroit de mettre les Provinces en Pays d'E-

rats , & de leur partager , selon leurs facultés , l'imposition générale ; ce feroit le moment où les affaires de l'Etat feroient les plus florissantes , où le Roi feroit chéri par sa justice & son amour pour son Peuple , qu'il faudroit choisir pour cette grande révolution qui assureroit le bonheur du Royaume & celui du Roi ; lequel Roi , d'ailleurs , n'auroit aucun intérêt de ne pas contribuer , de sa voix & de son autorité , à un aussi grand bien , puisqu'il auroit toujours , pour sa dépense personnelle , les Domaines de la Couronne & les Postes ; & de quelque maniere que l'Administration proposât les impositions , il n'est pas vraisemblable qu'il voulût avoir plus qu'il ne peut dépenser raisonnablement , & s'il le vouloit , il y auroit de la justice à s'opposer à une volonté déraisonnable.

*RÉFLEXIONS sur l'Etablissement d'Etats
provinciaux en France. (1778).*

ON me demandoit mon avis sur un Arrêt du Conseil que le Roi avoir rendu pour faire un essai , dans la Province de Berri , d'Etats Provinciaux ; il y avoit quinze jours que j'avois entendu lire cet Arrêt , je ne l'avois pas sous les yeux , & je me hasardai à répondre sur le champ à la demande , par la réponse ci-jointe.

JE ne discuterai point , dans ce Mémoire , s'il est plus utile pour le Roi & pour le Royaume que toutes les Provinces soient en Pays d'Etats , ou toutes en Pays d'Election ; je n'approfondirai pas si au mois de Juillet 1778 le moment politique est bien pris pour faire un changement dans l'administration de la perception ; je me borne à donner mes idées sur le projet , tel qu'il est présenté pour le Berri dans l'Arrêt du Conseil du 12 Juillet , en prévenant que tout ce que je pourrois dire sur cet Arrêt , qui , vraisemblablement , n'est qu'un Prospectus de projet , ne doit faire tirer aucune conséquence sur mon avis particulier relativement au système de mettre toutes les Provinces du Royaume en Pays d'Etats.

Le Roi & son Ministère ne peuvent

avoir que deux vues en essayant de changer l'administration du Berri : la première, le meilleur & le plus prompt service de la Couronne ; la seconde, le bien des Sujets, par l'égalité & la simplicité de l'imposition & de la perception ; car je me garderai bien de penser que les vues du Ministère, en adoptant ce projet, aient été de s'en servir pour parvenir à faire faire au Roi une banqueroute partielle ; ce projet seroit bas & criminel dans le Ministère, mettroit pour jamais une tache sur le regne du Roi, & en l'approfondissant, n'auroit qu'un odieux avantage momentané.

Bornons-nous donc à voir la chose telle qu'elle est, un système de probité exacte pour le bien du Roi & de ses Sujets.

Je pense d'abord qu'une seule Province isolée & en stagnation, comme le Berri, ne peut pas faire un essai solide, & que

véritablement l'on ne pourra avoir des idées bien nettes sur les avantages pour le Roi de cette administration , ou sur les inconvéniens qui peuvent s'y rencontrer , que lorsque l'on aura éprouvé ce système dans plusieurs Provinces d'un sol différent & d'un commerce étendu. Il est impossible , par exemple , que les Députés de la ville de Bourges aient les mêmes notions que ceux de la ville de Bordeaux ; ainsi , l'essai qui sera fait dans le Berri , ne servira de rien pour la Guienne ; cet essai même n'offrira aucune idée de comparaison avec les autres Provinces. Si au lieu du Berri , le Roi avoit fait choix de la Normandie , cette Province auroit pu faire base pour tout le Royaume , parce qu'à l'exception du vin , elle a tout , sol , commerce , manufacture ; & chaque Province , selon sa consistance , auroit pris des idées compara-

tives. Le Berri, selon moi, est donc un choix inutile, tant qu'il sera isolé;

L'essai de constitution que l'on établit pour cette Province, consiste à assembler douze Membres du Clergé, dont l'Evêque Diocésain, ou l'Archevêque, fera Président des trois Ordres, douze Membres de la Noblesse, douze des Députés des Villes, & douze de Bourgeois qui seront propriétaires de fiefs en roturé; car je n'entends pas que l'on ait voulu désigner, par ces douze Membres du Tiers-Etat hors des Villes, les gros Fermiers, attendu qu'ils se trouveroient Représentans de la Noblesse & du Clergé.

Cette Assemblée, l'Archevêque présidant, recevra les ordres du Roi pour l'imposition, & d'après lesdits ordres, répartira la somme ordonnée par le Roi, selon les facultés présumées des Contribuables.

L'Assemblée ne pourra faire aucune représentation sur la quotité, & sera simplement la maîtresse de la répartition.

L'Assemblée aura de plus la permission de gérer le détail des ponts & chaussées de la Province, d'appliquer aux besoins de la Province les travaux de charité, & de représenter au Roi les améliorations dont la Province pourroit être susceptible, afin qu'avec le consentement du Roi, on puisse adapter à ces améliorations quelques revenus de la Province.

L'Assemblée Provinciale ne se tiendra que tous les deux ans, & dans l'intervalle d'une Assemblée à l'autre, il y aura une Commission intermédiaire, dont l'Archevêque sera le Président, qui fera exécuter, d'après les ordres du Roi, les délibérations qui auront été prises dans l'Assemblée des Etats; laquelle Commission ren-

dra compte de ses opérations intermédiaires à la tenue des États.

Telle est, à ce que je pense, la substance du projet dont on veut faire l'essai en Berri. J'ai déjà observé que la Province du Berri étoit mal choisie pour l'exécution de cet essai.

Je trouve aussi des inconvéniens dans la forme de la composition. Il me semble que relativement à l'autorité & à la prérogative royale, l'Arrêt du Conseil ne parle pas avec assez d'étendue des fonctions des Commissaires du Roi, & quels seront ces Commissaires. Or, si l'on convient, & le Roi doit en convenir, que dans l'Etat monarchique tel qu'il existe le Royaume est la Terre seigneuriale de la Couronne, comme les Terres des Particuliers sont la seigneurie des fiefs & des biens qui se trouvent ressortissans à leur

Justice, l'on conviendra que le premier droit & le premier devoir du Roi est d'avoir un œil attentif sur sa propriété, de manière qu'en police & en justice, il ne s'y fasse rien sans son approbation. D'où il s'en suit qu'il est de nécessité comme de droit, que le Roi ait au moins deux Commissaires dans les États mêmes, & Présidents de la Commission intermédiaire, pour veiller à l'administration de la Province, & empêcher qu'il n'y soit rien fait non-seulement de contraire à l'ordre & à l'administration générale de toutes les Provinces, principalement en égard au commerce, mais encore relativement aux vues futures que le Roi pourroit avoir pour son Bien particulier & pour le bien général de son Royaume. Les Commissaires du Roi dans les États, en inspectant les délibérations, contiendroient la chaleur des opinions

opinions & celle des passions ; ils tiendroient la balance dans les Ordres ; & l'on remarquera que cette balance seroit tenue par l'autorité de la prérogative du Roi, qu'il ne faut jamais perdre de vue. Or, cette balance est absolument nécessaire à contenir ; car il seroit aussi dangereux pour la Province que pour le Roi, qu'un Ordre prît un ascendant despotique sur les autres Ordres. Si c'étoit le Tiers-Etat, les impositions ne seroient point justes ; si c'étoit la Noblesse, toutes les opérations se feroient par violence, & nous retomberions dans les inconvéniens du système féodal ; si c'étoit le Clergé, le spirituel, qui est despotique, seroit uni au temporel. L'expérience fait connoître que de toutes les administrations, l'union de ces deux pouvoirs est la plus mauvaise. Il faut donc un pouvoir qui tienne la balance entre ces trois

pouvoirs réunis. Le Roi seul est en état de la tenir par la voie de ces Commissaires, que j'établirais présens à l'Assemblée Provinciale & à la Commission intermédiaire.

Les Commissaires du Roi porteroient à l'Assemblée les ordres du Roi, & ils resteroient à l'Assemblée pendant la délibération. S'il s'élevait des objections de la part de l'Assemblée, ils feroient à portée, en expliquant les volontés du Roi, ou en s'opposant à telles ou telles déterminations que l'Assemblée voudrait prendre, de faire connoître les motifs qui déterminent le Roi dans ses demandes ou dans ses refus. Le Roi agiroit vis-à-vis de ses peuples en pere raisonnable & sensible; ce ne feroit pas sa volonté, parce que c'est sa volonté ou son besoin qui le détermineroit, ce feroit sa volonté, parce que ce feroit le bien général.

Je prendrois le Gouverneur de la Province pour premier Commissaire , & l'Intendant pour le second , afin que l'un par l'autre ils se surveillassent & fussent animés par émulation du bien , le premier par son rang , le second par les formes.

Je distribuerois chaque Province en cantons , Bailliages , Elections , comme on voudroit , & je tirerois de cette division les trois Ordres. Je ne fais pas quel avantage il y a à ce que l'Ordre du Tiers soit double ; quoi qu'il en soit , je joindrois , si l'on veut , douze Députés des Bourgs ou gros Villages aux douze Députés des Villes ; ce qui produiroit plus clairement ce que l'Arrêt du Conseil veut dire.

La composition de ces Etats arrêtée , laquelle composition dépend absolument du Roi , il fera question ensuite d'établir , par des regles fixes , les opérations de cette Assemblée.

O 2

Elles sont de quatre natures , à ce qu'il me semble.

La premiere , la répartition égale de l'imposition sur le sol de la Province.

La seconde , l'amélioration de ce sol à la perfection possible , & les encouragemens qui sont à donner en conséquence.

La troisieme , l'établissement de manufactures propres à la nature du pays & au génie des Villes.

La quatrieme , l'accroissement du commerce des productions du pays , tant du sol que des manufactures , & les facilités de circulation , tant par eau que par terre , qu'il est nécessaire de lui procurer.

Sur la premiere & principale nature d'opération , il me semble que ce qu'il y auroit de plus simple , feroit de l'établir par arpens , sans faire distinction des arpens en culture , ni de la nature de leur

culture , & en admettant , dans le nombre des arpens , ceux qui sont employés en maisons & en agrémens. Les arpens sont comme toutes les choses de la vie ; il y en a de bons , de médiocres & de mauvais ; il faudroit prendre la proportionnelle entre ces trois qualités , elle détermineroit la quotité de l'imposition. Les mauvais arpens d'abord feroient surchargés , les bons ne feroient pas assez imposés ; mais en fort peu de tems les médiocres deviendroient bons & les mauvais plus que médiocres , parce que dans la répartition sur le seul arpent , l'engrais n'est pas imposé , ni les bestiaux qui produisent l'engrais , comme ils le sont actuellement. Pour établir l'imposition sur l'arpent , l'on a besoin d'un arpentage ; ainsi , en cas que le Roi accepte cette base pour l'imposition , la premiere connoissance que doit se procurer l'Assem-

blée des Etats est celle du nombre d'arpens de la Province, & l'état exact des Possesseurs de chaque arpent. Quand la Province aura acquis une connoissance bien exacte de cette quotité d'arpens, je pense que l'opération de l'imposition sera simple & non sujette à réclamation. Un Député du Tiers de chaque Bailliage fera le Receveur particulier de son Bailliage ; il versera les fonds au Trésorier général de la Province, lequel les versera au Trésor royal. Un sol pour livre pour toute cette manutention sera le salaire de leur peine.

Sur l'amélioration de la culture ; l'Assemblée Provinciale doit prendre, par la voie des Bailliages, les connoissances les plus approfondies sur ce point intéressant. Il y a, dans chaque Province, des dessèchemens à faire, des terres à défricher,

mais ces idées d'améliorations communes ne sont pas toujours les plus pressées à suivre ; c'est dans les détails les plus habituels que l'on procure plus certainement le bien , & à moindres frais. Par exemple , l'Assemblée Provinciale , dans beaucoup de Provinces , produira un bien inestimable , lorsqu'elle s'occupera de faire verser des bestiaux dans les parties de la Province qui en ont le moins , qu'elle connoîtra & emploiera les moyens pour procurer à ces bestiaux la nourriture nécessaire , en faisant soigner les Prairies , & en les préservant des inondations des ruisseaux & rivières qui ordinairement les entourent ; en veillant à ce que les Possesseurs mettent dans ces Prairies les engrais qui leur sont propres ; en procurant aux Propriétaires , selon la nature du Pays , les arbres fruitiers les plus utiles au Peuple par leurs

productions ; en procurant aux cultivateurs des dédommagemens pour réparer les pertes que les intempéries leur auront causées ; enfin en donnant des prix d'encouragement aux fermiers & aux cultivateurs qui auront le mieux réussi dans leur culture. Tous ces objets justement suivis , & avec l'amour du bien , donneroient une ame à la Province , & feroient l'objet d'administration la plus flatteuse pour un cœur honnête. Je dirai , en passant , que des mains - mortes qui ne possèdent qu'à vie , qui souvent sont étrangers à la Province , & qui ne connoissent pas leurs successeurs , ne peuvent pas naturellement remplir cette partie de l'administration.

La culture est le premier bien d'un pays , l'industrie en est le second. Il y a du talent & de l'industrie dans la culture ; mais il y a une industrie , proprement dite , qui de-

vient l'échange du produit de la culture. Outre les Ouvriers nécessaires à la société, la population, en augmentant, fournit, dans les deux sexes, des sujets qui exigent que le Gouvernement les emploie, & cet emploi est le premier fruit des manufactures. L'emploi des matieres premières du pays est le second. En tout, un objet essentiel de l'Assemblée des Etats sera celui d'exciter l'industrie, & le quatrième, de donner à cette industrie, ainsi qu'au produit de la culture, des débouchés multipliés & faciles. Si l'essai que l'on veut faire peut remplir, dans la forme que j'indique, les objets que je détaille dans ce Mémoire, l'on ne peut pas ne point convenir que cet essai pourra devenir très-avantageux aux Provinces du Royaume, & que s'il avoit le succès que l'on en espere, le bonheur des Provinces devroit faire le vrai bonheur & la gloire du Roi.

*INTRIGUES de la Cour , notamment de
M. le Duc d'Aiguillon & de Madame
Dubarry , pour me faire ôter , par le Roi ,
la charge de Colonel général des Suisses
& Grisons , &c.*

AU mois de Février 1762, j'entendis dire, chez Madame de Pompadour , que M. le Comte d'Eu étoit dangereusement malade , & qu'il vouloit se défaire de la Charge de Colonel Général des Suisses , dont le détail le fatiguoit. Le Roi croyoit même que M. le Comte d'Eu étoit assez mal , pour s'entretenir des dispositions qu'il feroit à sa mort , & j'assistai à une conversation , par laquelle j'appris qu'il comptoit donner le Gouvernement de Languedoc à un de ses Petits-Fils , & celui de Guienne à M. le Comte d'Artois , lorsque le Maréchal

de Richelieu mouroit ; époque que , dans ce tems-là , le Roi regardoit comme très-prochaine. J'observai au Roi qu'il me paroïssoit que des Gouvernemens d'Etats & de Provinces éloignées ne devoient pas politiquement se donner aux Freres du Roi futur. Mon observation ne parut pas lui faire impression ; & si , dans ce tems , le Gouvernement de Languedoc avoit vaqué , M. le Comte de Provence l'auroit eu , & M. le Comte d'Artois , le premier grand Gouvernement qui auroit vaqué ensuite.

Je ne fis pas autrement attention à la vacance de la Charge de Colonel Général des Suisses. Quelques jours après , l'on parla de nouveau de la démission que M. le Comte d'Eu persistoit vouloir donner. Ma famille fut instruite de cette nouvelle , & me fit observer que je devois demander la Charge de Colonel Général. Je m'y re-

fusai quelque tems ; je crus que je n'avois pas rendu des services assez essentiels au Roi , pour oser lui demander une grace aussi éclatante. Cependant on me fit réfléchir qu'alors j'étois assez mal avec feu M. le Dauphin , & encore plus mal avec feu Madame la Dauphine ; que les Entours intimes de ce Prince & de cette Princesse , nommément M. de la Vauguyon & Madame de Marfan , n'ignoroient pas le mépris profond que j'avois pour eux : je savois qu'un parti de Prêtres & de faux dévots m'attribuoient le renvoi des Jésuites , cabaloient contre moi & excitoient l'éloignement que M. le Dauphin me marquoit : l'on me fit voir plus que je ne le sentis , qu'il pouvoit arriver telles circonstances où la démission de la Charge des Suissés me rédimeroit d'une plus grande persécution : enfin je ne trouvois pas que M. de Sou-

bise , qui prétendoit alors à cette Charge , & qui vraisemblablement l'auroit eue , fût un sujet qui méritât plus que moi. Je me déterminai donc à parler à Madame de Pompadour du desir qui m'étoit venu de la demander au Roi. Je lui dis les raisons qui m'y déterminoient , telles que je viens de les écrire ; je lui marquai ma réputation de l'embarrasser d'une demande à laquelle elle se trouvoit peut-être déjà engagée pour M. de Soubise , & lui expliquai que tout ce que je lui disois sur cette Charge n'étoit qu'à titre de confiance ; car pour éviter qu'on lui fit des reproches , d'après ses engagemens précédens , ou qu'elle s'en fit à elle-même , pour lui épargner toute espece de gêne , je la suppliois de ne point parler en ma faveur au Roi , à qui je prendrois la liberté de demander directement cette grace. J'ajoutai que Sa

Majesté me l'accorderoit ou me la refuseroit ; que si elle me l'accordoit , j'étois persuadé qu'elle (Madame de Pompadour) , par l'amitié qu'elle me marquoit , seroit aussi satisfaite , que je pourrois l'être , de mon succès ; mais qu'elle n'auroit aucun reproche ni à se faire , ni à craindre , de ceux qui prétendoient à son appui pour cette Charge : si au contraire le Roi me refusoit , je ne lui saurois pas mauvais gré à elle du refus que j'éprouverois ; & ce refus seroit récompensé par d'autres bontés du Roi , qui me seroient aussi utiles que le don de la Charge. Madame de Pompadour s'opposa absolument à la volonté que j'avois de parler au Roi directement , & de ne faire aucun usage de son crédit en cette occasion. Elle m'assura , à plusieurs reprises & très-positivement , qu'elle n'avoit jamais pris aucun engagement avec

M. de Soubise ni avec personne pour cette Charge ; elle me fit entendre qu'elle regarderoit comme un manque d'amitié de ma part & un dégoût pour elle , si , au lieu de la charger de parler au Roi , je demandois directement la Charge à Sa Majesté. Je crois effectivement que dans ce tems-là ma demande directe au Roi auroit eu plus de succès que les sollicitations de Madame de Pompadour ; elle le sentoit , ne vouloit pas que j'eusse une connoissance aussi certaine de mon crédit , & d'ailleurs mettoit infiniment de délicatesse à contribuer à tout ce qui pouvoit m'être utile ou agréable. Je fis vainement mes efforts pour la dissuader dans cette occasion , de s'employer en ma faveur. Après avoir constaté bien clairement qu'elle n'avoit d'engagement avec personne , Madame de Pompadour me dit qu'elle comptoit parler au Roi , de

M. de Soubise & de moi ; qu'elle lui exposeroit nos raisons réciproques pour desirer la Charge ; que M. de Soubise lui avoit dit les siennes ; que je venois de lui confier celles qui me déterminoient à cette demande, & que le Roi choisiroit entre nous, sans qu'elle influât sur sa décision autrement que par l'exposition de nos raisons & de nos mérites. J'avois politiquement un peu de désavantage à cette forme ; car, lorsque l'on est en mesure de parler au Roi, d'en être bien reçu, de le décider, sans qu'il ait la crainte d'essuyer des reproches de la femme qu'il voit à tous les quarts d'heure, l'on a un grand avantage sur le concurrent qui n'est pas à portée de lui parler ; mais comme, avant tout, je ne voulois pas défobliger Madame de Pompadour, je lui promis de ne point parler au
Roi

Roi directement , & la laissai la maîtresse de mes intérêts sur cet objet.

Le Roi ne reçut , que quelques jours après cette conversation , la démission de M. le Comte d'Eu , & garda cette démission , je crois , encore quelques jours avant de donner la Charge. Du moment où j'eus fait à Madame de Pompadour le sacrifice du desir que j'avois de parler directement au Roi , je ne m'informai plus des détails de cette affaire ; je marquai même de l'éloignement pour toutes démarches qui auroient pu s'interpréter comme devant en assurer ou accélérer le succès. M. de Soubise me parla plusieurs fois de la demande qu'il faisoit. Je me souviens de tout ce qu'il m'a dit dans cette occasion , parce qu'alors il m'a articulé positivement que jamais il n'avoit eu de rôle sur cette Charge. Je suis bien aise

de me souvenir de cette particularité, pour détromper les Complaisans de M. de Soubise, & ceux qui ont écouté & su les imprécations de fiel & de rage de Madame de Marsan contre moi. Au reste, quand bien même M. de Soubise auroit eu les paroles que l'on supposoit & qui n'existoient pas, ces paroles ne pourroient raisonnablement ni honnêtement m'arrêter dans mes demandes; c'étoit l'affaire de ceux qui lui auroient donné des paroles, & non pas la mienne. Cependant je desirois trop alors que tous les sentimens du Roi fussent fideles & respectés; j'aurois trop véritablement Madame de Pompadour, pour avoir voulu contrarier une parole qui auroit été donnée par le Roi ou par Madame de Pompadour à M. de Soubise; aussi son aveu pénétré qu'il n'avoit aucune parole me fit grand plai-

sur; & la vérité de la rage de Madame de Marfan n'est venue que de ce qu'elle a senti, avec indignation, que j'avois osé concourir pour une Charge, & même l'emporter sur le Prince son frere.

Madame de Pompadour, quand la démission de M. le Comte d'Eu fut arrivée, parla au Roi. Elle m'a assuré, à différentes reprises, qu'elle exposa simplement la demande de M. de Soubise & la mienne, & que le Roi, sans la laisser finir sur ce qui me regardoit, lui dit qu'il étoit décidé à me donner la Charge. Effectivement, après un Conseil, Sa Majesté m'appella; elle me remit la démission de M. le Comte d'Eu, & me demanda si je favois à qui il donnoit la Charge. Comme je lui répondis que j'attendois qu'il me l'appât, le Roi me dit qu'il me la donnoit, en ajoutant que

c'étoit d'autant plus volontiers , que ,
 DANS QUELQUES CIRCONSTANCES OU
 JE ME TROUVASSE , CETTE CHARGE
 NE POUVOIT PAS M'ETRE OTÉE. Ce sont
 les propres mots dont le Roi se servit.
 Il les avoit déjà dit à Madame de Pom-
 padour , qui m'en avoit prévenu , en
 me rendant sa conversation avec le Roi.
 Sa Majesté me répéta , le jour qu'elle
 mereçut dans la Cour de Versailles, QU'ELLE
 AVOIT D'AUTANT PLUS DE PLAISIR A
 M'AVOIR DONNÉ CETTE CHARGE ,
 QUE PERSONNE NE ME L'OTEROIT.
 On dit que les paroles du Roi doivent être
 sacrées ; cela peut être ; mais elles ne sont
 pas certaines ; car le Roi a bien oublié ces
 paroles , en m'ôtant ma Charge , de la ma-
 niere non-seulement la plus injuste , mais
 la plus perfide.

Je fus reçu , & exerçai la Charge au

mois de Mars 1762. On étoit alors occupé des préparatifs de la Campagne. Je n'eus rien à faire pour les Suisses, que de suivre ce qui avoit été préparé à leur égard, & selon leur ancienne forme. Mais dès l'année 1763, la première année de paix, je m'occupai sérieusement & avec activité, à réformer les abus sans nombre, qui préjudicioient au service du Roi dans le Corps des Suisses. Je parvins, par des Ordonnances, par des Traités avec les Cantons, à former un Corps solide de la nation Suisse; tandis qu'auparavant l'on pouvoit dire que le Roi payoit des Suisses sans en avoir positivement à son service. La formation étoit le premier objet politique; la discipline & la connoissance des manœuvres étoient le second objet militaire & utile que j'avois en vue. Je parvins à mettre les Régimens Suisses sur le pied le plus avan-

rageux possible pour le Service du Roi. Ce
 ne fut pas sans éprouver de la part des
 Cantons & des Officiers Suisses, une infi-
 nité de contradictions. Les soins, la peine,
 la patience, rien ne me coûta pour par-
 venir à un but aussi essentiel. Je desirai
 que le Roi fût témoin du succès de mon
 travail; il vit successivement les Régimens
 Suisses; il manoeuvrèrent devant lui; il
 parut être content & me dit, chaque fois
 qu'il avoit vu un Régiment, qu'il trouvoit
 les Suisses bien différens de ce qu'il les
 avoit vus dans la guerre de 1740, & que
 j'avois un véritable mérite de les avoir mis
 sur un si bon pied. L'éloge du Roi n'étoit
 pas alors une suite de faveur, comme avoit
 été le don de la Charge; car en 1769,
 Mademoiselle Lange, surnommée Com-
 tesse du Barry, étoit Maîtresse du Roi,
 avec un crédit prépondérant sur le cœur

& la volonté de son Amant. Elle m'en disoit journellement avec beaucoup de disgrâce , mais avec effet , qu'elle ne pouvoit pas me souffrir ; & sa haine contre moi influoit infiniment sur les sentimens du Roi à mon égard. Ainsi je puis croire que lorsqu'en 1769 le Roi me louoit sur la manière dont je m'étois occupé , pour son service , de l'exercice de la Charge de Colonel Général , c'étoit la conviction plutôt que la faveur , qui le faisoit parler.

A la fin de 1770 , lorsque le Roi m'ôta les Places que j'occupois dans son Ministère , & qu'il m'exila , il ne fut pas question de la Charge des Suisses ; le Roi ne pensoit pas même qu'il pût me l'ôter ; car dans son billet d'exil il spécifioit chaque emploi avec exactitude , & peu de jours après il approuva , sans difficulté , que M. d'Affry lui portât le travail que je faisois à Cham-

téloit pour les Régimens Suisses , & il a signé un an de suite toutes les feuilles que je lui ai adressées par M. d'Affry , comme il les signoit lorsque je les lui présentois pendant mon Ministère. Il est vrai que je m'aperçus , le jour de mon exil , que le nommé Foullon , qui étoit mon Commis dans le Bureau des Finances de la Guerre , & qui est ce qu'on appelle un insigne frippon en tous genres , quoique dénué , pour ce qui n'est pas intrigue , d'esprit & de talens ; je m'aperçus donc que ce Foullon , intrigant avec les du Barry , songeoit aux moyens de faire tomber ma Charge entre les mains de M. de Soubise. Il étoit le Valet damné de M. de Soubise & de Madame de Marfan. Quand je lui appris , ce que je crois qu'il savoit déjà , que je n'étois plus Ministre & que j'étois exilé , son premier mot fut de me deman-

der si l'on m'avoit ôté la Charge des Suisses ; & sur ma réponse que non & que cela étoit impossible , il m'ajouta que je devois croire que l'on en viendrait là incessamment , comme s'il avoit voulu me donner le conseil de m'arranger pour cette Charge. Il étoit si incroyable qu'un des Premiers Commis de la guerre , qui avoit l'air d'apprendre que je n'étois plus son Ministre , songeât aux Suisses dans ce moment-là , qu'il me fut aisé de voir sur le champ l'intrigue à laquelle Foullon travailloit en faveur de M. de Soubise : Mais Foullon & M. de Soubise n'avoient point les moyens puissans qui alors , faisoient réussir. Aussi le Roi ne songea-t-il pas , au moment de mon exil , ni long-tems après , qu'il lui fût possible de me dépouiller de ce bienfait. Il falloit que le Roi fût poussé par la noire intrigue de M. d'Aiguillon ,

pour vaincre l'espèce de honte qu'il sento-
 toit à me retirer cette grace. Ce n'est pas
 que le Roi ne fût très-hardi pour faire le
 mal ; il n'avoit de courage que dans ce
 cas ; le mal qu'il pouvoit faire lui procuroit
 le sentiment de l'existence & une forte
 d'effervescence qui ressembloit à de la co-
 lere. Alors ce pauvre Prince sentoît qu'il
 avoit une ame ; il n'en avoit pas pour faire
 du bien. Cependant, malgré cette malheu-
 reuse existence, sans M. d'Aiguillon, je
 doute que le Roi m'eût ôté ma Charge.

M. d'Aiguillon eut deux motifs pour
 ourdir une trame qui me dépouillât de
 cette Charge. Le premier, la crainte que
 quelque circonstance n'abrégât mon exil,
 & ne me mît à porté de travailler avec
 le Roi. Cette crainte étoit pusillanime ; car
 il étoit hors de toute vraisemblance que
 jamais le Roi osât se retrouver tête à tête

avec moi. Mais la peur de M. d'Aiguillon, comme celle des poltrons & des intrigans, ne raisonne pas ordinairement avec justice. Le second motif de M. d'Aiguillon fut l'espérance, en servant sa vengeance, de faire donner la Charge au Maréchal de Richelieu, & d'en obtenir la survivance. Je ne suis pas sûr que ce projet ait été fait, mais j'ai eu alors les indices les plus probables de son existence, quoique M. d'Aiguillon, dans le même tems, ait trompé M. le Comte de Provence, Madame de Marfan & M. de Soubise. La maniere de M. d'Aiguillon, dans toutes ses intrigues, est de proposer aux autres les Places qu'il desire. On ne comprend pas trop cette maniere; car il semble qu'elle est aussi bête que fautive : enfin c'est la maniere de ce petit esprit. Il avoit donc donné à Madame de Marfan le projet que M. le

Comte de Provence écrivit au Roi pour avoir ma Charge, qu'il obtiendrait sûrement, & dont il se démettroit quelque tems après en faveur de M. de Soubise. M. le Comte de Provence avoit fait cet accord avec sa digne Gouvernante, & M. d'Aiguillon, qui savoit bien qu'il feroit refuser la Charge à M. le Comte de Provence par le moyen de Madame du Barry, sous le prétexte de raisons politiques assez plausibles, qui devoient empêcher que l'on donnât une pareille Charge à un Fils de France, détruisoit cependant, par les engagements qui avoient été pris entre elle & M. le Comte de Provence, la concurrence directe de M. de Soubise contre M. de Richelieu. Dans le même tems que l'on formoit des projets de remplacement, l'on s'occupoit, comme de raison, des moyens de me déplacer. L'on fit des tentatives

pour que les Cantons Suisses demandassent ma destitution. Un nommé Zurlauben , Capitaine aux Gardes Suisses , le plus vil de tous les Suisses , ce qui est beaucoup dire , fut envoyé en Suisse par M. d'Aiguillon , pour tirer quelques signatures dans les différens Cantons. Ce Zurlauben fut méprisé en Suisse comme il devoit l'être. Il s'étoit proposé à l'Abbé de la Ville , & l'Abbé de la Ville l'avoit proposé à M. d'Aiguillon comme un Sujet qui pouvoit me nuire en Suisse. M. d'Aiguillon crut qu'effectivement si les Cantons agissoient pour me destituer , j'essuierois un plus grand chagrin , que si l'on m'ôtoit ma Place par son seul crédit. Cette idée de me faire du mal rit à l'imagination du Ministre , & le détermina à envoyer en Suisse , pour cette seule opération , Zurlauben , qui lui fut présenté à cet effet par l'Abbé de la Ville.

En attendant le succès de cette ambassade , Madame du Barry ne négligeoit pas de dire au Roi que toute la Nation Suiffe desiroit qu'il m'ôtât ma Charge. Soit que le Roi eût naturellement de la répugnance à me dépouiller , soit qu'il fût retenu par la parole qu'il avoit donnée au Roi d'Espagne de ne me plus faire aucun mal , il se servit de ce prétexte vis-à-vis de Madame du Barry & de M. d'Aiguillon , pour suspendre l'effet de leur acharnement contre moi. Alors M. d'Aiguillon sentit qu'il ne falloit plus , pour réussir , que lever l'obstacle de l'Espagne ; il ne perdit pas un moment. Il ne falloit pas être fort habile pour connoître la facilité qu'il y avoit de faire tomber M. de Fuentes dans quelque panneau. Il se masqua de l'air de confiance vis-à-vis de l'Ambassadeur , dont la vanité fut flattée de voir qu'il étoit recherché.

M. d'Aiguillon fit semblant de vouloir suivre les conseils sur la manière de traiter avec l'Espagne, & pour ce qui me regardoit en particulier, il eut l'air vis-à-vis de l'Ambassadeur, de ne chercher que les occasions de m'obliger. Alors M. de Fuentes, qui prenoit tout ce que lui disoit M. d'Aiguillon au pied de la lettre, lui raconta les engagemens que le Roi avoit pris en ma faveur vis-à-vis du Roi d'Espagne, & lui marqua que l'on ne pouvoit rien faire de plus agréable à son Maître que de me rendre ma liberté, & de me laisser vivre tranquille; il lui confia qu'il avoit l'ordre du Roi d'Espagne de veiller sur la parole qui lui avoit été donnée à mon égard. M. d'Aiguillon parut entrer dans le sens de M. de Fuentes; mais quelque tems après il saisit la circonstance d'une petite affaire, & envenima auprès du Roi ce

que M. de Fuentez lui avoit dit de l'intérêt du Roi d'Espagne pour moi , & engagea le Roi à écrire au Roi d'Espagne la lettre ci-jointe.

On se garda bien de parler de cette lettre à l'Ambassadeur , qui , bonnement , étoit persuadé que M. d'Aiguillon travailloit , selon le desir de son Maître , à me procurer ma liberté. La Cour étoit alors à Fontainebleau. M. du Ch. y fut. Il étoit lié anciennement avec M. d'Aiguillon, il l'aimoit, & croyoit pouvoir compter sur son amitié ; celle qu'il avoit pour moi lui donnoit des inquiétudes relativement à ma situation & nommément à ma Charge; il craignoit toujours que l'on ne cherchât à me faire plus de mal qu'on ne m'en avoit fait ; ce qui est une preuve qu'il n'étoit pas aveuglé par le sentiment sur l'opinion qu'il devoit avoir du cœur de M. d'Aiguillon.

d'Aiguillon. Pour éclaircir ses inquiétudes, il lui parla de moi & de ma Charge, sans nulle commission de ma part. M. d'Aiguillon n'évita pas la conversation ; il dit à M. du Ch. que j'avois voulu, dans le tems de son procès, le faire pendre. M. du Ch. . . . l'assura que tout au contraire, j'avois toujours jugé qu'il étoit impossible qu'il ne triomphât pas du procès criminel qu'on lui avoit suscité. Effectivement tel étoit mon avis dans le tems du procès. Je croyois que M. d'Aiguillon avoit porté, dans son Commandement, le caractère malheureux de despotisme, de basse vengeance & même de cruauté avec lequel il étoit né ; je savois que le premier motif de toutes les vexations qu'il avoit faites en Bretagne, & des troubles qu'il avoit excités dans la Province, étoit celui de se venger de M. de la Chalotais, qui,

imprudemment , avoit écrit , après l'affaire de Saint-Cast , que les Troupes & les Bretons s'étoient couverts de gloire & leur Général de farine ; parce qu'effectivement M. d'Aiguillon , pendant l'affaire , s'étoit retiré , par précaution , dans un moulin. Je n'ignorois pas que ce sarcasme , connu de M. d'Aiguillon , excitoit sa fureur vengeresse. Je savois qu'il écrivoit en secret au feu Roi , que M. de la Chalotais disoit des horreurs de lui (Roi) ; j'étois au fait de tout ce qu'avoit de répréhensible & d'odieux la conduite de M. d'Aiguillon en Bretagne ; mais en même tems j'étois instruit que l'on ne pouvoit juger , dans un procès criminel , que les faits & non les intentions ; & j'étois sûr que , pour les faits , M. d'Aiguillon avoit , pour chacun , des ordres du Roi , ou de sa main propre , ou signés par M. de la Vrilliere ; & que , s'il

lui en manquoit quelques-uns, il étoit très-à-même de se les faire donner, en antedatant. Il avoit persuadé au Roi, qu'il étoit le martyr de son autorité & de son dévouement à sa Personne, & n'avoit pas eu de grandes difficultés à vaincre, pour séduire & partager avec le Roi les bonnes grâces de la Comtesse du Barry. Dans cette position, qui m'étoit parfaitement connue, à laquelle il faut ajouter la vile soumission du Chancelier Maupeou, j'étois trop rompu aux affaires, & sur-tout à la manière dont elles se faisoient avec le Roi, pour avoir pu imaginer un instant que le procès criminel de M. d'Aiguillon lui causeroit le moindre dommage réel : aussi étois-je, dans le tems, très-persuadé, & le suis-je encore, qu'il auroit mieux valu pour M. d'Aiguillon que son procès eût été continué & terminé à la Cour des Pairs, comme

il y étoit commencé ; & je pense , que dans cette occasion , il a été la dupe du Chancelier , qui l'effrayoit , ainsi que sa timorée Maitresse la du Barry , pour se rendre nécessaire à l'un & à l'autre , par là , s'acquiescer le crédit prépondérant , en même tems qu'en manquant , sans rime , ni raison , à toutes les formes , il entamerait son projet particulier de vengeance contre le Parlement de Paris. Voilà , dans cette affaire , ce que j'ai vu. J'ai cru que M. d'Aiguillon étoit déshonoré , je le regarde encore comme tel ; mais je n'ai pas cru que l'on pût le faire pendre. Aussi disois-je , dans le tems , que M. d'Aiguillon pouvoit se plaindre de mon opinion sur son compte , mais non pas de ma volonté ni de mon desir qu'il lui fût fait aucun mal. Je trouve que M. d'Aiguillon est un homme qui est né jugé.

Après cette digression, pour en revenir à la conversation de M. du Ch. avec ce Ministre , M. d'Aiguillon lui dit donc qu'il avoit pensé que dans le tems de mon exil on auroit bien fait de m'ôter ma Charge ; mais qu'à présent , vu le long tems qui s'étoit écoulé , cela devenoit impossible. M. du Ch. ; . . se tranquillisa sur cette réponse , & n'imagina pas que M. d'Aiguillon le trompât sur un objet sur lequel il pouvoit aisément éluder de lui répondre. M. du Ch. ne soupçonnoit pas le raffinement de vengeance dont l'ame de M. d'Aiguillon étoit susceptible ; sans quoi il auroit dû se garder de lui parler ou de moi , ou de ma Charge ; il auroit pu se souvenir que M. d'Aiguillon avoit été en concurrence avec lui pour obtenir en 1768 le Régiment du Roi , & qu'il ne pardonneoit pas plus à M. du Ch. qu'à

moi d'avoir fait donner la préférence à ce dernier. Il est curieux de connoître , ainsi que je l'ai connu , quelle suffisance & quelle prétention M. d'Aiguillon met à la nullité complète de son mérite. C'est un tort , sans doute , à ses yeux , de ne pas lui souhaiter tous les avantages possibles ; l'on devient son ennemi , quand on ose en obtenir de préférence à lui.

La réponse du Roi d'Espagne à la lettre que M. d'Aiguillon avoit fait écrire à ce Prince , arriva au retour de Fontainebleau. Elle marquoit que le Roi d'Espagne avoit été piqué de celle du Roi. Ce Prince assuroit le Roi , dans sa réponse , qu'il ne lui parleroit jamais de ce qui pouvoit regarder l'intérieur de sa Cour , PAS MEME DE M. DE CHOISEUL , & finissoit par le prier d'en agir de même avec lui. Si le Roi d'Espagne s'étoit intéressé véri-

tablement à moi , ou plutôt si le Marquis de Grimaldi son Ministre avoit eu la volonté de soutenir le sentiment de son Maître , au lieu de le piquer , comme un enfant , de la lettre du Roi ; & il ne falloit pas être fort habile pour sentir que cette lettre étoit un piège tendu , afin que le Roi pût revenir de la parole qu'il avoit donnée au Roi d'Espagne , qu'il ne me seroit plus rien ôté ; si , dis-je , le Marquis de Grimaldi , au lieu de faire une lettre par laquelle il m'abandonnoit , avoit fait réclamer par son Maître la parole qui lui avoit été donnée sur mon compte , en ajoutant que , cette parole gardée , jamais le Roi d'Espagne ne se mêleroit de près ni de loin de l'intérieur du Roi ; cette lettre pouvoit se construire avec beaucoup de douceur , de noblesse & d'intérêt même pour le Roi ; si M. de Fuentez , en recevant la

lettre de son Maître, avec la copie de celle du Roi, qui avoit attiré cette réponse, avoit eu l'esprit de sentir que M. d'Aiguillon l'avoit trompé, & au lieu de se presser de remettre cette réponse, qui n'avoit aucun trait avec les affaires de l'Etat, & par conséquent point pressée, il avoit envoyé un Courier à sa Cour, pour se plaindre de la cachoterie & de la fourberie de M. d'Aiguillon, & pour l'en punir, avoit proposé la réponse que j'indique, & d'être autorisé à soutenir, vis-à-vis du Roi, l'engagement dont lui Fuentez avoit été dépositaire, sa Cour, malgré la mauvaise volonté & la sottise du Marquis de Grimaldi, auroit acquiescé à sa demande, & alors je doute que le feu Roi m'eût ôté ma Charge. Au lieu de cela, M. de Fuentez, en recevant cette lettre, montra une colère de Rodomont dans son cabinet ;

mais ses rodomontades n'alloient jamais plus loin que son parquet. On lui donna le conseil que j'indique ci-dessus ; ceux de mes amis qu'il consulta , le presserent infiniment. Il eut , dans cette occasion , l'embarras qu'il avoit toujours quand il falloit se déterminer ; & après avoir quelques jours joué dans sa maison l'imbécille Don Quichotte , il prit le parti le plus foible , qui fut d'aller remettre très-humblement à Versailles la lettre de son Maître. Cette lettre a été le véritable instrument dont M. d'Aiguillon s'est servi pour me faire ôter ma Charge. Le Roi , qui ne pouvoit pas dire à Madame du Barry , qu'il lui répugnoit de me faire du mal , ne s'étoit défendu vis-à-vis d'elle , que sur la parole qu'il avoit donnée au Roi d'Espagne ; la lettre de ce Prince lui rendoit implicitement cette parole ; ainsi il n'y avoit plus

d'obstacle , de son aveu , pour me dépouiller. Aussi M. d'Aiguillon ne perdit pas de tems à écrire la lettre suivante à M. du Ch. , & à engager le Roi à y mettre une apostille de sa main.

De VERSAILLES , LE 2 DÉCEMBRE 1771.

Vous devez vous ressouvenir , mon cher Comte , que vous me demandâtes à Fontainebleau si je n'avois rien à vous dire relativement aux intentions du Roi sur la Charge de Colonel Général des Suisses , dont vous m'aviez témoigné , quelque tems auparavant , désirer d'être instruit pour en faire part à votre ami , & que je vous répondis que j'avois rendu compte au Roi de la conversation que nous avions eue ensemble à ce sujet , & que Sa Majesté m'avoit répondu qu'elle n'avoit encore rien à me dire à cet égard. A notre retour ici ,

le Roi m'en a reparlé, & m'a dit que, s'étant fait représenter le récit historique de cette Charge depuis sa création, les Provisions qui avoient été accordées à M. le Duc du Maine, à M. le Prince de Dombes, à M. le Comte d'Eu & à M. de Choiseul, les Réponses des principaux Chefs des Cantons qu'il avoit fait consulter, &c. Sa Majesté avoit reconnu que cette Charge n'étoit point inamovible comme on le prétendoit; qu'elle pouvoit, sans aucune formalité, l'ôter au Titulaire & la conférer à un autre, comme toutes les autres Charges; que les Suisses, bien loin de prétendre que leur consentement fût nécessaire pour ce changement, & de s'y opposer, desiroient vivement qu'elle voulût bien leur donner un Chef qui fût dans ses bonnes grâces & à portée de solliciter celles qu'ils étoient dans le cas de

demander ; que le bien de son service ne lui permettoit pas de laisser plus long-tems cette Charge à M. de Choiseul, & que quoiqu'Elle pût la lui ôter, sans qu'il fût en droit de s'en plaindre & de prétendre un dédommagement, Elle vouloit bien cependant lui en accorder un pécuniaire, d'après le compte que je lui avois rendu de ce que vous m'aviez dit du dérangement de ses affaires. Elle finit par m'ordonner de conférer avec vous à ce sujet, de vous informer de ses intentions, & de vous charger d'en faire part à M. de Choiseul, pour qu'il puisse proposer ses desirs sur la nature & la quotité du dédommagement. Je comptois exécuter ces ordres lors de votre dernier voyage ici ; mais vous ne me mîtes point à portée de vous parler, & j'ai appris depuis que vous étiez parti pour Chanteloup. Le Roi, à qui j'ai

rendu compte hier de votre départ , m'a ordonné de vous écrire ce que vous venez de lire , & de vous mander qu'il vouloit une réponse prompte & positive , & n'accepteroit aucune représentation sur le fond de l'affaire , sa résolution étant mûrement réfléchie & inébranlable. Je ne parle , ni de moi , ni pour moi ; & je vous rends , mot à mot , ce que Sa Majesté m'a prescrit de vous écrire. Je n'ai pas besoin de vous ajouter que si la demande du dédommagement est trop forte , elle sera rejetée , & qu'on n'obtiendra rien si on veut trop avoir , le Roi étant convaincu qu'il n'en doit point , & que ce qu'il accordera sera un pur effet de sa bonté.

Vous connoissez , mon cher Comte , mon tendre & fidele attachement.

(De la main du Roi.)

« Ce que dessus est ma façon de vouloir ».

Cette lettre mérite un petit commentaire de ma part.

Il paroît d'abord extraordinaire que M. d'Aiguillon se soit chargé de la commission d'écrire les ordres du Roi pour ôter une Charge , & il y a de la maladresse , en opérant de même le mal qu'il desiroit qu'il fût fait , de n'avoir pas fait exécuter le matériel odieux de cette injustice , ou par M. de Monteynard , dans le Département duquel la Charge étoit , ou même par son oncle M. de la Vrilliere , chargé , depuis tant d'années , des odieuses violences de la Cour. Mais cette maladresse apparente avoit un motif très-fin , quoique profond ; il falloit mettre M. du Ch. dans l'embarras & dans l'affliction ; & nous faire sentir à tous deux qu'en même tems qu'il avoit l'avantage de me nuire , il avoit celui secondairement de se venger de la préfé-

rence que j'avois donnée sur lui à M. du Ch..... pour obtenir le Régiment du Roi,

Cette marche bien entendue doit paroître pleine d'une sagacité de vengeance qui fait horreur. Il est vrai que je ne connois à M. d'Aiguillon que celle-là ; en quoi il est supérieur pour le raffinement au Chancelier Maupeou.

La lettre commence par un mensonge , c'est assez communément le style de l'Auteur. M. du Ch..... avoit parlé à Fontainebleau à M. d'Aiguillon , par maniere de conversation , sur le peu d'apparence qu'il y avoit qu'on me persécutât davantage : sur quoi M. d'Aiguillon lui répondit ce que j'ai écrit ci-dessus. Outre que M. du Ch..... affirme que jamais il n'a songé à faire une question positive sur les intentions du Roi relativement à ma Charge , ni M. d'Aiguillon lui avoir jamais dit qu'il

en avoit parlé au Roi , je me souviens que M. du Ch. me dit , en arrivant à Chanteloup, la conversation qu'il avoit eue avec M. d'Aiguillon. Il n'y avoit pas un mot de ce qui fait le début de cette lettre. Je le répète donc , tout ce qui est jusqu'au mot : « A notre retour ici , &c. » est un tissu de faussetés. Cependant au retour à Versailles le Roi lui en reparable ; c'est-à-dire , lui en reparable au Roi , lui représente l'historique de la Charge , &c. « Les réponses des Principaux des Cantons , » qu'il avoit fait consulter ». Il y a ici une bêtise & un mensonge. Ce seroit une bêtise , que le Roi fût consulter les Cantons sur une Charge sur laquelle ils ne peuvent avoir rien à dire ; c'est une fausseté d'affirmer que le Roi a eu une réponse des Principaux des Cantons ; car le Roi écrit , demande aux Cantons , mais jamais aux Principaux ;

cipaux ; on ne sçait ce que cela veut dire. Le vrai est que M. de Zurlauben, Capitaine aux Gardes , a été en Suisse pour mendier des signatures contre moi , non pas des Cantons , mais de quelques particuliers , & que je ne crois pas qu'il en ait rapporté une seule , si ce n'est , tout au plus , de quelques particuliers du Canton de Fribourg. En Suisse , comme ailleurs , il y a beaucoup de particuliers qui font des vilenies , mais les Cantons en sont incapables ; & d'ailleurs le nom de l'Ambassadeur méprisable , choisi par l'Abbé de la Ville , & adopté par M. d'Aiguillon pour cette honnête commission , ne pouvoit que déshonorer ceux qui auroient signé à l'instigation de M. de Zurlauben.

M. d'Aiguillon décide dans la phrase suivante , que le Roi pouvoit , sans aucune formalité , m'ôter ma Charge & la

Tome I.

R

conférer à un autre , comme toutes les autres Charges. Ce principe est de la Cour de Maroc , bien digne de celui qui le met en avant. Le reste de la lettre est un amas de duretés , auquel je réponds dans la lettre que j'écrivis au Roi.

L'apostille de la main du Roi ne mérite aucune réflexion ; elle peint sa foiblesse & sa mauvaise diction en François.

M. du Ch..... fut étonné à la réception de cette lettre ; il sentit la noirceur de M. d'Aiguillon de lui adresser une pareille commission ; il me communiqua la lettre ; elle ne m'étonna pas autant qu'il l'étoit. Je lui dis que je croyois qu'il étoit à propos pour lui-même , qu'il voulût bien se charger de porter la lettre que je comptois écrire au Roi en réponse à celle qu'il venoit de recevoir de M. d'Aiguillon. Il n'hésita pas à adopter mon avis à cet

égard ; & autant il étoit affligé de l'étonnante circonstance où il se trouvoit engagé , autant me marqua-t-il d'amitié & d'intérêt. Il étoit très-tard quand nous reçûmes cette lettre ; nous remîmes au lendemain à déterminer le parti à prendre. Je fis une lettre pour le Roi , qui étoit courte & sèche , & que j'aimois mieux que celle que j'ai envoyée. M. du Ch.... & tout ce qui m'entouroit la désapprouverent. On me fit sentir qu'il y auroit de la duperie à ne pas tirer le meilleur parti possible , pour mon aïfance , de ma situation ; qu'il étoit d'un Dom Quichotte de marquer de la noblesse vis-à-vis d'un Prince qui en étoit dénué absolument , & qui étoit entièrement gouverné par une Catin , laquelle pourroit me séparer de toutes les personnes que j'aimois , ou m'obliger à m'expatrier ; que dans les deux cas , je se-

R 2

rois malheureux , puisque je ne me fouciois ni des Charges ni des honneurs , mais que j'étois bien tendrement attaché à mes amis ; que d'ailleurs j'aurois des dettes & serois ruiné. Je fus plus frappé de l'éloignement où l'on pourroit me mettre des personnes que j'aimois , que de toute autre considération. En conséquence j'écrivis au Roi :

SIRE ,

J'ai été pénétré d'étonnement en lisant la lettre de M. d'Aiguillon à M. du Ch..... sur la Charge de Colonel Général des Suisses , qui m'a été communiquée par ordre de Votre Majesté.

J'ai approché trop intimement , Sire , la personne de V. M. pour ne pas savoir que sa bonté & sa justice l'engagent à écouter favorablement les observations que ses Su-

jets, même disgraciés, osent lui faire sur leur situation. V. M. est mon Juge ainsi que mon Maître; elle ne voudroit condamner ni moi ni ma Charge sans m'entendre.

J'ose donc prendre la liberté de lui exposer mes observations sur les différens articles de cette lettre.

Les Cantons Suisses & les Officiers de cette Nation n'ont rien à réclamer relativement à ma Charge, puisqu'il n'en est pas fait mention dans leur Capitulation. J'ignore ce qui a été négocié en Suisse; mais j'ose avancer que l'on ne montrera pas à V. M. la signature d'aucun Chef de Canton, ni celle d'aucun Officier considérable, qui demande à V. M. de m'ôter la Charge de leur Colonel Général. J'en excepte toutefois M. de Zurlauben, Capitaine aux Gardes Suisses.

R 3

L'on a dit à V. M. que le bien de son service ne permettoit pas que l'on me laissât plus long-tems ma Charge. Cette raison feroit sans réclamation de ma part , si je n'avois à représenter à V. M. qu'elle a vu par elle-même , dans différens camps , l'état dans lequel étoient ses Troupes Suisses. Je suis certain que depuis mon éloignement , les Régimens Suisses ne servent pas moins bien qu'ils ne servoient précédemment ; je puis même me flatter que V. M. est persuadée qu'il me reste assez d'intelligence & d'activité pour diriger , de près comme de loin , cette Charge au plus grand bien de son service ; & en lui envoyant mon travail par M. d'Affry , comme elle a daigné me le permettre , je me trouve dans la même position où mes prédécesseurs disgraciés se sont trouvés , & nommément M. le Duc

du Maine, pendant la Régence des premières années du Règne de V. M.

Les Provisions de ma Charge, Sire, ont un avantage particulier; c'est que de toutes les Charges de la Cour, qui approchent de la Personne de V. M. je crois que celle du Chancelier & celle du Colonel général des Suisses, sont les seules qui soient enrégistrées au Parlement & à la Chambre des Comptes : les autres Charges ne le sont qu'à la Chambre des Comptes pour la comptabilité.

Ce titre d'enrégistrement au Parlement a été regardé jusqu'à présent comme un titre d'inaltérabilité : sans ce motif, l'on ne pourroit pas concevoir l'objet d'un enrégistrement d'une Charge militaire au Parlement. Et V. M. se souviendra que lorsqu'elle me fit l'honneur & la grace de me donner cette Charge, elle dit

R 4

qu'elle la regardoit comme inamovible. Je ne rappelle ce trait à V. M. que pour lui faire connoître que je n'ai oublié aucune circonstance de ses bontés.

V. M. en se faisant représenter le récit historique de la Charge de Colonel Général , aura vu qu'elle n'a jamais été donnée qu'à la mort ou avec la démission du Titulaire. J'en ai un exemple singulier dans ma propre famille. M. le Maréchal de Bassompierre , mon grand oncle , encourut l'inimitié de M. le Cardinal de Richelieu premier Ministre ; il éprouva les événemens fâcheux que la faveur unie à l'inimitié fait ressentir à la disgrâce. Cependant l'on ne crut pas pouvoir disposer de la Charge de Colonel Général , sans la démission du Maréchal de Bassompierre , lequel fit un marché & la donna. Mais étant sorti , quelques années

après, de la Bastille, où il avoit donné sa démission, il fut décidé par la Reine Régente que, vu sa détention, cette démission n'avoit pas été volontaire. Il entra dans les droits de sa Charge, & en reprit l'exercice, sans prêter un nouveau serment.

Les observations, Sire, que j'ose vous présenter, ne sont que pour soutenir l'honneur d'un bienfait distingué que V. M. m'a fait. Personne ne doute, Sire, & moi moins que personne, que votre volonté ne soit toute puissante, & qu'elle ne puisse détruire ce que votre bonté a édifié.

Mais, Sire, oserois-je vous représenter qu'il est sans exemple, dans tout votre regne, que vous ayiez ôté une Charge de votre Cour, même à ceux qui avoient eu le malheur de vous dé-

plaire & d'être éloignés de votre présence.

Vous m'avez ôté les emplois que j'exerçois depuis douze ans dans votre Ministère, parce que malheureusement sans doute, mais certainement aussi très-innocemment, je vous avois déplu. Vous m'avez exilé. Je ne croyois pas avoir fait de fautes dans les différentes administrations qui m'ont été confiées, qui méritassent une punition. Je me souviens même que pendant un aussi long Ministère, V. M. a paru contente des services que je lui rendois, & que dans différentes époques intéressantes, elle a daigné me marquer sa satisfaction de mon zèle, de mon activité & du bonheur que j'avois de la servir utilement.

Les travaux de douze ans & les bontés suivies pendant si long-tems de V. M.

feroient-ils oubliés absolument ? Au bout d'une année d'exil , sans qu'on puisse me faire aucun reproche , ni que je puisse en avoir mérité , feroit-il possible , Sire , que vous voulussiez aggraver ma punition , comme la Lettre de M. d'Aiguillon à M. du Ch..... me le fait envisager , & comme les paroles écrites de votre main au bas de cette Lettre me le font craindre !

Je retrouve cependant dans cette Lettre , Sire , de nouvelles marques des anciennes bontés de V. M. puisqu'elle me fait envisager qu'elle est disposée à m'accorder quelques graces.

Je dois , par honneur & par sentiment , demander à V. M. de m'ôter l'impression fâcheuse de la punition & de sa disgrâce. Je la supplie de me laisser l'espérance de pouvoir encore , vu mon âge & ma

bonne fanté, la servir dans ses Armées,
& lui marquer, par ma bonne volonté,
mon zele pour son service.

Je regrette bien, Sire, que les ordres
réitérés de V. M. m'aient obligé d'entrer
dans le Ministère, au lieu de suivre le
métier de la guerre pour lequel j'étois
destiné. Elle se rappellera que c'est elle
qui m'a ordonné d'être Ministre, ce qui
m'a mis dans la situation où je me trouve.

Pour les graces pécuniaires que V. M.
me permet de lui demander, M. du
Ch....., qui a été chargé de me com-
muniquer les intentions de V. M. veut
bien aussi se charger de les solliciter.

Je suis avec le plus profond respect,

SIRE, &c.

Je ne donnois ni ne refusois ma démit-

sion par cette Lettre ; en même tems
 je marquois une grande soumission , &
 j'obéissois aux ordres du Roi , dont LA
 FAÇON DE VOULOIR étoit que je lui
 fisse connoître les dédommagemens que
 je desirois pour ma Charge. M. du
 Ch..... voulut bien se charger de porter
 cette Lettre au Roi , & de suivre les
 objets de dédommagement , s'il n'étoit pas
 possible de conserver la Charge. Ces ob-
 jets de dédommagement sont dans un
 Mémoire , que je rapporterai ci-dessous,
 que M. du Ch..... envoya au Roi. Je
 n'étois aucunement attaché à la Charge
 de Colonel Général des Suisses ; depuis
 mon exil elle me répugnoit ; j'avois de
 l'aversion pour tout ce qui pouvoit me
 donner des rapports avec le Roi & la
 Cour. Je m'étois formé le plan d'une
 vie nouvelle , commode & heureuse , &

la seule que je sentisse qui me convenoit. Il ne me manquoit, pour remplir la position dans laquelle je voulois finir ma vie, que l'acquit de mes dettes, qui m'auroit donné une plus grande aisance. Dans cette vue, depuis six mois, j'étois occupé des moyens de tirer parti de ma Charge, que réellement je ne pouvois plus souffrir, pour augmenter mon bien-être dans ma Terre, dont la résidence aisée étoit l'objet de tous mes vœux. C'est dans cette situation d'esprit & de vues, que la Lettre de M. d'Aiguillon à M. du Ch..... arriva. Alors il ne me convenoit plus de ne pas disputer, contre la violence, les droits d'une Charge réputée inamovible; mais comme je pouvois être obligé de céder à la force, je fus enchanté que cette même Lettre de M. d'Aiguillon m'eût ouvert la porte à des dédomma-

gemens, & je ne doutai pas qu'ils ne fussent considérables : de sorte que M. du Ch..... voulut bien se charger de la négociation, dans le sens apparent de résister à la démission autant qu'il feroit possible; & s'il voyoit que le parti fût pris de m'ôter ma Charge, je lui recommandois essentiellement d'être informé à qui elle étoit destinée, & quels seroient les dédommagemens.

Fin du Tome premier.

MÉMOIRES

de M. le Duc

DE CHOISEUL,

Ancien Ministre de la Marine, de la Guerre,
& des Affaires étrangères;

écrits par lui-même,

Et imprimés sous ses yeux, dans son
Cabinet, à Chanteloup, en 1778.



TOME SECOND.



A CHANTELOUP,

Et à PARIS,

Chez Buisson, Libraire, rue Hautefeuille, N°. 20.

1790.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

*SUITE des intrigues de la Cour, notamment
de M. le Duc d'Aiguillon & de Mad. du
Barry, pour me faire ôter par le Roi la
charge de Colonel-Général des Suisses
& Grisons, &c.*

LE successeur désigné étoit aussi d'une grande valeur pour ma détermination ; je n'aurois jamais donné ma démission si la charge eût été destinée à un de mes ennemis, comme, par exemple, à M. le prince de Condé, qui, dans le temps qu'il me marquoit l'amitié la plus vive & la plus fidele, soit en me parlant, soit par lettres, s'étoit lié avec les du Barry & le chancelier Maupeou, & avoit intrigué auprès du roi, autant que ses petits moyens le lui permettoient, sous la condition qu'il

Tome II.

A

obtiendrait ma charge. Cette conduite d'un homme de ce rang étoit si fautive & si abjecte , que rien dans le monde ne m'auroit déterminé à donner ma démission pour un pareil successeur. Je ne l'aurois pas donnée pour M. de Soubise. J'avois vécu avec lui , pendant mon ministère , de la manière la plus honnête , je lui avois même rendu des services , il n'y avoit jamais eu entre nous le plus léger différent , il en convenoit & cultivoit madame de Choiseul comme son amie. Du jour où je fus exilé , madame de Choiseul & moi n'entendîmes pas parler de lui. Cette impolitesse fort peu noble m'auroit donné une répugnance invincible d'avoir l'air d'acquiescer , par mon consentement , à l'avantage de M. de Soubise. Pour les Richelieu & d'Aiguillon , que l'on disoit avoir des prétentions

à ma charge , je regardois comme un déshonneur de contribuer en rien à un arrangement aussi infame. Je savois bien cependant que l'on donneroit ma charge sans ma démission & sans dédommagement pour moi ; mais je n'aurois pas accepté de dédommagement de ces quatre personnages , & j'aimois mieux , si un d'eux devoit me succéder , souffrir la perte & la violence , en attendant qu'un temps plus heureux , quoique je ne le regardasse pas comme prochain , me mît en état de faire valoir mes droits par moi-même vis-à-vis de mon successeur , & par mes sollicitations auprès du roi quelconque qui se seroit trouvé le maître au changement de circonstances.

M. du Ch * * * partit avec ma lettre & mes instructions. Comme par la lettre de M. d'Aiguillon , il se trouvoit com-

promis dans cette affaire , il étoit intéressé , & par amitié pour moi , & pour lui-même , de la faire réussir à ma satisfaction ; je n'avois pas le droit de régler ses démarches , je n'y mis que deux restrictions. La première étoit de remettre ma lettre en main propre du roi ; la seconde , de ne parler en mon nom ni à maîtresse ni à ministres ; leurs marques d'intérêt ou leurs bienfaits m'auroient humilié. Je ne puis mieux faire connoître ce qui s'est passé dans le voyage de M. du Ch*** , qu'en copiant la première & la seconde lettres qu'il m'a écrites après son arrivée. On y verra toute l'étendue de la méchanceté & de la vengeance de M. d'Aiguillon , écrite par un homme qui le regardoit comme son ami.

PREMIERE LETTRE DE M. DÜ
CH *** A M. DE CHOISEUL.

J'AI suivi la marche que je m'étois proposée en vous quittant. Je suis arrivé avant-hier au soir à Paris. Quelques affaires m'y ont arrêté toute la matinée ; j'en suis parti à deux heures pour venir ici. J'ai fait part sur le champ de mon arrivée à M. d'Aiguillon , qui m'a fait dire vers quatre heures qu'il m'attendoit. Je l'ai trouvé seul , & après les premiers complimens , qui ont été assez froids de sa part , je lui ai dit que vous aviez bien voulu accepter l'offre que je vous avois faite de venir moi-même traiter vos affaires ici ; que ce qui vous avoit le plus peiné étoit le motif que l'on alléguoit pour pouvoir disposer de votre charge ; que vous ne pouviez pas convenir du

principe de l'amovibilité ; qu'il eût été même plus honnête de n'y pas entrer, & qu'il eût suffi que le roi vous eût fait connoître le desir qu'il avoit d'en disposer, & de vous accorder un dédommagement proportionné , pour vous engager à la soumission à ses volontés & à accepter un accommodement ; que vous y étiez très-disposé , mais que vous ne pouviez pas , pour l'honneur de votre charge , pour le vôtre & pour celui du bienfait même , que vous teniez du roi , vous dispenser de faire vos représentations & vos observations à cet égard ; qu'effectivement quand un autre auroit cette charge , il vous feroit indifférent qu'elle fût amovible ou inamovible , mais que tant que vous l'auriez , vous ne pourriez pas vous dispenser de réclamer contre le principe établi dans la lettre qu'il m'avoit écrite , & que sans

(7)

manquer au respect & à la soumission que vous deviez aux volontés du roi , vous ne pouviez vous dispenser de lui faire toutes les représentations qui pourroient éclairer sa justice. Tout cela a été écouté jusques-là sans vivacité & sans humeur. Nous sommes même entrés dans une discussion amicale du droit & des faits antécédens. Il a toujours soutenu le principe de l'immovibilité, mais sans chaleur, & m'a offert de me montrer la copie de vos provisions , où il est exprimé que CE SERA POUR AUTANT DE TEMPS QUE NOTRE BON PLAISIR , ou telle phrase approchante. J'ai répliqué que c'étoit affaire de style , & qui ne faisoit rien au fond du droit , qui étoit confirmé par tout ce qui s'étoit passé depuis la création de cette charge , où il n'y avoit pas un exemple qu'on eût ôté , sans une démission volon-

A 4

taire , quoiqu'il y eût eu nombre de colonels généraux des Suisses qui eussent été disgraciés. J'ai cité le maréchal de Bassompierre , & M. le duc du Maine. L'on ne m'a nié ni l'un ni l'autre fait , mais on m'a dit que les circonstances étoient différentes , & que le roi n'en avoit pas moins le droit de disposer de cette charge , puisqu'il ne l'avoit conférée que pour autant de temps que ce seroit son bon plaisir. Cette discussion nous auroit mené trop loin , & j'ai jugé à propos de ramener la conversation au point principal , en disant à M. d'Aiguillon qu'au milieu de l'étonnement où vous avoit jetté une nouvelle aussi inattendue après un an d'exil , sans nouveau motif de mécontentement possible de la part du roi , vous aviez été sensible à l'attention qu'on avoit eue de me charger de vous l'annoncer ; que

j'espérois effectivement que si les intentions n'eussent pas été sinceres , ce ne feroit pas moi qu'on feroit venu chercher pour vous tendre un piege ; que je ferois tout ce qui dépendroit de moi pour répondre à votre confiance ; qu'ayant à traiter les intérêts de mon ami avec mon ami , j'en tirois le plus heureux augure ; que d'ailleurs il favoit que ce qui arrivoit aujourd'hui étoit depuis long-temps mon sentiment particulier ; que si on vouloit vous faire un pont d'or & un arrangement avantageux , que la situation pécuniaire de vos affaires devoit vous faire desirer , mon avis avoit toujours été , & feroit encore , que vous deviez l'accepter ; mais que si l'objet qu'on prétendoit vous offrir n'étoit pas proportionné à la grandeur du sacrifice , je serois le premier à vous conseiller de laisser agir l'autorité

& le crédit qui vous dépouilleroient par une injustice inouïe. J'ai ajouté tout de suite , que votre parfaite soumission aux volontés du roi ne vous avoit pas permis de différer la réponse prompte & positive qu'il vous avoit fait demander ; qu'en conséquence j'étois chargé de lui remettre une lettre de votre part , dans laquelle , après avoir pris la liberté de lui faire vos observations respectueuses sur les principes contenus dans la lettre qui m'avoit été écrite , vous lui exposiez , ainsi qu'il vous y avoit autorisé , votre situation & vos desirs , & que vous finissiez par remettre votre sort entre ses mains. M. d'Aiguillon a paru fort surpris & fort peu satisfait de cette demande. Je ne vous répéterai point en détail tout ce qu'il m'a dit à ce sujet. Lorsque je lui ai proposé de prier le roi de me permettre de lui

remettre votre lettre , il m'a demandé si j'avois le projet & la prétention de traiter vos affaires directement avec le roi ; que pour lui il en feroit fort aise , qu'il ne lui convenoit pas de se mêler de vos affaires , & que je m'en tirerois comme je le pourrois ; qu'il n'avoit rien écrit de lui-même & fans en avoir reçu les ordres précis du roi , & qu'il n'avoit pas même voulu faire partir sa lettre sans la mettre sous les yeux de sa majesté, qui la lui avoit même renvoyée de Belle - Vue à Paris , avec le mot de sa main , que j'avois trouvé au bas ; qu'il ne favoit pas pourquoi j'étois venu exprès pour traiter vos affaires ; qu'il eût été plus simple , plus convenable & même plus avantageux d'écrire moi-même vos demandes , ou d'envoyer votre lettre , si vous croyiez

devoir écrire au roi ; que vous deviez vous rappeler ce qui étoit à la fin de sa lettre , que si vous faisiez des demandes trop fortes , vous n'obtiendriez rien ; enfin , que si dans la position où vous étiez , vous prétendiez traiter de couronne à couronne , vous vous trompiez infiniment ; qu'au reste , il m'en disoit plus qu'il ne devoit m'en dire ; que j'étois assez âgé pour devoir savoir me conduire , & qu'il ne s'ingéroit pas de me donner des conseils. J'ai répondu le plus froidement qu'il m'étoit possible , qu'il ne s'agissoit pas de traiter directement vos affaires vis-à-vis du roi , parce que je n'avois jamais espéré que S. M. me le permît , mais de lui remettre à elle-même une lettre de votre part , soumise & respectueuse , où vous usiez de la permission

que le roi vous avoit donnée de lui faire connoître l'objet de vos desirs sur le dédommagement de votre charge de la manière la plus modérée ; que ce seroit au roi à en juger ; & que je ne savois ni ne comprenois pourquoi il prenoit feu sur une démarche aussi simple ; que je croyois être un homme assez considérable pour pouvoir rendre une lettre au roi , & que je ne comptois nullement profiter de cette occasion pour lui rien dire qui pût lui déplaire ni même l'embarrasser ; que la commission dont vous m'aviez chargé se bornoit à lui remettre votre lettre & à discuter , à éclaircir & à donner des renseignemens & des facilités sur les objets que le roi auroit approuvés , & avec qui il jugeroit à propos. Il m'a demandé quelles étoient les conditions

que vous proposiez. J'ai répondu que je n'étois pas assez sûr de ma mémoire pour les lui rendre exactement ; que d'ailleurs quelques-unes demandoient une discussion pour être comprises dans leur véritable sens ; & sur ce qu'il m'a pressé , je lui ai dit en gros l'exécution d'une grace déjà accordée , & la jouissance d'une forêt dépendante de la préfecture d'Haguenau , sur laquelle votre fief vous donnoit des prétentions légitimes. Il m'a dit qu'il n'entendoit rien à cela , & m'a proposé d'écrire sous ma dictée. Mais je lui ai dit que cela étoit plus clairement exprimé dans votre lettre au roi ; que sur le premier article S. M. pouvoit seule se ressouvenir de la grace qu'elle vous avoit accordée peu de temps avant votre exil , & que votre délicatesse ne vous avoit

pas permis de mettre à exécution ; que quant à la partie de la forêt, cela demanderoit une discussion plus longue, & que le préalable à tout me paroïssoit être que le roi voulût bien recevoir de mes mains, par-tout où il le voudroit, la lettre que j'avois à lui remettre de votre part, & même chez madame du Barry & en sa présence, si on craignoit que j'abusasse du tête à tête que le roi m'accorderoit ; que j'y avois d'autant moins de difficulté, que je comptois la voir & lui faire l'historique de la manière dont j'avois donné lieu à la commission fâcheuse & embarrassante dont j'avois été chargé, & lui en parler même à fond ; enfin la prier, si toute autre voie m'étoit fermée, de me procurer le moyen de pouvoir remettre au roi la lettre dont j'étois chargé, qui

étoit un dépôt sacré dont je ne pouvois
 me dessaisir qu'entre ses mains , pour
 remplir les intentions de mon ami ; &
 sur cela je lui ai demandé s'il ne vouloit
 pas se charger de demander pour moi au
 roi la permission de lui remettre votre
 lettre. Il m'a dit qu'il le feroit , mais de
 très-mauvaise grâce ; que je le voulois ,
 que je pourrois m'en repentir ; mais puis-
 que je ne voulois pas de ses conseils ,
 il ne prendroit pas la liberté de m'en
 donner. Nous sommes rentrés de là , ou ,
 pour mieux dire , il est revenu sur la
 discussion de ce que contenoit votre lettre ,
 & sur-tout des conditions que vous de-
 mandiez , & je ne dois pas vous cacher
 que tout ce que l'aigreur a de plus amer
 s'est répandu sur tout ce qu'il m'a dit
 à cet égard. Il est inutile de vous rendre
 des

des propos qui ne feroient que vous aigrir vous-même , & qui ne serviroient ni ne remédieroient à rien. J'ai soutenu vos intérêts avec la noblesse & le courage qui me conviennent & qui conviennent à votre ami. Cette discussion nous eût peut-être menés fort loin , si l'on n'avoit annoncé M. de Soubise , qui avoit fait demander , un moment auparavant , une entrevue pressée , ce qui m'a forcé de me retirer. Dans les dispositions où je laissois M. d'Aiguillon , il m'a paru instant de voir madame du Barry & de tâcher de me procurer par elle les moyens de voir le roi. J'ai obtenu facilement mon entrevue pendant le travail du contrôleur-général , & je m'y suis rendu sur le champ. Je lui ai fait l'historique exact de ce qui avoit

pu donner lieu à la commission dont j'avois été chargé ; je lui ai rapporté les époques auxquelles j'avois parlé discursivement à M. d'Aiguillon des Suisses, & de mes idées sur la possibilité , sur la convenance même d'un accommodement , si le roi avoit envie de disposer de cette charge ; que je n'avois jamais parlé que d'après ma propre pensée & sans favoir un mot de vos intentions à cet égard ; que je n'avois même jamais promis ni jugé à propos de vous en rendre compte ; & qu'enfin si on m'avoit compromis , ou vous-même vis-à-vis du roi , on auroit eu un tort impardonnable ; que j'avois pourtant lieu de le craindre ; & même qu'on avoit été jusqu'à me faire envisager que le roi ne verroit pas d'un œil favorable mon empressement à venir

traiter vós affaires ; qu'il m'étoit intéressant que le roi connût au contraire que mon empressement à exécuter ses ordres , & à lui apporter une réponse prompte & positive de votre part , étoit une preuve de mon zele à exécuter ses ordres ; que d'après les bontés qu'elle m'avoit toujours témoignées , je me croyois autorisé à venir lui faire cette petite confidence , & à la prier de la rendre au roi. Cela m'a amené naturellement à lui parler de l'objet de mon voyage & du desir extrême que j'avois d'y réussir à la satisfaction commune ; puisqu'enfin ce qu'on vouloit , ou du moins ce qu'on devoit vouloir , étoit que le roi disposât de la charge de Colonel-général des Suisses , & que vous & vos amis eussiez sujet d'en être satisfaits par les avantages que l'on vous feroit. J'ai

ajouté tout de suite que , plein de respect & de soumission pour les volontés du roi , je lui apportois une lettre de votre part , que je desirois lui remettre , selon vos intentions , à lui-même ; que j'en avois déjà parlé à M. d'Aiguillon , qui s'étoit chargé d'en parler au roi , mais que je la priois de m'aider à obtenir cette satisfaction , & que je desirois même , si le roi le jugeoit à propos , que ce fût chez elle & en sa présence. Elle me l'a promis de la meilleure grace du monde. Je lui ai même offert de lui lire la copie de votre lettre , par un excès de confiance dont vous me faurez peut-être mauvais gré , mais que j'ai cru devoir à la maniere franche & ouverte dont elle s'est expliquée sur vos anciennes querelles & sur le desir qu'elle eût eu d'être bien avec vous. Elle

a rejeté ma proposition ; mais je suis entré dans la discussion de toutes vos demandes , & je lui ai rendu presque mot à mot , votre lettre , que vous croyez bien que j'avois eu le temps d'apprendre par cœur. J'ai commencé par votre réclamation sur le principe de regarder votre charge comme amovible , & je lui ai fait sentir que vous vous deviez à vous-même de faire à cet égard vos observations au roi. Elle en est convenue & a passé très-légèrement sur cet article , dont cependant je me suis apperçu qu'elle étoit parfaitement instruite , puisqu'elle m'a répété les mêmes propos de M. d'Aiguillon sur ce qui se trouve dans les provisions ou brevets , &c. Quant à la discussion de vos intérêts , j'ai parlé des bons , dont je l'ai trouvée instruite , à l'exception qu'on avoit

B 1

enfié la somme. J'ai remis la chose à sa
 juste valeur , & je l'ai fait convenir que
 ce n'étoit que l'exécution d'une grace déjà
 accordée, dont j'ai dit que votre délica-
 tesse ne vous avoit pas permis de profiter.
 Sur quoi elle m'a répondu que le fait
 n'étoit pas absolument exact, que vos
 bons n'étoient pas en regle, qu'ils pé-
 choient par la forme , & qu'enfin cette
 grace n'avoit pas pu avoir son effet ,
 parce que de fait elle n'étoit pas revêtue
 des formes nécessaires ; que peu de temps
 après votre exil , ON ÉTOIT VENU LUI
 EN PARLER , & qu'elle avoit répondu
 que si la grace étoit accordée , il falloit
 que le roi tint tout ce qu'il avoit promis ;
 MAIS QU'ON LUI AVOIT FAIT VOIR qu'il
 y avoit un vice dans la forme, quoiqu'elle
 convînt que l'intention du roi fut alors

de vous accorder ce moyen d'acquitter vos dettes , & que vous ne dûtes qu'à votre négligence ou à l'ignorance des formes à remplir , de ce qu'elle n'eut pas son exécution. Quant à la forêt d'Haguenau, je lui détaillai l'affaire , & elle me parut la bien comprendre ; elle ne me fit aucune objection , non plus que sur la pension de madame de Choiseul , que j'expliquai dans le sens le plus digne & le plus convenable , disant qu'elle ne favoit rien de votre démarche qui n'étoit dictée que par votre honnêteté , & qu'il étoit même fort incertain qu'elle acceptât. D'où je conclus que si le roi daignoit entrer dans votre situation & vous accorder une somme d'argent comptant pour faire face à vos dettes criardes , on pourroit , en augmentant cette somme , abandonner la

pension. Elle se récria beaucoup , mais sans humeur , sur la proposition de l'argent comptant , parce qu'il n'y avoit pas un écu. A quoi je répondis que la difficulté ne feroit pas grande si le roi , en accordant une très-grande grâce , même pécuniaire , puisque les Suisses valoient plus de cent mille livres net , vouloit y mettre un brevet de retenue , qui ne feroit qu'une diminution de revenu pour le nouveau titulaire. Elle me répondit que cette tournure ne feroit point adoptée , parce que celui auquel le roi destinoit les Suisses ne feroit sûrement pas dans le cas qu'on mît un brevet de retenue sur la charge. Vous en concluez , si vous pensez comme moi , que ce sera pour M. le comte d'Artois ou pour M. le comte de la Marche. J'aurois dû commencer par vous dire ,

mais on ne se rappelle pas l'ordre des faits , en écrivant aussi à la hâte que je le fais , que le premier article qui fut traité fut celui de votre liberté. Elle me dit qu'il seroit imprudent d'en parler dans ce moment-ci , qu'il faudroit un moment plus favorable , & que cela viendrait sûrement , & peut-être bientôt. Je répliquai que c'étoit cependant un article sur lequel vous insisteriez beaucoup par sentiment & par honneur : par sentiment , parce que l'impression de la disgrâce du roi étoit une chose fâcheuse pour votre façon de penser & de sentir : par honneur , parce qu'en consentant à ce qu'on nommât à votre charge , vous desiriez , avec raison , de n'être plus sous le nœud d'une lettre de cachet ; qu'on ne concevoit pas cette différence de traitement entre M. de Praslin

& vous ; que vos destinées , quoique la vôtre eût été plus brillante , avoient été pareilles , votre sortie du ministère en même temps , vos opinions les mêmes comme ministres , & qu'ainsi ce qui s'étoit fait six mois plutôt pour l'un , pouvoit bien se faire six mois plus tard pour l'autre , avec la différence que vous n'aviez ni le projet , ni même le desir de venir dans ce moment-ci à Paris ; qu'il seroit même fort simple que l'accès de la cour vous restât interdit ; mais que puisqu'elle me faisoit envisager elle-même que votre exil ne devoit être ni éternel ni long , rien ne seroit plus simple ni plus honnête que de vous accorder votre liberté dans ce moment-ci , avec l'affurance que certainement vous aviez trop d'esprit & de prudence pour abuser d'une liberté que l'on seroit

toujours à même de vous ravir , si vous étiez capable d'en abuser ; qu'il n'en étoit pas des lettres de cachet comme de la petite vérole par inoculation , & qu'une première ne mettoit pas à l'abri d'une seconde ; que d'ailleurs rien ne feroit plus propre à refroidir la chaleur des esprits sur votre compte , chaleur dont vous ne pouviez pas être responsable , mais dont on ne cessoit de se servir pour aigrir l'esprit du roi & vous attirer de nouvelles persécutions ; que ce qui se passoit maintenant & me procuroit l'honneur de l'entretenir , en étoit une preuve , puisqu'elle conviendrait avec moi , que c'étoit pousser l'acharnement aussi loin qu'il pouvoit aller , que de dépouiller , sans nouveau motif ni prétexte , d'une charge très-considérable , un homme qui avoit eu le malheur de déplaire au roi

depuis un an , & qui vivoit tranquille chez lui en philosophe ; que je ne cesserois de lui représenter , puisqu'elle m'avoit mis à portée de le faire , qu'elle devoit trouver au fond de son cœur tous les motifs & tous les sentimens qui devoient la porter à s'opposer à une persévérance de persécution , qui ne la feroit que redouter , tandis que rien ne lui feroit plus d'honneur dans le public , même dans toutes les cours de l'Europe , que l'esprit de modération qui convenoit si bien à la beauté & aux graces. Je fus assez content de ses réponses ; elle me dit qu'elle ne mettoit point d'acharnement contre vous , qu'elle feroit même charmée de trouver l'occasion présente de le faire paroître ; que c'étoit bien votre faute si tout ce qui s'étoit passé étoit arrivé , qu'elle avoit fait dans les commencemens

tout ce qu'il falloit pour le prévenir; que
 vous deviez sentir que cela ne pouvoit
 subsister sur le pied où étoient les choses
 dans les derniers temps, non pour elle
 qui n'étoit qu'un point, mais vis-à-vis du
 roi que vous choquiez perpétuellement
 dans l'objet de son attachement. Je me
 suis rejeté sur ses entours. Elle m'a répli-
 qué que c'étoit les vôtres dont il falloit
 parler; que pour elle, elle vous l'avoit
 dit à vous-même, elle n'en avoit point;
 que dans le temps d'une explication qu'elle
 eut avec vous, elle vous dit qu'elle n'avoit
 point d'entours, & qu'effectivement dans
 ce temps-là elle n'avoit autour d'elle d'hom-
 me considérable que le maréchal de Ri-
 chelieu, qui n'auroit pas demandé mieux
 que de se raccommo-der avec vous, &
 qui, par les agrémens de son esprit, étoit

plus fait que personne pour sympathiser avec ceux du vôtre ; qu'elle n'eût pas demandé mieux que de se lier avec tous ceux que le roi honoroit de sa confiance & de ses bontés , & qu'il n'y en eût eu aucun avec qui elle eût mieux voulu vivre qu'avec vous. Je supprime beaucoup d'autres petits détails minutieux qui ne font rien à l'objet présent , & même à l'objet futur , mais qui , par le ton ni par la manière , ne dénotoient aucune aigreur. J'ai repris , dans la fin de ma conversation , en résumé , tout ce que j'avois dit dans tout le cours ; j'ai échauffé sa tête autant qu'il m'a été possible. Si l'enthousiasme du bien & de la vertu pouvoit être communicatif , je me flatteroie de l'avoir inspiré. Mais , quoi qu'il en soit , j'eus tout lieu d'être aussi content de la fin que du commence-

ment de mon entretien , & madame du Barry me promit de rendre compte tout de suite au roi du motif de notre entretien , & de lui demander la permission de lui remettre votre lettre. J'insistai beaucoup sur ce dernier article , & elle me promit de me faire savoir par son neveu ce que le roi lui auroit dit. Il n'est pas hors de propos d'observer que pendant le cours de notre conversation , mademoiselle du Barry vint l'interrompre & lui dire deux mots à l'oreille , & qu'elle répondit : « c'est » bon , dites-lui qu'il n'a qu'à attendre ». Je m'aperçus même que depuis ce moment je lui trouvai plus d'impatience de la terminer. En sortant , je trouvai un des gens de M. d'Aiguillon dans l'anti-chambre ; je ne doutai pas que ce ne fût lui qui l'avoit fait demander , & j'en conçus

un funeste augure. Mes soupçons ne se vérifierent que trop. A onze heures du soir le neveu vint me dire que sa tante l'avoit chargé de me dire que le roi lui avoit répondu qu'il avoit déjà dit à M. d'Aiguillon de me demander la lettre ; qu'il étoit d'ailleurs charmé que je fusse ici, & qu'il me verroit avec plaisir. Ce QU'IL ME VERROIT AVEC plaisir, me parut demander une explication , & je priai le neveu de retourner dire à madame du Barry que je la priois de m'expliquer si c'étoit en général dans sa cour que le roi seroit bien-aise de me voir , ou en particulier chez elle , ainsi que je l'en avois suppliée, qu'il me permettoit de le voir. La réponse, un quart-d'heure après , fut que le roi me verroit avec plaisir par-tout , mais qu'il ne vouloit pas entendre parler directement de

de l'affaire en question , & que je remette la lettre à M. d'Aiguillon. Je vous avoue que cette réponse m'a fait passer une nuit bien cruelle & bien agitée ; je n'ai pas fermé l'œil , & j'ai pensé toute la nuit au parti qui me restoit à prendre quant à votre lettre ; car quand elle aura été lue , & que les objets en seront connus du roi , il faudra bien parler & qu'on me parle , ou bien on vous écrira directement , ce dont je ne serois pas étonné , car je m'attends à tout & à tout ce qu'il y a de pis , & jamais l'amitié n'a été mise à une épreuve aussi cruelle. J'ai donc pensé que ce qui me restoit à faire étoit d'écrire au roi la lettre dont vous trouverez la copie ci-jointe. J'en ai espéré deux biens ; l'un , peut-être , d'obtenir du roi , par ma persévérance & par ma demande personnelle ,

ce qu'il m'a refusé par M. d'Aiguillon & par madame du Barry , qui ne lui ont probablement pas représenté la chose d'une manière à m'obtenir ce qu'il me semble qu'on ne peut me refuser : l'autre , que si je suis forcé en définitif à remettre votre lettre à M. d'Aiguillon , le roi saura du moins , d'une manière certaine , que j'ai apporté une lettre de vous , & que par ses ordres absolus je l'ai remise à M. d'Aiguillon , & il ne pourra s'empêcher de la lui remettre. J'ai balancé & je balance peut-être encore si je la remettrai ; cependant , quelque convaincu que je sois qu'elle ne produira aucun effet desirable , je n'ose le prendre sur moi , de peur de vous nuire , & d'avoir quelque chose à me reprocher. Oh ! mon ami , quelle situation que la mienne ! Je me trouve dans une

position très-pénible , pour ce moment , & je ne vois rien de consolant pour l'avenir. La perte de votre charge est jurée , & jamais on ne vous en offrira un dédommagement proportionné. M. d'Aiguillon me dit hier , dans la chaleur de notre première conversation , que jamais on ne vous offriroit que de l'argent ou une pension. Vous comprendrez ce que cela veut dire , & vous verrez que si le dédommagement en argent n'équivaloit qu'à une pension , ce dédommagement , quel qu'il fût , ne pourroit être considérable ni même acceptable. Je suis affligé , je m'afflige , je suis indigné du rôle qu'on m'a fait jouer dans tout ceci , & de celui que j'y jouerai jusqu'à la fin , avec la certitude de ne vous rapporter que des malheurs. J'aurai la satisfaction inutile

de dire nettement ma façon de penser à l'homme qui m'y a embarqué, & de ne le revoir jamais; mais à quoi cela vous servira-t-il ? Voilà ce qui me désole. J'en reste là de ma lettre. J'irai chez le roi après le salut, je me présenterai devant lui, je verrai quelle impression aura fait ma lettre. S'il ne me dit rien, s'il ne me fait rien dire, j'irai de-là chez M. d'Aiguillon, & le ciel m'inspirera ce que je devrai dire ou faire. Je retournerai à Paris m'affliger avec vos amis, finir ma lettre & vous envoyer un courier. J'arrive de chez le roi après le salut; il y avoit beaucoup de monde; madame la comtesse de Provence arrivoit de la Muette, tous les enfans du roi, toutes les dames & toute la cohue. Je m'étois mis en posture d'être remarqué, & j'avois demandé au-

paravant ; au premier valet-de-chambre, si le roi avoit reçu ma lettre & ce qu'il avoit dit. Il m'avoit répondu qu'il l'avoit mise sur sa table , & que le roi lui avoit demandé si ce n'étoit pas lui qui avoit apporté une lettre de moi. Sur quoi il lui avoit répondu que oui , & que , s'il y avoit quelque chose à me faire savoir , je lui avois dit où je logeois. Le roi avoit répondu : c'est bon. Peu de temps après que le roi est entré dans le cabinet , il m'a apperçu , a fait tout de suite le tour de la table du conseil , il est venu à moi , m'a fait reculer , & m'a dit assez bas , avec un visage fort ouvert & fort serein : « Vous voilà donc arrivé , M. du C*** ; » voyez M. d'Aiguillon & montrez-lui » tout , c'est lui que j'ai chargé de m'en » rendre compte ». Il ne m'a pas donné

le temps de lui répondre ; ce que j'aurois fait tout de suite pour lui dire du moins que cela étoit bien fâcheux. Je n'ai pu que commencer , mais il ne m'a pas donné le temps d'achever. Nous voilà donc entre les mains de M. d'Aiguillon , & par conséquent très-mal à tous égards ; c'est ce que je craignois le plus ; mais vous voyez qu'il n'y a pas de moyen de l'éviter. Je ne suis cependant pas étonné que l'on veuille traiter la chose ministériellement , puisque c'est pour M. le comte de Provence. J'en suis presque certain ; quelqu'un très-au fait de ce qui se passe m'en a averti dans le moment. Cela se sait par l'indiscrétion de quelques - uns des entours de M. le comte de Provence , qui en ont parlé comme d'une chose qui arriveroit avant qu'il fût peu ; & cela quadre à merveille avec le propos d'hier

dé madame du Barry. A cela je ne vois aucun remède. Il ne faut pas vous cacher que la pudeur étant moindre , le dédommagement le sera aussi , & qu'il n'est pas possible de lutter contre le petit-fils du roi. On n'a pas pu me dire si les Carabiniers passeroient à M. le comte d'Artois ; mais peu nous importe ; si on le savoit , cela ne pourroit servir qu'à confirmer nos notions sur M. le comte de Provence , qui me paroissent certaines. Vous pouvez arranger vos idées en conséquence. Quant à la somme qu'on mettra , si on veut vous faire des loix trop dures pour votre dédommagement , ce que je crains infiniment depuis que forcément nous avons affaire à M. d'Aiguillon , quel parti prendrez-vous , si on nomme M. le comte de Provence , sans

vous demander votre démission , ou si , en vous la demandant , on vous indique que c'est pour M. le comte de Provence , comme il y a apparence ? Il est bon que vous réfléchissiez à tout ceci d'avance , & que vous vous formiez un plan de conduite. Si ce prince se pique de générosité , il ne voudra pas de la charge d'un particulier pour le ruiner , & sans qu'il ait lieu d'être satisfait , & il devrait être votre premier sollicitateur. Il paroît qu'on tient ceci fort secret ; une seule personne m'en a parlé , mais cette personne peut & doit être instruite , & ne voudroit pas me tromper. D'ailleurs , cela va à merveille avec le propos de madame du Barry sur l'impossibilité de l'arrangement à faire pour un brevet de retenue. Je suis venu fermer ma lettre à Paris. J'ai été , en sortant

de chez le roi, chez M. d'Aiguillon; il n'y étoit pas, on ne savoit quand il rentreroit; enfin j'ai envoyé mon laquais l'attendre, avec un billet par lequel je lui mande l'ordre que j'ai reçu du roi de traiter avec lui; que je suis prêt à me rendre chez lui, mais que comme il étoit peut-être en affaires & que j'avois un grand mal de tête, & effectivement j'ai une migraine diabolique, je lui proposois de remettre à demain au soir notre entretien, & que nous traiterions à fond une matiere que nous avions à peine effleurée hier. Il m'a fait réponse qu'il étoit bien fâché de mon incommodité, & qu'il seroit demain au soir à mes ordres. C'est donc demain que je fonderai la cloche, & que je lui remettrai enfin la lettre que vous m'aviez donnée pour le roi, qu'il

m'est bien amer & bien dur de ne pouvoir remettre moi-même. Mais vous voyez que j'ai fait l'impossible , & que toutes les avenues m'ont été fermées. Adieu , mon cher ami , renvoyez - moi ce courier le plutôt que vous pourrez , & mandez-moi vos intentions. Je bataillerai d'ici-là de mon mieux, sans rien conclure , à moins qu'on ne m'accorde toutes vos demandes.

SECONDE LETTRE.

IL ne faut pas vous abuser , mon cher ami , sur le présent ni sur l'avenir. La chose se trame de longue main. Il paroît qu'on a eu de la peine à y amener le roi ; mais on en est sûr maintenant. M. d'Aiguillon dispose de madame du

Barry; il s'est rendu le maître de votre affaire, en disant qu'on le laissât faire, & qu'il fauroit bien en tirer parti à bon marché. Nous verrons ce que j'en tirerai demain; mais j'ai été si mécontent de ma première conversation, que je n'augure rien de bon de la seconde. On me fera des propositions déraisonnables, que je rejeterai; j'en ferai de justes, qui seront mal reçues; nous nous disputerons avec le moins d'aigreur que je pourrai de ma part, avec beaucoup d'humeur & d'emportement de la sienne, & nous nous quitterons sans rien conclure, en nous en remettant à la décision du roi, quand il aura vu votre lettre. Je reparlerai à madame du Barry, mais elle aura été endoctrinée par M. d'Aiguillon. Je demanderai au roi à lui parler; il me refusera. Ma ressource sera

de lui écrire , si je ne puis lui parler , & pour lors j'entrerais en matière avec lui. Je dirai des vérités qu'il sait aussi bien que moi , mais qu'il peut avoir oubliées , & je n'aurai que la triste satisfaction de n'avoir rien négligé , rien laissé qui ne fût tenté. Telle est la position des choses , telle que je la vois & telle que je l'ai vue dès les premiers momens de ma conversation avec M. d'Aiguillon , qui conduit toute cette intrigue , & qui veut mettre un vernis de modération dans ses démarches , que ses propos emportés démentent. On ne me fera que des propositions inacceptables , & quand on les aura faites , si je refuse nettement , on dira : hé bien , le roi n'a qu'à lui envoyer demander sa démission , & l'on fera partir quelqu'un à mon insu pour Chanteloup ; ou , suivant les

principes établis dans la lettre qu'on m'a écrite, on vous en privera sans formalité, & la gazette nous apprendra qu'elle est donnée à M. le comte de Provence, qui, dès que ses desseins vont être publics, pressera la mesure tant qu'il pourra, persécutera le roi, & servira de prétexte aux autres pour le tourmenter de finir. Dans cette position, vous avez plusieurs partis à prendre : celui d'une résistance vaine qui vous soumettroit peut-être à de nouvelles persécutions, qui seroit romanesque, sur-tout si c'est pour M. le comte de Provence. Dans le second cas, si ce qu'on peut obtenir se borne à l'exécution de vos bons, accepteriez-vous ce foible dédommagement ? En accepteriez-vous un encore au-dessous ? Car je m'attends aux propositions les plus extravagantes &

même les plus humiliantes pour mon amour-propre , pour vous. Je rejetterai absolument celles qui feroient honteuses , mais je ne déciderai rien sur celles qui , fans être absolument satisfaisantes , rempliroient au moins l'objet de vous laisser le même revenu , en plaçant à fonds perdu. Je laisserai toutes choses entieres , & je demanderai de vous écrire ou d'aller vous trouver. Si je reste ici , je n'en bougerai que lorsque je jugerai que ma présence y fera inutile. Je remuerai toutes les cordes pour tâcher de mieux obtenir ; mais l'ultimatum une fois lâché , on y tiendra & on y fera tenir le roi. Ceci est réellement un bois où on ne peut plus habiter. Un rayon d'espérance a brillé à ma vue quand le roi est venu me parler , par l'air satisfait avec lequel il m'a abordé ; mais

M. d'Aiguillon , quel homme ! Je ferai demain plus savant ; je vous écrirai peut-être par la poste mercredi le résultat de notre conversation ; sinon, si j'ai quelque chose de nouveau à vous mander , je vous enverrai un second courier. Je finis celui-ci , le sommeil me gagne , je ne fais plus ce que j'écris , il est trois heures du matin , & il y a trois nuits que je n'ai dormi. Tout cela ne feroit rien , si la perspective étoit plus agréable ; mais je n'y vois rien de bon. Il est un milieu entre l'opiniâtreté d'une résistance inutile & l'entier abandon de ses intérêts , c'est la noblesse & la fermeté ; c'est-là , mon cher ami , le parti que je prendrois peut-être pour moi ; mais vous n'avez besoin ni de conseil ni d'exemple.

TROISIEME LETTRE.

MON cher ami , l'injustice est à son comble ; je ne vous ai que trop préparé hier à ce que je vais vous mander ; mais j'espérois que les choses n'iroient pas d'une maniere aussi dure & aussi tyrannique. Il faut prendre patience , je vous y exhorte , & à la modération , vous en aurez besoin. Cependant la résistance est inutile & ne vous procureroit que de nouveaux malheurs. Je ne peux vous répondre de ce qui arriveroit si vous ne donniez pas votre démission , que je serai chargé de vous demander , ou que j'irai vous demander moi-même , en vous portant le détail des conditions qu'on vous offre , & sur lesquelles on ne m'a pas permis ; ou on ne vous permettra aucune représentation.

représentation. On vouloit , c'est-à-dire , M. d'Aiguillon , que je vous envoyasse dès ce soir un courier. J'ai décliné la chose , en exigeant qu'il mît sous les yeux du roi un mémoire que j'avois préparé , & qui contient tout ce que vous demandiez dans votre lettre & qu'on savoit déjà : l'histoire des bons nettement expliquée , la forêt d'Haguenau , votre liberté , une somme d'argent comptant , & une pension pour madame de Choiseul. J'ai balancé un instant si je le donnerois , car je n'en espère rien en passant par le canal de M. d'Aiguillon , dont la fureur tranquille n'est pas sortie avec moi du ton ministériel. Il m'a dit qu'il n'étoit que l'organe des volontés du roi , & qu'il ne vouloit ni ne pouvoit que me répéter , mot pour mot , ce qu'il avoit charge de me dire ;

Tome II.

D

que le roi favoit toutes vos demandes par ce que j'en avois dit à madame du Barry ; qu'il ne l'avoit pas chargé de recevoir votre lettre ; qu'il ne la prendroit pas ; & il m'a soutenu que madame du Barry m'avoit fait dire par son neveu , qu'il ne l'avoit pas voulu recevoir ; tandis qu'au contraire il m'a bien dit expressement que le roi avoit dit à M. d'Aiguillon de la prendre. Tout cela est inutile. Vous voyez bien qu'on fera dire à M. du Barry tout ce qu'on voudra , & qu'il en résultera seulement , ou qu'il se feroit mal expliqué , ou que j'aurois mal entendu. A vous dire le vrai , je ne suis nullement fâché , d'après l'événement , de n'avoir pas remis votre lettre à M. d'Aiguillon ; le roi ne l'auroit pas lue ; & quand il l'auroit lue , il n'en seroit rien arrivé. Au lieu de cela , le mémoire

M. du Barry

que j'ai remis venant de moi , ne vous compromet en rien , puisqu'il ne fait que l'exposé des demandes que vous m'aviez chargé de solliciter ; vous restez dans tous vos avantages , & vous pourriez même défavouer mon zele en cas de besoin. J'ai eu en vue , en le donnant , de gagner du temps & de vous en donner davantage sur la proposition que j'aurai à vous faire , qui consiste en une pension de 60 mille francs sur la charge & en 200 mille francs d'argent comptant , ou en 50 mille francs de pension & en 100 mille écus. Cela prouve de reste que c'est pour M. le comte de Provence , puisqu'on m'a dit que le roi vous feroit payer argent comptant de son trésor. Mais il a été impossible de le faire articuler à M. d'Aiguillon , qui m'a traité ministériellement d'un bout à l'autre. J'ai

vu clairement que sa rage venoit de ce que j'avois essayé d'aller par madame du Barry & par le roi. Cela ne m'empêchera pas de faire demain un dernier effort auprès d'elle, & de tâcher d'obtenir une audience du roi; mais il me la refusera, & je prévois que toute discussion est désormais inutile. C'étoit un parti pris avant de m'écrire, & cela est conséquent au premier propos de M. d'Aiguillon, que vous n'obtiendriez qu'une pension ou de l'argent. Voilà pourquoi on a été si fâché de me voir arriver. On auroit voulu une lettre, à laquelle on auroit envoyé pour réponse la suprême volonté du roi. J'ai aigri les choses par mes démarches auprès de madame du Barry & par ma lettre au roi; mais je n'en ai point de regret; nous n'en ferions ni pis ni mieux. Encore

une fois , ma présence n'y a rien fait ; elle a embarrassé un moment , mais on étoit sûr de son fait. Je suis devenu l'objet de la haine de M. d'Aiguillon , & je crois qu'il me hait bien autant que vous , & c'est tout dire. Je me suis contenu , mais je ne me contiendrai pas toujours ; & nous aurons , quand tout ceci sera fini , une petite explication , après quoi nous ne nous verrons jamais. Il faut réfléchir sur le parti que vous avez à prendre. J'ai tâché de pénétrer ce qui arriveroit , si vous refusiez votre démission. On m'a dit qu'on s'en passeroit , & qu'on verroit ce qui en arriveroit ; mais d'un ton à me faire tout craindre pour vous. Au nom de Dieu , cédez à la force ; il est inutile , il est même romanesque de lutter contre la volonté décidée du roi ; c'est vous préparer peut-être des

malheurs effroyables , après lesquels vous n'en feriez pas plus avancé ; votre charge fera également perdue , & vous aurez effuyé des années de malheurs. Dans cette position , vous n'avez que deux partis à prendre : ou celui d'accepter le foible dédommagement qu'on vous offre & de donner votre démission , ou de l'envoyer purement & simplement au roi , en vous remettant entièrement à sa justice ; en disant que vous la teniez de lui , & que vous la lui remettez volontairement , dès qu'il paroît le désirer. Il n'y a pas d'apparence que vous ne tiriez pas toujours le même parti qu'on vous offre , & la maniere est plus noble. Si vous voulez aller au plus sûr avec des gens qui sont capables d'abuser de tout , vous laisserez assurer l'effet de leur engagement. Enfin , mon cher ami , la

forme & le fond , tout est tyrannique. J'oublie dans ce moment-ci tous mes ressentimens personnels ; mon intérêt n'est rien , ma douleur est extrême. Je ne vous ai pas nui , car cela étoit impossible , mais je ne vous ai servi à rien , & j'ai été le jouet de la plus insigne fausseté. Il n'est pas temps de parler de moi , il faut parler de vous , & discuter de sang-froid les différens partis qui vous restent à prendre. Vous en avez , à ce qu'il me semble , quatre : celui de refuser à donner votre démission , & à courir tous les hasards ; mais je me jette d'avance à vos pieds pour vous en détourner. Qu'y gagneriez-vous ? De constater d'une manière plus éclatante la violence. Mais ne l'est-elle pas suffisamment dans la position où vous êtes ? Qui peut répondre de l'attachement & de la vengeance de ceux

qui vous persécutent ? Vous n'ajouteriez rien ou peu de chose de plus en votre faveur dans l'opinion publique ; & d'ailleurs sa faveur durable quant à la façon de penser , passagerè quant à l'occupation , vaut-elle la peine d'y faire le sacrifice de la douceur de votre vie & peut-être de votre liberté ? Je vous demande donc en grace de n'y pas songer & de rejeter cette idée. Le second parti est d'envoyer , dans l'intervalle, votre démission volontaire pure & simple , en annonçant pour motif la volonté absolue du roi , & la manière dont les propositions qu'on vous a engagé à faire ont été reçues. C'est peut-être une manière fort noble de vous démettre d'une charge , que , de façon ou d'autre , vous voyez assez que vous ne garderez pas , & sur laquelle vous prévoyez que l'on ne vous

fera que des conditions que vous ne pouvez pas accepter. Le troisieme est de les attendre ces conditions iniques telles que je serai chargé de vous les faire , de les refuser , & d'envoyer en même temps votre démission , ou d'attendre que , d'après votre refus , on vous en envoie un ordre positif ; cela dépendra de ce qu'on me dira ou de ce qu'on m'écrira en me renvoyant le détail de vos demandes , car il est possible qu'on me charge de vous demander ou une acceptation avec votre démission , ou , dans le cas de votre refus , votre démission. Le quatrieme parti est d'accepter les conditions qu'on vous offre & d'envoyer votre démission en conséquence. Vous aurez certainement de la peine à vous y résoudre , & je n'ai rien à vous dire là-dessus ; c'est l'état de vos

affaires qu'il faut consulter , c'est la peine que peut vous faire , dans l'agrément journalier de votre vie , la privation de soixante mille livres de rente , les retranchemens indispensables que vous ferez obligé de faire dans votre maison domestique & dans beaucoup de choses qui vous sont agréables , & qui sont précieuses quand on est obligé de vivre à la campagne ; car il faut calculer que vous pouvez y être encore bien des années , à en juger par la rage & le crédit de M. d'Aiguillon. Tout cela mérite d'être pesé mûrement , & quelque calcul que vous fassiez , je l'approuverai , hors celui d'une résistance inutile , qui vous feroit courir , sans fruit , de nouveaux dangers pour votre tranquillité & même pour votre liberté. Au nom de Dieu , ne

vous échauffez pas la tête , & songez que rien ne résiste à la force , quand l'emploi en est confié à la méchanceté. J'ai cru gagner quelque chose , mon cher duc , en vous faisant parvenir ces tristes détails demain dans la journée , afin que vous eussiez plus de temps de faire toutes vos réflexions , & d'être préparé à tout. Je suis revenu sur le champ de Versailles , au sortir de chez M. d'Aiguillon. J'ai fait réveiller M. Bertin , & l'ai engagé de partir demain à la pointe du jour. J'ai discuté , avec vos amis , tous les cas & toutes les circonstances , & nous sommes venus à un avis commun sur chaque point , qu'ils vous manderont beaucoup mieux que moi , car ils ont la tête plus nette , quoiqu'ils ne soient pas moins affligés que moi ; mais du moins ils ne font pas le

malheureux instrument dont on s'est servi dans tout ceci ; au lieu que moi , j'ai été la dupe de M. d'Aiguillon jusqu'à mon arrivée ici , & je n'y ai été appelé que pour être le témoin de ses horreurs , & pour les voir de plus près. Je suis au dernier comble du dernier désespoir , mais cela ne vous est bon à rien. J'espère recevoir demain de vos nouvelles , je ne les crains pas ; vous êtes plus tranquille que moi ; & quelque malheureux que vous soyez , vous n'êtes pas plus à plaindre ; vos amis vous resteront , & je serai toujours le plus tendre & le plus inutile. Adieu , mon ami , je ne vous prêche pas le courage , mais la patience , mais la modération , & sur-tout à bien peser toutes les conséquences qui pourroient résulter d'une fermeté inutile. Que pouvez-vous

vis-à-vis de M. le comte de Provence ?
 Quelle ressource pour l'avenir ? N'y sacrifiez donc pas le bien le plus estimable , celui de la liberté & de la tranquillité de votre vie. Je crains la vivacité de toutes vos têtes ; pour Dieu , qu'elles ne s'échauffent point. J'irai vous en conjurer moi-même , dès que je pourrai quitter cet abominable séjour , & rester avec vous tant que vous voudrez bien m'y souffrir.

J'ai oublié de vous mander qu'on m'a parlé de reversion de la pension qui vous est offerte en faveur de madame de Choiseul. Ne le lui dites pas , si vous voulez , de peur de la mettre en fureur , mais je dois vous le dire pour l'exactitude des faits ; je crois qu'il est question de la moitié , mais je ne l'assure

pas positivement. En tout cas , je fais que cela lui est fort égal.

A Paris le 10 à 4 heures du matin.

J'oubliois de vous dire , car je ne cesse d'oublier , que j'ai rappelé à M. d'Aiguillon ce qu'il m'avoit dit des deux millions , & qu'il m'a répondu que c'étoit discursivement & sans conséquence qu'il m'avoit estimé à cette valeur votre charge ; que le roi avoit pensé différemment ; enfin , que son avis n'étoit de rien , quand il exécutoit les volontés du roi , qui avoit d'abord résolu de vous ôter votre charge sans aucune condition , & que sur ce qu'il lui avoit dit de notre conversation , le roi s'étoit décidé à me faire écrire : qu'il n'avoit fait autre chose que de tenir la plume , comme il ne faisoit que me répéter , mot

pour mot, ce qu'il l'avoit chargé de me dire pour vous le faire savoir. Que de menfonges, que de fauffetés, que d'abominations !

QUATRIEME LETTRE.

Ce 13 décembre.

JE reprends aujourd'hui, mon cher duc, le récit de ma conduite & de mes démarches depuis mardi au soir. Vous vous rappellerez que j'avois quitté M. le duc d'Aiguillon que j'avois été trouver de la part du roi, & que j'en avois été peu satisfait. En le quittant, je vins faire un tour à Paris, j'en revins fort tard; car, comme je n'avois pu avoir de chevaux de poste, j'avois été obligé de prendre deux tristes chevaux de remise, qui penferent me laisser

en chemin, par la nuit la plus noire & la plus orageuse ; enfin je fus plus de quatre heures en chemin, & il étoit plus de six heures quand je rentrai chez moi à Versailles. Je trouvai un petit espion à ma porte, & je fus bien tenté de lui donner quelques coups de canne ; mais comme il ne faut battre personne chez le roi, je me contins, & il en fut quitte pour la peur. J'allai le mercredi matin à Trianon au lever du roi, qui me parut fort occupé de moi, & eut la bonté de me parler plus que de coutume. Comme ce n'étoit pas de vos affaires, je crus que je ne devois pas m'en tenir là, & je demandai à voir madame du Barry. Le valet-de-chambre, à qui je m'adressai d'abord pour lui faire passer mes desirs, me dit qu'elle ne lui avoit pas répondu, & je pris mon parti de le
lui

lui demander à elle-même dans le fallon. Elle partoit pour Lucienne, & eut la bonté de me recevoir, à son retour, pendant que le Roi jouoit dans le fallon. Vous connoissez la proximité des lieux ; nous fûmes même interrompus par M. de Duras, qui entra fort innocemment, mais qui se retira fort discrètement. Je dis à madame du Barry qu'elle voyoit un homme au désespoir, que ce n'étoit point de vos intérêts que je venois l'entretenir, mais des miens, mais de mon honneur compromis ; que le Roi n'avoit pas daigné recevoir une simple lettre, que je m'étois simplement chargé de lui remettre ; que je croyois être un homme assez considérable dans son royaume, pour qu'on ne m'empêchât pas de remplir auprès de lui une commission que lui-même m'avoit donnée, pour laquelle on étoit

venu me chercher, dans laquelle j'étois compromis, & j'avois compromis mon ami; que je m'en étois d'abord applaudi, parce que j'avois cru les dispositions de M. d'Aiguillon sinceres, & qu'étant son ami, & petit-être le seul depuis trente ans, il ne me feroit pas venu chercher, pour me tendre un piège & me charger d'une commission désagréable; cependant que telle étoit ma situation affreuse, que je ne pouvois m'empêcher de voir qu'on s'étoit servi de moi pour mettre un masque de modération sur l'action la plus cruelle; que votre sort étoit fixé avant que je partisse de Chanteloup, & qu'on ne vouloit, ni recevoir votre lettre, ni m'entendre, & qu'enfin il avoit fallu presque me fâcher pour obtenir que l'on prît de moi un état de vos demandes, pour le mettre sous les

yeux du roi; que je n'en attendois rien, parce que, 1^o. votre sort étoit sûrement fixé d'avance, & que je n'avois pas lieu d'en douter, puisque les propos de M. d'Aiguillon, avec son ton ministériel, & en parlant de la part du roi, étoient parfaitement analogues aux premiers propos qu'il m'avoit tenus, le premier jour de mon arrivée, dans la chaleur d'une première dispute; que mon arrivée ici l'avoit gêné & lui avoit déplu, & que j'en comprenois le motif, parce que, quand on faisoit mal, on craignoit la lumière. 2^o. Que l'on sauroit bien prévenir le roi, & l'empêcher de se livrer à la bonté naturelle de son cœur, qui ne permettoit pas plus que sa dignité, qu'il dépouillât un particulier d'une grace qu'il

lui avoit faite , il y avoit dix ans , qu'il ne lui avoit point ôtée lors de sa disgrâce , & qu'il ne pouvoit y avoir un sujet de lui enlever maintenant , puisqu'il étoit physiquement impossible qu'il eût , depuis un an d'exil , rien fait qui pût mériter une nouvelle punition ; que ce ne pouvoit donc être que par persévérance d'animosité ; que cela ressembloit à M. d'Aiguillon , dont la première passion étoit la vengeance , & qui y avoit toujours tout sacrifié ; mais qu'elle n'étoit pas faite pour en être l'instrument aveugle , & pour ne pas rendre à M. d'Aiguillon , & à elle-même , le service important de mettre des bornes à sa fureur ; que pour moi , je ne lui pardonnerois de ma vie le rôle qu'il me faisoit jouer dans tout ceci ; que si tout naturellement on vous avoit

Ôté les Suiffes , j'en aurois été gémir avec vous, j'en aurois fu mauvais gré à M. d'Aiguillon, mais que je n'y aurois pas trouvé de motif pour rompre tout commerce avec lui. Maintenant qu'il avoit compromis mon honneur , mon sentiment & ma délicatesse, que j'étois au désespoir , que je le prouverois, & que j'irois me jeter aux pieds du Roi, & lui demander justice; que ma vie & mon bien étoient à son service; que je n'avois jamais épargné l'une dans ses armées, & que j'en portois des marques, que je n'avois jamais ménagé l'autre pour son service; mais qu'il y avoit deux choses qui étoient à moi, & qu'il ne pouvoit m'enlever tout grand qu'il étoit , ma naissance & mon honneur; qu'il étoit compromis, & qu'il falloit

le réparer, en vous accordant au moins des conditions honnêtes, & non pas des loix arrangées d'avance & dictées d'une manière & d'un ton despotiques. Madame du Barry me parut effrayée & même touchée de mon état ; elle dit que ce n'étoit pas à cause de moi que le roi n'avoit pas reçu votre Lettre, mais c'est qu'il ne vouloit pas se mêler directement de cette affaire ; que les intentions étoient sincères ; que M. d'Aiguillon n'avoit point d'acharnement contre vous, elle encore moins ; que le roi, à la vérité, étoit mécontent de ce qui se débitoit souvent sur Chanteloup des propos de vos amis, qui, par leur chaleur, vous faisoient le plus grand tort ; qu'elle convenoit que j'avois raison de me plaindre d'avoir été compromis, & que, si on ne vouloit pas écouter vos

propositions , il eût été inutile de vous mander d'en faire sur ce qui pouvoit vous convenir ; qu'à la vérité , elle avoit vu une mémoire entre les mains du roi , que M. d'Aiguillon lui avoit envoyé la veille , c'étoit le mien , qui contenoit des demandes exorbitantes ; que le roi avoit répondu le matin même à M. d'Aiguillon ; mais que , comme je pouvois m'être apperçu qu'elle avoit fort peu vu le roi dans la journée , il ne la lui avoit pas montrée ; qu'elle le verroit ce soir , qu'elle lui peindroit ma situation , & qu'elle pouvoit m'assurer que le roi , qui avoit lieu d'être content de moi , ne voudroit pas que je fusse mécontent ; qu'elle parleroit le lendemain à M. d'Aiguillon , & qu'elle m'enverroit chercher après qu'elle lui auroit parlé. Je repris la discussion du

mémoire; je lui fis sentir que les bons étoient une chose accordée dans l'intention du Roi, que la forêt étoit un acte de justice autant que de grace, que nous céderions l'argent comptant, & même la pension de Madame de Choiseul; que d'ailleurs je prendrois sur moi de simplifier beaucoup nos demandes, & que je me bornerois à demander que le Roi vous laissât pécuniairement au même point où vous étiez avec la charge, qu'elle valoit 102 mille livres de rente, qu'il n'y avoit qu'à vous donner deux millions en rescriptions, qui n'en feroient qu'un, dont vous pourriez vous faire 100 mille livres de rentes viagères, ou dont vous pourriez vous aider pour l'acquittement de vos dettes; au lieu qu'une pension ne pouvoit remplir cet objet, & que je voudrois que

l'on y joignît la liberté de fortir de Chanteloup, & de voyager par tout le royaume, hors à Paris & à la cour. Elle me répéta que pour la liberté, il n'y falloit pas penser, mais que cela viendrait, en s'y prenant doucement ; que quant à l'arrangement que je lui proposois quant à l'argent, qu'elle n'entendoit rien en matiere de finance, mais qu'elle parleroit à M. d'Aiguillon ; qu'elle lui diroit qu'il falloit que cela finît de la maniere dont je le proposois, c'est-à-dire, que de façon ou d'autre, on vous donnât de quoi vous faire cent mille livres de rentes viagères, dans des effets dont vous puissiez vous aider, si vous le préféreriez, pour l'amortissement d'une petite partie de vos dettes. Je lui dis que, si le Roi y consentoit, j'en ferois mon affaire vis-à-vis du Contrôleur, & que je savois que dans ce

moment-ci il en avoit les moyens. J'ajoutai que j'étois pénétré de reconnoissance, pour mon compte, des bonnes dispositions qu'elle me témoignoit, que je prenois tout cela pour moi & rien pour vous, & que je me ferois gloire de publier partout ma reconnoissance; qu'elle voyoit que j'étois ami chaud & fidele, & qu'elle gagneroit en moi un serviteur bien inutile, mais bien honnête, & que le suffrage d'un honnête homme n'étoit pas à négliger. J'ajoutai que, quoique je dussé compter sur les dispositions qu'elle me témoignoit, si elle ne me promettoit pas de ne se laisser entamer par aucune représentation, M. d'Aiguillon viendrait & changeroit ses idées; qu'il croyoit très-faussement avoir de très-grands sujets de haine contre vous, qu'il n'y avoit rien qui n'y parût, mais que,

comme elle favoit bien que vous ne pou-
vriez pas avoir eu les mêmes torts avec
elle que ceux que M. d'Aiguillon croyoit
que vous aviez avec lui, elle n'étoit pas
faite pour partager une haine qui lui étoit
étrangere, & encore moins pour lui servir
d'instrument servile; qu'au contraire, elle
joueroit un très-beau rôle, si elle vouloit
tenir tout ce qu'elle m'avoit promis, en
même-temps qu'elle rendroit un service à
M. d'Aiguillon, qui avoit beaucoup à re-
gagner dans l'esprit du public, & qui ache-
veroit d'abîmer sa réputation quand tout
ceci deviendrait public, ce qui ne pouvoit
manquer d'arriver, puisque mon honneur
compromis me feroit une loi de publier jus-
qu'aux moindres circonstances; & quand
on sauroit qu'il avoit manqué, de la ma-
nière la plus cruelle, au seul ami connu.

qu'il eût depuis trente ans, qui ne pourroit plus le voir ni le souffrir ; que je n'avois pas l'honneur d'être des fiens, mais que si je l'étois depuis vingt ans, je me mettrois à ses genoux pour l'engager à faire ce que je desirois, comme la chose du monde qui pourroit lui faire le plus d'honneur ; qu'il en étoit encore temps ; que personne ne doutoit & ne douterait qu'elle n'en eût le pouvoir, & que si cela ne se faisoit pas, je croirois, moi tout le premier, que ce seroit parce qu'elle ne l'auroit pas voulu, & que ce seroit M. d'Aiguillon qui, par son crédit tout puissant sur elle, l'auroit emporté sur l'honnêteté de son cœur & les favorables dispositions qu'elle me témoignoit, auxquelles je croyois très-volontiers, parce que je trouverois infiniment de charmes à pouvoir lui ren-

dre justice. Tout ceci fut un peu mieux dit & plus chaudement que je ne vous le rends ; le sentiment m'avoit , je crois , donné un peu d'éloquence naturelle & une grande facilité d'expression. Elle m'écouta , me comprit fort bien , parut même touchée de ma situation. Elle finit enfin par m'assurer que M. d'Aiguillon ne la gouvernoit pas , qu'elle écoutoit tout le monde , & ne faisoit que ce qu'elle vouloit. Enfin elle me dit qu'elle me diroit le lendemain ce qu'elle auroit opéré. Je croyois avoir fait , mon cher ami , des miracles , d'autant que j'avois gagné , à tout cela & à la veillee de la nuit précédente , une migraine affreuse. Le Roi me vit triste & changé ; il me demanda ce que j'avois & parut fort occupé de moi. Madame du Barry resta enfermée avec lui depuis six jusqu'à huit

heures & demie. J'augurois bien d'un si long tête-à-tête & je me flattois quelquefois d'avoir réussi. Le lendemain matin j'avois affaire à Paris, & je ne me souciois pas de rester à Versailles. Je partis donc à neuf heures, avec ordre chez moi de dire, si on venoit me chercher, que je serois de retour à trois heures. A une heure, M. d'Aiguillon m'envoya dire qu'il avoit quelque chose à me communiquer; cela étoit si agréable, que je sens qu'il devoit être pressé. On dit à son laquais que j'étois à Paris. Il m'y envoya un courier, & pendant ce temps-là je revenois à Versailles. Sa lettre disoit la même chose que son message, & m'enjoignoit d'être chez lui à cinq heures, parce que, disoit cette lettre, le roi vouloit avoir ma réponse avant le conseil. Nouveau message à cinq heures & demie,

mais cette fois-là j'étois au débotté, & mes gens, qui n'en savoient rien, dirent simplement que j'étois sorti. J'avois écrit à quatre heures à Madame du Barry, pour la faire ressouvenir qu'elle m'avoit promis de m'envoyer chercher. Elle me fit réponse que ce seroit pendant le conseil. Nouveau motif de ne point aller chez M. d'Aiguillon avant de l'avoir vue. Je la trouvai avec la maréchale, qui me laissa seul un moment après. Je m'étois préparé pour combattre un refus, & pour casser les vitres sur M. d'Aiguillon. Point du tout; elle me dit qu'elle lui avoit parlé, qu'il s'étoit mis en colère contre elle-même, que je le connoissois; qu'il lui avoit dit qu'elle vouloit, en se mêlant trop en avant de cette affaire, autoriser les bruits qui couroient, qu'elle & lui vous avoient fait ôter les Suisses, que

cela n'avoit pas de raison ; mais enfin qu'elle l'avoit ramené , & qu'elle s'étoit bornée à la seule proposition raisonnable ; celle de vous donner le même revenu pécuniaire que vous aviez auparavant , & de vous le donner en effets dont vous pussiez payer vos dettes. Elle m'ajouta qu'elle avoit vu la lettre du Roi à M. d'Aiguillon en réponse à mon mémoire , qu'elle étoit dure , & qu'elle en avoit été fâchée , qu'elle ne l'auroit pas laissé écrire , si elle l'avoit su , que j'en serois peiné & qu'elle le feroit à cause de cela ; qu'elle n'avoit nulle envie de vous obliger , & qu'elle croyoit qu'il étoit suffisant qu'elle ne mît aucun acharnement contre vous , mais que je l'avois touchée , qu'elle avoit envie de me plaire , & qu'elle ne feroit rien pour vous , mais tout pour moi ; qu'elle avoit eu une longue

gue dispute la veille avec le roi , qui s'étoit mis en colere. Il est inutile que je grossisse cette lettre de la longueur de cette discussion ; en définitif, elle me dit d'aller trouver M. d'Aiguillon , & d'arranger avec lui la maniere dont elle l'engageroit à en repa-
ler au roi devant elle , & qu'elle l'appuieroit. Je lui dis que si elle n'avoit pas entièrement convaincu M. d'Aiguillon , je n'en viendrois pas à bout , & que je connoissois son entêtement , que je n'aurois de ressource que de me brouiller ouvertement avec lui , & de lui dire son fait auparavant. Elle me demanda en grace de n'en rien faire , de parler sans m'échauffer avec M. d'Aiguillon , & que je verrois que tout iroit bien , qu'il falloit séparer le ministre du roi de l'ami , qu'elle savoit que M. d'Aiguillon m'aimoit beaucoup , & feroit très-

fâché de m'aliéner de lui ; qu'elle me demandoit en grace de ne rien précipiter à cet égard , & de s'en rapporter au desir qu'elle avoit de m'obliger. Je lui dis que je n'en doutois pas , mais que je n'avois pas la même opinion de M. d'Aiguillon , qui ne me pardonneroit pas même d'avoir su l'intéresser un moment en faveur de mon sentiment & de mon honnêteté ; que ce point m'étoit fort égal , que je ne le craignois ni personne au monde , parce que , Dieu merci , je ne voulois ni ne demandois rien , que je l'avois dit au roi , que je le lui disois ; que j'étois riche , heureux & libre , que je ne pouvois être malheureux que dans la personne de mes amis ; que je les défendrois de toutes mes forces , sans manquer au respect que j'avois pour le roi ; après quoi , je partagerois avec eux la haine &

..II 33 77

le mépris qu'ils auroient contre ceux qui auroient la bassesse de consommer leur ruine, en suivant les mouvemens d'une vengeance atroce & persévérante ; qu'un temps viendrait où elle reconnoîtroit la vérité de tout ce que je venois de lui dire , & que j'étois bien aise de planter d'avance , dans son cœur, le germe de cette vérité ; que j'allois chez M. d'Aiguillon, qui m'avoit déjà envoyé chercher deux fois , que j'augurois mal de cet empressement , & que je lui répétois que si elle ne m'aidoit pas encore puissamment contre lui, mes efforts seroient vains ; que cependant je me contien- drois pour lui plaire , par reconnoissance & par égard pour elle, mais que ce seroit la dernière fois. Je la quittai , & fus chez moi attendre la fin du conseil ; qui devoit être à huit heures. J'attendis

jusqu'à près de neuf heures & demie qu'on
 m'avertit que M. d'Aiguillon étoit rentré. Il
 étoit avec le roi chez Madame du Barry.
 Les gens qui y étoient prétendent qu'il y
 avoit de l'humeur entre elle & M. d'Ai-
 guillon , que le roi eut une conversation
 assez courte, mais fort vive, & que Madame
 du Barry en sortit de fort mauvaise humeur.
 Je me fais peut-être beaucoup d'honneur
 de croire que cela vous regardât & moi
 aussi, cependant cela est possible; mais je
 n'en fus pas plus avancé en voyant M.
 d'Aiguillon. Il m'exhiba une lettre du roi,
 dont vous trouverez la copie ci-jointe, &
 qui effectivement est dure; mais il faut que
 vous sachiez tout dans une matière qui
 vous intéresse autant, & il me dit que le
 roi attendoit que je lui donnasse une ré-
 ponse. Je lui représentai deux choses : l'une,

que je ne pouvois rien stipuler pour vous ; l'autre , que je quittois Madame du Barry , qui lui avoit parlé , qui m'avoit dit qu'il s'occuperait avec moi de trouver des tournures pour remettre l'affaire sous les yeux du roi , sous un jour plus avantageux au fond , & plus conforme à votre situation pour la forme ; que je m'imaginerois , après une parole aussi positive , qu'il ne voudroit pas argumenter de la rigueur de cette lettre , qui avoit été écrite mercredi matin , & que Madame du Barry avoit dû depuis reparler au roi , qu'elle lui avoit parlé , & que de tout cela il pouvoit naître un nouvel ordre de choses & de propositions , qui m'engageoient à le prier de me donner un délai de 24 heures seulement , pour me charger de vous faire parvenir les propositions.

contenues dans la lettre du roi. Il s'y refusa absolument, me dit que le roi vouloit absolument finir; qu'après une lettre aussi positive, il ne pouvoit que me proposer trois choses: de m'en laisser prendre copie & de me donner le temps de vous l'envoyer; de finir la négociation, en déclarant que je ne voulois plus en être chargé, puisqu'aussi bien je disois y être compromis; enfin de mander au roi que m'ayant pressé d'accepter un des deux partis, je lui avois dit que je n'en voulois prendre aucun avant que d'avoir conféré avec Madame du Barry. J'eus beau éluder & modifier en cent manières ce dilemme en trois parties, en appuyant sur la dureté de la première dans les dispositions où j'avois laissé madame du Barry; sur l'impossibilité du second; en prouvant que

c'étoit dans l'origine de la négociation, & non pas dans la fin, que j'étois compromis, au point d'avoir désiré d'en être chargé; enfin sur la ridiculité de cette phrase, que je voulois en conférer avec madame du Barry, je voulois qu'il y substituât celle que madame du Barry m'avoit promis de parler au roi, et que je desirois du moins attendre sa réponse. Tout fut inutile; mes prières, ma douceur, mes menâces, mon impatience; on fut même jusqu'à vouloir me persuader que madame du Barry m'avoit joué par faiblesse & par embarras, & qu'elle n'avoit point parlé comme elle me l'avoit promis, enfin que l'on quittoit le roi en tiers avec elle, & qu'il n'en avoit été question de la part de sa majesté qu'avec impatience de ce que je n'avois pas été exact au

rendez-vous que son ministre m'avoit donné, & de ce qu'il n'avoit pas une réponse positive. Enfin , à force de me l'assurer, on me persuada que madame du Barry n'avoit pas dit la vérité bien exacte , & qu'il n'y avoit rien à attendre d'elle. Ne voulant donc pas rompre , à quelque prix que ce fût, la négociation qui tenoit les choses dans ma main & en suspens jusqu'à mon retour, voulant encore moins prendre sur moi de stipuler vos intérêts sur un pied aussi modique, je pris mon parti de me charger de vous porter moi-même les intentions du roi, & je partoisi ce soir, si l'arrivée de votre démission n'avoit changé la face de tout ce qui s'est traité dans cette affaire, & ne faisoit encore espérer d'y donner un nouveau

tour. M. Bertin n'est pas parti; je vous
 écrirai encore ce qui me sera arrivé. J'a-
 jouterai encore que j'avois essayé, sans suc-
 cès, de faire expliquer M. d'Aiguillon pour
 savoir si au fait on vous demandoit ou
 non votre démission. Après bien du tortil-
 lage, & m'avoir dit, tantôt que si vous ne
 l'envoyez pas, en admettant cependant
 toujours le cas où vous n'accepteriez pas
 les offres contenues dans la lettre du roi,
 on en seroit quitte pour mettre, dans les
 provisions du successeur : LE ROI AYANT
 ÔTÉ LA CHARGE, &c. au lieu de SUR LA
 DÉMISSION DONNÉE, &c. tantôt, que si
 vous ne la donniez pas, on verroit ce qui
 arriveroit, qu'il n'en favoit rien, & ne
 pouvoit donner aucun conseil à cet égard,
 parce que le roi ne lui avoit pas dit, &
 qu'il avoit oublié de lui demander. Après

tout ce tortillage, peut-être insidieux, &
 sûrement inutile, il a conclu que le plus
 sûr feroit de me munir, à tout événement,
 de votre démission, pour n'en faire usage,
 de ma part, qu'après que j'aurois bataillé,
 si vous aimiez mieux n'en point donner,
 ou après avoir reçu un ordre positif du roi,
 s'il le desiroit & y persistoit. Nous nous
 sommes donc séparés, moi en le priant de
 mander au roi, que, disoit-il, il ne devoit
 pas voir aujourd'hui, parce qu'il prenoit
 médecine, & qu'il ne vouloit pas se tuer
 pour votre service. Effectivement je ne
 pense pas que ce soit son projet. J'en reste
 là de ma lettre pour aller à Versailles,
 après vous avoir ajouté que nous nous som-
 mes quittés très-froidement de ma part,
 que j'ai eu quelques paroles assez aigres,
 mais seulement de ma part, à la fin & prêt

à sortir , & que je lui ai dit que cela n'étoit pas fini , & que nous nous expliquerions à fond , quand votre affaire seroit finie.

Je n'aurois pas été d'avis que M. du Ch.... s'adressât à Madame du Barry ; ce moyen me répugna dès que je lus sa Lettre , & me parut , ce qu'il devoit être , inutile. Je n'étois plus à temps de faire faire des réflexions à un ami qui me servoit avec autant de chaleur. Je ne lui répondis pas à sa première lettre. Quand je fus persuadé , après avoir reçu la seconde , que ma charge étoit destinée à un fils de France , j'envoyai à M. du Ch.... ma démission avec une lettre pour le roi. J'espérois que de même , après m'avoir demandé quels dédommagemens je voulois pour ma charge , & n'avoir pas voulu lire ma réponse à cette

demande, on ne voudroit pas de même lire la lettre dans laquelle étoit renfermée la démission que l'on desiroit.

Je mandois à M. du Ch...., qu'étant exilé, & n'ayant ni la liberté ni la possibilité de ne pas me soumettre à la violence dont j'étois la victime, je lui envoyois une lettre pour le roi, qui contenoit ma démission, & le laissois le maître de remettre cette lettre lorsqu'il le jugeroit à propos, pourvu toutefois qu'il constatât bien évidemment que le choix de mon successeur tomberoit sur un fils de France, & que quant aux dédommagemens, je m'en rapportois à lui, & ne lui écrivois plus sur ce sujet.

COPIE DE LA LETTRE DE M. LE DUC
DE CHOISEUL AU ROI.

Du 10 Décembre 1771.

SIRE,

J'AI eu l'honneur d'écrire à V. M. quand j'ai appris qu'elle ordonnoit que je lui misse sous les yeux les dédommagemens que le mauvais état de mes affaires pouvoit me forcer de desirer pour la charge de colonel-général des Suisses. J'ai appris par M. du Ch...., que V. M. n'avoit pas voulu recevoir ma lettre; & comme je n'avois jamais songé à des dédommagemens pour un bienfait que je tiens de la pure bonté de V. M. que d'après ce qui avoit été écrit de sa part ici à M. du Ch...., j'ai l'honneur, Sire, d'adresser à V. M. ma

démiffion pure & fimple de la charge de colonel-général-des Suiffes, & de m'en rapporter fur le furplus aux bontés & au fouverain de mes fervices.

Je fuis, &c.

COPIE DE LA DÉMISSION.

EN me conformant à la volonté du Roi, j'ai l'honneur de remettre, entre les mains de Sa Majesté, la démission pure & fimple de la charge de colonel général des Suiffes & grifons, que Sa Majesté m'avoit confiée en 1762.

Fait à Chanteloup le 10 décembre 1771.

Lorsque M. du Ch... reçut cette lettre, il étoit au moment de partir pour Chanteloup de la part du roi, pour venir me demander ma démission; auffi, en la

recevant, il m'exprima dans sa lettre autant d'amitié que de satisfaction. Je la joins ici.

CINQUIEME LETTRE DE M. DU CH.....

JE vous remercie, mon cher ami, comme d'un bienfait, du parti que vous avez pris, & Bertin vous dira que je l'ai embrassé deux fois avec transport. Nous nous étions quittés hier au soir chez Madame de Brionne, avec inquiétude & tremblement. Si l'intérêt eût été moins cher & le moment moins pressant, j'aurois été plus tranquille; car vous avez trop d'esprit & de bon sens, pour ne pas voir que c'étoit la

seule chose à faire que d'envoyer votre démission. Le moment a été pris à merveille , & voilà le seul service que je vous aie rendu , c'est de bien voir les choses , & de sentir la nécessité de la plus grande diligence. Nous verrons demain ce que cet événement apportera de changement aux dispositions , & s'il nous procurera quelque jour favorable. Cela devrait être , & cela ferait , sans M. d'Aiguillon. Je crois Madame du Barry de bonne foi , mais foible & subjuguée. Cette femme n'étoit pas faite pour connoître l'excès de la haine ; elle écoute bien , comprend bien ce qu'on lui dit , mais vous sentez qu'il m'est aisé de voir ce qui vient d'elle , de ce qui lui est soufflé. Si elle me permet de la revoir , je donnerois un furieux branle à sa vanité , & si M. d'Aiguillon

n'en

n'en a pas une fiere tracasserie, il faudra qu'il soit bien heureux, ou elle bien insensible ou bien dominée. Je suis moins triste que les deux dernières fois que je l'ai vue, parce qu'au fait, vous avez pris un parti qui sauvoit tous les inconvéniens personnels, & que certainement l'on ne vous donnera pas moins que ce que contient la lettre du Roi. C'est pour constater que vous ne refusez rien, que je lui ai écrit ce soit. Je désire que vous soyez content de ma lettre. Je l'avois faite plus forte, mais le Roi l'a souscrite, & mon respect a arrêté ma plume. Votre réponse que je dis que j'attends, ne vous compromettant en rien, je dirai seulement à M. d'Aiguillon & à Madame du Barry, & peut-être au Roi, s'il se met un peu plus à son aise depuis que vous vous

êtes mis à sa merci , que vous n'avez rien à dire , & que si le Roi vous donne ce qu'on vous a proposé , vous le prendrez , parce qu'en donnant votre démission pure & simple , vous vous êtes ôté la possibilité de rien demander & de rien refuser ; bien entendu que , dans l'intervalle , je vais me mettre en quatre pour obtenir quelque augmentation , & je ne suis pas sans quelque espérance. Ce seroit une chose bien douce pour mon sentiment pour vous & pour ma haine contre M. d'Aiguillon. Il a manqué à tous les devoirs envers moi ; j'espère que je serai toujours fidèle à tous les miens ; mais je le serai bien certainement à remplir vis-à-vis de lui ceux que son indigne conduite m'impose. Vous feriez la plus haute folie du monde de rien refuser. Premièrement, vos enne-

mis en riroient, ils en feroient des gorges chaudes ; la moitié & même les trois quarts du Public vous blâmeroient, & l'on ne manqueroit pas d'aigrir le Roi contre un orgueil qui, malgré les besoins que vous avez pour payer vos dettes, dédaigne ses bienfaits. J'ai toujours été de cet avis, je crois vous l'avoir déjà mandé clairement ; mais en tout cas, le voilà répété, & je connois mieux que le petit nombre de vos amis, s'il y en a qui vous conseillent le contraire, l'opinion publique, celle de vos ennemis, les dispositions du Roi qu'il faut adoucir & ménager, quand d'ailleurs on l'aigrir toute la journée. C'est cette intrigante de Madame de Marsan & cette bête de Valentinois qui ont tout conduit. On a fait écrire M. le Comte de Provence au Roi, qui balançoit, non

pour vous ôter votre Charge , ne le croyez pas , mais qui ne la trouvoit pas digne de son Petit-fils. Tout cela est bien extraordinaire. J'ai vu ce matin les deux Ambassadeurs , car je n'avois pas voulu que leur espion dît qu'ils m'y avoient vu. Le premier peut très-peu de choses. Si nous allons jusqu'à Mardi , ou qu'il reçoive son Courrier , qui lui donneroit l'occasion d'aller à Versailles , il fera ce qu'il pourra par maniere de conversation , car j'ai bien prié qu'il ne fût pas question de démarches directes. L'autre est nul par sa position , & veut toujours s'en aller , quoique la Cour le prie de rester. Je n'ai trouvé nulle part aucun secours ; aussi je vous tire de ceci avec les étrivieres. J'en suis bien affligé , mon cher ami ; Dieu & vos amis me font

témoins que je n'ai rien négligé, ni soins, ni peines, ni dégoût même, rien ne m'a rebuté. Il ne me reste qu'à me venger de M. d'Aiguillon, si je puis. Je serois bien fâché d'être à sa place : l'opinion publique le croira. En attendant, on travaille le Chancelier, & il est à la tête de tous les Ministres pour sa destruction, à la réserve de M. de Monteynard, qui lutte, & ce qui est extraordinaire, avec succès, contre les forces réunies de l'Abbé Terray & de M. d'Aiguillon. Soyez tranquille sur mes soins pour la solidité de votre arrangement. Je ne partirai point que tout ne soit en règle, quel qu'il soit, & je sacrifierai tout pour cela, jusqu'au bonheur le plus grand de tous pour mon cœur, après tant de peines & de tra-

verfes , celui de vous embrasser. Adieu pour le coup , il est fix heures du matin.

[Ce 14.]

Renvoyez-moi une Lettre que je puisse montrer , si on me presse d'avoir votre réponse. En tout cas , si vous voulez , je la donnerai , car je ne veux pas que vous refusiez. Cependant , je ne ferai rien sans votre agrément.

Vous pouvez ignorer les détails de la Lettre du Roi , & je peux dire que je ne vous en ai envoyé que la substance.

SIXIEME LETTRE DU MÊME.

J'ARRIVE de Versailles , & pour cette fois avec les honneurs de la guerre. Le Roi a votre Lettre ; je la lui ai remise moi-même de la maniere suivante : Quand je suis arrivé à cinq heures , le

débotté étoit déjà fait ; j'ai été à la poudre à six heures. Le Roi m'a vu en face en sortant de son petit cabinet , & il m'a regardé avec des yeux de surprise qui ne m'ont point étonné , parce que j'étois sûr qu'on lui avoit mandé ou dit que j'étois parti. J'ai saisi le premier moment où il est entré dans le cabinet du Conseil , avant que d'être accommodé , pour lui dire que j'avois quelque chose de très-important à lui remettre , que j'avois lieu de croire que cela lui feroit agréable , & que je le priois de m'accorder un moment d'entretien , que je ne serois pas long. Le Roi m'a fait une mine assez sérieuse , & ne m'a point répondu. Il m'en a dédommagé en ne parlant qu'à moi tout le temps de sa toilette. Quand elle a été finie , Mesdames se sont retirées.

Il est rentré dans son petit cabinet ; & je suppose dans son intérieur , où l'on s'est fort occupé de l'audience que je demandois , du motif , & où je crois que le Roi , qui sait que j'ai de bonnes choses à lui dire , avoit résolu de ne point me recevoir , du moins de ce soir. Je suis resté de pied ferme dans la même position & dans l'embrasure de la chambre à coucher du Roi & du cabinet du Conseil , c'étoit celui des Dépêches. Tous les Ministres sont entrés successivement ; les Présidens ou les Gens du Roi devoient entrer avant le Conseil. Enfin il y avoit bien de l'apparence que je remettrois ma besogne après l'ordre , qui étoit fort tard. Je n'ai jamais été si surpris que de voir entrer M. d'Aiguillon , malgré sa médecine , & je pense qu'il l'aura été

autant de me voir, & dans la position
 où j'étois d'un homme qui attend le
 Roi. Enfin , après avoir toupillé , il
 m'a approché , & m'a dit par-derriere
 qu'il m'avoit écrit aujourd'hui à Chan-
 teloup, pour une chose qu'il est inutile
 de vous répéter & qui n'est rien en
 elle-même ; il m'a donc dit : » Je vous
 » croyois à Chanteloup « ; à quoi j'ai
 répondu , sans daigner me retourner :
 » Hé bien, vous voyez que je n'y suis
 » pas. — Je vous ai écrit ce matin
 » une Lettre pour telle chose. — A la
 » bonne heure «. Il a vu qu'il n'y fai-
 soit pas bon , & il a été causer avec
 son petit oncle La Vrilliere , & proba-
 blement s'épuiser en conjectures. Enfin,
 un gros quart d'heure après , la porte
 du petit cabinet s'est ouverte ; le Roi
 est sorti , & m'a trouvé dans la même

position. Il ne pouvoit entrer sans me passer sur le ventre. Quand il a vu que c'étoit une nécessité, il m'a dit d'un ton assez imposant : M. du Châtelet, vous avez l'air bien vif. Point du tout, Sire, mais je remplis tous mes devoirs ; & puis, m'avancant dans sa chambre, je lui ai dit : Sire, je suis chargé par M. de Choiseul de vous présenter la démission de sa Charge, qu'il vous remet purement & simplement. J'espère que cet acte de sa parfaite soumission à vos volontés méritera votre indulgence pour les choses qui ont pu vous déplaire dans sa conduite, & que jusqu'à présent il a le malheur d'ignorer, & qu'il ranimera dans le cœur de V. M. le sentiment de vos anciennes bontés, & le souvenir de ses longs & distingués services dans votre Ministère.

Le Roi a fait belle mine , a pris votre Lettre , & l'a mise dans sa poche , & ne m'a rien répondu. Je commençois une autre phrase sur l'affaire présente ; mais il ne m'en a pas donné le temps , & a passé. Il y avoit trop de monde dans le cabinet , pour l'y poursuivre ; je me suis retiré après avoir , je crois , grandement excité l'attention & la curiosité de MM. du Conseil ; mais je ne voyois rien , je leur tournois le dos , & M. de Duras , que j'avois prié d'y regarder , étoit allé à la Comédie. Je suis rentré chez moi à Versailles , où j'ai écrit au Roi la Lettre que vous trouverez ci-jointe. Je la crois bien ; elle vous disculpe sur tous les points : elle dit quelque chose d'assez fort sur ce qui me regarde , qui pourra peut-être faire quelque impression sur M. d'Ai-

guillon, si le Roi la lui remet, ou qu'il en ait connoissance par Madame du Barry, ce qui ne peut manquer. Le seul inconvénient qu'il y ait, mais qui n'en est pas un, est que je mande que je vous ai communiqué les intentions du Roi; mais votre réponse ne doit pas varier, vous devez vous en tenir à votre Lettre, & dire, ou, pour mieux dire, m'écrire, même par la Poste, si vous le voulez, que vous ne savez pas avoir ni parti à prendre, ni réponse à faire; qu'ayant donné votre démission pure & simple, & telle qu'il convenoit à un homme comme vous, du moment où vous saviez que le Roi vouloit vous ôter votre Charge, & que la voix publique vous avoit appris que c'étoit pour M. le Comte de Provence, votre respect & votre soumission deve-

nus nécessaires, ne vous avoient pas permis de balancer sur le seul parti qui vous restoit à prendre ; que vous vous en êtes remis aux bontés du Roi, & que c'est à S. M. à décider elle-même sur ce qu'elle voudra faire pour vous. D'ici à votre réponse, nous allons travailler sur nouveaux frais. J'ai déjà écrit pour avoir demain un nouveau rendez-vous avec Madame du Barry, & si elle me propose encore M. d'Aiguillon, je ne l'accepterai qu'autant que ce sera en sa présence, & je lui dirai certainement, en attendant, de bonnes choses. Tout cela dépend du degré d'empire de M. d'Aiguillon. Je fais qu'il lui a écrit deux fois depuis neuf heures & demie que je l'ai quitté jusqu'à onze, qu'il a paru qu'elle avoit une tracasserie avec lui, & qu'elle en étoit affligée.

Apparemment qu'il lui a fait des reproches de s'être embarquée & d'avoir mis sa bonne volonté à découvert vis-à-vis de moi. Si elle me refuse un rendez-vous , ce qui me paroît difficile , entre aujourd'hui & demain Dimanche , je ne fais pas si je lui écrirai , car je n'aime pas trop cette forme , toujours longue , toujours dangereuse , & qui ne va pas au fait comme une conversation contradictoire. Cependant , s'il n'y a plus que ce petit moyen à tenter pour tirer encore quelque parti de la circonstance , je le ferai , pour n'avoir rien à me reprocher de ce qui a pu dépendre de mon zèle & de mon activité. Monsieur d'Aiguillon , quand tout ceci sera fini , sera à découvert , & je ne m'y épargnerai pas. Mais j'ai été trop content , du moins des paroles de Ma-

dame du Barry , pour ne lui en pas faire honneur , & pour ne pas publier que , sans l'ascendant extraordinaire que M. d'Aiguillon a pris sur elle , & dont il abuse pour assouvir ses vengeances , je me ferois tiré honorablement d'une besogne qui intéressoit également mon cœur & ma délicatesse , & où sa barbare méchanceté m'a entraîné. Au reste , mon cher ami , vous avez pris de vous-même & avant que d'avoir de mes nouvelles certaines , le seul parti qu'il y avoit à prendre , le seul qui alliât la sagesse & le respect pour le Roi à la noblesse de vos sentimens. Vous devez le soutenir & attendre maintenant tranquillement le dénouement de tout ceci , car il ne vous reste rien à faire ; mais c'est à moi à agir , à me démener ; & le tendre attachement que je vous ai voué me donnera des forces , car je

mene une vie de chien. J'ai été à quatre heures à Versailles , j'en suis revenu à minuit , & je passe ma nuit à vous écrire , puisque , contre ce que j'avois imaginé , Bertin n'est pas encore parti. Adieu pour le coup ; je n'ai pu faire prévenir vos autres amis , & vous n'aurez peut-être que ma Lettre. Elle est si longue , que je n'ai pas la force d'écrire même à ma femme. Je vous prie de lui dire que je saurai si je me porte bien ou mal , quand vos affaires seront terminées ; & je ne bougerai d'ici que quand tout sera bien cimenté ; après quoi je compte aller me reposer à Chanteloup tout-à mon aise , & y oublier les méchans , les intrigans , les amis faux & perfides , & les ennemis cruels.

Mille respects à Madame de Choiseul , &c.

Le 14 au matin.

COPIE

**COPIE DE LA LETTRE DE M.
DU CH***. AU ROI, du 13 au
soir, après lui avoir remis la Lettre
de M. de Choiseul.**

Celle-ci doit lui avoir été remise par M. de Duras à
son coucher.

SIRE,

La précipitation avec laquelle V. M.
m'a permis ce soir de l'approcher, & le
désir de profiter de la première occa-
sion de remplir les vœux de mon ami,
en mettant à vos pieds, Sire, l'hom-
mage de son entière soumission à vos
volontés, m'a empêché de pouvoir vous
rendre compte que j'ai reçu dans la
nuit la Lettre que j'ai pris la liberté de
lui présenter, & que je comptois partir
ce matin moi-même pour porter à M.
de Choiseul les intentions de V. M., que

Tome II.

H

je n'ai apprises qu'hier au soir par M. d'Aiguillon. Je les lui ai envoyées, Sire, & j'attends sa réponse. Mais V. M. ne doutera pas d'avance, après ce que j'ai eu l'honneur de lui rendre ce soir de sa part, & ce qu'elle a bien voulu écouter, que la plus parfaite résignation à ce que vous déciderez, Sire, ne soit la règle de sa conduite & la borne de ses représentations. On lui auroit évité, Sire, & j'ose même dire qu'on l'auroit dû, le danger de vous déplaire, & à moi le chagrin de solliciter infructueusement auprès de V. M. des demandes qu'elle a trouvées indiscrettes, si, au lieu de m'autoriser de votre part à lui permettre d'exposer ses desirs, on se fût borné à me charger de lui faire connoître vos volontés & vos intentions. Il n'eût alors confié à mon amitié que le soin de faire

parvenir jusqu'à vous , Sire , les témoignages de sa soumission. La démarche qu'il vient de faire sur ce que je lui ai transmis du premier aperçu de vos dispositions , en est une preuve qui ne peut vous laisser aucun doute , qui éclaire tout , & qui ne peut que faire trouver grace devant vous aux motifs qui ont autorisé les demandes que M. de Choiseul m'avoit chargé de mettre sous vos yeux , & mes démarches. J'oublie , Sire , dans ce moment , tout ce qui peut avoir blessé mon sentiment & ma délicatesse. Je prendrai peut-être la liberté d'en informer quelque jour V. M. , si elle daigne m'écouter , quand ce qui touche mon intérêt personnel pourra être séparé des intérêts d'un ami malheureux. Je me borne , Sire , à solliciter encore vos bontés pour lui ; il n'a d'appui ,

H ij

Sire , auprès de vous , que vous-même , ses services distingués dans votre Ministère , si V. M. daigne encore s'en souvenir , son respect & sa soumission dont il vient , Sire , de vous donner une si grande preuve.

DANS l'intervalle de la réception de ma démission , M. du Ch***. avoit été forcé de négocier avec M. d'Aiguillon , le Roi lui ayant dit personnellement qu'il vouloit que ce fût avec M. d'Aiguillon que toute cette affaire fût traitée. Ce trait du Roi de renvoyer ce qui me concerne à celui de ses Ministres qu'il connoît pour mon ennemi , est de la même petitesse barbare , que d'avoir dit dans son Cabinet à Madame de Marfan , le lendemain de mon exil : « Madame la Comtesse , n'êtes-vous pas

» bien fâchée de ne voir plus ici M. de
» Choiseul »?

M. du Ch***. sentoît plus que moi le tour de vengeance que M. d'Aiguillon donnoit à toute cette affaire ; mais mes intérêts lui étoient plus chers , que les dégoûts qu'il éprouvoit ne pouvoient lui répugner ; il vouloit servir son ami aussi bien qu'il étoit possible , sauf , après l'affaire terminée , de dire à M. d'Aiguillon ce qu'il pensoit de ses procédés. Il lui remit , le 10 Décembre, le Mémoire dont copie est ci-après , coté A, & qui contenoit les dédommagemens , & chercha à lui faire entendre que puisqu'il s'étoit chargé de la part du Roi de me demander ma démission , au moins falloit-il qu'il sût à quoi s'en tenir sur les dédommagemens , avant que de venir me rendre les ordres du Roi.

H iij

M. d'Aiguillon reçut, comme à son ordinaire, c'est-à-dire, fort mal, la note de mes dédommagemens ; & après une discussion amère avec M. du Ch***. sur cet objet, où il lui faisoit sentir combien il étoit choqué qu'il eût voulu lui forcer la main dans cette affaire, & y jouer un personnage, il promit de prendre définitivement les ordres du Roi. Et effectivement le lendemain il montra à M. du Ch***. un billet de la main du Roi, qu'il lui permit de transcrire. Il est ci-après coté B. M. du Ch***., me l'envoya ce billet avec la Lettre qu'il m'écrivoit pour m'annoncer son arrivée, & la demande de ma démission. Elle étoit partie avant que je reçusse cette Lettre. J'avois consommé toute cette affaire, & je ne comptois pas, vu la tournure qu'elle avoit prise, sur

aucuns dédommagemens. Aussi, pour terminer aussi brièvement que le Roi, quand je reçus la quatrième Lettre de M. du Ch^{***}, qui m'apprenoit qu'il avoit reçu ma démission, je lui répondis par la Poste, afin que le Roi pût la lire, la Lettre ci-dessous, cotée C, qui répond à tous les procédés que l'on m'avoit fait éprouver dans cette affaire. Je crois que le Roi a lu cette Lettre à la Poste. Quoi qu'il en soit, M. du Ch^{***}. revint quelques jours après à Chanteloup, & m'apporta des brevets qui me donnent 60 mille francs, sans retenue, sur les appointemens de la Charge de Colonel Général, 50 mille francs de pension sur ladite Charge, après ma mort, pour Madame de Choiseul; & outre cela, le Roi m'a donné cent mille écus d'argent comptant. Ces dé-

dommagemens étoient plus forts que ceux que je demandois , & sur-tout que ceux que j'espérois. Ni moi ni Madame de Choiseul ne fîmes de remerciemens ; l'injustice , & sur-tout la maniere dure que l'on avoit employée , nous dispensaient de la reconnoissance. Je n'ai commencé que de ce moment à être vraiment l'ennemi personnel de M. d'Aiguillon , & la conduite du Roi à mon égard acheva l'opinion que j'avois de lui , & le dégoût que sa foiblesse cruelle m'inspiroit. Je fus fort aise d'apprendre que c'étoit M. le Comte d'Artois , & non M. le Comte de Provence , qui avoit la Charge. J'appris les Lettres de ce dernier Prince au Roi pour demander ma Charge , & j'eus du plaisir à voir l'intrigue de Madame de Marfan & de ses ayans-cause détruite , non sans

dégoût pour le Prince qui en étoit l'instrument , & pour le Prince de Soubise qui en étoit l'objet. J'ignore au moment que j'acheve ce récit peu intéressant, si M. le Comte d'Artois fera assez bien conseillé pour avoir la noblesse de me remettre ma Charge, qui m'a été ôtée par violence ; ce qu'il y a de certain, c'est que je desiré, plus pour sa réputation que pour moi, qu'il ait l'ame assez élevée pour imaginer un pareil acte de justice.

[Coté A.] PRÉCIS ET EXPLICATION
DES DEMANDES DE M. LE DUC DE
CHOISEUL , DONT IL A CHARGÉ
M. DU CH^{***}. DE SOLLICITER
L'OBTENTION.

1°. LA levée de la Lettre de cachet
qui l'exile à Chanteloup. Sur cet objet,

M. du Ch^{***}. prendra la liberté de représenter pour M. de Choiseul , qu'il y a six mois que M. de Praslin a obtenu la permission de revenir à Paris , & que les destinées de ces deux Ministres ayant été pareilles , leur renvoi le même jour , leur exil à la même époque , le Duc de Choiseul semble pouvoir se flatter d'obtenir des bontés du Roi le même adoucissement à sa situation six mois plus tard , & de rentrer dans l'état de liberté du Citoyen , avec cette différence que l'intention du Duc de Choiseul n'est ni ne peut être de revenir de long-temps à Paris , ni à portée de la Cour ; il vit tranquille dans sa terre , trop heureux s'il y eût été oublié , & n'a nulle envie , nul projet prochain d'en sortir. D'ailleurs , s'il abusoit de cette liberté qui lui seroit accordée , s'il

n'avoit la prudence de l'accommoder aux circonstances présentes ou futures, & de n'en faire que l'usage le plus réservé, S. M. ne feroit-elle pas la maîtresse de le remettre dans la même position où il se trouve maintenant, & même de l'aggraver s'il y donnoit lieu? D'où il s'ensuit que l'acte de bonté, on ose même dire de justice, qu'il sollicite aujourd'hui, ne peut avoir aucune conséquence, & que si la liberté qui lui seroit rendue, pouvoit avoir des inconvéniens, ce ne seroit que pour lui-même, au cas qu'il fût possible qu'il en abusât.

2°. Le Duc de Choiseul prendra la liberté de rappeler au Roi, que S. M. avoit bien voulu, un mois avant sa disgrâce, lui accorder une grace pécuniaire pour l'extinction d'une partie de ses dettes. Cette grace lui fut assurée en effet

par les Bons signés de la main de S. M. & ils ont été mis sous ses yeux depuis l'exil du Duc de Choiseul ; & le Roi , en ordonnant que ces Bons lui fussent renvoyés pour lui être représentés quand il le jugeroit à propos , eut la bonté de s'en rappeler l'objet , & de dire qu'il croyoit cette affaire consommée. Elle l'eût été en effet , si le Duc de Choiseul n'eût apperçu qu'il avoit négligé des formes dont l'oubli pouvoit compromettre la pureté de son administration & sa délicatesse. De ce moment , il suspendit l'effet de la grace que le Roi lui avoit accordée , & il ne lui en est resté que les titres précieux de ses bienfaits. Le Roi peut seul se rappeler ces différentes circonstances , & c'est de sa seule bonté , que le Duc de Choiseul peut espérer de voir réaliser

les espérances qu'il a toujours conservées à cet égard. Le moment où le Roi lui permet d'exposer ses desirs, lui paroît le plus favorable pour rappeler à S. M. le souvenir d'un bienfait accordé dont il n'a pas joui, & que le dérangement de sa fortune, dans lequel le Roi avoit paru alors entrer avec bonté, lui rendoit nécessaire pour payer une partie de ses dettes. S. M. se rappellera cette grace, & les Bons signés de sa main en font foi. Si elle daigne se ressouvenir de cette affaire, & se rappeler que son intention avoit été, en accordant cette grace au Duc de Choiseul, qu'elle eût son plein effet, & que depuis qu'il est disgracié, elle a marqué son étonnement de ce qu'elle n'étoit pas consommée, il en résultera que la négligence seule du Duc de Choiseul sur les formes à mettre à

un bienfait que le Roi lui avoit accordé, & sa délicatesse à ne les point transgresser, l'a rendu nul; & il ose espérer que dans un moment où S. M. daigne lui offrir un dédommagement pour sa Charge, Elle voudra bien y faire entrer l'entier accomplissement d'une grace qu'elle avoit compté lui faire, & dont il n'a pas profité.

3°. La demande que le Duc de Choiseul ose former de la cession pour sa vie d'une partie de la forêt d'Haguenau, dont S. M. jouit depuis qu'elle fut enlevée à la Préfecture d'Haguenau, dans le temps que ce Fief n'étoit possédé que par commission, est en même temps un acte de justice & de bonté. Si pendant un long Ministère, il n'eût été plus occupé des affaires du Roi que des siennes, il eût porté celle-ci aux Tribunaux faits pour en connoître; il

a lieu de présumer que d'après les titres qui sont entre ses mains, il eût été facile de démontrer que la partie de la forêt d'Haguenau, dont le Domaine s'est emparé, a toujours appartenu aux anciens Préfets d'Haguenau, du temps de la Maison d'Autriche, & même depuis que l'Alsace a été réunie à la Couronne. Il n'entrera point dans cette discussion, sur laquelle cependant il est prêt à remettre un Mémoire ; il ne demande qu'à titre de grace un objet sur lequel il pourroit appuyer des prétentions légitimes aux yeux de la justice du Roi ; il ne demande pas même que cet objet soit réuni au Fief qu'il tient de la bonté du Roi, & il se borne à demander d'en obtenir la jouissance pour sa vie. Cet objet peut rapporter, année commune, 35 à 40 mille livres de rente.

4°. Enfin il ose représenter que malgré Madame de Choiseul , mais par égard pour elle , il doit , dans cette circonstance , représenter au Roi qu'il a dépensé , soit dans les ambassades , soit dans le Ministère , une partie très-considérable de sa fortune ; que jamais il n'a été demandé pour elle au Roi aucun bienfait , ce qui est sans exemple pour les femmes dont les maris ont été dans le Ministère , & qu'il ne seroit pas décent que le Duc de Choiseul ne sollicitât pas pour elle les bienfaits du Roi , de préférence aux dédommagemens que le Roi veut bien lui permettre de demander pour lui-même.

[Coté B.]

[Coté B.] COPIE DE LA LETTRE DU
ROI A M. D'AIGUILLON.

MON Cousin , vous auriez pu vous dispenser de m'envoyer le Mémoire de M. de Choiseul , que vous a remis M. du Ch***. Je vous ai déjà expliqué mes intentions , qui ne changeront point. M. de Praslin étoit dans un cas différent de M. de Choiseul , & de plus bien malade. IL EST BIEN HEUREUX QUE JE L'AIE ENVOYÉ A CHANTELOUP , ET JE NE VEUX PAS LUI PERMETTRE D'EN SORTIR. Je consens cependant , par bonté , à lui accorder 200 mille francs de gratification sur la Charge , réversible sur la tête de Madame de Choiseul , au cas qu'elle lui survive. Voilà ma détermination ; finissons , & n'en parlons plus.

[Coté C.] COPIE DE LA LETTRE DE
M. LE DUC DE CHOISEUL A M. LE
COMTE DU CH***.

Du 15 Décembre 1771.

BERTIN est arrivé cette nuit , mon
cher Comte , & j'ai lu ce matin le détail
dans lequel vous voulez bien entrer sur
tout ce que vous avez fait d'honnête &
de sensible pour moi dans la circonstance
où je me trouve. Je vous en conserverai
une éternelle reconnoissance. Je ne vous
renvoie pas Bertin , parce que j'ai plus
besoin de lui ici qu'à Paris.

Je vais vous rappeler historiquement
ce qui s'est passé depuis le commence-
ment de ce mois , relativement à ma
Charge. M. d'Aiguillon vous a écrit le

2 , que le Roi avoit la bonté de vouloir que je vous dise ce que je désirerois en dédommagement de la Charge des Suisses. La volonté du Roi étoit exprimée par une apostille de S. M. au bas de la Lettre de M. d'Aiguillon.

Vous avez jugé, ainsi que moi, qu'il n'étoit question de ma part que de répondre à la demande qui m'étoit faite de la part du Roi. En conséquence, j'ai écrit à S. M. J'ai distingué, dans la proposition du dédommagement, l'état que comporte la possession de la Charge, car c'est avoir un état que d'être Colonel Général des Suisses, & d'avoir les revenus de cette Charge.

Pour équivaloir l'état que je perdois, j'ai demandé de rentrer dans l'état libre de

Citoyen, & d'être soulagé de l'empreinte d'une punition telle que l'exil.

Pour le revenu de la Charge, qui est de cent mille francs, j'ai demandé la concession d'une partie de la forêt d'Haguenau, qui vaut 30 à 40 mille livres de rente, sur laquelle la Préfecture prétend avoir des droits que je comptois présenter incessamment au Conseil des Finances pour y être jugés. Avec cette moitié de forêt, une somme d'argent, & une pension pour Madame de Choiseul, le revenu que j'acquerois pouvoit équivaloir celui de la Charge.

Je croyois ces demandes en réponse aux propositions que M. d'Aiguillon faisoit dans sa Lettre, aussi justes que raisonnables. Vous vous êtes chargé, mon cher Comte, de les porter au Roi. Vous n'aviez reçu que

le 5 au soir la Lettre de M. d'Aiguillon ; vous êtes parti le 6 , & vous m'avez mandé le 9 , que S. M. n'avoit pas voulu recevoir ma Lettre, que M. d'Aiguillon, à qui le Roi vous avoit renvoyé pour cette affaire, n'avoit pas voulu non plus se charger de la lui remettre , mais que ce Ministre vous avoit dit, dans la conversation , que le Roi vouloit ma démission , quoiqu'il pût s'en passer ; qu'il vouloit me reprendre ma Charge , & la donner à un autre .

Sans m'arrêter à la singularité de me faire demander quels dédommagemens je desirois , d'exiger de ma part une réponse prompte & décisive sur cet objet , & puis de ne vouloir pas lire cette réponse , que j'envoie dans les vingt-quatre heures , il m'a suffi de savoir que le Roi vouloit ma démission , pour que , sans attendre ce qui

arriveroit sur les dédommagemens, & sans en prétendre, je l'adressasse sur le champ à S. M. Je ne connois ni difficultés ni négociation à faire pour remettre au bienfaiteur le bienfait donné gratuitement, quand il veut le retirer. En principes de morale & de noblesse, c'est celui qui rend qui fait son devoir.

Voilà, je crois, l'historique exact de cette affaire. Aujourd'hui, il ne me reste plus rien à dire ni à faire sur la circonstance qui m'opprime. J'ai remis au Roi la Charge de Colonel Général, suivant sa volonté; je n'ai plus rien à demander relativement à cette Charge, & si le Roi me fait quelques grâces, je les recevrai comme une nouvelle marque de ses bontés, & comme un souvenir que mes services lui ont été longtemps agréables.

Tout ce que vous me mandez, mon cher Comte, qui a été fait ou dit par mes ennemis dans cette occasion, ne m'a point étonné; leur conduite & leurs procédés contre moi sont dans l'ordre des choses, Je n'ai été affecté que de la Lettre du Roi, & sur-tout du passage où S. M. marque: IL EST BIEN HEUREUX QUE JE L'AIE ENVOYÉ A CHANTELOUP, ET JE NE VEUX PAS LUI PERMETTRE D'EN SORTIR. Je n'aurois jamais cru que le Roi eût eu cette dureté pour quelqu'un qui a été douze ans dans son Ministère; & quels Ministères? car j'en ai exercé beaucoup. Long-temps avant d'en sortir, je m'étois apperçu que je déplaisois; je prévoyois ce qui est arrivé. La veille même, étant sûr de l'événement du lendemain, j'ai travaillé comme le premier jour que j'ai été Ministre. Je ne pouvois racheter la déplai-

sance où j'étois, que par l'utilité dont je pouvois être en remplissant tous mes devoirs, & en les remplissant avec la distinction qui me convenoit. Je m'attendois à un éloignement de la Cour ; mais je n'aurois jamais cru que cet éloignement fût une punition ni une suite de l'animadversion du Roi contre moi, parce que j'étois bien sûr, dans le fond de mon cœur, que je ne l'avois pas méritée.

Au surplus, mon cher Comte, je vous attends ici pour vous remercier bien tendrement des services que vous m'avez rendus. Je ne puis trop vous dire que tout ce que vous m'apporterez, je le recevrai comme un nouveau bienfait ; &, enveloppé dans mon innocence, j'attendrai que le temps détruise les impressions fâcheuses & non-méritées qui sont dans l'esprit du Roi contre moi.

P. S. Je vous tenvoie la copie de la Lettre du Roi à M. d'Aiguillon; je n'y entends clairement que ce qui m'est désagréable; il faut qu'il y ait des fautes à la fin.

A V E R T I S S E M E N T.

MADAME de Choiseul ayant désiré que la Lettre qu'elle écrivit à M. du Ch***. pour refuser la réversibilité de la pension, fût imprimée à la suite des précédentes, j'ai cru devoir ~~accorder~~ cette satisfaction aux motifs qui l'inspiroient, & je ne puis mieux faire connoître ces motifs, qu'en inférant le billet par lequel elle les exposoit. J'ajouterai seulement, qu'ayant eu connoissance, à cette occasion, de la Lettre qu'elle écrivit au Roi dans le même temps, & qu'heureusement elle a supprimée, j'ai exigé qu'elle me la livrât, pour la faire imprimer aussi.

BILLET DE MADAME DE CHOISEUL,
POUR ME DEMANDER DE FAIRE IM-
PRIMER SA LETTRE A M. DU CH*.**
A LA SUITE DES PRÉCÉDENTES.

COMME l'Anecdote que vous venez de faire imprimer, qui contient la relation de l'intrigue par laquelle vous fûtes dépouillé de votre Charge de Colonel Général des Suisses, pourra être rendue publique après nous, je désire, pour l'intérêt de mon honneur & la satisfaction de mon sentiment, que vous veuillez bien faire imprimer à la suite la Lettre que j'écrivis à votre insçu à M. du Ch***, pour refuser la réversibilité que je savois m'être faite de votre pension sur la Charge; Lettre envoyée par la Poste, pour que le Roi en prit connoissance, & qu'en effet il a si bien connue, que quand M. de Monteynard, en sa qualité de

Ministre de la Guerre, alla prendre ses ordres pour l'expédition de votre Brevet, le Roi lui dit que je refusois la pension ; & M. du Ch***, qui n'avoit pas voulu admettre mon refus, eut beaucoup de peine à faire rétablir dans le travail de M. de Monteynard l'article de la réversibilité, auquel il étoit attaché comme à une grâce, disoit-il, distinguée pour vous, & de laquelle je pourrois peut-être tirer parti un jour, en la sacrifiant à vos intérêts. Je ne comprends pas pourquoi la Lettre par laquelle M. du Ch*** vous rend compte de ce fait, ne se trouve pas avec les autres. J'étois cependant si déterminée à refuser cette odieuse grâce, que j'écrivis au Roi pour la lui remettre ; mais la terreur que vos amis, quoique sans connoissance de cette Lettre, m'inspirerent sur les dangers auxquels un refus direct & positif pourroit vous exposer, me la fit supprimer. Il m'est

important que non seulement mon refus soit connu, si l'Anecdote l'est, mais encore que la sincérité de mon refus soit constatée; sans quoi il resteroit sur ma mémoire le soupçon infamant que j'ai acquiescé aux injustices que l'on vous faisoit, par l'appât de partager..... moi, votre femme; de partager vos dépouilles; que j'ai souffert que l'on présentât à mes yeux un avenir horrible sous l'aspect d'une grace; que j'en ai joui d'avance pour le moment où il n'y auroit plus de jouissance pour moi. Soustrayez-moi à cette infamie par le récit de cette particularité & l'adjonction de ma Lettre à M^r du CH***. Mon nom peut être ignoré après moi; il peut même l'être pendant ma vie; mais il ne doit pas être associé au vôtre sans qu'on sache que vos vertus intérieures vous avoient donné une femme honnête & sensible.

COPIE DE LA LETTRE DE MADAME LA
DUCHESSÉ DE CHOISEUL A M. LE
COMTE DU CH***.

A Chanteloup, le 16 Décembre 1771.

CHAQUE nouvelle Lettre que M. de Choiseul reçoit de vous, Monsieur, est pour moi un nouveau sujet d'attendrissement & un surcroît de reconnoissance. Grace au Ciel, je n'ai point encore éprouvé de malheur qui m'ait forcé à répandre des larmes [je parle de ceux de la fortune]; mais la sensibilité que les amis de M. de Choiseul lui ont marquée, la fidélité qu'ils lui ont conservée, les soins qu'ils lui rendent, & les services que vous lui rendez, Monsieur, m'en arrachent souvent. Ces larmes sont délicieuses à répandre; elles ne peuvent pas être

trop achetées. Il ne peut rien y avoir à ajouter à tout ce que vous avez fait pour M. de Choiseul ; mais je me dois d'arrêter votre bonne volonté pour moi. Ressouvenez-vous, Monsieur, que le jour de votre départ, nous lûmes ensemble la Lettre de M. de Choiseul que vous deviez remettre au Roi. Cette phrase s'y trouvoit ;

» Je crois de mon devoir & de mon hon-

» nêteté de représenter à V. M. que j'ai

» mangé quatre millions du bien de ma

» femme à son service, & qu'elle est la

» seule femme de Ministre qui n'ait point

» eu de part à ses graces ». Rappelez-vous que je voulois faire retrancher cette phrase, & que vous me persuadâtes tous qu'il falloit la laisser, parce que cette considération seroit un moyen pour augmenter le traitement qu'on paroïssoit disposé à faire à M. de Choiseul. Je me rendis à

ce motif. Quand vous discutâtes ce que l'on pourroit demander à cette considération, vous proposâtes la pension de femme de Ministre. Je m'y refusai par trois raisons. Ma vanité, mon sentiment pour M. de Choiseul, & mon honneur, ne me permettoient pas d'accepter une pareille grâce. Je ne croyois pas, par le premier motif, que la femme de M. de Choiseul dût être confondue avec les femmes des Maîtres des Requêtes parvenus au Ministère, & dont les services n'ont point eu l'éclat de ceux que mon mari a rendus. Par le second, mon sentiment ne me permettoit pas de recevoir une grâce dont il ne resteroit rien à mon mari après moi ; & par le troisieme, je me croyois deshonorée, si, en recevant une grâce qui me feroit purement personnelle, je paroissais consentir au tort qu'on lui feroit en lui ôtant une Charge

Charge qu'il croyoit devoir garder toute sa vie, qui lui étoit chère, & de la perte de laquelle j'aurois profité. Le premier des motifs ne subsiste plus; la réversibilité sur ma tête d'une pension de cinquante mille livres n'est point le traitement de la femme d'un Maître des Requêtes dont le mari a rendu des services obscurs; mais les deux autres subsistent encore, & sont plus que suffisans pour justifier ma répugnance. Cette réversibilité n'ajoute rien au traitement que l'on fait à M. de Choiseul. Donc l'objet de mon sentiment n'est point rempli, & celui de mon honneur est lésé; quand je profite de son malheur. A ce titre, je ne puis donc accepter une pareille grace; elle seroit absolument contraire à mon objet, & l'inverse des propositions que j'eus l'honneur de vous faire. Rappelez-vous que j'eus celui de vous dire à ce sujet:

Tome II.

K

Si quatre millions de mon bien mangés au service du Roi sont de quelque considération auprès de S. M. , le prix que j'ose en demander est que cette considération serve à augmenter le traitement que l'on destine à mon mari ; ou si on ne veut pas ajouter aux graces personnelles que l'on se dispose à lui faire , qu'on m'en accorde de propres à moi , dont il partage l'avantage , soit par une somme d'argent comptant , qui serviroit à acquitter une partie de ses dettes , soit par une pension sur ma tête , réversible après moi sur la sienne ; qu'enfin je sois le prête-nom des faveurs qu'on ne voudra pas accorder au sien. A ce titre seul il m'est permis de recevoir des graces dans cette occasion ; dans toute autre circonstance je ne refuserois pas d'être honorée de celles du Roi. Il fut un temps où j'en sentoie le prix mieux que personne.

Ayez donc la bonté, Monsieur, de rayer de vos demandes cet article de réversibilité. Croyez que c'est mon vœu certain, irrévocable, QUE J'AI BESOIN QU'ON Y AIT ÉGARD.

M. de Choiseul, dans la Lettre qu'il vous écrivit hier, avoue qu'il demande une pension pour moi, & vous voyez que dans sa première Lettre au Roi, la seule où il se soit permis de demander des dédommagemens, parce qu'on lui avoit ordonné d'en proposer, il n'est point question de cette pension. Mais quand il l'auroit en effet demandée, s'il est le maître de demander pour moi ce qu'il lui plaît, ne m'est-il pas libre aussi de refuser ce qu'il ne me convient pas d'accepter? Épargnez-moi donc, Monsieur, la peine de ce refus embarrassant, quoiqu'il n'ait rien de contraire au profond respect que je dois &

K ij

que je rends au Roi. Je suis persuadée que S. M. même approuveroit mes motifs, & je prendrois la liberté de les lui exposer, si l'on m'y forçoit par le don d'une grace que je ne puis recevoir. Cette condescendance de votre part ajoutera encore à la reconnoissance que je vous dois, Monsieur; mais rien ne peut plus ajouter à mes sentimens pour vous.

LETTRE ÉCRITE AU ROI PAR MADAME
LA DUCHESSE DE CHOISEUL.

Ce 25 Décembre 1771.

SIRE,

Votre Majesté veut m'honorer d'une grace que toute autre circonstance m'eût rendu flatteuse, & que celle où je me trouve ne me permet pas d'accepter. Le temps des graces est passé pour moi, Sire; mais celui de la justice du Roi ne passe pas, & c'est elle seule que je réclame. La faveur ou la disgrâce ne peuvent l'altérer; la jouissance ou la privation des bontés de son Souverain marquent assez la différence de ces deux situations. La charge de la Couronne est l'obligation de recevoir les justes plaintes de ses Sujets. Oser se plaindre de vous à vous-même, Sire, c'est croire à votre justice, & croire à votre

K ij

justice, c'est vous rendre hommage. La flatterie accuse les Ministres du mal que fait le Monarque ; la vérité & l'histoire s'en prennent aux Monarques, des maux que font leurs Ministres. J'emprunte la voix de l'une ; c'est à vous, Sire, à prévenir les récits de l'autre.

Pendant douze ans, M. de Choiseul a exercé, à la satisfaction de V. M. marquée dans chaque occasion, les deux Départemens qu'elle lui avoit confiés. Ses services ont cessé d'être agréables à V. M. Elle lui a ôté les emplois de son Ministère ; il n'a point à s'en plaindre. Mais elle l'a encore exilé ; l'exil est une punition, & une punition doit être la peine légale d'une faute contre la loi. Quel est donc le crime de M. de Choiseul ? V. M. l'a puni ; mais qui l'a jugé ? Elle n'a pas pu croire, ou du moins elle ne croit plus qu'il ait excité

les Parlemens à une résistance renouvelée depuis sa disgrâce; elle ne croit pas non plus qu'il ait mal géré les finances de ses Départemens. Les Affaires Etrangères, de 58 millions qu'elles coutoient lorsqu'elles lui furent confiées, réduites successivement à 7 millions, après en avoir payé 20 aux Anglois pour nos prisonniers, & sans avoir fait perdre un seul Allié à V. M. pendant une guerre malheureuse, prouvent autant en faveur de son économie, que pour le bonheur de ses négociations. La Marine, à qui il ne restoit, au lieu de vaisseaux, que des dettes, quand V. M. lui en confia l'administration, entièrement rétablie & sans dettes, quand il remit ce Département; celui de la Guerre enfin, dont la dépense, dès la première année où il en fut chargé, fut réduite de plus de 50 millions sur ce qu'avoit demandé

M. le Maréchal de Belle-Isle, quoique ce Ministre n'eût proposé qu'une armée pour cette campagne, & que V. M. en ait eu deux. La même diminution pour la campagne suivante, avec une armée en Allemagne & une en Portugal; économie qui n'a cependant coûté que 20 millions de dettes au Département. Enfin, à la paix, la dépense de la Guerre, malgré les nouveaux frais qu'ont occasionnés la nouvelle formation, applaudie dans son temps par V. M., s'est trouvée, à mille livres près, au niveau de ce qu'elle coutoit au commencement du regne de V. M. Il n'y avoit d'augmentation que celle de la solde, faite sous le Ministère de M. de Paulmy; & cependant un plus grand nombre d'Officiers Généraux furent employés, & pour exercer les Troupes suivant la nouvelle formation, & pour s'instruire eux-mêmes.

Ils étoient payés plus cher en raison de l'activité de leur service & de l'augmentation des vivres. Toute l'Artillerie a été renouvelée, les fortifications réparées, & les magasins remplis de tous les habillemens & ustensiles nécessaires à l'équipement complet d'une armée. Telles sont, Sire, ces déprédations si vantées ; voilà ce que V. M. a vu dans ses travaux particuliers, voilà ce qui lui a été prouvé dans son Conseil, preuve sans réplique, & dont la conviction est, j'ose le dire, au fond du cœur de V. M. Quel a donc été le fruit de douze ans de travaux pénibles, contrariés, mais applaudis ? La disgrâce & l'exil. Depuis un an nous supportons ce malheur avec une résignation respectueuse [pouvions-nous penser qu'on chercheroit à l'aggraver encore ?] : exemple unique dans votre regne, Sire ! on dépouille M. de Choiseul de sa Charge, & d'une Charge

que V. M., en la lui donnant, lui dit être inamovible; parole qui devoit être un titre encore plus sacré que l'enregistrement au Parlement, quoique cet enregistrement ne puisse avoir d'autre objet que l'inamovibilité; un garant plus sûr que l'exemple du Maréchal de Bassompierre son grand-oncle, revêtu comme lui de la même Charge, dépouillé comme lui par la haine & le crédit, & rétabli ensuite dans sa possession & son exercice, sans prêter de nouveau serment. On persuade aujourd'hui à V. M. que la Charge de Colonel Général des Suisses est amovible; on fait savoir à M. de Choiseul que l'intention de V. M. est de la lui retirer; on lui ordonne de s'en démettre, quoiqu'on n'ait pas besoin, dit-on, de sa démission. Eh, pourquoi donc l'exiger, si l'on n'en a pas besoin? Quand V. M. l'honora de cette Charge, avoit-elle intention de la lui ôter un jour? & cette

parole , JE VOUS DONNE UNE CHARGE INAMOVIBLE , n'étoit-elle pas du moins un engagement pris de ne la pas retirer , & pour M. de Choiseul l'assurance de la stabilité du bienfait qu'il recevoit ? On lui permet cependant d'en demander un dédommagement ; il propose , Sire , dans une Lettre où toute sa soumission est marquée , ceux qu'il croit pouvoir espérer des bontés & de la justice de V. M. ; & V. M. ne daigne pas recevoir sa Lettre ; elle refuse la Lettre d'un homme de qualité , qu'elle fait n'être point coupable , qu'elle a honoré long-temps de sa familiarité , & qui l'a servi douze ans dans les emplois de la plus intime confiance. Quel plus grand mépris auroit-elle pu marquer au scélérat le plus abject & le plus inutile ? La naissance , l'innocence , les services , n'ont-ils pas droit du moins à quelques égards ? Il par-

vient à V. M. que la première demande de M. de Choiseul est d'être soustrait au joug de l'exil , pour lui faire un hommage plus libre de sa démission ; & V. M. écrit :
IL EST BIEN HEUREUX QUE JE L'AIE ENVOYÉ A CHANTELOUP, JE NE VEUX PAS QU'IL EN SORTE. Il est bien heureux, Sire ! & que pouvoit donc lui préparer l'indignation de V. M. ? Je fais que rien n'est impossible à sa toute puissante volonté ; mais il est de mon devoir & de mon respect de croire qu'elle est déterminée par sa justice , & le malheur innocent de vous avoir déplu , Sire , ne peut être puni comme un crime.

Les autres propositions faites par M. de Choiseul en conséquence des ordres de V. M. , sont rejetées avec une égale dureté , & cette dureté est accompagnée de sous-entendus , de menaces les plus graves,

dans la supposition du refus d'une démission dont on n'ose pas en même temps prononcer l'ordre ; menaces qui imprimoient le caractère de la violence à l'acte pur d'une véritable soumission , que V. M. eût jugé telle , si Elle eût daigné recevoir la première Lettre de M. de Choiseul , & dont elle a trouvé la preuve dans la seconde , où sa démission étoit incluse. On lui nie enfin jusqu'au dernier bienfait qu'il tient des bontés de V. M. , les effets qu'elle lui avoit donnés pour payer ses dettes , dont le BON lui reste encore , & lui reste seul. Il ne s'agit plus ici de discussions sur l'amovibilité ou l'inamovibilité d'une Charge , c'est tout simplement de l'argent donné & repris ; mais cet argent , Sire , n'étoit point enlevé à votre trésor , c'étoient des effets morts dans la Caisse de la Guerre , que le discrédit public ne permettoit

pas aux créanciers du Département de recevoir sur le pied de leur valeur primitive ; ainsi il n'en coutoit rien à V. M. pour soulager M. de Choiseul des dettes que son état dans le Ministère lui avoit fait contracter, & qu'il n'auroit pas contractées, si, comme ses prédécesseurs au Département des Affaires étrangères, il eût reçu les deux cent mille francs de dépenses secrètes de ce Département, que V. M. vouloit lui donner ; s'il n'eût réformé dans celui de la Guerre pour cent mille francs de chevaux & chariots employés au service du Ministre de la Guerre, & qui lui eussent épargné une dépense équivalente. Ces deux sommes réunies pendant les huit années qu'il a, en deux reprises, gouverné les Affaires étrangères, & les dix pendant lesquelles la Guerre lui a été confiée, forment un capital de deux millions fix cent

mille livres. On dit qu'il manque une formalité au don que V. M. lui a fait de ces effets, & que le défaut de cette formalité annulle le don. Je ne croyois pas que la volonté libre de V. M. dans une chose particuliere, dût être revêtue d'une formalité pour être suffisante. Si son intention fut alors d'acquitter les dettes de M. de Choiseul, le BON qu'il possède doit avoir son effet; si ce n'étoit pas son intention, que cependant le BON eût été revêtu de la formalité qu'on exige, & que M. de Choiseul en eût fait usage, il faudroit donc, puisque tout se reprend, rechercher aujourd'hui la valeur de ces effets dans les débris de sa fortune. V. M. peut-elle souffrir, autoriser, prêter son nom à tout le mal que la haine fait à un homme qui ne lui proposa jamais d'en faire? Votre cœur, Sire, ne vous reproche-t-il rien, & rejet-

teriez-vous ses mouvemens? Mais si ces maux sont la suite nécessaire de services autrefois agréables à V. M. & toujours utiles, qu'ai-je fait, moi, pour subir l'infortune & l'oppression, que croire à vos bontés, Sire, les chérir, y placer ma confiance, y attacher mon bonheur, & ofer vous le dire? Je n'ai point épousé M. de Choiseul pour qu'il fût Duc, Ministre, exilé, & ruiné. Pourquoi V. M. l'arrachait-elle à sa carrière militaire qui lui étoit chère, & dans laquelle je n'aurois couru que des hasards communs & glorieux? Pourquoi le força-t-elle, malgré sa répugnance, à sacrifier aux tristes emplois du Ministère les restes toujours précieux de la jeunesse? Pourquoi enfin refusa-t-elle deux fois sa démission? Sans le premier de ces refus, Sire, je serois libre, & je n'aurois point à craindre que les restes de
ma

ma fortune fussent insuffisans à ses engagemens & à son aisance. Il doit m'être d'autant plus cher, qu'il m'a pardonné de l'avoir compromis en réclamant pour lui, à son insçu, les bontés de V. M. Elle trahit alors le secret d'une femme d'honneur confié à sa foi, secret qu'elle lui avoit promis de garder, & dont la parole est consignée dans une Lettre écrite de la propre main de V. M. & que je garde encore. Elle exposa mon imprudence à l'animadversion de mon mari, & ma folle confiance à la risée publique. Que ne m'en coûta-t-il pas alors, quand mon respect pour V. M. me força à désavouer par un vil mensonge un bruit dont l'aveu ne m'eût coûté qu'un ridicule ! Je me trompois sans doute en croyant que le rang suprême même pouvoit être honoré d'une confiance pure. La mienne, Sire, pouvoit être rejetée, mais

elle ne devoit pas du moins être trahie. Si V. M. croit devoir quelque réparation à cet outrage, c'est à mon mari qu'il la faut acquitter, & non pas en me donnant une pension sur les dépouilles qu'on lui arrache ; grace qui, par sa nature & la circonstance, blesse également mon sentiment & mon honneur, parce qu'elle n'ajoute rien au traitement qu'on lui fait, & qu'elle semble me faire conniver à l'injustice qu'il éprouve, en m'en faisant profiter dans une supposition dont l'idée est affreuse à me présenter. Je ne me plaindrai point de l'injure faite à ma vérité, qui se joignit à l'outrage que j'ose rappeler, lorsqu'on crut reconnoître, dans une Lettre que j'assurois être écrite dans l'ombre du plus profond secret, les différens styles de mes différens conseillers, qui tous m'eussent préservée d'une pareille

imprudence, si je leur en eusse confié le dessein ; & quand les sentimens que j'exprimois furent taxés de fausseté : les caracteres de la vérité peuvent être inconnus aux Souverains. Je ne chercherai point, Sire, à rappeler les bontés dont je me faisois l'illusion, par des protestations dont je ne trouverois plus les sentimens dans mon cœur. Le plus profond respect, la plus entiere soumission, la fidélité la plus absolue, telle est l'étendue & les bornes de mon devoir. Si d'oser connoître ces bornes, & les exposer aux yeux de V. M. est une liberté criminelle, j'en dois seule être punie, puisque j'en suis seule coupable. On en peut croire du moins pour cette fois la vraisemblance, si ma parole & la vérité, Sire, ne suffisent pas à votre confiance. Cependant, comme je ne veux pas¹² que la punition m'expose à des soupçons

injurieux à mon honneur, ma Lettre sera déposée entre les mains d'un assez grand nombre de personnes sûres, qui la divulgueroient au cas qu'il m'en arrivât malheur. Mais en faisant connoître mon imprudence, ils ne pourroient pas faire applaudir à la clémence de V. M. En attendant, Sire, ce qu'ordonnera votre colere ou votre indulgence, je proteste contre toute mauvaise interprétation qui pourroit être donnée à la franchise des expressions d'une femme offensée, opprimée, & en droit de se plaindre, par celui de son sexe, du nom qu'elle porte, & de l'humanité; & je déclare que je n'ai jamais prétendu m'écarter des bornes du profond respect avec lequel je suis,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ,

V. &c.

LE ROYAUME
D'ARLEQUINERIE,
OU
ARLEQUIN
PRINCE HÉRÉDITAIRE,
DEVENU HOMME D'ESPRIT
PAR AMOUR,
COMÉDIE
DANS LE GENRE HÉROÏQUE.

L iij

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

520 EAST 58TH STREET

CHICAGO, ILL. 60637

U.S.A.

1968

1000

100

PRÉFACE DE M. LE DUC DE CHOISEUL.

ON disoit un jour que l'on pouvoit faire de petits Drames, comme des Proverbes, sur tous les mots de la Langue; l'on cita une Comédie intitulée HEUREUSEMENT. Nous avons parlé auparavant d'un Prince de Naples, fils aîné du Roi d'Espagne, qui, dans toute sa vie, n'avoit prononcé que le mot B A C A L A ; l'on dit, à propos de Proverbes, qu'il seroit difficile de faire une Comédie sur ce mot. Je m'en chargeai : elle fut faite le lendemain; & quoique ce soit une plaisanterie, cette Piece n'est ni intéressante ni plaisante, mais il y a des traits, tant bien que mal rendus, qui, s'ils sont entendus, pourront servir à l'Histoire que l'on écrira dans cinquante ans.

P E R S O N N A G E S.

LE Roi ARLEQUIN.

La Reine ARLEQUINE.

ARLEQUIN fils, Prince héréditaire.

La Fée HERMINE.

La Fée URGANDE, sa sœur, sous le nom de **JAVOTTE**,
Payfanne de l'île de Bornéo.

La Princesse MIRTILLY, sous le nom de **LISE.**

Une DAME du Palais de la Reine.

GUIGNON, Gouverneur du Prince, & Ministre.

CHENAPAN,

UBALDIN,

MORPHISE,

BISCOTIMINI,

} Ministres.

Un COURTISAN du Roi.

Suite du Roi & de la Reine.

**La scène est dans un appartement du Roi & de
la Reine.**

LE ROYAUME
D'ARLEQUINERIE,
COMÉDIE
DANS LE GENRE HÉROÏQUE.

ACTE PREMIER.

SCÈNE PREMIÈRE.

GUIGNON, une DAME de la Reine.

LA DAME.

AH, mon Dieu ! qu'il fait chaud ! cela est horrible, je n'y puis plus tenir.

(En voyant Guignon.)

Qui vous amène ici, Monsieur ? Attendez-

(170)

vous la Reine ? Oh ! j'ai bien une petite affaire à vous. Oui , je crois que j'aurai le temps de vous la dire.

G U I G N O N .

Vous savez , Madame , que j'ai toujours été très-empressé à vous plaire.

L A D A M E

Pas trop. Mais n'importe. J'ai voulu parler de mon affaire à la Dame d'Atours de la Reine ; je ne l'ai vue ici qu'en courant ; il n'y a que les Elus qui entrent chez elle. Vous êtes du nombre, Monsieur ; moi qui n'aime ni les Fakirs ni les Bonzes , je suis regardée comme une Profane.

G U I G N O N .

Si vous voulez , Madame , me dire votre affaire , je saurai si je puis avoir l'honneur de vous être utile.

L A D A M E .

Vous prenez un ton sérieux , Monsieur ,

qui m'en impose ! Vous saurez donc qu'il y a quelque temps que j'eus besoin d'une femme ; une des miennes fut obligée de me quitter, parce qu'elle se maria. J'en fus fort fâchée. Il se présenta, pour la remplacer , une fille dont le maintien, la figure me charmerent ; elle a une figure vraiment intéressante ; je ne pus pas résister à l'envie que j'eus d'abord de me l'attacher, & depuis je m'en suis louée tous les jours davantage , car sa douceur & son esprit égalent au moins sa figure. C'est un prodige que cet enfant. Elle a dix-huit ans ; je l'aime tout-à-fait véritablement, au point que je voudrois lui faire une petite fortune.

G U I G N O N.

Eh ! que puis-je, Madame, à tout cela ?

L A D A M E.

Oh ! Monsieur le Gouverneur , ayez

un peu de patience ; écoutez. On m'a dit que l'on alloit marier le Prince , qu'il arrivoit une Fée pour ce mariage , & qu'en attendant c'étoit vous qui étiez chargé de former la maison du Prince & de la Princeffe. Par parenthese , l'on dit bien du mal de vos choix. Je voudrois donc que ma petite Fanchon , que j'aimerai toujours , mais qui ne fera pas une grande fortune avec moi , eût une place chez la Princeffe.

G U I G N O N .

Madame , je ne me mêle pas du choix des femmes de la Princeffe.

L A D A M E .

Oh ! que si. Vous vous mêlez de tout ce que vous pouvez. Je vous prie de pouvoir pour ma petite Fanchon , belle comme un Ange , sans nulle espee de coquetterie. Savez-vous que si le Roi la voyoit ,

(173)

je suis persuadée qu'il la trouveroit mieux
que tout ce train qu'il a là-haut ?

GUIGNON.

Madame, voici la Reine ; nous parlerons, si vous voulez bien, une autre fois de votre Protégée.

S C E N E I I.

LA REINE, LA DAME, GUIGNON,

LA REINE.

Vous savez, Guignon, combien depuis long-temps je vous aime, & les vœux que j'ai faits pour que le Roi mon époux vous confiât l'éducation du seul fils qui me reste. Ce cher rejeton des premiers Arlequins du monde devrait être la gloire & l'amour de cet Empire ; & cependant, Guignon, quoique je sois disposée à le trouver parfait, je ne puis me refuser à la crainte que son esprit ne soit pas aussi développé qu'il le pourroit être.

GUIGNON.

Ah ! Madame , le Prince est jeune.

LA REINE.

Guignon , il a vingt ans.

GUIGNON.

C'est le bel âge , Madame , pour acquérir des connoissances. Jusqu'à présent , je ne lui ai parlé que de sa naissance & de la mienne. Je lui disois qu'il feroit le maître de ce Royaume , que je ferois son sujet , son ami , son confident , son complaisant , & qu'il n'auroit de serviteur que moi , les miens , & le petit nombre de ceux que je lui indiquerois.

LA DAME.

Pardi , Madame , je ne suis pas étonnée qu'une si belle éducation ait produit ce que nous voyons.

G U I G N O N.

Je lui ai, de plus, parlé chaque jour du respect dû aux Dieux de cet Empire & aux Ministres des autels. Il aime les Dieux, Mahomet, le Muphti & les Fakirs; que pouvois-je faire de mieux?

L A R E I N E.

Comme il doit se marier, vous auriez pu aussi lui donner du goût pour les femmes.

G U I G N O N.

Madame, y pensez-vous?

L A R E I N E.

Mais pourquoi ne l'avoir pas repris d'avoir mauvaise grace, d'être grossier, & sur-tout de répéter des mots vides de sens, qui font penser, à ceux qui ne le connoissent pas, qu'il est imbécille?

G U I G N O N.

Madame, un Prince a toujours bonne

grace. J'ai cru ne devoir pas m'appliquer à le contrarier sur ses attitudes. La majesté qui l'environne supplée de reste à ce qui lui manque. J'ai éprouvé par moi-même que la grace n'étoit pas aussi nécessaire qu'on l'imagine. Si je ne l'ai point repris d'avoir le ton grossier & brusque, c'est que j'ai voulu conserver son naturel. Il est vrai que le Prince s'est accoutumé à dire un certain terme que je n'entends pas moi-même; mais s'il ne le disoit pas ce terme de BACALA, il ne diroit mot; & ne vaut-il pas mieux que nos Princes, nos chers Princes nous disent des inutilités, que de ne nous point parler du tout?

L A R E I N E.

Quand je vous écoute, Guignon, il me semble que vous entrez dans mon sens, & que vous excusez fort bien mon fils. Mais quand je vois le Prince, j'oublie ce que

que vous m'avez dit, & je ne puis me refuser à une certaine inquiétude chagrinante. Au reste, nous attendons aujourd'hui la Fée Hermine; elle m'aime particulièrement; elle s'intéresse à notre illustre famille, & nous sommes déterminés à suivre, pour le mariage de mon fils, les conseils qu'elle voudra bien nous donner;

~~Il est si bon de voir la Fée Hermine, qu'il faut la voir.~~

S C E N E I I I.

Le ROI, la REINE, GUIGNON,
la DAME de la Reine.

L E R O I.

Allez, Guignon, chercher mon fils; je veux l'envoyer au devant de la Fée Hermine, & qu'il soit des premiers à lui marquer le plaisir que nous aurons à la revoir après tant d'années d'absence.

[A la suite du Roi & de la Reine.]

Retirez-vous vous autres.

Tome II.

M

S C E N E I V.

Le R O I , la R E I N E .

L E R O I .

C'est un grand bonheur pour nous, Madame, que l'arrivée de cette Fée ; car outre qu'elle nous donnera des conseils sur quelques petits défauts que l'on me fait appercevoir de temps en temps dans mon fils, elle nous donnera aussi ses avis pour son établissement.

L A R E I N E .

J'approuve fort que vous y songiez.

L E R O I .

L'on m'a dit qu'il falloit marier le Prince ; l'on marie toujours les fils des Rois, & l'on commence par les aînés, parce que ce sont eux qui succèdent. Les cadets viennent après ; mais comme nous n'avons

(179)

qu'un fils, il se mariera pour l'aîné & pour les cadets, n'est-ce pas?

L A R E I N E.

Rien de mieux.

L E R O I.

La Fée se chargera de toutes les Fêtes; elle décidera, & puis quand elle aura décidé, je ferai faire ce qu'elle aura décidé, n'est-ce pas?

L A R E I N E.

Sans doute, car vous aimez singulièrement que l'on vous décide.

L E R O I.

Oui, oui, je ne fais jamais rien par moi-même.

M H

~~ACTE V. SCENE V.~~

SCENE V.

Le ROI, la REINE, le Prince
ARLEQUIN, GUIGNON, Sui-
vans & Suivantes.

LE P. ARLEQUIN.

[Baissant la main au Roi & puis à la Reine.]

Bacala, bacala, bacala, mon cher pere,
& bacala, ma chere mere; je suis venu parce
que M. Guignon me l'a dit de votre
part. Me voilà, bacala.

LA REINE.

[D'un ton d'impatience.]

Mais pourquoi, mon fils, dites-vous tou-
jours ce vilain terme?

LE P. ARLEQUIN.

Bacala, je n'en fais rien.

L A R E F N E.

Cependant il n'est pas naturel de répéter sans cesse un mot qui n'a aucune signification.

LE P. ARLEQUIN.

Ah ! bacala, maintenant ; j'entends dire tous les jours chez vous & chez mon cher papa des phrases entières qui ne signifient rien du tout, & j'ai pensé, bacala, qu'il valoit mieux dire un mot qu'une phrase.

L E R O I.

Mon fils, la Fée Herminie arrive ; allez au devant d'elle ; dites-lui de bien belles choses pour moi & pour votre mere ; & puis vous reviendrez avec elle, & puis nous verrons.

LE P. ARLEQUIN.

Laissez-moi faire, papa ; je lui dirai,

M iij

(182)

comme vous dites, de si belles choses,
qu'il faudra, bacala, qu'elle soit bien dé-
goutée, si elle n'est pas contente de moi.

S C E N E V I.

Le ROI, la REINE, & Suivans.

L E R O I.

Cet enfant est vif & gai beaucoup plus
que je ne l'étois dans ma jeunesse; car je
me souviens, Madame, qu'avant de vous
épouser.....

U N S U I V A N T du Roi.

Sire, la Fée entre dans l'appartement.
Le Prince est arrivé trop tard au devant
d'elle.

L E R O I.

Vite mon chapeau & mon sabre de
bois.

[A la Reine.]

Je vous disois donc, Madame, que dans ma jeunesse.....

L A R E I N E.

Vous me répéterez, cher époux, dans un autre temps, pour la millieme fois, l'histoire de votre jeunesse; empressons-nous de recevoir la Fée dont nous avons tant de besoin.

L E R O I.

Ah ! oui, vous avez raison.

S C E N E V I I.

La Fée HERMINE, le ROI, la REINE, le PRINCE, Suivans & Suivantes.

L E R O I à la Fée.

J'avois une grande impatience de vous voir, Madame. Vous avez eu un peu

M iv

chaud pendant votre voyage, sur-tout vous autres qui venez par les airs. Hier l'on me fit faire des remarques sur le barometre, & puis je fus à la chasse; la Reine n'y vint pas, parce qu'elle reste toujours chez elle, elle aime les livres. Mais par di, mon fils en revanche aime bien la chasse, & en criant toujours bacala, il finira par se casser le cou.

LA REINE à la Fée.

Nous joignons à l'impatience de vous voir, Madame, celle de vous renouveler les sentimens de notre reconnoissance & de notre tendresse, & le désir d'apprendre par vous-même que vous nous conservez une amitié qui doit nous être aussi chère.

LA FÉE.

J'ai été infiniment peignée, Madame, de n'avoir pas pu me rendre plus tôt aux

empressement du Roi & aux vôtres. Vous n'ignorez pas que le destin avoit fixé un terme à mon absence, & que, jusqu'à cette époque, je ne pouvois vous être d'aucune utilité.

L E R O I.

Oh ! je me souviens que vous me l'aviez

[à la Reine.]

dit. Oui, vous me l'aviez dit. Ne vous en souvient-il pas, Madame ? C'étoit dans mon cabinet bleu en bas, & pardi, oui, la veille du départ de la Fée.

L A F É E.

Il m'est permis à présent de vous donner des conseils sur tous les objets que vous croirez qui en méritent, & je puis augurer que si vous les suivez, vous éprouverez des changemens désirables pour votre Royaume & pour votre famille.

L E R O I.

Oh ! pour moi, Madame , vous pouvez être sûre que pourvu que je ne change rien à ma façon de vivre , vous ferez de mon Royaume & de mes Sujets tout ce que vous voudrez. La Reine vous dira , Madame , ce que nous croyons être le plus essentiel , qui est le mariage du Prince ; vous déterminerez notre choix sur la Princesse qu'il épousera , & puis, après en avoir parlé dans mon Conseil , cela sera décidé. Je vais vous laisser ensemble , pour que vous parliez de cette affaire.

S C E N E V I I I.

La REINE, la Fée HERMINE.

L A R E I N E.

Vous voyez , Madame , que depuis votre départ , le Roi n'est pas changé ; son

humeur est toujours aussi bonne & aussi gaie.

L A F É E.

Madame, l'on peut présumer que la manière d'être & de penser du Roi, est plus utile que nuisible à sa santé. La Fée Urgande ma sœur a présidé à sa naissance il y a plus de soixante ans, & depuis ce temps il a toujours été à peu près de même. C'est du Prince votre fils, Madame, dont je dois m'occuper, pour qu'il puisse vous donner la satisfaction que votre tendresse pour lui mérite.

L E P. A R L E Q U I N.

Bacala, Madame, vous avez bien de la bonté, & je suis en vérité votre très-humble serviteur, bacala.

L A R E I N E. [interrompant son fils.]

Allons, Madame, passons dans mon

(188)

appartement, où, après vous avoir exposé
mes craintes & mes désirs, j'écouterai avec
soumission vos conseils, & je profiterai de
vos lumières & de vos bontés.

Fin du premier Acte.

ACTE II.

SCENE PREMIERE.

L A F É E seule.

J'AI retrouvé la Cœur Arlequine comme je l'avois laissée il y a vingt ans ; le Roi , tout aussi dénué d'idées que de sentiment ; la Reine , prudente , mesurée ; & le Prince , plus imbécille & plus grossier que son pere , ce qui est beaucoup dire. Le Destin ne permet pas que l'on améliore le pere , je ne puis que le rendre un peu plus stable dans les sentimens honnêtes que le hasard produira en lui ; mais ma sœur Urgande , en permettant ce changement , y a mis la condition qu'il auroit la même stabilité dans le mal , & cette restriction me déter-

mine à le laisser tel qu'il est. Quelle race ;
 grands Dieux , que celle des Arlequins !
 Il faut convenir qu'elle avoit bien mérité
 la haine & la vengeance de ma sœur ;
 mais comme elle est juste , je l'ai adoucie
 pour le Prince héritier de cette couronne ;
 elle m'a donné le pouvoir de lever en sa
 faveur le sort jeté sur toute sa race , à
 condition toutefois que ce Prince pourra
 avoir de la Nature le sentiment d'un amour
 vrai & honnête , & que cette faculté qu'il
 aura d'aimer lui procurera le bonheur d'être
 aimé aussi tendrement qu'il aimera. Ma
 sœur protège la Princesse Mirtilly ; elle
 a été enlevée de la Cour de son pere ,
 malgré Urgande , par une Fée jalouse ;
 elle doit rester paysanne , jusqu'à ce qu'elle
 aime un Prince qui paroîtroit aussi imbé-
 cille que grossier. Je lui ai proposé d'essayer
 de lui faire aimer le Prince Arlequin ; il

me semble remplir les conditions du sort ,
 qui doivent rendre Mirtilly à son rang.
 Ma sœur , qui , pour soigner sa chère
 Princesse, est déguisée en paysanne dans
 l'isle Bornéo , est convenue que je vien-
 drois ici pour engager le Roi Arlequin à
 me confier son fils. Si je puis le conduire
 auprès de ma sœur & de Mirtilly , j'es-
 pere. Mais voici la Reine ; je lui ai
 déjà insinué la nécessité de cette sépara-
 tion.

S C E N E I I.

La REINE, la Fée HERMINE.

LA REINE.

Madame , je vous cherchois ; je suis
 toute troublée du projet que vous m'avez
 fait entrevoir de me séparer de mon fils.
 Je n'ai pas osé en parler au Roi mon mari.

L A F É E.

Je compte, Madame, le lui dire, lui expliquer la nécessité de ce voyage pour le Prince. Je ne fais pas s'il le voit tel qu'il est; mais vous, Madame, peut-il y avoir un moyen qui vous coûte pour améliorer l'esprit & les manières de votre fils?

L A R E I N E.

En vérité, l'on juge le Prince par l'extérieur; il est plus commode de porter un jugement d'après un coup d'œil que d'après une réflexion; mais mon fils est naturellement juste, il sera exact à ses devoirs, & il a le cœur si bon! Avec de la justice & de la bonté, un Prince, quelque extérieur qu'il ait, doit être un Souverain aimé de ses Sujets. Je m'en rapporte à vous; donnez-vous la peine de l'examiner, & si vous lui trouvez la justice & la bonté que je vois en lui, vous serez persuadée qu'il

à le véritable esprit désirable aux Rois.

LA FÉE.

Ce n'est pas pour lui ôter la justice, & la bonté qu'un amour de mère lui accorde, que je vous propose de vous priver, pour quelque tems, de ce Prince. Je voudrois lui procurer les lumières nécessaires pour mettre en valeur ces qualités. Vous conviendrez, Madame, que l'on peut être né juste & bon, & faire beaucoup de mal & d'injustices. Sans esprit & sans réflexion, l'usage des bonnes qualités vient du hasard, & naturellement porte presque toujours à faux. Au reste, Madame, vous n'avez rien à craindre pour les jours du Prince, son absence ne sera pas longue. Si vous avez confiance dans mes conseils & à mes soins, & que vos vœux aient le succès que j'espère, votre fils reviendra avec les qualités qui font chérir & estimer un grand

Tome II.

N

Prince. Il y joindra des agrémens qui lui procureront le don de plaire. Les Princes destinés à commander à des hommes, n'ont qu'une partie des vertus qui leur sont nécessaires, quand ils n'ont pas celles de la Société.

La REINE.

C'est avec bien de la sensibilité, Madame, que je me rends à vos vœux ; chargez-vous donc d'obtenir le consentement du Roi.

S C E N E I I I.

La FÉE. La REINE. Le P. ARLEQUIN.

Le P. ARLEQUIN.

[mangeant des cerises qu'il a dans son chapeau.]

Bacala, ma chere mere, papa s'impatiente que vous ne veniez pas avec Madame la Fée manger des cerises ; elles sont

belles au moins , mais je ne vous en donnerai pas, puisque vous n'en allez pas chercher ; ce n'est pas que je m'en soucie , bacala , bacala. [Il jette les cerises.]

La R E I N E.

Le Roi fait bien que nous l'attendons ici pour lui expliquer les projets de la Fée sur votre compte.

Le P. A R L E Q U I N.

Ma foi, il n'en fait rien du tout, bacala, ni moi non plus. Il s'amuse à niaiser autour des arbres , & moi je suis venu ici pour niaiser avec vous ; car, bacala, maman , je vous aime bien.

La R E I N E.

Mon cher fils , allez dire à votre père que nous l'attendons, & que Madame ne veut point se promener.

S C E N E I V.

La REINE. La Fée HERMINE.

La FÉE.

Eh bien ! croyez-vous que l'empressement du Prince à vous chercher ne vous auroit pas été plus agréable, s'il y avoit mis un peu plus de graces ?

La REINE.

Ah ! Madame, j'ai senti que votre présence & votre jugement augmentoient de beaucoup les défauts de mon fils.

S C E N E V.

Le ROI. La REINE. La FÉE. LE P.
ARLEQUIN. Foule de Courtisans.

Le ROI.

Je croyois , Mesdames , que vous iriez aux cerises ; j'y ai été. Tilnut en a beau-

coup mangé. Elles ne sont pas encore tout-à-fait assez douces ; elles sont cependant bonnes , il y en a quelques-unes de bonnes.

[en s'adressant à la Fée.]

Je voudrois bien , Madame , que vous nous en fîssiez produire toute l'année. Cependant il faut que chaque saison ait son cours. Après l'hiver le printems , après le printems l'été , ainsi du reste.

La FÉE.

Votre Majesté a raison , mais elle fait aussi que je ne suis point venue à sa Cour pour des cerises.

Le ROI.

Ah , vraiment non , c'est pour mon fils ; il aime aussi les cerises , & je suis bien persuadé qu'il aimera le mariage ; c'est bien une autre chose.

Le P. ARLEQUIN.

Non , bacala , papa , je ne veux pas me marier , cela me fait peur.

N 3

Le R O I , en riant.

Ah , ah , ah , ah , cela lui fait peur ; mais cela lui fera plaisir. Parlons féricusement. J'ai fait avertir mon Conseil de se tenir là-dedans ; je le ferai entrer quand je serai instruit des avis que vous voudrez bien me donner sur le mariage de mon fils , car je suis dans l'usage de dire à mes Ministres tout ce qui regarde l'Etat , & je ne puis pas leur dire vos volontés avant que de les savoir. Mon fils , allez vous reposer chez vous , & me laissez seul avec ces Dames.

Le P. A R L E Q U I N.

[baissant la main du Roi & celle de la Reine]

Adieu , bacala , maman , adieu , papa , bacala.

[à la Fée.]

Madame , j'ai l'honneur d'être votre serviteur très-humble , bacala.

=

l.

L

z-

m

m

is.

ff

ir

n

le

l

m

ou

ou

in

ai

N

ni conséquent ; mais je n'ai pas songé à vous proposer aucune Princesse, car avant de fixer le choix de Votre Majesté , je crois qu'il faut donner au Prince votre fils des dispositions d'esprit & de caractère, qui puissent faire le bonheur & l'agrément de la Princesse qu'il épousera.

Le R O I.

Vous croyez qu'il n'a pas de dispositions pour le mariage ?

[en parlant à la Reine.]

Madame, il ne tiendrait pas de moi, & mon pere n'... mon pere n'étoit pas... mon grand-pere mon grand-pere comme cela ; mais mon arriere grand-pere étoit un vert galant , j'ai voulu l'imiter.

La R E I N E.

Mon cher époux, il n'est point question de galanterie.

Le R O I.

Comment , il n'est pas question de ga-

lanterie quand on parle des dispositions de mon fils pour le mariage ?

La R E I N E , impatientée.

Eh , non. La Fée parle des dispositions de son esprit , de son caractère.

Le R O I.

J'entends , j'entends. On veut en faire un Savant pour le rendre habile au mariage.

[en riant.]

Ma foi , je n'ai pas entendu dire que toute la science servît à grand-chose pour tout cela. Jusqu'à présent j'ai cru qu'on pouvoit être Roi & mari , sans étudier les belles sciences.

La F É E.

Votre Majesté dit des choses excellentes , mais elle se rappellera qu'à la naissance de son fils, la Fée Urgande ma sœur, mécontente de la réception peu attentive, & j'ose dire impolie , que vous lui fîtes ,

après l'avoir invitée avec empressement d'être aux couches de la Reine, jetta un sort sur le Prince au moment qu'il naquit.

Le R O I.

Je me rappelle bien que Madame votre sœur fut de très-mauvaise humeur, je ne fais pas pourquoi, car je la traitai à peu près comme je traite toutes les femmes ; je n'ai qu'une manière. Au reste, je ne me suis pas apperçu que son humeur, ce qu'elle dit entre ses dents avec sa petite tête penchée, aient fait grand mal à mon fils.

La F É E.

Vous n'entendîtes pas ce qu'elle disoit : je vais vous en instruire. Le Prince étoit né avec du sentiment, de la grace & de l'esprit ; j'avois confirmé ces dispositions par mes dons ; ma sœur ne pouvoit pas lui ôter les qualités qu'il tenoit de la Nature, mais elle en suspendit l'apparence & les

effets, en ordonnant que vous auriez pour l'éducation de votre fils une négligence impardonnable , que vous mettriez à la tête de cette éducation l'homme de votre Royaume le moins propre à élever un Prince.

Le R O I.

Qui ? Guignon ? On me l'a dit cent fois ; il n'a pas trop bonne mine, il fait le dévôt ; il a bien quelques défauts, mais d'ailleurs il est tout comme un autre.

La F É E.

Permettez que j'acheve. La mauvaise éducation fut donc le premier effet de la colere de ma sœur. Les mauvais exemples que Votre Majesté a donnés au Prince , enchérissent sur l'éducation , de sorte que si le Prince reste comme il est , il est à craindre que son imbécillité, le ridicule , & le mépris qui en seront la suite, ne pro-

duisent naturellement une décadence dans cet Empire , qui enleveroit le trône à la postérité de Votre Majesté.

Le R O I.

Ecoutez-donc, je vous prie, je ne verrai pas ce qui arrivera à ma postérité.

La F É E.

Non sans doute.

Le R O I.

Eh bien, il faut prendre patience, puisque je ne puis pas empêcher que votre maudite sœur n'ait eu de l'humeur mal à propos ; car si je pouvois empêcher tous ces maux-là, je le ferois de tout mon cœur.

La R E I N E.

Voilà précisément l'objet du voyage de la Féc. Son amitié lui a suggéré un moyen pour tenter de rendre à notre fils les qualités que la Nature lui avoit données.

Oui , si Votre Majesté veut me confier
 le Prince & le laisser partir seul avec moi,
 j'espere qu'en peu de tems vous aurez la
 satisfaction de juger par vous-même de
 son changement , & de le voir mériter
 d'être aimé de sa famille, de vos Sujets &
 de la Princesse que je ramènerai avec lui
 pour être son épouse.

Le R O I.

Comment , tout seul ! Et où diable le
 menerez-vous ? Il va donc aller chercher
 sa femme TOUT SEUL ? Ce n'est pas notre
 usage.

La FÉE.

Je ne répons pas que ce que je vais
 entreprendre pour lui réussisse infaillible-
 ment ; je l'espere. En tout cas , l'épreuve
 par laquelle il va passer ne lui nuira pas ,
 & certainement me mettra plus à portée

de diminuer ses défauts par mes soins.

Le R O I.

Ah ! j'entends , épreuve. . . Ma foi ;
Madame , contentez-vous , si vous croyez
que cela puisse vous être bon & à lui aussi.

La R E I N E.

Nous devons avoir toute confiance dans
les bontés de la Fée. J'étois fâchée d'abord
de me séparer de mon fils , mais ma raison
& l'amitié d'Hermine pour moi me font
envisager cette séparation comme un bon-
heur. Je crois qu'il ne faut pas différer le
départ du Prince , & que vous n'avez rien
de mieux à faire , sans entrer dans les dé-
tails que vous venez d'entendre , que d'as-
sembler votre Conseil. . .

Le R O I , l'interrompant.

Il est là-dedans.

La R E I N E.

Et de lui dire que la Fée s'est chargée

de corriger quelques défauts que vous avez
 apperçus dans votre fils, & de le marier ;
 mais qu'elle veut l'emmener tout seul avec
 elle ; & que vous consultez vos Ministres
 pour savoir si ce départ & cette absence
 ne sont pas contraires aux loix du
 Royaume. Comme il n'y en a aucune, à
 ce que je pense, qui défende à l'héritier
 de la Couronne de s'en aller, pour son
 bien, avec une Fée tout seul, votre Con-
 seil acquiescera, sans objection, à votre
 volonté, & Madame partira sur le champ
 avec mon fils.

Le R O I.

Tout cela me paroît fort bien, & je crois
 que Madame me ramenera mon fils fort
 éprouvé.

La F É E.

Je vais attendre l'issue du Conseil dans
 l'appartement de Madame.

[en montrant la Reine.]

Votre Majesté peut être sûre que mon amitié pour la Reine, pour elle & pour son Royaume, m'engage uniquement à lui rendre un si grand service.

[Elle sort avec la Reine.]

SCENE VII.

Le ROI, seul.

Je crois que la bonne Dame servira aussi bien sa fantaisie que moi dans cette occasion ; mais en tout ceci il n'y a pas de mal ; mon fils est jeune ; les voyages forment les jeunes gens. Holà ! le Conseil.

SCENE VIII.

Le ROI. GUIGNON. UBALDIN.
MORPHIS. BISCOTIMINI. SCHE-
NAPAN.

Le ROI.

[S'asseyant dans un fauteuil au bout de la table, les Ministres sur des plians, des deux côtés.]

Allons,

ons

ur

ez p

en

e l'

s.

ez.

det

no

qu

N.

Si

ls le

t à

de c

de

ni

ménage pas plus le sacré que le profane.

Le R O I.

Commençons. J'ai donc voulu vous dire que vous saviez que j'ai un fils ; vous le savez, vous le voyez tous les jours. Il est déjà grand, il faut le marier, comme vous savez aussi. La Fée Hermine de mes amies est venue me voir ; je desirois fort son arrivée pour la consulter sur le choix de la Princesse qui seroit la femme de mon fils ; je l'ai fait, & même tout à l'heure je lui en ai parlé dans ce Cabinet-ci, où elle étoit avec la Reine. La Fée m'a dit que mon Fils ne pouvoit pas se marier, si elle ne trouvoit le moyen de lui ôter certains défauts qu'une autre Fée, qui est sa sœur, lui a donnés au moment de sa naissance. Tout cela est une grande histoire qu'il est inutile de vous dire. Bref, la Fée veut emmener mon fils tout seul avec elle. Ce

très-joli garçon, & avec lui une Princesse
qui sera sa femme. Si les épreuves ne réussissent pas, la Fée dit qu'elle me le ramènera toujours tel qu'il est, & nous le marierons sans tant de façons. J'ai voulu vous dire le fait, pour savoir s'il n'y a rien dans tout cela qui soit contraire aux loix. Monsieur Schenapan, parlez.

(212)

Le R O I.

Monsieur Ubaldin.

U B A L D I N.

Sire , dès que Votre Majesté croit qu'il peut être avantageux pour son Royaume de faire faire des épreuves au Prince , & que la Fée s'en charge, je n'ai rien à dire , sinon que pour savoir si ces épreuves sont contraires aux loix, il faudroit savoir de quelle nature sont les épreuves.

Le R O I, impatienté.

Je vous ai déjà dit que je n'en fais rien , je ne l'ai pas demandé. Monsieur Morphis.

M O R P H I S.

De même avis.

Le R O I.

Et de quel avis ?

M O R P H I S.

Sire... de celui ... de Monsieur Schenapan.

Le R O I.

Et vous, Monsieur Guignon?

G U I G N O N.

Sire, j'observerai à Votre Majesté qu'il ne me paroît pas possible que le Prince puisse voyager tout seul ; les droits de ma Charge exigent que je ne le quitte pas jusqu'à son mariage. D'ailleurs, s'en ira-t-il pour plusieurs mois, plusieurs semaines, même plusieurs jours, sans avoir un Iman avec lui?

Le R O I.

Ah, oui, un Iman, pour être témoin des épreuves! Il est bien trouvé celui-là! Vous vous moquez, un Iman! Et vous, Monsieur Biscotimini?

B I S C O T I M I N I.

[Se balançant sur son pliant, & tirant sur sa main les poignets de sa chemise.]

Moi, Sire, je pense, Sire, je pense
[faisant la révérence.]

ce que Votre Majesté a pensé.

Le R O I.

Ainsi donc mon fils va partir avec la
Fée ; nous verrons ce qui en arrivera
de bon.

[en se levant.]

Je vais leur annoncer à tous le résultat du
Conseil.

FIN du second Acte.

ACTE III.

[La scène représente la rue d'un village. Le Prince Arlequin est dans cette rue , avec un habit tout déchiré.]

SCENE I.

Le P. ARLEQUIN, seul.

AH! pardi, bacala, voilà des insolens qui m'ont joliment accommodé, & qui ont bien peu de respect pour le Roi mon père, & pour son fils. Je suis, bacala, dans un bel équipage. C'est ainsi que cette Fée maudite tient la promesse qu'elle a faite à mes parens d'avoir soin de moi. Ils sont vraiment attentifs, ses soins. Elle m'a mis je ne fais où, en sortant de chez le Roi ; je me suis endormi, & me suis réveillé assis sur une pierre dans la rue de ce village, où j'ai été, bacala, mocqué & battu

Q 4

par tous les malheureux passans qui alloient travailler à la campagne.

[en pleurant.]

Bacala , bacala , je suis bien malheureux que mon pere m'ait laissé partir avec cette Sorciere. Sans une petite Payfanne qui a eu pitié de moi , qui m'a tiré des mains des Payfans qui me maltraitoient , & m'a donné ce morceau de pain , je serois mort de faim & des coups que l'on osoit me donner. Bacala , dans ce pays-ci , l'on traite les fils de Roi comme je traitois les hommes chez mon pere.

S C E N E I I.

La Fée URGANDE sous la figure de JAVOTTE. Le P. ARLEQUIN.

URGANDE , s'approchant d'Arlequin.

Qu'est-ce que c'est que ce drôle de monstre que je voyons-là ?

U

c

E

lv

U

du

re

ji

b

E

2

c

c

2

16

at



n'étiez pas polie, & que l'on ne me tutoyait pas. Bacala, savez-vous que je suis fils de Roi ?

U R G A N D E.

Sais-tu que cela ne nous fait rien du tout, que je me nommons Javotte ? Nous ne connoissons pas les Rois ici, je ne connoissons que les hommes, & tu ne me parois pas être de la belle espee.

Le P. A R L E Q U I N.

Bacala, à la fin, je me fâcherai.

U R G A N D E.

[en faisant le geste comme si elle vouloit lui donner un soufflet.]

Tu te fâcheras ? Ah ! je voudrois bien le voir. Tu te fâcheras, malheureuse espee qui as besoin de tout le monde ? C'est bien à toi à te fâcher ?

Le P. A R L E Q U I N.

Hélas ! il n'est que trop vrai que je

suis dans une situation bien à plaindre ;

[en pleurant.]

mais , bacala , bacala , ce n'est pas ma faute. Une chienne de Fée m'a enlevé de chez mon pere , & m'a transporté ici , où elle m'a laissé sans me recommander à personne, Madame , vous me rudoyez à tort , je ne vous demande rien , & je vous dis tout ce que je fais.

URGA N D E.

Eh ! dis-moi , fais-tu travailler ?

LE P. ARLEQUIN.

Eh ! non , bacala , Madame.

URGA N D E.

Comment , tu ne fais rien faire du tout ?
Voilà un joli garçon ! il ne peut ni plaire
ni être utile. Eh ! que fait-on d'une machine qui ne fait dire que bacala ?

LE P. ARLEQUIN.

Pardonnez-moi, on m'a appris à régner.

URGANDE.

Qu'est-ce que c'est que régner?

LE P. ARLEQUIN.

Mon Gouverneur me disoit que quand je serois Roi, tous mes Sujets ne seroient occupés qu'à faire ma volonté, & que j'étois au-dessus des hommes comme les Dieux sont au-dessus de tout ce qui habite la terre.

URGANDE.

Tu vois bien que ton Gouverneur t'a dit de grands mensonges, car il me semble que tu es au-dessous de tous ici, puisqu'il te faut tout le monde, & que personne n'a besoin de toi. Vas, tu ne me fais pas pitié; j'aime mieux notre chien que toi.

Le P. ARLEQUIN, à part.

Se peut-il, bacala, qu'il y aît un lieu sur la terre où l'on ose dire que l'on aime mieux un chien que le P. Arlequin ! Guignon sera bien étonné quand je lui dirai tout ce que j'entends.

U R G A N D E.

[Arlequin voulant s'en aller]

Arrête , arrête , voici ma niece , je veux qu'elle te voie ; peut-être qu'elle imaginera de t'employer à quelque chose.

Le P. ARLEQUIN , appercevant Lise.

Ah ! bacala , c'est ma petite Paysanne.

[en parlant à Urgande.]

Elle n'a pas le caractère aussi méprisant & aussi dur que vous , Madame ; elle m'a déjà secouru.

SCENE III.

URGANDE. Le P. ARLEQUIN.
La Princesse MIRTILLY sous le
nom de LISE.

URGANDE.

Tiens , notre nièce , voilà un animal
que j'ai rencontré ici, qui parle comme un
homme, excepté qu'il dit un mot que je
n'entendons pas. Je crois qu'il se nourrit
de pain comme nous autres , mais il ne
fait pas travailler ; aussi je le laisse pour ce
qu'il est. Vois si tu pourras l'employer.

Le P. ARLEQUIN.

Ah ! Mademoiselle , vous êtes si obli-
geante , bacala , ayez compassion de moi.

LISE.

Je l'ai trouvé ce matin ; on le maltrai-
toit ; j'ai empêché Lubin & Colas de con-

tinuer leurs plaisanteries brutales avec lui. On l'avoit battu, il pleuroit, je lui ai donné du pain, il en a mangé. Il m'a été si obligé, si obligé, ma tante, qu'il m'a attendrie.

Le P. A R L E Q U I N.

Il y a peu de tems que je suis dans ce vilain pays; tout ce que j'y ai rencontré, hors Mademoiselle, bacala...

L I S E l'interrompant.

Pourquoi m'appellez-vous bacala, mon ami?

Le P. A R L E Q U I N.

C'est un terme que j'ai l'habitude de dire; je voudrois bien que vous le prissiez pour une expression de reconnoissance, car, bacala, j'ai bien de la reconnoissance pour vous, Mademoiselle, & je vous assure que ce sentiment est d'autant plus vif, qu'il est tout neuf pour moi.

L I S E.

Vous voyez , ma tante , qu'il parle assez bien ; il a l'ame sensible , & je suis persuadée qu'il pourra nous servir.

U R G A N D E.

Bon , bon , il faudroit pour cela qu'il fût faire quelque chose.

Le P. A R L E Q U I N à Lise.

Mademoiselle , je ne fais rien , parce que l'on ne m'a rien appris ; mais l'envie que j'aurai de vous servir , de vous être agréable , m'apprendra à travailler. Je veux , bacala , pour vous plaire , surpasser tout le village.

L I S E.

Il nous tiendra parole ; il a de la volonté , le desir de bien faire. Ah ! ma tante , il me plaît infiniment plus que Colas , Lubin , & tous les Laboureurs que vous voyez journellement ici.

URGANDE.

U R G A N D E.

Eh bien, Lise, allez le conduire chez nous. Il faut le placer dans une de nos étables. S'il peut travailler, on l'emploiera ; s'il ne le peut pas, nous le garderons comme un animal extraordinaire, & nous le vendrons quand il nous incommodera.

L I S E.

Ma tante, il est homme ; ne croyez-vous pas qu'il mérite plus de soins, plus d'humanité? ... Une étable, & le vendre, me paroît bien dur ! Permettez qu'il soit dans la maison.

U R G A N D E.

Soit, mettez-le dans la maison. Vous vous en dégoûterez bientôt ; mais en attendant, je ne désapprouve pas votre intérêt. Allez avec lui, j'irai vous rejoindre dans un moment.

Tome II.

P

L I S E.

Allons , venez , Bacala.

Le P. ARLEQUIN.

Vous le dites comme moi.

L I S E.

N'est-ce pas votre nom ?

Le P. ARLEQUIN.

Eh ! vraiment non ; je m'appelle le Prince Arlequin.

L I S E.

Mon ami , ce nom-là est bien long , jamais je ne le retiendrai ; mais allons , Prince Quin , venez , n'ayez aucune peur , j'aurai bien soin de vous.

Le P. ARLEQUIN.

Bacala , Mademoiselle , le nom qui vous fera le plus commode à prononcer sera celui qui me fera le plus cher.

L I S E.

Fort bien , allons , allons , venez.

[elle l'emmene.]

N.
m'appelle le
bien long,
mais alors,
aucune peur,
N.
qui

Destin sur ce Prince & cette Princesse, &
que j'espere que notre projet passera nos
espérances. Le Prince Arlequin m'a déjà
paru avoir plus de graces, qu'il ne m'en
avoit montré d'abord.

S C E N E V.

URGANDE. HERMINE.

URGANDE.

Digitized by Google

que le sort que je lui avois jetté à sa naissance avoit fort bien réussi , car il est difficile d'être plus maussade.

HERMINE.

Ma sœur , que je vous suis obligée de vous prêter avec tant d'amitié au desir que j'ai de réparer le mal que vous avez fait ! Le Roi d'Arlequinerie est à-peu-près comme tous les Rois du monde , il ne mérite aucun sentiment , & est au-dessous de votre colere. J'aime la Reine , je respecte ses vertus ; elle a su me donner de l'intérêt pour son fils. Nous allons faire en sa faveur une action unique , qui est de destiner au trône un Prince qui aura les qualités essentielles à son rang , & l'amabilité si nécessaire pour plaire.

URGANDE.

Je veux que la Princesse Mirtilly , qui m'intéresse tendrement , & à qui il devra

vrage , il faut toujours se presser pour faire le bien. Ils viennent , ils vous cherchent ; faites en sorte de les laisser seuls , afin qu'au moment où ils sentiront le mouvement de l'ame ordonné par le Destin , je puisse les transporter sur le champ au Royaume d'Arlequinerie. Les voici , je me retire.

U R G A N D E.

Oui, je voulois parler à Lucas sur son fils, & lui demander s'il songeoit toujours à vous rechercher en mariage.

L I S E.

Que vous a-t-il dit sur cela, ma tante?

U R G A N D E.

Ce qu'il m'a dit?

L I S E.

Oui, que vous a-t-il dit?

U R G A N D E.

Il m'a dit beaucoup de, mais oui... mais non... mais si... mais car... & au fait, nous n'avons rien conclu. Je vais le rejoindre, nous verrons si nous pourrons nous expliquer plus clairement.

L I S E.

Ma tante, je vous avoue que le fils de Lucas ne m'a jamais plu, & que je vou-

drois bien que vous insistassiez sur le mais non.

U R G A N D E.

Toutefois faut-il que vous soyez mariée. Il seroit beau que je vous gardisse grande & vieille fille ! l'on croiroit qu'il y a quelque chose là-dessous.

L I S E.

Ma chere tante , je me soucie peu de ce que le monde croira , pourvu que vous soyez contente de ma tendresse & de ma soumission.

U R G A N D E.

Au bout de tout cela , il faudra voir ; peut-être que vous n'épouserez pas s'tilà ; mais lequel que vous épousiez , soyez sûre , ma chere niece , que je ne consentirai à votre mariage que pour votre bonheur. Eh bien ! qu'avez-vous fait toute la journée de votre Bacala ? il me semble qu'il ne dit plus mot.

P 4

Le P. ARLEQUIN.

Je crois que quand on est affligé, il vaut mieux se taire.

U R G A N D E.

Eh , pourquoi es-tu affligé?

Le P. ARLEQUIN.

Vous ne partageriez pas mon chagrin ,
Madame , dispensez-moi , baca , de vous
le dire.

L I S E.

Que vous est-il donc arrivé subitement ,
mon ami? vous parliez beaucoup & n'étiez
point triste.

Le P. ARLEQUIN.

Je vous le dirai , si j'en ai la hardiesse ,
quand nous serons seuls , baca.

L I S E à Urgande.

Je voulois le corriger tantôt de dire ba-
cala , & lui demandois de s'abstenir de ce
vilain mot , par amitié pour moi. Il com-

mence à s'en corriger , mais cela est bien difficile.

Le P. ARLEQUIN vivement.

Vous m'en corrigerez , Mademoiselle , si cela n'est pas impossible.

L I S E.

Ma tante , il est fort poli.

U R G A N D E.

Mais oui , je trouve qu'il est mieux depuis qu'il nous hante. Je vais retrouver Lucas ; vous pouvez , en attendant , vous amuser de votre Bacala.

S C E N E V I I.

Le P. ARLEQUIN. L I S E.

Le P. ARLEQUIN , soupirant.

Baca , baca , baca , elle va retrouver Lucas.

L I S E.

Que cela peut-il vous faire ? Moi seul

je devrois m'attrister, si je ne comptois pas sur les bontés de ma tante.

Le P. ARLEQUIN.

Oui, mais si votre tante conclut avec Lucas, voilà votre mariage fait, & Arlequin désespéré.

L I S E.

Ma tante aura beau conclure, il faut mon consentement; & à la manière dont elle m'a parlé, je suis sûre qu'elle approuvera que je le refuse, s'il me convient de le refuser.

Le P. ARLEQUIN.

Mais, baca, s'il vous convient de ne le pas refuser.

L I S E.

Vous ne m'aimez pas, car vous dites toujours une partie de ce mot qui me déplaît.

Le P. ARLEQUIN.

Je ne vous aime pas ! quelle injustice !

Eh ! que faut-il donc sentir pour aimer ?

L I S E.

Ecoutez : vous m'avez dit tantôt que vous étiez Prince , & puis encore fils de Roi. Je ne fais pas ce que c'est que tout cela , mais j'ai compris que vous y mettiez beaucoup d'importance , & que vous aviez du regret de n'être pas chez votre pere : vous voudriez donc me quitter ?

Le P. A R L E Q U I N.

Avant que de vous aimer , je regrettois ce que je regardois comme une perte ; mais , Life , être auprès de vous , vous entendre , vous plaire , avoir la permission de vous dire que je vous aime , est à présent mon unique desir.

L I S E.

Ce que vous me dites me plaît beaucoup. Cependant , si vous retournez jamais chez votre pere , je ne pourrai pas y aller

avec vous , car il est impossible que j'abandonne ma tante.

Le P. ARLEQUIN.

Ba , si vous éprouviez , Life , le sentiment que vous m'avez inspiré , je crois , je sens que mon pere , votre tante , rien ne m'empêcheroit d'être heureux.

L I S E.

Comment , si ma tante l'approuvoit , vous me sacrifieriez toutes les belles choses dont vous m'avez parlé tantôt ?

Le P. ARLEQUIN.

Life , que ne ferois-je pas pour être aimé de vous !

L I S E.

Cherchons ma tante ; votre expression la touchera ; la mienne fera assez sensible pour la convaincre. Je ne fais si je fais bien , mais malgré moi vous avez le don .

de me persuader. Je serois bien malheureuse de me livrer au goût que vous m'inspirez , si je pouvois craindre que vous songeassiez jamais à sortir de ce village.

Le P. ARLEQUIN.

Non , je vous aime assez pour vous préférer tous les trônes de l'univers. Ma vraie grandeur fera de vous marquer chaque jour plus de soins , plus d'amour , & de mériter que votre sentiment soit toujours égal au mien.

L I S E.

Vous m'attendrissez : je ne desire de vivre que pour jouir d'un bien aussi doux. Venez , vous allez entendre tout ce que je vais dire à ma tante.

S C E N E V I I I.

La Fée HERMINE seule.

Les conditions mises par le Destin sur le

fort de ce Prince & de cette jeune Princesse sont accomplies. Je vais les assoupir l'un & l'autre, & les transporter dans le Royaume d'Arlequinerie, où l'on n'aura jamais vu un Prince aussi parfait.

S C E N E I X.

[Le théâtre change. Il représente l'intérieur du Palais du Roi Arlequin.]

Le R O I. La R E I N E.

Le R O I.

Vous n'avez pas de nouvelles de notre fils, Madame ?

La R E I N E.

Hélas ! non.

Le R O I.

C'est que la poste ne va pas dans le Royaume des Fées. Je crois que tout l'avantage que nous retirerons de ce voyage, sera que notre fils reviendra bien maigre.

Il se rengraïssera ici , & je lui conseilleraï , moi , d'être sage en attendant qu'il se marie.

S C E N E X.

Le ROI. La REINE. Un COURTISAN.

Le COURTISAN.

La Fée Hermine arrive ; l'on voit de loin son char , & les Astronomes que Votre Majesté consulte si souvent sur le cours des étoiles , ont apperçu , par leurs lunettes , que le Prince revient avec elle.

Le R O I.

Je crois bien que l'on voit cela dans les lunettes , car la Fée sûrement est à des milliers de lieues plus près de nous que les plus grosses étoiles.

[à la Reine.]

Dieu & Mahomet soient loués , Madame ,

vous ne pleurnicherez plus l'absence de votre fils ; il faut espérer que la Fée nous amène aussi une Princesse pour le marier : alors toutes nos affaires seront faites.

S C E N E X I & dernière.

La Fée HERMINE. Le ROI. La REINE.

Le P. ARLEQUIN. La Princesse MIRTILLY. Suite.

HERMINE.

J'ai rempli vos espérances ; le Prince a subi les épreuves ordonnées par le Destin ; il a mérité d'être l'époux de la Princesse Mirtilly , & revient avec les vertus dignes de votre tendresse.

La REINE.

Ah ! généreuse Fée , que d'obligations nous vous avons !

Le P. ARLEQUIN.

Je dois beaucoup à Madame ; elle m'a
fait

fait sentir l'humanité par le malheur , & m'a fait connoître l'amour par le sentiment de la reconnoissance , & par l'attrait des graces de la Princesse.

HERMINE.

Je suis récompensée de mes soins, puisque vous en sentez le prix.

LA PRINCESSE.

J'ai été attendrie par votre malheur ; vos vertus , votre tendresse feront désormais le charme de ma vie , & le bonheur de votre famille, ainsi que du Royaume d'Arlequinerie.

Le ROI.

Allons tout préparer pour la cérémonie. La Princesse que vous nous avez amenée par les airs , Madame , prévient au premier abord ; j'espère qu'elle nous intéressera ensuite. Ce qu'il y a de sûr , c'est que , sans

Savoir d'où elle nous vient, nous vous en
sommes bien obligés. Dès qu'elle convient
à mon fils , sans doute qu'elle nous con-
viendra. Au reste , ce sont ses affaires.

FIN du troisieme & dernier Acte.

OPUSCULES

De Mad. La D^{ff}e. De C.....

LA PRINCESSE ENCHANTÉE. C O N T E.

Q 2

A V E R T I S S E M E N T.

MADAME DE BRIONNE dit un jour qu'elle avoit conservé de son enfance la passion des Contes de Fées. Toutes les personnes qui composoient la société s'engagerent à lui en fournir un tous les matins à son réveil, à commencer du lendemain jusqu'au jour de son départ. Je fus condamnée à faire le premier, & on me donna pour sujet de la tâche que l'on m'imposoit, la Statue qui est sur la platte-forme du Kiosque des Jardins de Chanteloup. Je dois avertir que je me suis livrée à mon imagination dans les descriptions locales, & qu'il ne faut pas chercher plus d'exactitude que d'allusion à mes plaisanteries. Dans celle-ci j'avoue que je me suis moquée de tout, des sots, & des sottises communes à tous les siècles, à tous les pays, à tous les hommes, & qui ne font que changer de forme. Je n'ai pas dit une chose neuve, en disant que l'erreur & la vérité sont revêtues des mêmes apparences & prises l'une pour l'autre; c'est le malheur attaché à l'humanité; il n'y a qu'un petit nombre d'élus qui se soustraient à cette loi générale; & en disant que celui qui épouse l'erreur ne reconnoît jamais la vérité, je n'ai fait qu'exprimer une vérité tout aussi triviale que la

premiere. On se tromperoit donc très-fort, en cherchant à faire des applications de tout ceci. Je n'ai voulu que rire, & j'ai ri. Mais, en riant, je proteste que je n'ai songé à personne, & l'esprit que m'a prêté une personne qui a lu ce Conte, m'a obligé à donner cet Avertissement. On y remarquera, avec plus de justice, quelques réminiscences du Parmecide & du Sésostris de Voltaire, que je n'ai pas eü le tems d'écarter. Je n'en fais point d'excuse, parce que ce sont elles qui en rendront la lecture plus supportable. Mon cœur, plutôt que mon esprit, m'a conduit dans le portrait d'Hassan, à l'imitation de la premiere Piece, & le choix de mon sujet a produit naturellement l'imitation de l'autre ; imitation que j'ai si peu cachée, que j'ai cité deux vers de cette seconde Piece.

**LA PRINCESSE
ENCHANTÉE,
CONTE.**

MA mie Margot, mon premier amour
 & mes premiers plaisirs, toi, qui dans
 mon berceau rappellois le sommeil, tu
 r'ouvrois ma paupière avec les Contes si
 jolis de ma mère l'Oie, de Bellier mon
 ami, raconte-moi quelque sublime histoire
 dont je puisse réjouir la Compagnie. Non,
 dit Margot, baissions le ton, il ne faut
 aux hommes que des Contes d'enfant.

Jadis au pays de Cobagne vivoient le
 Roi Bon & la Reine Facile. Le Roi faisoit
 tout ce qu'on vouloit, la Reine croyoit
 tout ce qu'on disoit. L'un accordoit tout,
 l'autre ne refusoit rien. Vous auriez cru

leurs Sujets heureux, leur état tranquille, leur sort paisible, & vous les eussiez cru sur-tout l'amour du genre humain. Rien moins que tout cela. Par la bonté du Roi les Peuples étoient opprimés; par les faveurs de la Reine ils étoient ruinés. Ce bon couple ne faisoit que des malheureux & des ingrats. Leur foiblesse avoit étouffé l'amour, & le mépris avoit succédé au respect. La misère & le désordre régnoient dans l'Etat, ils y excitoient le trouble, les murmures & les complots. Si Bon se livroit un moment à des réflexions sur sa situation, il s'inquiétoit; mais il chassoit bien vite ses réflexions, car il ne vouloit pas se faire plus de mal qu'il n'en vouloit faire aux autres. Et si les clameurs frappaient l'oreille de Facile, elle avoit peur, & elle faisoit venir son Siège & son Arlequin, pour se railler. Ainsi le malheur des

circonstances privoit ces deux époux d'une
 partie du bonheur que leur promettoit
 leur caractère ; mais aussi leur heureux
 caractère les soustrayoit à une partie du
 malheur des circonstances. S'ils avoient eu
 un ami, les graces du Roi n'eussent plus
 été que la justice, les faveurs de la Reine
 que des graces, & ils n'eussent plus
 éprouvé de circonstances contraites, car
 cet ami leur eût dit la vérité. La vérité
 est une lumière, & de cette lumière naît
 l'ordre, la paix, l'abondance, la soumis-
 sion & la liberté. Mais dans ce tems-là les
 Rois n'avoient point d'amis ; ils n'avoient
 que des flatteurs, & les flatteurs d'alors
 aimoient, comme on dit, à pêcher en
 eau trouble. Ils flattoient les défauts du
 Roi & de la Reine pour les augmenter,
 & le Roi & la Reine chargeoient sur leurs
 défauts pour être flattés. L'humour des

Peuples s'attribuoit à la douleur qu'ils ressentient de ne pas voir d'héritier à des Monarques si chéris. En effet , depuis vingt ans que Bon & Facile étoient mariés , ils n'avoient encore pu obtenir du Ciel un fruit de leur union. Cependant l'infatigable Bon y travailloit sans cesse , & la crédule Facile invoquoit à la fois toutes les Divinités de l'Olimpe , tous les Saints du Paradis , consultoit toutes les Fées , imploroit tous les Génies , alloit à toutes les eaux de son Royaume , se baignoit dans toutes les fontaines des Capucins , faisoit des neuvaines à Saint-Guilin , & prenoit toutes les herbes de la Saint-Jean. Enfin après avoir épuisé mainte & mainte recette , usé de mainte & mainte pratique , la Fée Miracle , bonne amie de la Reine , lui donna un sachet du fleur Arnould contre l'apoplexie. Le sachet

opéra. La Reine devint enceinte, & au bout de neuf mois mit un Prince au monde. Vous pouvez vous douter que tout l'Ordre de la Féeerie fut invité aux couches de la Reine. Il falloit bien douer le nouveau-né, c'étoit le baptême de ce tems-là. Les Fées le douèrent de la beauté de l'Amour, & les Génies de l'esprit d'un Ange; tout se passa en règle. On régala les Parrains, les Marraines, on donna des fêtes superbes, on acheva d'écraser les peuples pour subvenir aux frais. Ils crioient au meurtre, & les Courtisans répétoient : écoutez comme ils se réjouissent. Quand la Troupe merveilleuse partit, la Reine, qui étoit polie, dit : Messieurs & Dames, je vous remercie. Je vois bien que mon fils tournera la tête à toutes les femmes & fera l'admiration de tous les hommes; mais je voudrois savoir quelles

seront les aventures , & je vous prie de lui tirer son horoscope. Ils répondirent : Grande Reine, nous ne pouvons satisfaire vos desirs ; nous n'avons que le pouvoir de la baguette. Nous douons les enfans, qui après cela deviennent ce qu'ils peuvent. Nous découvrons les trésors & les sources ; nous bâtissons des Palais d'un coup de baguette ; nous nous enfermons dans des coquilles de noix ; nous traversons les airs sur un manche à ballai ou sur un char de lumière, comme autrefois le Prophète Elie ou le blond Phébus ; mais nous ne connoissons rien à l'influence des astres, & ce sont eux, comme chacun sait, qui reglent les destinées des hommes ; mais nous vous enverrons un Astrologue, qui vous dira si l'étoile de Sirius a présidé à la naissance de votre fils, & ce qui en arrivera. Un Sage, qui par hasard se trou-

va là, oh ! bien par hafard , dit : Il n'est
 befoin ici ni d'Aftrologue ni de Sirius.
 Examinez les qualités de votre fils , &
 vous jugerez de fon deftin. A ces mots ,
 Facile arrondit fes yeux un peu plus que
 de coutume , ouvrit une bouche béante ,
 & demanda ce que c'étoit que des qualités
 & un deftin. Je n'ai jamais , dit-elle , ouï
 parler de ces gens-là. Un Savant de la
 Cour lui répondit : Le Deftin eft un vieux
 Sorcier qui fait tourner une roue pour
 mettre toutes les chofes fans deffus def-
 fous ; & fon Accoucheur , qui étoit un
 grand Phyficien , dit : Les qualités font de
 larges épaules , une forte poitrine & un bon
 eftomac , & je vous répons que le Prince
 aura toutes les qualités. La Reine , fort
 fatisfaite de ces folutions , attendit en paix
 l'Aftrologue. Il arriva , & le Sage s'en alla.

Après avoir dressé fes instrumens , avoir

rapporté le jour, l'heure de la naissance du Prince à la Planette dominante, avoir observé l'aspect des Constellations, calculé les produits des unes & des autres, & avoir même examiné jusqu'aux lignes de la main du Prince, pour les comparer aux signes du Ciel, l'Astrologue prononça cet Oracle: « Le bonheur dépend d'un bon » choix ». L'Astrologue ne put le finir en vers, il ne se souvenoit que de celui-là. Il continua donc ainsi en prose: « Le Prince épousera l'une ou l'autre. S'il prend l'une, il ne ressemblera ni à pere ni à mere, & alors » Puissent naître de lui des fils qui » lui ressemblient ». C'est encore un vers dont l'Astrologue se souvenoit, & qu'il ajustoit à la circonstance; mais il ne se rappelloit pas lequel des deux vers il avoit pris dans une Chanson ou dans une Tragédie. Monsieur, interrompirent à la fois

le Roi & la Reine , ce souhait n'est pas poli pour nous. Patience , dit l'Astrologue , & écoutez : « Mais s'il prend l'autre , son choix n'aura ni pere ni mere , & alors il ressemblera à pere & à mere ». Bon cela , dit la Reine. « L'une est Reine du monde , & l'autre le devrait régir ; l'une est enchantée , & l'autre une enchanteresse. Le bonheur du Prince & celui de l'Empire dépend d'épouser la Princesse enchantée ». Cela est clair , dit le Roi , il faut qu'il épouse la Princesse enchantée. Mais où est-elle cette Princesse enchantée ? Ma foi , je n'en fais rien , dit l'Astrologue ; ce n'est pas là mon affaire ; mais d'ici à ce que le Prince soit en âge de se marier , on aura peut-être bien le tems de la chercher de par le monde. Ce raisonnement parut concluant. On prit donc patience , & en attendant que le Prince pût

épouser la Princesse enchantée, on chercha les moyens de la trouver. On dépêcha tous les aventuriers pour courir les mers ; on enjoignit à tous les Géographes de faire part de leurs découvertes , à tous les Savans de diriger leurs recherches sur la Princesse enchantée. Un beau jour , sans sortir du coin de son feu , une Mie du Prince crut l'avoir trouvée dans la Belle au bois dormant. La Reine étoit déjà joyeuse de cette découverte , & on eut bien de la peine à lui faire comprendre que puisque cette Princesse étoit déjà désenchantée , ce ne pouvoit être celle que le Prince devoit désenchanter.

Cependant le jeune Prince ne faisoit que croître & embellir ; il étoit tems de le mettre aux hommes ; mais le genre d'éducation & le choix des Instituteurs qu'il lui falloit , embarrassoient le Roi,

Il y réfléchit un quart-d'heure, & il se dit :
 Mon fils est beau comme l'Amour , spiri-
 tuel comme un Ange ; car les Fées & les
 Génies l'ont dit ; il ne lui manque donc
 que d'être Savant comme Pic de la Miran-
 dolo. Faisons-en donc un Savant ; peut-
 être la science lui servira-t-elle à découvrir
 la Princesse enchantée. Ainsi dit , il fit
 appeler un Docteur de Sorbonne , &
 lui tint ce discours : Tenez, voilà mon fils ;
 vous voyez ; c'est le plus grand Prince de
 la Terre , faites-m'en le premier homme
 du monde ; apprenez-lui la la
 enfin vous savez , toutes les belles choses ;
 à travailler en tapisserie , à compter par
 ses doigts, la Cabale , à chercher la Pierre
 philosophale , à trouver la Princesse en-
 chantée. Le Docteur s'inclina profondé-
 ment , & enseigna à son Eleve la Théo-
 logie & la Mythologie. Le jeune Prince

Tome II.

R

ne trouva point la Princesse enchantée dans la grace suffisante, dans la grace efficace, dans la grace concomittante. Il fut enchanté des trois Graces qui forment la ceinture de Vénus, mais il ne la trouva point non plus parmi elles. Son Précepteur lui apprit un peu de Grec & de Latin, & le jeune Prince ne trouva point la Princesse enchantée, ni dans Homere, ni dans Ovide, ni dans Hérodote, ni dans Tite-Live. Il fit sa Philosophie, & ne la trouva pas davantage dans les tourbillons de Descartes, dans les atômes crochus & dans l'horreur du vuide. Enfin son éducation terminée, les voyages des Aventuriers, les découvertes des Géographes, les recherches des Savans ayant été inutiles, le Roi résolut de l'envoyer lui-même chercher la Princesse enchantée. Le Prince alors, avec la fleur de la jeunesse, étoit

déjà dans la vigueur de l'âge. Il étoit fait pour enchanter toutes les femmes , & il avoit tout l'air d'un désenchanteur de Princesses. Les préparatifs du voyage furent bientôt faits , les voitures prêtes , & le jour du départ étoit même déterminé , lorsque la Reine dit au Roi : Y pensez-vous de faire aller ainsi terre à terre le Prince notre fils , comme un simple Particulier ? Voici la Fée Miracle mon amie , qui m'offre de l'accompagner & de le conduire elle-même dans son char traîné par des Oisons. Les plaines de l'air sont seules dignes de le porter. Cette hyperbole éblouit le Roi. Bon. Il avoit bonnement cru jusques-là que c'étoit parmi les hommes qu'il falloit chercher une femme , & que pour remplir cet objet , on ne pouvoit trop se rapprocher d'eux ; mais il sentit alors combien cette idée étoit bourgeoise ; il en rou-

git , & remit son fils à la Fée. C'étoit la personne la moins propre à lui faire trouver ce qu'il cherchoit ; mais le Roi Bon & la Reine Facile étoient bien loin de s'en douter. Cependant le char s'élève , la terre s'abaisse sous les pieds du Prince ; les hommes répandus sur la surface du Globe ne sont déjà plus à ses yeux que des fourmilieres éparfes ; il plane sur les villes , & n'en voit que le toit des maisons. Nos Voyageurs prennent ainsi leur route vers le Nord. Mais les Prêtresses de Tantale qui brûlent de jeunes filles dans des panniers d'osier , n'offrent point au Prince la Princesse enchantée. En parcourant les Gaules , il ne la trouva point non plus dans le Guy de chêne. Les heureuses contrées du midi , les industrieux habitans de l'Attique , ne la lui montrèrent pas sur le trepied de la Pythie. L'Afrique ne la recéloit pas .

non plus dans le Temple d'Isis, & ses recherches en Asie ne furent pas plus heureuses auprès de l'antique Vishnou, ni dans l'enceinte des murs de Jérusalem, ni même dans le sacré Palais de la sainte Inquisition de Goa. L'infortuné & défolé Prince ne songeoit déjà plus qu'à terminer ses inutiles courses, lorsque du haut des airs, il apperçut un autre hémisphere. C'est-là sans doute, dit-il, c'est-là qu'habite la Beauté qui doit faire mon bonheur. La complaisante Fée voulut bien l'y conduire encore ; mais, hélas ! la Princesse enchantée ne se trouva pas davantage, ni dans la Tour sanglante de Mexico, ni chez les heureux Incas. Il fallut bien enfin retourner dans les espaces imaginaires, dans ce bon pays de Cocagne, si vanté par nos vieux Romanciers. Arrivé sur les frontières de son Empire, sa dépopulation, sa

stérilité ne purent cependant échapper aux regards du Prince. Il ne parcouroit que des landes , il ne marchoit que sur des ruines. Il n'étoit déjà plus qu'à une journée de Couron sa Capitale , lorsqu'un pays tout différent s'offrit à sa vue. Un beau fleuve arrosoit de riches prairies ; elles étoient couvertes de nombreux & gras troupeaux. L'habit & le maintien des Pâtres & Pastourelles qui les conduisoient , ne lui présentèrent pas l'idée de la misère & de la fatigue qu'il avoit remarquées dans leurs semblables ; ce n'étoient pourtant pas les Bergers du Lignon ; la rauque cornemuse , au lieu du doux flageolet , cadencoit les pas irréguliers de ceux-ci , mais ils étoient animés par l'innocente Gaieré ; le fuseau des Bergeres leur tenoit lieu de rubans , la santé de Beauté , & le Soleil , en brunissant leurs joues , sembloit

avoir consolidé leur robuste fraîcheur. Les côteaux qui dominoient ces belles prairies offroient un nouveau genre de richesses. C'étoient des vignes chargées de grappes pressées, qui n'attendoient que la maturité pour remplir les celliers de l'heureux Vigneron. La plaine qui joignoit ces côteaux renfermoit de vastes champs couverts d'un peuple de Moissonneurs ; d'abondans épis tomboient sous la faucille, au bruit des rires & des chansons. De superbes avenues bordoient chaque champ & aboutissoient à un Palais qui paroïssoit être le prodige de l'Art, parce que ses ornemens & son architecture étoient le modèle d'un goût simple & pur. Frappé de ce spectacle, à chaque objet, le Prince demandoit : A qui sont ces prairies ? A Hassan, lui répondoit-on. Et ces vignes ? A Hassan. Et ces champs ? A Hassan. Et ce

Palais? Encore à Hassan. Oui, tout à Hassan ; tout ce que vous voyez est son domaine & son ouvrage. Eh quoi ! disoit le Prince , Hassan a fait le Palais , les avenues , les champs , les vignes , les prairies? Oui , Hassan a fait tout cela. Avant lui , ces prairies étoient noyées , le liere couvroit ces côteaux , les ronces ces champs , & ce Palais étoit une chaumière. Le pays étoit désert , & il nous a rassemblés. Il a répandu l'abondance parmi nous ; il a plus fait , il nous a donné le bonheur. Cet Hassan , dit le Prince , est donc un grand Magicien ? Non , lui répondit-on , c'est un Sage. Oh ! je veux le voir , peut-être m'indiquera-t-il la Princesse enchantée. Allez , & vous le trouverez ; Hassan ne se montre ni ne se cache. Le Prince arrive au Palais ; il n'y est reçu que par la simple & généreuse Hospitalité. Que de-

firez-vous de moi, lui dit Haffan ? me voilà prêt à vous servir. Indique-moi, lui répondit le Prince, la Princesse enchantée. Et savez-vous, Seigneur, quelle est cette Princesse enchantée que vous cherchez ? Je l'ignore, dit le Prince ; mais on m'a toujours dit qu'il falloit l'épouser. Ils m'ont fait courir le monde pour la trouver. Je veux me marier, & puisqu'un Prince comme moi ne peut épouser qu'une Princesse enchantée, toi, qui fais tant de choses, tu dois en savoir beaucoup, & je veux que tu me dise où elle est. Haffan étoit méthodique. Il falloit, dit-il, savoir ce que vous cherchiez avant de vous mettre à le chercher. Eh bien ! puisque vous l'ignorez, il faut vous l'apprendre. La Princesse enchantée n'est autre que la Vérité, c'est mon Trésor & ma Divinité, & vous me la demandez ! Mais je lui dois de ne vous la point cacher.

Ainsi que vous , les hommes la cherchent sans cesse. Elle est souvent à leurs côtés , & n'en est point connue. Cette fille du Ciel a pour Compagne l'Erreur , fille de la Terre. Celle-ci prend les traits de la Vérité & usurpe son empire. Je ne puis vous montrer l'une sans l'autre , mais prenez garde de vous y tromper. La Vérité est à celui qui la découvre ; mais elle abandonne pour jamais celui qui choisit l'Erreur à sa place. J'ai servi la Vérité dès mes plus jeunes ans. Sensible à mon zèle , elle m'a comblé de ses faveurs ; elle conduit ma langue , elle dirige mes actions , elle opere mes œuvres. Je la voulus porter autrefois à la Cour de votre pere , mais j'en fus chassé avec elle , & avec elle je suis venu me réfugier en ces lieux qu'elle a créés , qu'elle embellit & qu'elle éclaire. Lasse comme vous de courir le monde , & en-

nuyée d'y être chaque jour insultée, elle s'est fixée près de moi, & pour n'en être point arrachée, elle s'est enchantée elle-même sous la forme d'une Statue de marbre; mais aussi-tôt, sous la même forme, l'Erreur est venue se placer à ses côtés.

(*) Choisissez donc entre ces deux Déeses ,

Vous ne pouvez les servir à la fois.

Et souvenez-vous toujours que LE BON-HEUR DÉPEND D'UN BON CHOIX. Oh ! laissez faire à moi , dit le Prince , bien fin qui m'attrapera. Conduisez moi seulement vers elles. Hassan conduisit le Prince dans une jolie prairie couronnée d'arbres verts, arrosée d'un clair ruisseau. Au fond étoit une grotte rustique, & sur la sommité du roc s'élevoit un baldaquin qui abritoit deux statues représentant deux belles fem-

(*) Citation d'une petite Piece de Voltaire, intitulée Sésostris

mes couchées. L'une étoit appuyée sur une des extrémités du rocher , l'autre sur un banc de mousse qui s'étoit formé à un vieux tronc d'arbre pourri, dont quelques branches échappées au laps du tems, ombrageoient encore sa tête. En gravissant avec précipitation le rocher , le Prince vint tomber aux pieds de la première statue & s'y heurta rudement. Oh , oh ! dit-il , celle-ci n'est point mon fait , elle est trop froide & trop dure [c'étoit pourtant la Vérité]. Il passe à l'autre. Le soleil qui perçoit à travers l'ombrage qui la couvroit, sembloit colorer son teint. Son sein étoit échauffé de ses rayons. Le Prince y porta la main ; il croit le sentir palpiter. Ah ! s'écrie-t-il , voilà ma Princesse ! Il tombe à ses genoux. Le marbre s'anime. Déjà l'Erreur est dans les bras du Prince, & Miracle s'écrie qu'il a trouvé la Vérité. Elle dépê-

che à la Cour un de ses Oïsons pour porter au Roi cette heureuse nouvelle , avec la Chançon que voici ; car elle ne s'exprimoit jamais qu'en Chançon. Ses Chançons étoient même quelquefois des Elégies , & c'est ce qui donnoit de l'importance à toutes ses productions.

S U R L' A I R :

C'EST MADEMOISELLE MANON QUI A BIEN
S U M E P L A I R E .

SIRE , au premier moment où j'ai vu la Princesse ,
Je le dis entre nous , sa figure m'a plu ;
Puis , au second moment , on sent qu'elle intéresse.
De moment'en moment cet intérêt a cru.

Je vous l'amène donc

A Couron ,

Et vous présente après

Mes très-humbles respects. (*)

(*) Cette Chançon est une Parodie qui fut faite sur la Lettre que Madame de Forcalquier écrivit au Roi , en lui amenant Madame la Comtesse d'Artois. Le Roi vint au-devant de cette Princesse jusqu'à Bouron auprès de Fontaine-

Ainsi l'heureux Hassan fut débarrassé de l'Erreur, & conserva la Vérité. Sous le nom de la Vérité, l'Erreur parut à la Cour. Elle enchantait le Roi, la Reine, le Prince, les Courtisans, la Nation; & comme toutes les choses continuerent, comme auparavant, à aller de mal en pire, personne ne s'avisa de soupçonner la méprise, & la considération qu'on avoit pour la Fée Miracle en augmenta.

bleau, & il n'y a de changement dans la Chançon que le nom de BOURON en celui de C O U R O N.

Voici la Lettre qui a donné lieu à cette Parodie.

SIRE,

Au premier moment que j'ai vu Madame la Comtesse d'Artois, elle m'a plu. Au second, elle m'a intéressée, & c'est ce qui fait que je l'amène à Votre Majesté avec plaisir.

F I N.

LA QUEUE DE VACHE,

HISTOIRE VÉRITABLE.

CONTE ORIENTAL.

DANS un Château , à je ne fais combien de stades de Babilone, vivoit un Courtisan dont l'ame n'avoit jamais été servile ; un homme animé de l'amour de la gloire, sans avoir été ambitieux ; un ancien Visir enfin , qui , après avoir gouverné l'Asie , n'étoit point désœuvré dans sa retraite : Ministre d'un Sultan , il avoit été citoyen comme dans une République , & sujet comme dans une Monarchie. Il aimoit sa patrie & son Prince ; il les avoit servis l'une & l'autre , sans asservir l'une , sans avillir l'autre. Il venoit d'augmenter les for-

tes de la Nation & de combler la gloire du Sultan , quand le Sultan le disgracia. Sa faveur lui avoit fait quelques envieux , sa disgrâce ne lui laissa que des amis. Comme pendant son regne , il ne s'étoit point aperçu qu'il eût des Courtisans , ses amis lui suffirent dans sa retraite , & sa vertu seule l'eût garanti de la solitude. Comme il avoit gouverné l'Empire sans importance , il gouvernoit son troupeau sans dégoût ; & comme il ne s'étoit point approprié l'autorité qu'il exerçoit , il paroissoit encore régner lorsqu'il ne commandoit plus. Il avoit apporté aux champs tous les agrémens qu'on puise dans la Capitale du monde. A la politesse de la Cour, il joignoit la franchise de son caractère & la liberté de la campagne. Philosophe, sans spéculer, & sur-tout sans professer, son ame tranquille le faisoit jouir avec sagesse des avantages

avantages d'une constitution saine, d'un esprit libre, juste, profond, étendu, fin & délicat, d'un caractère heureux, doux & facile, d'une gaieté inaltérable ; sa bonté lui faisoit communiquer aux autres toutes les jouissances qu'il pouvoit leur procurer. C'est en le voyant que Sahady disoit : la sagesse est de jouir, la bonté de faire jouir.

Ce rare assemblage de qualités jusqu'alors inconnu dans les Visirs, & si piquant dans un Visir disgracié, lui attiroit l'amour de ceux qui vivoient avec lui, le rendoit l'objet de l'admiration de ceux qui entendoient parler de lui, excitoit la curiosité de ceux qui pouvoient le voir. D'abord c'étoit une mode de lui rendre, ensuite ce fut un devoir de lui tenir. Proscrit, relégué dans une Province éloignée, ce qu'il y avoit de plus grand à la Cour du

Tome II.

S

Sultan, de plus brillant dans Babylone, se rassembloit chez lui. On lui parloit de Babylone qu'il ne regrettoit point, du Sultan qu'il avoit oublié, des entreprises du Divan, des vexations des Ministres, de l'oppression des Peuples. Il écoutoit tout sans curiosité, répondoit à tout sans imprudence & sans mystère, & ramenoit à ses moutons sans qu'on s'ennuyât d'y retourner.

Un de ces beaux jours d'été, où la brûlante canicule livre les corps au repos, & répand dans les esprits une certaine mollesse qui ajoute un nouveau charme aux douceurs de la société; la compagnie étoit rassemblée dans un salon au milieu d'un jardin, d'où l'on découvroit une vaste & riante campagne. Avant l'arrivée du Visir, cette belle campagne n'étoit qu'un désert, sa nouvelle vie & sa ri-

chasse étoient un bienfait du Visir & le fruit de ses travaux. Des perliennes, des tentes continuellement arrosées de légers rideaux, garantissoient le Kiofte des ardeurs du midi ; au nord , les regards se reposoient sur des tapis de verdure , une cascade les arrosoit , & portoit jusqu'au salon & la fraîcheur & son murmure. Dans un des côtés du salon une table de sorbet rassembloit encore autour d'elle quelques Dames & plusieurs hommes ; plus loin , d'autres jouoient nonchalamment aux dez sur un tapis de Perse ; la plupart d'entr'elles , rangées sur des carreaux de marroquin , travailloient à leurs tambours , & sans fatigue , & sans ennui , laissoient mollement tomber & leurs aiguilles & leurs paroles , tandis que le Visir se promenoit , s'entretenant avec quelques Bachas. Il étoit vêtu d'une robe

légère , tissue de fine laine teinte d'une brillante pourpre. L'air incessamment renouvelé dans la salle par des ouvertures heureusement ménagées se jouoit dans les plis de sa robe , & l'agitant à son gré , en faisoit remarquer la légèreté & l'éclat. Elle attira l'attention d'une des Dames , qui voulut la regarder de plus près. Le Visir lui apprit que cette étoffe se fabriquoit au Tibet , contrée qui seule avoit l'avantage de produire des moutons dont la laine fût aussi fine. Oh ! cela est très-vrai , reprit une autre Dame , car on adore les vaches au Tibet ; & la preuve de cela , c'est que moi qui n'adore pas les vaches , j'ai une queue de vache du Tibet ; elle est belle , elle est blanche , elle est longue , cette queue , elle a un manche d'argent. J'en ai donné une pareille à Fatmé , elle la conserve dans son cabinet

Chinois , & s'en sert de chasse-mouche ; c'est avec ces queues qu'on fait ces belles étoffes de laine que vous voyez. Une conversation de cette importance intéressa bientôt toute l'assemblée ; tous les groupes se réunirent , chacun y prit sa part , & chacun fut persuadé qu'une étoffe de laine se fait avec des queues de vache.

Alla , alla , s'écria le Visir, quand il vit l'opinion établie , quoi ! vous venez de voir mes moutons qui ne valent pas ceux du Tibet , & vous croyez qu'avec des queues de vache on fait des étoffes de laine ! Puissante Erreur, tyran de l'univers, tu l'affervis dès l'youn el aoual [*], & tu le régiras jusqu'à l'aror. Tu inspiras le premier ignorant, le premier enthousiaste,

[*] L'youn el aoual , PREMIER JOUR. L'youn el aror , DERNIER JOUR.

le premier imposteur , & leur fournis la terre. Fallacieux Brama , fabuleux Apis , & toi-même , ô divin Koran , de vous aux queues de vache dont on fait des étoffes de laine , il n'y a peut-être pas si loin que l'on pense. L'erreur est l'aliment des hommes , ils ne sont que fots de s'en nourrir , mais il y auroit de la folie à tenter de leur ôter leur subsistance. Ne combattons donc point les erreurs qui ne leur nuisent pas ; plaignons-les seulement de celle qui leur nuit ; ne haïssons personne pour son erreur , ne tourmentons personne pour son opinion , & prions le Dieu de lumière qu'il éclaire nos esprits , le Dieu de vérité qu'il conduise notre langue , le Dieu de paix qu'il console nos cœurs , le Dieu de justice qu'il nous reçoive dans son sein à notre dernier sommeil.

Ainsi parla le Visir, & depuis ce tems
on continua d'adorer des queues de vache
au Tibet, d'en faire des chasse-mouche
à Babylône, & des robes de laine pour les
Visirs.

FIN du Tome second & dernier.





